

*Lettre d'un Banquier de Londres, à M *** à Anvers.*

De Londres le 2 Novembre 1777.

DANS le cours d'une ſeſſion du Parlement, il n'eſt gueres poſſible, Monſieur, que je vous rende un compte bien ſuivi des grandes affaires qui s'y traitent, & dont les détails ne ſont parfaitement connus que quand ils paroiſſent dans les Recueils Parlementaires. C'eſt ſeulement alors qu'on peut y donner une entiere croyance, parce que leurs Editeurs s'attachent à vérifier ce que la Gazette du matin ou du ſoir ne s'embarraſſe que de publier, & parce que les Orateurs eux-mêmes prennent ſouvent la peine de retoucher les diſcours donnés ſous leurs noms : délicateſſe à laquelle on ne peut qu'applaudir. Comme il eſt d'ailleurs quelques-uns de ces débats qui paroîtroient dans votre Journal à une diſtance trop éloignée du tems où ils ont eu lieu, relativement à l'importance des objets ſur leſquels ils roulent, & que même vous ſerez obligé en général de les abréger beaucoup, je choiſirai ceux qui me paroîtront les plus eſſentiels à connoître à cauſe de leur liaiſon avec les affaires du jour, & je les mettrai *in extenſo* ſous vos yeux, comme j'ai déjà

fait de celui dans lequel on a discuté le Bill pour la levée des matelots. Vous allez en lire un aujourd'hui qui sera repris dès les premieres séances de la session à laquelle nous touchons ; ce qui ne permet pas d'en différer la lecture, & dont l'objet est des plus intéressans, puisqu'il est question d'une entreprise aussi délicate & aussi importante que celle de mettre le commerce d'Afrique sur un nouveau pied, & d'en changer toute l'administration, conséquemment à la nouvelle face que les suites de la guerre d'Amérique auront fait prendre aux affaires générales du commerce. Ce n'est point de moi que vous apprendrez combien toutes les Nations Européennes, qui ont des Colonies, sont intéressées à connoître les desseins & les calculs des Anglois, relativement à toutes les branches d'industrie & de culture qui proviennent ou peuvent provenir du commerce propre à cette quatrieme partie du globe. Je me bornerai à vous donner une traduction fidele du discours *prononcé par M. Temple Luttrell dans les débats du 28 Mai 1777, concernant les établissemens Anglois en Afrique.*

Ce discours, par la vérité, l'étendue & l'importance des faits, a eu les suffrages des personnes qui connoissent le mieux la matiere, tant du parti des Ministres que de celui de l'Opposition.

M. LUTTREL saisissant l'occasion des plaintes portées contre les Directeurs actuels du

Comité d'Afrique, & que le Bureau des plantations venoit de mettre ſous les yeux de la Chambre des Communes, a cenſuré d'abord les Commiſſaires du Commerce & des Plantations, ſur ce qu'ils rendoient un compte imparfait & partiel qui n'embraſſoit gueres que le quart du commerce d'Afrique, conſideré dans ſon entier, relativement à l'étendue du territoire & de la côte, & aux profits, quoique la pétition du Parlement à la Couronne, pour avoir les éclairciſſemens néceſſaires à l'examen du commerce d'Afrique, fût conçue dans les termes les moins équivoques & les plus preſſans. » Ce commerce, pourſuivit-il, eſt un objet de la premiere importance pour la Grande-Bretagne; & ce n'eſt point la décadence de nos autres branches de commerce dans toutes les parties du monde qui doit nous le faire négliger. Lorſque je conſidere combien ce commerce eſt eſſentiel à notre revenu national, à la vente de pluſieurs articles de nos importations de l'Inde & de nos Manufactures intérieures, à notre Navigation marchande, à notre Puiſſance maritime, & à l'exiſtence de nos Iſles d'Amérique; je ne puis aſſez m'étonner que nos Miniſtres n'aient pas déjà, depuis long-tems, apporté les plus ſérieuſes attentions à un objet de cette importance. C'eſt une négligence qui me paroît, non ſeulement une imprudence, mais une faute impardonnable «.

» Le commerce d'Angleterre en Afrique (en ſuivant les Baies & les Caps ſans nombre qui s'y trouvent) s'étend dans une eſpace de trois mille lieues, depuis le port de Salé dans les Etats de Maroc, juſqu'au Cap de Bonne Eſpérance. L'époque où nous avons commencé à traiter avec les Habitans de ce Pays, ne remonte pas plus haut que le règne d'Elizabeth. Il fut établi une Compagnie au Sénégal & à Gambie, avec divers privileges excluſifs, ſous les règnes de Jacques I. & de Charles I. Pendant le Protectorat, des Négocians particuliers furent encouragés à y faire un commerce général & libre. Il fut conſtruit un fort à Cormantine ſur la Côte d'or, & un autre ſur la riviere Gambie.

Peu après la reſtauration, il ſe forma une Compagnie ſous le titre de Compagnie royale d'Afrique, dont le Duc d'Yorck fut nommé Gouverneur. Mais les défiances, les inſultes & les déprédations des Hollandois, firent le plus grand tort à la nouvelle Compagnie, & ne contribuerent pas peu à notre premiere rupture avec les Provinces-Unies. Ruyter, & d'autres habiles Marins de cette République, détruiſirent nos forts & nos établiſſemens; & les ſuites de leurs hoſtilités furent ſi funeſtes, que la paix de 1667, ne répara que très-imparfaitement les dommages ſoufferts par nos Négocians. Lors de notre ſeconde guerre avec la Hollande, en 1673.

la Compagnie unie se pressa d'abandonner ses droits & ses possessions à une nouvelle Société de Marchands faisant le commerce d'Amérique, qui étoit aussi sous les auspices du Duc d'York, en qualité de Gouverneur.

En 1697, le Parlement rendit libre le commerce d'Afrique à tous les sujets Britanniques en général. La derniere Compagnie se trouvant en 1730 dans des embarras pécuniaires, l'Administration alloua une somme de 10,000 liv. pour entretenir les forts & les factoreries. En 1749, & dans les deux années suivantes, au moyen d'un arrangement fait avec la Compagnie Royale d'Afrique, une Compagnie de Marchands libres, sous la direction d'un Comité, fut mise en possession de ses effets & de ses forts, depuis le port de Salé jusqu'au cap de Bonne-Espérance; & ce commerce fut ouvert à tous les sujets Britanniques.

La partie de la côte qui s'étend du Cap Blanc au Cap Rouge, a été cédée à la Couronne par un Acte du Parlement passé en 1765; & du Cap Rouge au Cap de Bonne-Espérance, tout ce qu'il y a de forts est resté sous la direction du Comité. La loi ne souffre point que ses membres fassent le commerce comme société unie, & ils ne doivent pas non plus le faire en leur qualité distincte de membres du Comité, soit directement ou indirectement. Des neuf Membres qui composent le Comité, il y en a trois pour Londres, trois

pour Brîſtol, & trois pour Liverpool. Ces Villes ſont les ſeules qui commercent dans cette partie du monde. Le commerce de Lancaſtre ſe réduit à très-peu de choſe «.

» L'Acte de 1749 ordonne que les Membres de ce Comité ſoient choiſis annuellement par des perſonnes faiſant le commerce, ou ayant intention de *commercer en Afrique*. En vertu de cet Acte, tout homme intereſſé pour 40 shellings dans le commerce, a le droit de donner ſon ſuffrage; mais des artifices indirects & une influence vénale, ſont cauſe que les Négocians réels, & ceux qui ſeroient le plus en état de faire un bon choix, n'en ont pas la faculté. Ce choix dépend des ſuffrages accidentels d'une clique de gens corrompus & de vils mercenaires. Voilà pourquoi en 1772 il n'y avoit pas moins de 145 noms ſur le regiſtre des Bourgeois de Londres faiſant le commerce en Afrique, parmi leſquels on n'en auroit pas trouvé cent qui euſſent jamais été intéreſſés à aucun vaiſſeau d'Afrique. Encore ſur ce nombre n'y en avoit-il pas cinquante qui eûſſent la moindre part dans le commerce d'Afrique, au tems des élections «.

» En 1771, on ajouta, en un ſeul jour, à la liſte, 194 bourgeois de Londres, dont pluſieurs étoient Membres du Parlement, d'autres Directeurs de la Compagnie des Indes, un aſſez bon nombre de Cabaretiers, Cordonniers, Bouchers, Barbiers, Allumeurs, Pâtiſſiers, Mineurs & autres gens ſans réſidence & ſans

occupation connue, ce qui fait certainement un mêlange curieux de commerçans «.

» Le commerce de la Côte d'Ivoire & de la Côte d'Or, qui eſt l'objet le plus immédiat de l'Adminiſtration du Comité, eſt prodigieuſement tombé depuis quelques années, tandis que le commerce d'Afrique au Sud de la Côte d'Or, a ſingulierement proſpéré. Vers le commencement du règne actuel, & juſqu'à l'année 1771 incluſivement, il s'eſt encore prodigieuſement augmenté. A cette époque, le commerce général d'Afrique produiſoit à la Grande-Bretagne, environ deux millions ſterl. par (*a*) an : il employoit, année commune, 50,000 tonneaux de bâtimens, qui faiſoient pluſieurs voyages dans l'année; & il fourniſſoit à nos Colonies plus de 40,000 eſclaves. De 1735 à 1763, il a été envoyé de la Côte d'Or ſeule aux Colonies Angloiſes, année moyenne, 13,000 negres; & en 1752 Liverpool envoya 32 gros vaiſſeaux à la Côte d'Or. Il en étoit parti du même port 58 pour tout le commerce d'Afrique; & ces 32 bâtimens ont tranſporté 8,230 negres «.

» En 1771, notre commerce général d'Afrique étoit parvenu au plus haut point de proſpérité, 195 bâtimens y étoient employés de la Grande-Bretagne, outre 60 à 70 du Continent de l'Amérique Septentrionale; & quoique ſur ce nombre il y en eût en-

(*a*) Par la voie & au moyen des Iſles à ſucre.

viron 106 de Liverpool, on n'en put charger que 14 à la Côte d'Or ; & ces 14 bâtimens ne procurerent que 3,400 esclaves. On peut évaluer à 6,000, au plus, le nombre d'esclaves que nous achetons tous les ans à la Côte d'Or, sans compter ceux de Benin & de Callabar, qui sont souvent conduits vers le Nord-Ouest pour en augmenter le prix «.

» La quantité d'or transportée en Angleterre, du tems de la Compagnie Royale d'Afrique, montoit à près d'un demi million sterl. par an, pour 120 à 150,000 onces ; mais les choses sont tellement changées, relativement à cet article, qu'aujourd'hui nous sommes obligés de porter de l'or aux marchés d'Afrique. Le commerce d'Ivoire s'est pareillement réduit à rien. En 1749, lors de l'établissement du Comité, l'or coutoit sur la côte, moins de 42 shellings l'once : il y vaut à présent le double. Un bon Negre Anamaboe étoit estimé 9 à 10 liv. sterling, & vendu dans les Isles de l'Amérique Britanniques 29 à 30 liv. sterl. L'année derniere un pareil esclave coutoit, de la premiere main, 27 liv. 18 shellings, & il étoit vendu à la Jamaïque 69 à 70 liv. argent du pays (environ 50 livres sterl.) «.

» Il y a onze forts sur la Côte d'Or, entre le Cap Apolonia & la riviere Lagos. Suivant l'opinion de beaucoup de personnes sensées, trois de ces forts sont absolument inutiles,

ſi ce n'eſt comme des marques de poſſeſſion ; & deux n'ont été, juſqu'à préſent, que trop nuiſibles à notre commerce. Le Parlement octroye régulierement, depuis pluſieurs années, 13,000 & ſouvent 15,000 liv. ſt. par an, pour entretenir ces forts, qui, ſelon le dernier rapport du Capitaine Cornwallis, continuent d'être en ruine & hors d'état de défenſe, quelques uns n'ayant ni artillerie, ni munitions, quoiqu'ils aient couté à la nation, depuis la diſſolution de la derniere Compagnie, plus de 360,000 liv. ſterl. «.

» Au lieu de nous attirer la conſidération & le reſpect des Naturels du Pays & des Européens rivaux qui ont des garniſons & des comptoirs à une portée de canon de ces établiſſemens, ils ne ſont pour eux qu'un objet de ridicule & de mépris. Ils ont été ſur-tout employés à ſervir de magaſins pour la pire eſpece de monopole faite par les Officiers publics de la Compagnie, ſous le voile de l'autorité légiſlatrice, & plutôt pour la deſtruction que pour la protection & la ſauvegarde du libre Négociant Britannique «.

» Je ſuis très-ſûr qu'une dépenſe d'un peu plus de 1000 liv. ſterl. par an, pour chaque fort, l'un portant l'autre, montant à la ſomme de 7 à 8000 liv. pour les ſeuls forts d'une néceſſité réelle, ſeroit plus que ſuffiſante, en raiſon de leur ſituation & de leur grandeur actuelles. Je vois avec peine faire de nouvelles avances d'argent qui doivent être

employées en marchandises à la discrétion de ces monopoleurs, & encourager de si énormes abus. Ils n'ont jamais été autorisés à anticiper sur les octrois annuels du Parlement, qui, à la vérité, auroit du, il y a long-tems, réprimer leur témérité, à moins qu'on ne lui eût produit des comptes plus satisfaisans des dépenses précédentes. Les Employés du Comité prétendent avoir à réclamer un reliquat de balance de près de 20,000 liv. sterl. Si vous leur remettez l'argent qu'ils sollicitent, il est aisé de concevoir à quels objets il sera appliqué; il n'y aura pas un shelling d'employé à l'entretien des forts & des établissemens «.

» Les Comités d'Afrique (j'entens par le Comité les Directeurs en général du commerce d'Afrique, quels qu'ils aient été depuis vingt-six ans, & sans prétendre particulierement accuser, ni disculper aucun de ceux qui sont actuellement en place, & dont la conduite est maintenant soumise à l'examen de la Chambre, en conséquence du rapport qui est sur le Bureau.) Les Comités d'Afrique, dis-je, ont agi contre les devoirs de leur place; ils ont certainement été les fauteurs du mal, s'ils n'en ont pas été les *principaux auteurs*; ils ont mal entendu la teneur & l'esprit de l'Acte, qui étoit d'ailleurs *ridiculement libellé*. Ils ont dénaturé la véritable idée de la législation; ils ont agi d'une maniere directement contraire aux intérêts réels de la

Nation ; & ils ont presque anéanti notre commerce. Un systême aussi destructif ne peut être trop tôt abandonné «.

» Je croirois que ce que nous avons de mieux à faire aujourd'hui, que nous touchons à la fin d'une session, seroit une motion préparatoire, tendante à annuller l'année prochaine l'Acte de 1749, & à présenter un nouveau Bill au Parlement, pour établir le commerce d'Afrique sur des principes de politique qui puissent le rendre aussi humain, aussi équitable que la nature de ce commerce peut le permettre, relativement aux Negres, avantageux à l'Armateur & à notre commerce général, & favorable à la prospérité de nos îles de l'Amérique «.

» Pour cet effet, je ne vois pas de meilleur moyen que de créer & d'établir deux Compagnies distinctes qui commerceroient sur un fonds commun. Une Compagnie pour les Nations & les Districts du Nord qui suivent la Religion de Mahomet, celles sur-tout qui parlent certains Dialectes Moresques, dérivés tous de la Langue Arabe, & qui occupent une étendue de côte d'environ 2000 milles, depuis le port de Salé jusqu'à la riviere Saint Paul ; l'autre Compagnie commenceroit de ladite riviere Saint Paul, & s'étendroit jusqu'à la riviere de Lagos, qui comprend toute la côte d'Ivoire avec toute la côte d'Or, & qui renferme le plus Méridional de nos forts à Widah. Ce district seroit peut-être la plus

riche & la plus importante partie de notre commerce avec l'Afrique, & formeroit une étendue de près de 2,000 milles de l'Oueſt à l'Eſt. A l'égard du reſte de ce Continent, qui comprend Bonny, les deux Calabars, la baſſe Guinée en général, & qui va juſqu'au cap, formant encore une côte de plus de 4,000 milles, il ſeroit entierement libre, tel qu'il l'eſt aujourd'hui«.

» Par cet arrangement, il y auroit une émulation avantageuſe entre les deux Compagnies créées pour le même objet; & la liberté du commerce au Sud, ne feroit qu'aiguillonner l'activité de ces Compagnies, en même tems qu'elle ſerviroit de frein à l'une d'elles ou à toutes les deux enſemble, en les forçant à ſe contenter d'un profit raiſonnable dans leur commerce. Je ſuis certain que la ſaine politique nous portera à une réforme à peu-près ſemblable à celle que je propoſe, ou à une liberté de commerce indiſtincte pour tous les Armateurs d'une extrémité à l'autre du vaſte continent de l'Afrique, d'après l'état actuel des contrées Septentrionales de la haute Guinée, conſidérées, tant du côté de la politique que de la géographie. Je crois qu'on ne pourra relever juſqu'à un certain point notre commerce d'Afrique, qu'à force de travail, d'induſtrie & de grandes reſſources collectives, ainſi que de protection & d'encouragement de la part du Gouvernement. Je ſuis perſuadé que ce commerce, conſidéré conſti-

tutionellement, seroit bien plus surement & beaucoup mieux conduit pour l'intérêt public, s'il étoit sous la direction d'une Compagnie commerçante, avec des fonds réunis, qu'en le mettant sous l'administration des Commissaires du Commerce & des Plantations, ou sous celle d'un Secrétaire d'Etat; jamais on ne me persuadera qu'une telle administration ait amélioré ou étendu notre commerce du côté de Sénégambie. Auparavant nous avions des stations, des magasins & des communications ouvertes pour beaucoup d'articles de commerce, jusqu'à 200 lieues, en remontant la riviere de Gambie, avec dix-sept comptoirs. Ils sont tombés avec la derniere Compagnie Royale d'Afrique, & je ne sache pas qu'aucun d'eux ait été recouvré par les soins des Ministres de la Couronne «.

» Le commerce de Sénégambie est bien loin de ce qu'il devroit être, après avoir coûté à la nation, en établissement civil & militaire, en extraordinaires, en artillerie, &c. &c. depuis 1766 (inclusivement) près de 180,000 liv. sterl. Sur la côte d'Or, & dans l'intérieur de ce pays, vous aviez autrefois des routes de communication de 6 à 800 milles de longueur, coupées dans des défilés & des bois très-épais. Ces routes étoient au nombre de cinq, & à la fin de chaque journée de chemin (d'environ dix à douze lieues) on trouvoit des maisons où

l'on pouvoit se reposer & se rafraîchir, & sur lesquelles des pavillons Britanniques étoient élevés. La plupart de ces routes sont aujourd'hui rompues & les maisons abandonnées tombent en ruine. Il n'y a presque plus de communication entre les Européens & les Naturels de l'intérieur des terres. Les guerres qui ont subsisté les années dernieres entre les Etats Confédérés près la côte de la mer, & les Souverains des pays intérieurs (guerres qui quelquefois aussi ont été suscitées & aggravées par la mauvaise conduite & la basse politique des Facteurs Anglois & Hollandois); ces guerres, dis-je, ont mis le commerce d'Afrique dans une position si hazardeuse, qu'il ne peut être relevé que par un capital de fonds réunis, qu'il faudroit employer à mettre nos forts en bon état, & à rétablir dans cette partie du monde notre pouvoir & notre crédit, en même tems qu'on persuaderoit aux Hollandois de concourir avec nous à rendre libre le commerce avec les Africains, pour l'avantage mutuel de toutes les parties «.

» On pourra alléguer que le commerce des Negres est contraire aux principes de la Religion & de la nature; mais considérons que si nous sommes obligés de conserver & de maintenir nos Colonies, ce qui ne peut se faire que par des Negres Africains, il vaut certainement mieux nous fournir nous-mêmes de ces Negres, que de les acheter par l'en-

tremise des Facteurs François, Hollandois & Danois. Le nombre des Negres doit naturellement diminuer de beaucoup, si nous ne nous servons que de ceux qui naissent dans la servitude, & de Noirs déjà façonnés & établis dans nos îles à sucre. Cependant quelque dur que l'état d'un Esclave Negre puisse paroître d'abord à un Anglois zelé pour la liberté, je le trouve beaucoup moins à plaindre (même en considérant son état de nature & son droit de naissance local) qu'un pauvre matelot pressé en Angleterre. La prison du Negre n'est pas aussi resserrée, sa discipline n'est pas aussi sévére : il est nourri tout aussi bien, & son travail en général est moins fatiguant; mais sans insister plus longtems sur cet objet, vous ne seriez surement pas fâchés d'avoir de l'or, des gommes, de l'ivoire, de la cire, des bois de teinture, &c. dans la plus grande abondance «.

» J'ai toujours vu que le commerce d'Afrique enlevoit une grande quantité de nos marchandises de l'Inde, des laines & des quincailleries d'Angleterre, &c. Il y a eu un tems où il circuloit dans la Grande-Bretagne 400,000 guinées, provenant de l'or apporté ici par la Compagnie d'Afrique : je crois que c'est de là que cette monnoye a d'abord tiré sa dénomination. Elles étoient distinguées des autres guinées courantes par la figure d'un Eléphant «.

» Loin que nous puissions nous flatter que

le commerce d'Afrique fleurisse jamais sous le régime actuel, je suis sûr qu'il lui est impossible de subsister plus long-tems sans une réforme totale. La chute des Compagnies de fonds unis n'a été occasionnée par aucune imprudence de leur part. La derniere Compagnie Royale d'Afrique commença avec un peu plus que cent onze mille liv. sterling, & les appels qui survinrent ne furent pas fort considérables ; cependant elle dépensa en Afrique, de maniere ou d'autre, & au grand avancement de ses intérêts & de ceux de la Grande-Bretagne, plus de 1,400,000 liv. Lorsque le commerce fut rendu libre à tous les Armateurs, sous Guillaume III, la Compagnie donnoit un dividende de quarante pour cent sur son premier fonds. Le commerce d'Afrique est trop compliqué, trop volumineux, trop diffus pour être dirigé par des Ministres. Dailleurs un Bureau Ministériel de Commissaires est sujet à des incertitudes & à des variations continuelles ; & notre Bureau de Commerce & de Plantations a déja plus d'affaires qu'il n'en peut suivre «.

Les autres Etats civilisés de l'Europe sont constitués très différemment du nôtre. Chez eux, un Gouvernement central agit avec vigueur & célérité jusqu'à ses extrémités. Nul autre pouvoir coercitif n'y peut opérer dans les communications réciproques de commerce que celui des Secrétaires d'Etat, des Ambassadeurs, des Consuls, &c. Dans les affaires de

de la Grande-Bretagne, conduites d'après les principes du commerce avec nombre de Nations Sauvages de l'Afrique, il n'eſt pas beſoin de l'entremiſe des Miniſtres de la Couronne. Ils doivent ſe contenter d'être les gardiens publics de nos droits contre l'inimitié & les empietemens des autres Etats de l'Europe, qui commercent en concurrence, & de protéger notre navigation ſur mer. Examinons actuellement à quel point les Miniſtres d'aujourd'hui ont rempli ou négligé cette obligation «.

Le fort d'Albreda, ſur la riviere de Gambie, nous fut cédé par le Traité de Paris en 1763, lorſque toutes les dépendances du Sénégal furent cédées à la Grande-Bretagne; c'eſt une poſſeſſion qui nous appartient, ainſi que j'offre de le prouver à la Chambre, ſi le fait eſt (*a*) nié. On a ſouffert que les François continuâſſent à occuper ce fort; & depuis ce tems là ils y font un commerce très-lucratif «.

» En 1772, un vaiſſeau ſortit d'Albreda pour le compte de la France, avec une cargaiſon plus conſidérable qu'aucun vaiſſeau Anglois n'en avoit jamais eu «.

(*a*) On ſeroit curieux de voir comment M. *Luttrel* prouveroit cette aſſertion. Tous les François qui ont fréquenté ces pays, ont toujours cru qu'Albreda ſur la riviere de Gambie, étoit une dépendance de Gorée & non de la riviere du Sénégal.

» Il paroît, par le rapport fait aujourd'hui à la Chambre, que les Hollandois usent de violence pour empêcher notre commerce avec les Portugais; & ces mêmes Portugais qui passent pour nos alliés & nos bons amis, confisquent continuellement nos vaisseaux & nos cargaisons lorsqu'ils touchent à leurs établissemens. En 1773, le sloop l'*Aventure*, Capitaine Windsor, se trouvant près des attérages de Zingzing, & ayant quatre pieds d'eau à fond de calle, fit un signal de détresse. On lui permit de retirer ses marchandises, & d'étancher sa voie d'eau; mais aussitôt que les matelots descendirent à terre, ils furent arrêtés & conduits en prison, où deux d'entr'eux moururent de mauvais traitemens; le reste fut envoyé quelque tems après à Gambie, mais tous les effets des propriétaires, qui montoient à plus de 2,000 liv., furent perdus sans retour «.

» Un des vaisseaux de guerre de Sa Majesté, mis en commission par notre Commandant en chef dans cette station, a reçu dernierement sur ces parages un outrage encore plus révoltant. Il fut contraint de toucher à un établissement Portugais, où il fut pris, & tout l'équipage emprisonné; le Capitaine qui, comme je l'ai appris, avoit passé à ce poste de celui de premier Lieutenant de la frégate du Roi *la Pallas*, est arrivé depuis peu en Angleterre de Lisbonne; mais je crois que son équipage est toujours

prisonnier en Afrique. Ce fait, pris dans toute ses circonstances, est peut-être plus atroce encore que celui de la prise du *Morning-Star* par les Espagnols à la côte de Mosquito. On assure que le prétexte a été à peu-près le même, & qu'on avoit pris ce vaisseau pour un Pirate, ou pour un Corsaire Américain «.

» Il est du devoir du Parlement de prendre sans délai quelques mesures pour l'accroissement du commerce général d'Afrique, comme une ressource qui puisse sauver les débris de l'Empire Britannique, lorsque l'Amérique ne nous appartiendra plus. Si l'on approuve le projet de deux Compagnies, tel que je l'ai exposé, peut-être que nos Ministres, en vendant les esclaves attachés aux forts, les forts, les établissemens & les autres effets qui appartiennent au Public, pourront non seulement le soulager des octrois annuels pour l'Afrique, mais même faire un arrangement pour l'entiere liquidation de l'arrérage actuel de la dette, vis-à-vis du Comité & de ses Employés. A tout événement, je demande la permission de faire cette motion que je regarde comme le seul projet salutaire qui puisse être adopté avant la prorogation du Parlement. Cependant si dans l'état actuel des affaires, ma proposition pouvoit empêcher la disculpation des Membres du Comité actuel d'Afrique, je désire qu'on ne prenne

une décision sur ma proposition, qu'après que l'affaire du Comité aura été terminée «.

ALORS M. Luttrell porta sa motion qui étoit de supplier Sa Majesté d'ordonner au Bureau du Commerce & des Plantations d'examiner les plans & projets, qui dans le cours de l'Eté (1777), pourront lui être remis pour mieux entretenir les forts, & pour conserver, augmenter & étendre le commerce général d'Afrique, depuis le port de Salé, dans la Barbarie Méridionale, jusqu'au Cap de Bonne-Espérance, & de faire à la Chambre, au commencement de la prochaine session, le rapport des projets ou plans que lesdits Commissaires jugeront les plus propres à remplir cet objet.

M. Viner se leva, & après avoir fait le plus grand éloge de la description que M. Luttrell venoit de faire du commerce Anglois en Afrique, il fut d'avis qu'on formât sur le champ un Comité sur le rapport & les pétitions remis à la Chambre & reçus par elle. Il ajouta que lorsque cette partie de l'information seroit terminée, il auroit la satisfaction d'appuyer la motion de M. Luttrell, & qu'il ne doutoit pas qu'elle ne fût reçue unanimement.

M. Gascoyne, quoique Commissaire du Commerce, rendit témoignage de l'exactitude avec laquelle M. Luttrell venoit de traiter les affaires de l'Afrique en général; & il ap-

prouva ſa propoſition. Il eſt à remarquer que M. Gaſcoyne a prodigieuſement travaillé ſur cette matiere, & il eſt peut-être le ſeul Miniſtre ou Sous-Miniſtre qui ait pris la peine de faire une étude approfondie du commerce de cette partie du monde.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. du 5 Novembre.

ON ATTENDOIT, Monſieur, une Gazette de la Cour qui confirmât les grands avantages remportés en Amérique par les diverſes armées Angloiſes, & dont le bruit s'étoit répandu depuis quelques jours. Enfin il en a paru une le ſamedi premier Novembre, chargée de dépêches de quatre à cinq Généraux Anglois dans le Nord, & dans le Sud du Général Howe, du Vice-Amiral ſon frere, du Général Burgoyne, du Général Carlton du Lieutenant-Colonel Saint-Léger, & du Général Macleane & cependant les longs détails qu'elles contiennent, n'ont fait qu'accroître les incertitudes, irriter la ſoif des nouvelles ainſi que l'humeur des Miniſtres contre la lenteur des Frégates meſſageres chargées de tout ce qu'ils ont de grand & d'important à apprendre à la Nation, & qui ſe contentent de faire annoncer leur arrivée & les glorieuſes nouvelles qu'elles apportent, par les charettes mâtées qui les ſaluent en paſſant.

» Que nous apprennent les deux Freres

par leurs lettres, dont la plus récente eſt du 30 Août » ?

» On voit dans celle du Général Howe, qu'il ne s'eſt déterminé que le 30 Juillet, au ſixieme jour de ſa navigation, à chercher la Baye de Chéſapeak, & lorſqu'il a été devant les Caps du Delaware où ſans doute il n'a pas oſé entrer. — Qu'il a eu enſuite une navigation longue & pénible, & qu'il n'a atteint que le 25 Août le lieu de ſon débarquement, l'ennemi étant alors près de Philadelphie. — Que vers le 30 l'ennemi avoit pris une poſition où il ſeroit difficile de le forcer à une action générale, même quand ce ſeroit pour ſauver Philadelphie : aveu qui fait voir que, ſuivant M. Howe, les Américains ne doivent pas regarder la perte de Philadelphie comme le dernier des malheurs, & par où il prononce lui-même la condamnation de ſon plan de Campagne ».

Il y joint une copie de la proclamation dont il s'eſt fait précéder, comme ailleurs, & qui produira le même effet : prieres qu'on n'écoute point, menaces dont on ſe moque, & promeſſes décriées par l'indigne conduite de ſes troupes par-tout où il a paſſé.

» Le Lord Vice-Amiral donne le démenti dans la ſienne au Général ſon frere. Suivant celui ci, c'eſt *ſur des avis reçus le 30, lorſqu'il étoit entre les Caps du Delaware qu'il a jugé plus à propos d'aller à la Baye de Chéſapeak;* mais au dire de l'Amiral, *la deſtination de*

la flotte étoit pour les Caps de la Virginie, quoique son Frere n'ait pris cependant qu'après coup la résolution de s'y rendre, & l'*ayant jugé plus à propos.* — Il est visible que cette variante nous décèle une premiere tentative manquée par le fleuve Delaware ».

Voilà tout ce que contiennent d'essentiel les lettres des deux Freres, tandis que tout Londres retentit du bruit d'une défaite générale de Washington, & de la prise de Philadelphie. Il est vrai que les dates sont différentes, puisque, si l'on peut regarder comme authentique une lettre de Washington au Congrès, l'événement, seulement d'une affaire de poste, est du 11 Septembre. Cette lettre (*a*) qui est révoquée en doute par la circonstance de la blessure du Marquis de la Fayette que l'on assure être à l'armée du Nord, n'annonce au surplus qu'un avantage préparatoire à la prise de Philadelphie qui, suivant M. Howe, n'est pas le revers que craignent le plus les Américains, & dont il ne résulteroit que plus d'acharnement à la guerre de leur part.

Tout ce que le Chevalier Howe mande donc d'agréable, c'est qu'après les dépenses énormes de cette troisieme campagne, après

(*a*) Milord Germaine vient de faire publier ses remerciemens au Maire de Liverpool, de qui il a reçû la Gazette de New-York où est cette lettre de M. Washington. Ainsi il n'est plus possible de croire cette lettre supposée.

l'énorme ravage que les maladies du climat ont fait dans ſon armée, & un voyage très-long & très-fatigant, de près de 35 jours, il a eu le bonheur enfin de débarquer ſes troupes ſans qu'elles aient été exterminées.

La lettre du Général Burgoyne eſt datée du Camp en face de Saratoga le 20 Août. Il débute par apprendre à Mylord Germaine qu'il a fait 18 milles en 16 jours. *Chi và piano và ſano*; mais malgré tout le ſens qui abonde dans ce vieux dicton Italien, ce *piano* là ne prendra point l'Amérique à revers. Tout a manqué à M. Burgoyne : tout l'a contrarié : tout a trompé ſes calculs : les élémens même ont conſpiré contre lui.— Vous avez lu, Monſieur, dans ma lettre du 18 Octobre dernier (N°. XXIX) un tableau de la difficulté des marches en Amérique; c'eſt exactement tout ce que M. Burgoyne en écrit. Mais il ſe garde de dire que, tandis qu'avec des peines extrêmes, & après quinze jours du travail le plus opiniâtre, il avoit la douleur de voir qu'il n'y avoit que dix bateaux d'arrivés, on lui brûloit par centaines ceux qu'il a laiſſés ſur les Lacs.

Pour mieux décrire l'impoſſibilité où il a été d'entretenir ſa communication avec le Fort George, il convient que le cordon qu'il a formé eſt beaucoup plus long que ne le comportoit la force de ſon armée; il voit des *impoſſibilités phyſiques*, dont juſques-là il paroît qu'il s'étoit peu douté; & enfin pour

ſoutenir l'averſion qu'il a jurée aux marches retrogrades, il ſe décide à faire ſurprendre un poſte ennemi, où abondent les proviſions de tout genre, & qui lui permettra d'oublier des magaſins un peu trop éloignés (l'Angleterre & l'Irlande, par exemple) pour que ſes ſubſiſtances ſoient régulièrement aſſurées. Un détachement de cinq cents hommes, bien compoſé, bien commandé, bien muni d'artillerie, marche à la découverte de cette terre promiſe appellée *Bennington.* Il fait lui-même un mouvement le 14 Août, pour ſeconder de loin cette tentative. On apprend que l'ennemi étoit plus fort à Bennington qu'on n'avoit cru d'abord; il y envoye un renfort de troupes d'elite. Mais le Commandant de ſon détachement donne dans un piege groſſier, dans le même piege où ſe ſont laiſſés prendre tant de gens d'eſprit, à la Cour de Londres ſur-tout c'eſt-à-dire, qu'il croit au retour ſincere des Américains de qui on a extorqué des ſoumiſſions & des ſermens de fidélité. Il eſt trahi par des guides qu'il avoit pris ſur la route, pour lui faire connoître le pays & les gens; *il avoit eu l'imprudence*, c'eſt M. Burgoyne qui parle, *de laiſſer en liberté ceux qui avoient prêté le ſerment d'allégeance. Sa crédulité & leur ſcélérateſſe cauſerent ſon premier malheur. Ils l'engagent dans un chemin qu'il ne pouvoit pas connoître. Ils avertiſſent de ſa marche*, les autres nouveaux convertis leurs freres; & *ceux de qui il avoit reçu les ſermens, furent les premiers qui*

tirerent sur lui, qui lui tuerent beaucoup de monde, qui le firent prisonnier. D'un autre côté le Lieutenant-Colonel Breyman, à la tête du renfort, est obligé de faire retirer *ses troupes victorieuses* en laissant deux piecesde canon derriere lui. Les Sauvages se retirent de même& aussi le Capitaine Fraser, avec une partie de sa compagnie, & beaucoup de Provinciaux & de Canadiens. Ce sont tous ces honnêtes fuyards là, que M. Burgoyne appelle *Conquering-Troops*, troupes victorieuses. — Il songe avec peine que l'ennemi appellera cette retraite une déroute, qu'il fera sonner bien haut la prise de quatre pieces de canon; mais *cela mis à part*, poursuit-il, ils ont peu de sujet de se féliciter; car leur perte doit avoir été du double au rapport de ceux des habitans qui les ont vus enterrer leurs morts. On sait pourquoi ses *troupes victorieuses* n'étoient pas restées pour les compter elles-mêmes. Ce qui le désole sur-tout, c'est de dépendre encore de ses magasins éloignés & de n'avoir pas pu enlever les troupeaux gras de Bennington, n'ayant des subsistances que pour quatre jours.

Tout cela ne l'empêche pas de promettre des merveilles, comme s'il avoit encore deux ou trois mois de campagne devant lui, avec toute sécurité pour son cordon de cent lieues, & même de parler de l'assistance que peut lui donner le Général Howe, qui semble l'avoir entiérement oublié, & qui je crois, auroit beaucoup plus facilité la jonction des

deux armées, s'il eût continué d'occuper les Jerſeys & les plaines Blanches, que cela ne lui ſera poſſible, même quand il prendroit Philadelphie.

Le Lieutenant-Colonel Saint-Léger, ſur l'expédition collatérale de qui M. Burgoyne avoit tant compté, lui écrivoit le 11 Août, pour le preſſer de favoriſer par une diverſion le deſſein qu'il avoit de joindre l'une ou l'autre des grandes armées. Il lui vantoit le bonheur qu'il venoit d'avoir le 5 de remporter une victoire complette dans laquelle il avoit tué 400 ennemis, & dans ce nombre, preſque tous les principaux moteurs de la rébellion. Il craignoit cependant que ſa jonction avec M. Burgoyne ne fût coupée par des troupes reglées. Il ne dit rien ſur ſes progrès dans le ſiege du fort Stanwix ou Schuyler; mais le Général Carlton a pris la peine d'éclaircir tous les doutes à ce ſujet dans une lettre que les Miniſtres ont reçue auſſi de lui. Il les informe qu'après avoir renoncé à ce ſiege, M. de Saint-Léger a repris la route de Montréal pour venir ſe joindre au Général Burgoyne par les lacs. Il pourra rencontrer en chemin les Américains qui ont enlevé près de Ticondérago le 16 Septembre une partie du cinquante-troiſieme régiment, & qui ont brûlé au portage tous les batteaux du Général Burgoyne.

Enfin voici la grande nouvelle de l'armée du Général Burgoyne. Ce ne ſont plus ſes détachemens, qui ſe ſont meſurés avec l'en-

nemi : c'eſt lui-même dans une action du 19 Sept. qui a duré depuis midi jusqu'à la nuit close, ce qui peut faire près de neuf heures. Il y a bien du singulier dans les quatre mots de détail envoyés de Ticondérago le 30 Septembre à M. le Chevalier Carlton par M. le Général Macleane, sur un rapport verbal.

Il avoit reçu le matin du 30 la nouvelle de cette bataille du 19, par un exprès du Général Burgoyne qui la lui a racontée ; c'eſt exactement la relation de Sozie dans Amphitrion. Cette innovation dans les usages de la guerre chez les Modernes, étonne ici tout le monde. On se demande comment M. Burgoyne, qui écrit avec une si belle facilité, s'eſt abſtenu de le faire dans une occasion si glorieuse pour lui ? Si son triomphe n'a pas été rendu avec toutes les nuances propres à en faire sortir l'éclat, c'eſt entièrement sa faute. Mais d'après l'exposé *verbal* de son courier, l'avantage ne peut pas avoir été aussi grand qu'on se le seroit imaginé d'abord. On augure que si le terrein étoit si contraire aux troupes Britanniques, que trois régimens seulement aient pu déployer tout leur courage, la perte des Anglois doit être de beaucoup plus que 350 tués & de 150 blessés.

Le récit verbal dit que les Rébelles se *sont retirés dans leur camp* à une demi-lieue du champ de bataille. Ils avoient donc fait ce chemin pour marcher à M. Burgoyne ; ils l'ont attaqué sur un terrein défa-

vantageux, & le combat n'a cessé qu'après la fin du jour. Il a fait compter les six cens morts des ennemis, quand il n'y voyoit plus assez clair pour reconnoître les siens propres. Oh, certainement la victoire a été achetée bien cherement par le Général Anglois; & c'est la raison pour laquelle son courier n'avoit ni relation écrite, ni liste de tués & de blessés.

Je fais une derniere observation sur les onze journées de route de ce Messager qui étoit chargé de faire passer en Angleterre la nouvelle d'un événement si intéressant. Si, du champ de bataille jusqu'à Ticondérago, il a voyagé onze jours, combien en faudra-t-il au Général Burgoyne, quand il aura renoncé à sa jonction, pour retourner lui-même à Ticondérago avec les débris de son armée? Certainement ce sera pour lui une route de plus de vingt-cinq jours: on peut donc rabattre ce nombre de jours de la durée de sa campagne, dont le plus long terme seroit jusqu'au premier Novembre. Par conséquent, il est impossible qu'une fois le mois d'Octobre arrivé, il ait songé à poursuivre son projet de jonction. Ainsi, à compter du 19 Septembre, jour de l'action, il n'avoit plus que onze ou douze jours dans lesquels il pût tenter d'agir; & à compter du premier ou du 5 Octobre, le systême défensif de l'armée Américaine aura pu, en toute sécurité, devenir offensif, pour le harceler dans une marche rétrograde de

près d'un mois de route au milieu de toutes les difficultés dont il a fait lui-même un ſi hideux tableau.

Si le Miniſtere Anglois, Monſieur, n'eſt pas très-aſſuré que ſon Général s'emparera de Philadelphie, il n'aura pû voir, ſans une vive inquiétude, que la nouvelle qui s'en eſt généralement répandue ait fait hauſſer ſur le champ les fonds publics de deux pour cent. C'eſt toute la faveur qu'il pouvoit eſperer de l'événement le plus déciſif de cette campagne & de la guerre, qui ſeroit bien plutôt la jonction des deux armées, que la priſe même de Philadelphie. Cette priſe ne ſe confirmant point ſous quelques jours, les fonds baiſſeront beaucoup plus qu'ils n'ont hauſſé, & ce déſaſtre arrivera préciſément au moment où il ſeroit le plus intéreſſant que leur crédit ſe relevât pour faciliter le ſuccès de l'opération de finances de Milord North. Sans doute que Milord Germaine a ſenti le danger de cette joie hâtive, car il n'a point voulu avoir l'air de donner de la conſiſtance à un eſpoir qui n'eſt peut-être pas des mieux fondés, quelque plaiſir qu'un certain parti paroiſſe trouver à s'en nourrir. Pluſieurs Marchands de Londres ſe ſont rendus le 4 au matin chez ce Lord, pour lui demander ſi on pouvoit donner croyance au bruit répandu dès la veille, de la défaite de Washington. La réponſe de ce Miniſtre a été: » qu'on n'en avoit point reçu

de nouvelle (*a*) autentique, & qu'ainſi il ne pouvoit point aſſurer le fait; mais qu'il croyoit qu'il pouvoit y avoir quelque choſe de cela: qu'au ſurplus on attendoit d'un moment à l'autre des nouvelles du Général Howe «. Dans des circonſtances où une jouiſſance prématurée ſe pardonneroit aiſément à des Miniſtres en qui on n'a jamais repris une modeſtie exceſſive, un langage ſi modéré décele l'intérêt qu'ils attachent au maintien du crédit public, de préférence même aux avantages momentanés qui pourroient accélérer le ſuccès de leurs futures opérations. Pour faciliter leurs recrues en Allemagne & en Angleterre, pour amortir le zele des Etrangers pour la cauſe Américaine, il eſt bon qu'une nouvelle auſſi importante que la priſe de Philadelphie ſe répande & s'accrédite, dût-elle même ne ſubſiſter que quinze jours; mais le déſordre qui ſe mettroit dans les fonds publics, lorſque l'artifice ſeroit découvert, ſur-tout le grand projet de finances d'où dépend la campagne prochaine étant prêt à éclore, porteroit à tout le ſyſtême de la guerre, un coup ſi terrible qu'il ſeroit peut-être impoſſible de la remettre jamais ſur pied. Voilà ce qui vous explique la merveilleuſe circonſpection de Milord Germaine dans ſa réponſe aux Marchands. Sa ſimpli-

(*a*) Il n'en avoit connoiſſance que par la Gazette de New-York.

cité convenoit parfaitement à un homme d'Etat, qui n'a que ſa part dans le ſoin que prend le Conſeil en général pour ménager le crédit. Vous allez voir à préſent, Monſieur, comment le Miniſtre de la finance, dont c'eſt l'affaire principale, travaille à regénérer la confiance & à donner aux actions une faveur indépendante du ſort journalier des armes en Amérique. Le même eſprit de ſageſſe inſpire l'un & l'autre chacun ſelon la nature du département dont il eſt chargé.

Apologie de Milord North.

» Le Parti de l'Oppoſition a voulu faire courir le bruit que le Lord North ſongeoit à ſe retirer; quoique cette nouvelle n'ait pas le moindre fondement. Ce même Parti l'accuſe auſſi d'indolence & de négligence; mais il y a de l'injuſtice dans ces reproches, & ils portent à faux. Ce Miniſtre n'eſt indolent que ſur un point dont on ne peut pas lui faire un crime; c'eſt qu'il ſe ſoucie fort peu de ſalarier des Ecrivains mercenaires pour chanter ſes louanges «.

» Le Lord North a pris les rênes de l'Adminiſtration dans un tems où la faction ſe paſſionnant pour les vues d'intérêt perſonnel de ſes chefs, & échauffée par les préjugés du vulgaire, ne reſpiroit que vengeance & carnage. Ce Lord, par l'honnêteté de ſes ſentimens & par ſon habileté dans les débats Parlementaires, a ſoutenu avec fermeté

fermeté le ſyſtême Miniſtériel, lorſque ceux de ſes collegues, qui aujourd'hui cenſurent ſon indolence, eûſſent mieux aimé ſe ſouſtraire obſcurément au danger. L'eſprit de la Cour, perdu alors dans l'yvreſſe du faux patriotiſme, avoit laiſſé l'animoſité & la licence prendre tant d'empire, qu'il n'y avoit que la modération, la patience & la prudence la plus ſoutenue qui pûſſent ſauver la Conſtitution d'un naufrage univerſel. La guerre Américaine, ſemblable aux éruptions d'une maladie dont les germes ont été longtems cachés dans le ſyſtême vital, pourroit bien n'être pas auſſi fatale à l'Angleterre que nos Politiques affectent de l'appréhender. Il y eut un tems (& ce tems n'eſt pas bien éloigné) où le mal menaçoit de ſe manifeſter beaucoup plus près du cœur de l'Etat. Les auteurs de la guerre Américaine ſont ceux qui ont jetté les premiers germes de ce mal, & qui ont empêché le Miniſtre de l'extirper dès ſon principe. Il eſt certain que le Lord North a fait tout ce qui étoit au pouvoir d'un Miniſtre habile & zelé pour la Conſtitution. Actuellement il lui faut de la vigueur : actuellement la Nation doit ſentir ce beſoin ; & elle ne confondra pas la vigueur avec la tyrannie & la ſoif du ſang. Le public peut donc être ſûr qu'il en ſera mis dans toutes les opérations néceſſaires de l'Etat «.

» L'ordre que le Lord North a rétabli

dans les affaires de l'Inde, a conſervé à la Grande-Bretagne ce vaſte & précieux pays. Il a ſauvé à la Compagnie la honte d'un *ſuicide*, & il a mis un frein aux emportemens déſordonnés de l'eſprit d'agiotage. Les richeſſes immenſes que nous poſſédons actuellement dans l'Inde en matieres d'or & d'argent, doivent nous cauſer autant de ſurpriſe & de joie, qu'elles ſont capables d'étonner & d'inquiéter les étrangers. Trois millions ſterling dans le Tréſor de Calcuta, avec un revenu qui s'accroît ſans ceſſe & une armée de troupes reglées montant à 70,000 hommes dans l'Inde, indépendamment de la faculté de monopoliſer tout le commerce de cette vaſte contrée lorſque nous le voudrons; tels ſont les avantages dont la Grande-Bretagne a l'obligation au Lord North qu'on accuſe de tant d'indolence. Ce ſont là les vraies raiſons qui ont empêché juſqu'ici les Cours d'Eſpagne & de France de ſe joindre ouvertement aux Rébelles de l'Amérique. Avec de ſi immenſes reſſources, ſi on ſait les mettre à profit, l'Angleterre ſera la loi aux Américains, & l'Etat ſe verra ſoulagé de ſes charges.

» Le public peut donc être certain que le Lord North, loin d'avoir intention de ſe retirer, eſt actuellement occupé d'un arrangement qui, en donnant à l'Etat toute l'aiſance & la ſécurité déſirables, confondra ſes ennemis par-tout où il peut en avoir, & placera

ſon nom parmi ceux des plus grands Miniſtres «.

Je ne doute nuellement, Monſieur, que ce morceau ne ſoit de Mylord North lui-même, puiſqu'il ne permet point qu'on lui ſuppoſe des Ecrivains payés pour chanter ſes louanges. Il ſeroit difficile qu'une plume parfaitement déſintéreſſée eût traité auſſi diſertement cette matiere. Vous y aurez remarqué ſans doute des vues de monopole du commerce entier de l'Aſie, parfaitement aſſorties à celles de M. Luttrel ſur celui de l'Afrique, qui ont fait le ſujet de la premiere partie de ma lettre. La faction miniſtérielle d'aujourd'hui ſe flatte de pouvoir chaſſer de l'Aſie toutes les autres Puiſſances. La faction oppoſée qui lui ſuccédera, compte étendre ſa domination ſur toutes les côtes d'Afrique, & en faire un nouvel Empire à l'Angleterre qui l'indemniſe de la perte de celui d'Amérique. Voilà de raiſonnables motifs de conſolation pour nous tous, ſi la faction aujourd'hui dominante, vient à être totalement chaſſée d'Amérique, où nous pourrons au moins nous réfugier quand il arrivera à l'une où à l'autre de ſe perſuader qu'elle doit auſſi regner ſeule en Europe.

P. S. du 7 Novembre.

Je voudrois bien, Monſieur, avoir quelques choſe de poſitif à vous mander ſur l'affaire du 11 Septembre entre le Chevalier

Howe & M. Washington. La lettre de ce dernier, copiée de la Gazette Royaliſte de New-York du 22 Septembre, eſt encore la ſeule autorité ſur laquelle cette nouvelle ſoit fondée. Tout l'art de la critique a été déployé par le parti de l'oppoſition, pour démontrer que cette piece avoit été fabriquée à Londres. Pour moi, je conſens à la croire vraie, pourvû qu'il me ſoit permis de calculer les effets que le Gouvernement peut attendre de ce premier ſuccès de ſon armée, ſur le nouveau théâtre où doivent briller les talens de M. le Chevalier Howe. J'ai déja eu l'honneur de vous faire obſerver, d'après le jugement porté par ce Général lui-même, que M. Washington ſacrifieroit juſqu'à la défenſe de Philadelphie, pour ne point ſe laiſſer forcer à une action générale. En conſéquence, ainſi que le débite le parti Miniſtériel, M. Washington ſe ſera retiré ſur *German-Town*. Cette place eſt ſur la route qui conduit à *Reading* où ſont les magaſins des Américains ; & elle lui aſſure ſes communications avec la Virginie, le Maryland, la Penſylvanie & la Nouvelle-York. De ce quartier Général, où on peut imaginer qu'il ſera auſſi bien retranché qu'il l'étoit au camp de *Bound-brook* dans les Jerſeys, M. Washington verra ſans inquiétude l'armée Angloiſe établie à Philadelphie, Il l'y tiendra bloquée pendant tout l'Hyver,

& dans des allarmes continuelles : il lui enlevera tous ſes fourageurs, & harcelera ſans ceſſe, comme il l'a fait dans les Jerſeys, les partis que le Chevalier Howe voudra mettre en campagne, pour procurer des ſubſiſtances aux ſix ou ſept mille hommes avec leſquels il ſera renfermé dans Philadelphie. Vous concevez, Monſieur, que de pareilles forces ne ſuffiront pas à M. le Chevalier Howe pour agir offenſivement dans un pays où il eſt entouré d'ennemis. Vous allez juger vous même s'il eſt poſſible qu'il en ait de plus conſidérables. Il étoit déjà très-affoibli lorſqu'il a dû ſe mettre en marche pour prendre la route de Philadelphie. On a vu par les rapports des Adjudants généraux, qu'il y avoit juſqu'à neuf cents hommes malades de la dyſſenterie après le débarquement, & qu'il en étoit mort deux cents des fatigues de la navigation de la Baye de Cheſapeak, qui a duré dix-ſept jours. Joignez à ce nombre celui de ſes tués & bleſſés, tant dans ſa marche, que dans l'action du 11 & dans celles qui l'ont dû ſuivre, avant qu'il ait pû percer juſqu'à Philadelphie. Joignez y encore ce qu'il doit laiſſer de troupes depuis le lieu de ſon débarquement juſqu'à Philadelphie pour garder un cordon de vingt lieues ; & vous verrez qu'à peine lui reſtera t-il ſix ou ſept mille hommes pour occuper cette Ville.

Quant au Général Burgoyne, le parti même de la Cour frémit de l'embarras extrême où il a du se trouver par le manque de provisions, indépendament de tout ce que ses arrieres-gardes & avant-gardes ont souffert dans des escarmouches continuelles avec les Américains qui n'ont cessé de les harceler. Le bruit qui s'étoit répandu, & que plus d'un Ambassadeur Britannique avoit essayé d'accréditer en pays Etranger, de la défection du Général Shuyler avec 1,500 hommes à ses ordres, s'est trouvé n'être qu'une fausseté inventée pour le succès de quelque opération d'agiotage. Les Ministres n'en ont plus parlé, comme d'une nouvelle dont il attendissent la confirmation, depuis qu'ils ont reçu une dépêche particuliere du Général Howe, qui leur mandoit qu'il avoit lu une gazette, imprimée à Baltimore en date du 25 Août, dans laquelle étoient quatre lettres de M. Schuyler an Congrès, datées du 12 & du 16 Août. Suivant la derniere de ces lettres le Général Schuyler, assisté de M. Conway, commandoit les deux mille Américains qui avoient si heureusement défen du le 16 les magasins de Bennington, & c'est à lui que sont restées les deux pieces de canon laissées par les *troupes victorieuses* du Colonel Bremen. Dans cette occasion les Américains, ajoutent les mêmes lettres, ont fait des prodiges de valeur la bayonnette au bout du fusil. On

assure que dans l'affaire du poste de *Still-Water* avec le Général Burgoyne, qui doit être celle du 19 Septembre, un *certain* Arnold voyant que ses troupes souffroient beaucoup du feu de 5 pieces de canon, se mit à la tête de deux cents hommes de bonne volonté, & que marchant droit à la batterie, ils l'emporterent l'épée à la main. Le sixieme régiment d'infanterie Angloise, qui la défendoit, fut presque entierement taillé en pieces. Toutes ces disgraces sont d'autant plus fâcheuses pour M. Burgoyne, que des succès eûssent été inutiles pour l'objet de sa campagne. En effet, quand même il auroit réussi à disperser l'armée d'Arnold & à pénétrer plus avant par la riviere d'Hudson, non seulement cette même armée d'Arnold auroit été se rallier sur sa route à Pek'skill où se trouvoit le Général Putnam avec quatre brigades, & dans un pays dont la force naturelle a été augmentée par de prodigieux travaux ; mais à son grand étonnement, il auroit vû au-dessus des *Highlands* une nouvelle Marine Américaine qui s'y est formée depuis que les Anglois sont les maîtres de l'entrée de la riviere d'Hudson. Les bois, les agrès, l'artillerie, &c. y ont été conduits par terre de la nouvelle Angleterre, & trois gros vaisseaux construits sur le lieu même par les Américains, y ont attendu tout l'été les troupes

qu'on ſuppoſoit que le Général Clinton devoit envoyer de New-York par la rivière d'Hudſon pour faciliter les progrès du Général Burgoyne. Les Miniſtres ont eu la premiere nouvelle de l'exiſtence de cette marine par une lettre particuliere du Lord Howe ; & depuis ce tems-la, ils affectent de dire que le plus ſage parti que M. Burgoyne puiſſe prendre, eſt de reſter à Albany. Mais croyez-vous, Monſieur, qu'il puiſſe eſpérer d'y paſſer un hiver bien tranquille ? Sa ſituation, pendant huit grands mois, ſera des plus déplorables. Il ne pourra ſe procurer du dehors ni une charge de bois pour chauffer ſes ſoldats, ni les proviſions les plus indiſpenſables, que par le moyen de détachemens qui ſeront ſans ceſſe harcelés par l'ennemi. Il ne ſera pas en repos un ſeul inſtant dans ſes quartiers. Ses troupes continuellement ſur le qui-vive, ſeront ruinées par les ſeules fatigues du ſervice avant le retour de la belle ſaiſon ; & d'une brillante armée de ſept mille hommes avec laquelle il eſt parti du Canada, à peine lui en reſtera-t-il ſept cents avec leſquels il puiſſe eſpérer d'y retourner. Voilà les fruits merveilleux de la réſolution qu'on lui ſuppoſe d'hiverner à Albany & dont les Miniſtres ſe montrent diſpoſés à lui ſavoir gré. Mais s'il n'a pas réuſſi, même à s'ouvrir une route juſqu'à Albany pour y trouver un ſi funeſte aſyle, il n'eſt pas poſſible de ſe peindre les dangers

& les maux qui l'assailleront de toutes parts. Dans sa marche rétrograde il sera poursuivi par une armée victorieuse ; & à chaque pas, arrêté par de nouveaux Corps de Milices de la nouvelle Angleterre qui accourront de toutes parts pour le tourmenter dans sa route. Il aura une marche de plus de cent milles (trente lieues) à faire au milieu du feu de l'ennemi, dans un pays, où suivant son propre aveu, il n'a pu faire que dix-huit milles, (six lieues) en quinze jours. Supposez-le arrivé aux lacs avec ce qu'il aura pû sauver d'hommes du milieu de tant de périls & de fatigues, dans quelle affreuse perplexité ne se trouvera-t il pas, s'il est vrai que les Américains lui aient brûlé les 150 batteaux qu'il y avoit laissés, & que depuis cette expédition qui doit être de la fin d'Août, toute communication se trouve coupée entre Ticondérago & le Canada? Il est très-douteux qu'il ramene en tout plus de 500 hommes à Quebec. Tel sera le sort de la seconde expédition tentée, d'après les idées de Mylord Germaine, pour prendre l'Amérique à revers.

J'ai vu dans une lettre d'Amérique que le Congrès voulant témoigner à M. de la Roche-Fermoy, Colonel étranger (un de ceux qui ont signé l'arrêté du Conseil de guerre pour abandonner Ticondérago) la satisfaction qu'il avoit de ses services, venoit de lui faire donner une gratification de huit cents piastres, & que cet Officier a été élevé

en même-tems au grade de Général Provincial.

P. S. *du* 12 *Novembre.*

Il doit être conſtant, Monſieur, que le Général Washington, après l'affaire du 11 Septembre, a laiſſé libre au Général Howe l'accès de Philadelphie. La Cour n'a point encore reçu de nouvelles des deux Freres, mais il en vient de toutes les parties de l'Amérique & du Congrès même qui ne permettent plus de douter de l'événement. Le Congrès s'eſt retiré à Trenton de l'autre côté du Delaware, & M. Washington s'eſt placé avec ſon armée de maniere à défendre les Forts & les Chevaux de friſe qui juſqu'ici ont empêché les Vaiſſeaux du Roi de remonter ce fleuve. D'après une relation de cette journée du 11 publiée par le Congrès, on peut juger qu'elle a été très-vive, & que la perte des Anglois eſt même plus conſidérable que celle des Américains, ſur-tout en Officiers. M. le Chevalier Howe avoit dirigé ſa marche de maniere à ſe mettre entre Washington & Philadelphie; mais c'eſt ce que l'habileté de l'autre l'a empêché d'effectuer. Le Miniſtere paroît en être très-mécontent: on parle de rappeller les deux Freres, comme incapables de mener cette guerre à une prompte & heureuſe fin. Le Général Burgoyne, quoiqu'il ait manqué ſa jonction ne ſera pas traité avec autant de ſévérité. Si

ſes opérations ne ſont pas du *bon genre*, on trouve ſes proclamations du *bon ton*, parce que la fanfaronade à été conſtament juſqu'ici le ton du miniſtere. Vous verrez dans les Gazettes des détails curieux ſur l'expédition infructueuſe du Colonel Anglois Saint-Léger, contre qui les Sauvages, ſes alliés, ont levé la Hache : ſur la ſurpriſe d'un poſte près de Ticondérago, & ſur la fauſſe attaque de ce fort le 16 Septembre par les Américains : ſur le mouvement que le Général Putnam a fait, avec cinq ou ſix mille Américains du poſte de Peck's-Kill ſur la riviere d'Hudſon à Eliſabeth-Town, pour ſoutenir M. Washington ; & enfin ſur l'affaire du 19 Septembre à *Still-Water*, entre le Général Burgoyne & *un certain* Arnold qui s'eſt retiré après l'action dans ſon Camp, ſur une Iſle ſituée au confluent des rivieres *Moack* & de *Hudſon*. Je me borne à vous obſerver que tous ces événemens annoncent une campagne qui pourra ſe prolonger très-avant dans l'hiver, & dont l'iſſue eſt tout au moins fort douteuſe pour les armes Britanniques. Il paroît que la guerre parlementaire, de la ſeſſion qui va s'ouvrir ne ſera pas moins animée, quoique dans cette guerre-ci la Cour ait le droit de compter ſur des triomphes plus certains. Le Célèbre M. Edmond Burke vient d'écrire aux Officiers municipaux de la ville de Briſtol dont il eſt le repréſentant, pour les aſſurer que tout le parti de la *minorité*

agira avec un concert & des efforts dignes de l'uniformité des ſentimens & des principes des honêtes gens qui le compoſent. Il vient de ſe tenir à *Winchester* une aſſemblée du même parti, préſidée par le Duc de *Portland*, & où ont aſſiſté le Duc de Bolton & pluſieurs autres perſonnages de diſtinction. L'objet de l'aſſemblée, étoit de célébrer l'anniverſaire de la naiſſance de Guillaume III, reſtaurateur de la liberté. On y a bû les ſantés de tous les Membres de la minorité dans les deux Chambres; ainſi il faut eſpérer qu'un ſi beau vœu s'accompliſſant, aucun accès de goutte n'empêchera Mylord Chatham de faire retentir la Chambre des Lords du Tonnerre de ſon éloquence & de ſes prophéties, & que les Miniſtres ſouhaiteront vainement des enrouemens & des Rhumes, à tous les autres valeureux champions de la cauſe Américaine.

Je finirai ce dernier *Poſtſcriptum* par un article de politique. Un certain parti en porte les rafinemens à un excès qui ne ſe peut concevoir. En Amérique il trouve le moyen de faire parvenir au Général Washington & au Congrès des lettres qui ſuppoſent des intelligences entre l'armée du Roi & ceux des Chefs Américains qui ont les plus grands droits ſur la confiance de leurs compatriotes, ainſi que cela vient encore d'arriver au Général Sullivan. Ici, tandis que d'un côté, il affecte d'être ſatisfait des procédés généreux & honêtes de la Cour de France, il trouve le moyen de

faire remplir les papiers de Londres, d'Edimbourg, &c. de plaintes de marchands Anglois contre le miniſtere François au ſujets des priſes Américaines; afin que la Nation Angloiſe ait toujours la France en vue, comme lui faiſant indirectement la guerre, & qu'elle donne plus volontiers les ſommes immenſes qui vont lui être demandées pour une quatrieme campagne en Amérique. Exciter ſans ceſſe cette ſourde fermentation parmi le peuple Anglois comme le plus ſûr moyen de faire ſes fonds pour la guerre, eſt la grande occupation de ce parti; il rapporte, il ſacrifie tout, à ce but, & juſqu'à ſon propre honneur. Vous allez lire une lettre, prétendue écrite de Bordeaux, & que je copie mot pour mot d'un papier Anglois, où elle a été imprimée en Langue Françoiſe, pour qu'elle eût moins l'air d'une fiction. Il n'étoit pas poſſible d'offrir au peuple Anglois, un tableau des ſentimens de ſes émules, plus capable d'accroître & d'aigrir ſon ancienne animoſité contre eux. Il ſert trop bien les vues intéreſſées des amis dn miniſtere, pour qu'on puiſſe en chercher ailleurs les auteurs.

Lettre de Bordeaux en date du 2 Octobre 1777, d'après la copie en Langue Françoiſe, du LONDON, EVENING, POST, *du 11 Octobre, N°. 8,682.*

» La conduite préſente de notre Nation déterminera ſa condition future. Si la France

procure par ſon aide & ſon adreſſe l'indépendance de vos Colónies maltraitées, ſon pouvoir ſera établi, l'Angleterre ne ſera jamais plus en état de lui nuire. Pour nous aveugler & pour nous priver de cette occaſion imprévue, précieuſe & étonnante, votre Miniſtere Anglois invente mille ſtratagêmes ridicules, & une infinité de menteries & d'expédiens ſtupides. Jaloux de notre aggrandiſſement & de la perte de l'Amérique, dans ſa frayeur, il nous menace d'une guerre qu'il n'oſe pas entreprendre ; il ſe ſert de l'argent & de la flaterie; il fait des remontrances & des promeſſes. L'Ambaſſadeur d'Angleterre, ſubtil & bien inſtruit, careſſe des hommes & une Nation que votre cour voudroit ſacrifier, & ce qu'il y a de plus plaiſant & de plus mépriſable, il fait des proteſtations d'une amitié perpétuelle. Mais fiez vous à moi, les François ne ſont pas des fous & des ſots, & ne veulent pas être dupés & intimidés par votre Miniſtere tremblant, téméraire & embarraſſé ».

FIN.

AVIS.

Un second & un troisieme Poſtſcriptum *devoient ſe trouver joints à la Lettre du Banquier N°. XXX.*

L'un eſt daté du 30 Octobre.

L'autre du premier Novembre.

Ils ſont chacun ſur une feuille volante.

Le Relieur doit avoir ſoin de les placer ſuivant cette indication, ſans s'arrêter aux numéros *des pages:*

Celui qui porte pour titre Second Poſtſcript., *eſt bien numeroté* ccv, ccvj, ccvij, ccviij.

L'autre, intitulé Troiſieme Poſtſcript. *il eſt mal. Il faut ſubſtituer* ccix *&* ccx *aux chiffres qui y ſont.*

*Lettre d'un Banquier de Londres à M.*** à Anvers.*

De Londres le 17 Novembre 1777.

VOUS n'avez point ignoré, Monſieur, l'événement des papiers volés à deux Députés Américains, dans un Hôtel de Berlin Il y a quelque tems qu'il fut annoncé dans toutes les Gazettes ; & on en parla comme d'un fait que la Cour de Londres n'oſeroit point avouer. Pour moi, un peu inſtruit par l'exemple du paſſé, je ne ſais pas ce que certaines Cours n'avoueroient point, quand elles y trouvent leur avantage. La vérité eſt que les papiers en queſtion ne pouvoient être d'aucune utilité au Miniſtere de Londres, & qu'ils ont été reſtitués. Ce ne fut point dans un jardin qu'on les ramaſſa, comme le bruit en a couru : ils furent rapportés à l'Hôtel, environ une heure après le vol, & de la part, dit-on, du Miniſtre Britannique, M. Elliot. On ajoute que cette reſtitution a été accompagnée d'explications & d'excuſes, d'après leſquelles on auroit droit de croire que quelqu'un de ces bandits de Cour, qui, ſur un ſimple mouvement de colere de Henri II, partirent pour aller maſſacrer le Saint Archevêque

Thomas Becket, ſe ſeroient chargés, contre le gré du cœur honnête de M. Elliot, d'exécuter un vœu indiſcret de ſa bouche. Si jamais le parti de l'Oppoſition peut forcer les Miniſtres à produire au Parlement la liſte de leurs dépenſes ſecrettes, vous vous ſouviendrez de voir au chapitre de Berlin, pour l'année 1777, combien il a été rembourſé à M. Elliot pour payer un ſervice qu'on a jugé lui être ſi important, & dont ſa Cour a tiré ſi peu de profit. On m'a aſſuré que cette demi-heure de ſtérile jouiſſance lui a couté mille ducats. Quoiqu'il en ſoit, la reſtitution de la totalité a été faite; ou du moins c'étoit l'intention de M. Elliot, s'il eſt vrai qu'un Mémoire écrit en langue Latine, dont vous allez lire ici une traduction, étoit du nombre. Il vous eſt indifférent de ſavoir comment il ſe ſera échappé de la liaſſe: ſi c'eſt dans l'aller ou dans le retour; ou par quelle voie il m'eſt parvenu. Sa teneur, qui ſeule peut vous intéreſſer, ne vous fera connoitre qu'une choſe avec certitude; c'eſt que ce n'eſt pas M. Elliot qui lui a donné cours ſur la place. L'intitulé pourra vous intriguer avec plus de raiſon: *Rogitantium potentiſſimæ*. Il vous fait entendre que diverſes Princeſſes ont demandé à l'Auteur, & même avec inſtance, à être inſtruites par lui de l'état actuel des troubles de l'Amérique, & que c'eſt pour une d'entr'elles que ce Mémoire eſt écrit. J'aurois de la peine à deviner pour laquelle,

puiſque le titre *potentiſſimæ* convient également à toutes les Têtes couronnées, dans les pays de leur domination. J'imagine plus aiſément à laquelle il ne s'adreſſe pas. L'Auteur reſpecte trop, ſans doute, les liens du ſang, pour avoir cherché à émouvoir celui de Brunſwick en faveur d'un pays qui a ce nom en horreur. Mais s'il n'eſt pas poſſible qu'il ait eu en vue la Reine de Pruſſe ou la Reine d'Angleterre, ce ſera quelqu'autre Princeſſe ou Reine ſur le Globe : ce ſera une Souveraine douée de trop d'eſprit & de ſens, pour croire que treize Colonies d'une Nation qui ſe dit libre, s'en ſoient ſéparées ſans quelque juſte ſujet de mécontentement : une Souveraine qui ſe ſera laſſée d'entendre un Ambaſſadeur ou Miniſtre Britannique traiter de brigands & de canaille une ſociété de trois millions d'hommes : une Souveraine enfin, dont le cœur généreux & tendre aura été plus d'une fois déchiré par la joie mercenaire & barbare avec laquelle ce même Ambaſſadeur ſera venu lui annoncer l'inutile & déteſtable carnage de ſes ſemblables & de ſes freres. Quelle que ſoit cette Perſonne Auguſte, Electrice, Princeſſe règnante, Impératrice ou Reine, qui aura voulu apprendre de la bouche d'un Député des Américains l'origine de leurs maux & l'état actuel de leurs affaires, c'eſt, à coup ſûr, une Princeſſe qui a l'ame ſenſible & grande, & qui mériteroit les hommages de l'univers. Je me la repréſente abaiſſant du haut de ſon trône un re-

gard encourageant & attentif ſur un vertueux Enée qui porte ſa patrie dans ſon cœur, & de qui je crois entendre ce début ſi naïf & ſi touchant :

Infandum regina jubes renovare dolorem.

Mémoire demandé.

» La querelle de la Grande-Bretagne avec les Etats-unis de l'Amérique Septentrionale, dans ſon origine & dans ſes progrès, eſt le phénomêne le plus extraordinaire & le plus intéreſſant des Annales du monde. Deux ſiecles ne ſe ſont pas encore écoulés depuis que les premiers Emigrans aborderent à la Nouvelle-Angleterre, pour ſe ſouſtraire à la tyrannie de la Puiſſance avec laquelle leurs deſcendans ſont aujourd'hui en guerre. Ils y acheterent une étendue immenſe de terrein que leur vendirent les Propriétaires légitimes, quoique Sauvages, de ce pays ; & après des efforts incroyables de travail, de courage & de perſévérance, ils vinrent à bout de défricher & de cultiver des déſerts affreux malgré les difficultés & les dangers que leur oppoſoient à chaque pas & la rigueur du climat, & l'éloignement des lieux, & ſurtout les incurſions d'un grand nombre d'ennemis barbares contre leſquels la Grande-Bretagne ne leur a jamais donné la moindre aſſiſtance «.

» D'autres cauſes amenerent l'établiſſement de nouvelles Colonies Britanniques dans

la même partie du globe ; & ces Colonies, ainsi que celles de la Nouvelle-Angleterre, abandonnées à leurs seuls efforts & à leurs propres ressources, eurent à surmonter tous les obstacles qui s'opposoient à leur établissement naissant, n'étant nullement assistées par le Gouvernement de la Mere-Patrie, qui à peine songeoit à elles. Il survint quelques variations dans les Constitutions civiles de plusieurs Colonies Angloises en Amérique : elles s'accorderent cependant en ce point, que chaque Colonie avoit sa législature particuliere, & que chaque habitant, soit par lui-même, soit par un Représentant, jouissoit du privilege d'accorder une portion de sa propriété pour le soutien du Gouvernement, & de participer au pouvoir de faire les loix par lesquelles il étoit gouverné ; car ces droits étoient regardés comme la base de la Constitution Angloise & du privilege que tout Anglois libre apporte en naissant. Il est donc bien certain que ce n'étoit pas pour perdre ces droits, mais pour se les assûrer, que les nouveaux Colons de l'Amérique avoient quitté leur premiere patrie «.

» Quelques années s'écoulerent avant que l'accroissement rapide des Colonistes eût attiré l'attention du Gouvernement & excité sa jalousie. Leur commerce, qui jusques là avoit été libre avec toutes les Nations, fut assujetti à un monopole Anglois ; & la Cour de

Londres imagina d'y faire plusieurs restrictions & innovations qui ne s'accordoient pas tout-à-fait avec les privileges dont le peuple d'Angleterre jouissoit. Néanmoins les Colonies se soumirent à ces nouveaux reglemens, parce qu'ils paroissoient tendre au bien général, & que d'ailleurs leur attachement sans bornes pour la Métropole, & leur confiance entiere dans son administration, ne leur permettoient pas de suspecter la droiture de ses vues, ou de prévoir les suites de pareilles entreprises. Elles regardoient comme sacrés les liens de consánguinité, de réciprocité, d'intérêts & de conformité dans la Religion, l'idiome & les mœurs qui les unissoient à la Mere-Patrie, & elles ne cesserent de rendre à la Nation Angloise tous les services que les enfans les plus respectueux ont coutume de rendre à la Mere la plus méritante. Elles achetoient la plus grande partie de ses diverses Manufactures; & en retour elles versoient dans son sein tout le produit de leur agriculture, de leurs pêcheries & du commerce pénible & détourné qui leur étoit laissé. Elles supportoient toutes les dépenses de leurs divers Gouvernemens civils: elles se défendoient contre les Sauvages ennemis; & elles assistoient la métropole dans toutes ses guerres avec les Puissances de l'Europe «.

» En 1745, elles conquirent Louisbourg, la seule place que la Grande-Bretagne ait

eu à reſtituer pour parvenir à la paix d'Aix-la-Chapelle «.

» Les grands ſervices qu'elles rendirent dans la derniere guerre, ont été plus d'une fois reconnus publiquement par le Roi & le Parlement de la Grande-Bretagne. Leurs Armateurs ſur-tout ont contribué à ruiner le commerce de la France par mer : les matelots des Colonies ont équipé une partie conſidérable de la Marine Angloiſe ; & leurs troupes ont compoſé une portion importante des armées employées, non ſeulement ſur le continent de l'Amérique, mais encore contre les Iſles des Indes Occidentales : armées qui ſubſiſterent principalement par les ſecours de ces Colonies «.

» La Grande-Bretagne, ainſi ſecourue, nourrie & enrichie, étoit devenue, à la fin de la derniere guerre, un objet de jalouſie & de terreur pour ſes voiſins ; mais bientôt énorgueillie de ſon opulence & de ſon pouvoir, elle prit hautement la réſolution de changer le ſyſtême de ſa politique à l'égard de ſes Colonies. Son Parlement, repréſentant le peuple de la Grande-Bretagne & non pas celui de l'Amérique, impoſa une nouvelle & lourde taxe ſur les Coloniſtes, & prétendit hautement au droit de *les lier dans tous les cas quelconques*, prétention deſpotique & non moins fatale aux libertés générales de la Conſtitution Angloiſe, qu'aux privileges des Chartres Américaines «.

» Les Coloniſtes ayant nié ce prétendu droit, il s'enſuivit de nouveaux griefs & de nouvelles inſultes & provocations de la part du Gouvernement de la Grande-Bretagne. Ses Miniſtres ayant enfin employé des troupes pour décider la querelle, & ayant commencé des hoſtilités contre les Coloniſtes, qui vivoient en paix & qui n'avoient rien à ſe reprocher, ceux-ci ne trouverent de ſûreté pour eux que dans la réſiſtance. Mais ils y étoient ſi peu préparés, & ils étoient ſi éloignés de chercher à ſe ſéparer de la Métropole, que la poudre manquoit entierement à l'armée raſſemblée ſous les ordres du Général Washington, & que tout eſſentiel qu'étoit cet article pour la guerre, il ne ſe trouva pas dans les magaſins à poudre ſix coups à tirer pour chaque ſoldat. Le zele & le courage ſans exemple des Coloniſtes triompherent néanmoins de difficultés qui paroiſſoient inſurmontables; & quoique manquant de magaſins, d'argent, de crédit, de munitions & d'alliances, ils tinrent l'armée Angloiſe aſſiegée pendant près d'un an, & ils l'obligerent enfin à évacuer la Ville de Boſton dont elle s'étoit emparée par ſurpriſe «.

» Mais telle étoit la modération des Colonies, que toutes les miſeres de la guerre ne les empecherent pas de reſter fidelles à Sa Majeſté Britannique & de lui adreſſer de

nouveau les pétitions les plus respectueuses pour obtenir paix, liberté & sureté «.

Ces supplications ayant été rejettées avec dédain, plusieurs de leurs Villes, brulées sans nécessité, les Sauvages & les Negres excités aux déprédations & aux hostilités les plus barbares, & diverses escadres & armées de troupes Britanniques & Allemandes, envoyées pour porter le carnage & la désolation en Amérique, & réduire les Habitans aux horreurs d'une soumission sans restrictions, les Colonies se virent alors forcées par la raison, par la justice & par la premiere de toutes les loix, la conservation de soi-même, de renoncer à toute obéissance envers une Puissance qui au lieu de les protéger, ne s'attachoit qu'à les détruire, & en conséquence elles se déclarerent Etats libres & indépendans «.

» Depuis cette époque, le Général Howe, suivi des soldats & des vaisseaux chassés de Boston, assisté des troupes qui avoient été défaites devant Charles-Town, ainsi que de celles avec lesquelles le Lord Dunmore s'étoit retiré de la Virginie, & encore avec un renfort considérable d'Anglois & d'Allemands (formant en forces de terre & de mer un armement beaucoup plus redoutable qu'aucun de ceux que l'Angleterre eût, de mémoire d'homme, fait sortir de ses ports) s'empara de New-York & de Rhode-Island. Profitant ensuite de l'expira-

tion des enrôlemens de l'armée Américaine, il prit le parti dangereux de s'éloigner de ses vaisseaux & de marcher vers Philadelphie. Sa témérité lui couta la perte de près de deux mille hommes, & il a été contraint d'abandonner toute la Province du Nouveau Jersey, à l'exception des petits villages de Brunswick & d'Amboy où les troupes Angloises, enveloppées par l'armée Américaine, souffrent (a) la plus grande détresse, n'ayant ni quartiers, ni provisions, ni bois de chauffage, &c. Il a aussi été obligé de rappeller de Rhode-Island deux brigades de ses troupes, qui probablement n'auront pas tardé à être suivies de toutes les autres «.

Tel a dû être l'état de l'armée du Général Howe au premier Mars 1777. Les troupes levées par le Congrès, & montant à cent quatre bataillons d'Infanterie & à trois mille hommes de Cavalerie, étoient pour la plupart enrôlées, & la plus grande partie de ces troupes étoit déja en marche pour joindre le Général Washington, ou l'armée qui devoit s'assembler sous Ticondérago. Les frégates des Etats-unis étoient prêtes à être équipées & à appareiller : le Congrès s'étoit ajourné de Baltimore à Philadelphie ; enfin tout le peuple étoit unanimement déterminé à défendre sa liberté «.

« Ainsi la Grande-Bretagne n'a pas à se glorifier de ses succès sur terre & encore

(a) Ce Mémoire doit avoir été écrit vers la fin de Février 1777.

moins sur mer, élément sur lequel on croyoit que rien ne pouvoit lui résister. Avec une flotte de près de cent vaisseaux de guerre dans les mers Américaines, son commerce a prodigieusement souffert ; & les Armateurs Américains lui ont fait pour près de trois millions sterling de prises dans le cours de l'année derniere «.

» Malgré cela, les Américains manquent absolument de quantité de choses dont ils ont le plus grand besoin. Ils ont une côte maritime de quinze cents milles d'étendue à défendre contre les attaques d'une flotte nombreuse & formidable, qui dirigera ses entreprises contre les places où elle est le moins attendue & où on peut le moins lui résister. La Grande-Bretagne est en paix avec le reste du monde : elle a une infinité de ressources & beaucoup de crédit : elle a déja pris à son service près de trente mille Allemands auxiliaires ; & il peut se faire qu'elle en obtienne encore davantage. Il est donc impossible à une Puissance beaucoup inférieure de lui résister, d'autant plus que la guerre peut traîner en longueur pendant plusieurs années, & que sa durée doit nécessairement mettre dans la plus grande détresse les malheureuses Colonies qui sont le théâtre de cette guerre «.

» Ainsi, à moins que quelque grande Puissance de l'Europe n'ait la générosité de se déclarer en faveur de la liberté & du bonheur des Américains, & de s'employer pour

arrêter le dangereux pouvoir de la Grande-Bretagne & décider la querelle, il eſt à craindre que les Coloniſtes ne finiſſent par être ſubjugués; ou bien qu'eux mêmes ils ne trouvent qu'il eſt plus ſage de ſe ſoumettre aux conditions que la Grande-Bretagne ne manquera par de leur propoſer, que d'endurer toutes les horreurs qu'entraîne toujours une longue guerre «.

JE NE doute point, Monſieur, que vous n'ayez reconnu dans ce récit cette ſimplicité noble & cette lumineuſe préciſion qui, partout où elles ſe rencontrent, conſtituent le caractere diſtinctif du vrai. Mais ce morceau n'a fait que vous rappeller les premieres cauſes de cette grande querelle; & il ne vous a donné qu'un ſimple apperçu de la ſituation actuelle du malheureux peuple, dont ſon iſſue fixera le ſort. Je ſuis en état de vous faire voir la ſcène de plus près, & de ſorte que vous puiſſiez diſtinguer les uns des autres, les groupes de perſonnages qui y figurent. Dans les grandes révolutions, il n'y a rien que l'œil de l'obſervateur ne doive ſaiſir, ſurtout de ce qui peut le mener à la connoiſſance des premiers mobiles des événemens. Or, je n'en ſache point de plus capable d'y conduire que celle des différens partis entre leſquels tout un pays ſe partage, & des intérêts diſtincts d'où ils ſont dérivés & par leſquels ils ſubſiſtent. On en compte cinq

en Amérique, qui s'y ſont maintenus juſqu'à préſent, depuis la naiſſance des troubles & ſous leſquels on peut claſſer tous les Habitans en général de ce vaſte Continent. Je regarde cette diviſion comme un des coups de lumiere les plus néceſſaires à l'effet du tableau. Elle ſervira autant au ſpéculateur pour percer dans l'avenir par les conſéquences qu'indiquent les diſpoſitions des eſprits, qu'à l'Hiſtorien, pour rapporter les faits à leurs plus véritables cauſes.

Caracteres politiques des Américains, tracés par un des leurs.

» Les Américains, relativement à leurs caracteres politiques, peuvent ſe diviſer en cinq claſſes : en Torys outrés : en Torys moderés : en Whigs chancellans : en Whigs furibonds & en Whigs réfléchis «.

» I. *Les Torys outrés* prêchent une ſoumiſſion abſolue envers la Grande.Bretagne. Ils ſe réjouiſſent de tous les malheurs qui arrivent aux Etats unis. Ils forgent des menſonges pour tromper & intimider le peuple Américain. Ils accréditent l'argent frappé avec l'image de la *Bête*, & en même tems ils uſent de tous les artifices poſſibles pour décrier les eſpeces du Congrès & des Aſſemblées. Ils ne peuvent, ſans frémir, entendre nommer le Congrès ou le Général Washington. Il n'y a point de manœuvres

qui leur paroiſſent trop viles dès qu'il s'agit d'outrager ou de trahir les partiſans de l'Amérique. Ils trouvent des charmes à l'eſclavage & ils ne ſe forment pas la plus légere idée des douceurs de la liberté «.

» II. *Les Torys moderés* voudroient que les Colonies fuſſent remiſes dans l'état où elles étoient en 1763. Différents reſſorts les font agir: les uns ſont en liaiſon avec des gens placés par l'ancien Gouvernement: d'autres ſont reſtés attachés à la pompe & à la hiérarchie de l'Egliſe d'Angleterre: pluſieurs enfin ont conſervé une paſſion démeſurée pour toutes les frivolités que notre commerce avec la Grande-Bretagne a introduites parmi nous. A cet égard, ils reſſemblent aux Enfans d'Iſrael, qui diſoient: *nous nous reſſouvenons des poiſſons que nous mangions en Egipte: les concombres, les melons, les poireaux, les oignons & l'ail nous reviennent dans l'eſprit; & maintenant notre âme eſt dans la langueur, nous ne voyons que manne ſous nos yeux.* Numb. XI. 5. 6. Ils croyent acheter trop cher la liberté lorſqu'il faut la payer de la privation paſſagere du thé, du caffé, du ſucre, du vin & du rum. Le mouton, le bœuf, le pain, le lait, les fruits; toutes ces productions de notre pays, quoique excellentes, *ne ſont rien du tout à leurs yeux.* Enfin, ce qui caractériſe principalement un Tory moderé, c'eſt qu'il déteſte

le peuple de la Nouvelle-Angleterre, & qu'il aime tous les Torys outrés «.

» III. *Les Whigs chancellans* parlent du pouvoir de l'Angleterre, comme si l'Etre-Suprême eût délégué sa toute Puissance à cette Isle. Ils se sont fait une fausse idée de la puissance & des ressources de l'Amérique. La perte de quelques chasseurs dans une escarmouche, ou d'un fort ou d'un village, leur fait croire aussi-tôt que la querelle est décidée, & que l'Amérique est subjuguée. Ils trouvent fort bon que nous ayons arboré l'indépendance, pourvu que nous puissions la conserver. Ils se lamentent continuellement sur les dépenses de la guerre. A-t-on perdu un village ou un fort, ils refusent de recevoir la monnoie Américaine, & ils courent se cacher dans quelque canton éloigné pour y trouver leur sureté; mais à la premiere nouvelle d'une victoire, ils sortent de leurs tanieres, ils font les braves, & ils se montrent tout étonnés qu'on ait jamais pu redouter un seul instant le pouvoir de la Grande-Bretagne. Un Whig chancelant, admis dans les Conseils d'Amérique, nuit plus à ses intérêts que dix Torys outrés: en général l'avarice est le principe de cette irrésolution «.

» IV. La violence des *Whigs furibonds* nuit tout autant à la cause de la liberté que les frayeurs des Whigs chancelans. Ils

se persuadent que la destruction de l'armée de Howe est un objet de moindre importance que la découverte & le châtiment du Tory le plus obscur. Suivant eux les formes ordinaires de la justice ne doivent point être suivies à l'égard d'un Tory criminel; & un homme qui s'avise seulement de parler contre notre commune défense, mérite d'être haché, écorché, & brulé vif. Enfin ce sont tous des poltrons, qui sous le prétexte de fonctions à remplir ou d'une famille malade, s'obstinent à rester dans leurs foyers lorsque l'honneur les appelle aux champs de Mars pour faire face à l'ennemi. Malheur à l'Etat ou à la République gouvernée par de pareils hommes «.

» V. *Les Whigs réfléchis* défendent la cause de la liberté par principe. Les disgraces ne les abbatent point, & les avantages que nous remportons sur nos ennemis ne les rendent pas plus confians. Ils nourrissent une haine implacable pour la Cour de la Grande-Bretagne. Ils préféreroient l'anéantissement du Continent à une réconciliation; & ils renonceroient plutôt à leur existence qu'à leur chere indépendance. Ils ont une confiance sans bornes dans la justice divine, & ils croient fermement qu'il y a autant de folie que d'impiété à croire que la Grande-Bretagne puisse jamais subjuguer l'Amérique. Ils sont amis de l'ordre & d'une bonne administration

tion; ils ſont juſtes & humains dans l'exercice du pouvoir; enfin ils ſont perſuadés que la perte des biens, des amis & même de la vie, n'eſt rien en comparaiſon de la perte de la liberté. Cette claſſe d'hommes eſt la ſeule de qui l'Amérique doive attendre des ſervices réels, & dans les Conſeils & dans les armées: elle eſt la ſeule qui puiſſe operer ſon ſalut «.

Ce 21 Novembre.

L'OUVERTURE du Parlement vient de ſe faire, quoique le Roi n'eût aucunes nouvelles d'Amérique à annoncer à ſes peuples. Il s'eſt rendu très-tard à la Chambre des Lords, ſans doute pour attendre le plus qu'il ſeroit poſſible, & toujours dans l'eſpoir qu'il arriveroit quelques dépêches des Généraux. On aſſure que Milord Mansfield, qui le ſeul des Miniſtres a eu le courage de ſe charger de la compoſition du diſcours, en avoit fait approuver trois dans le Comité de la veille, & que le Roi les a apportés tous trois au Parlement. Il y en avoit un arrangé pour les nouvelles favorables d'Amérique: un autre pour les mauvaiſes, & un troiſieme pour le cas où il n'en ſeroit venu d'aucune eſpece C'eſt ce dernier que le Roi a lu, & dont l'effet direct a été une baiſſe de deux pour cent des fonds publics. Je vous en envoye une traduction littérale, qui ſera accompagnée du précis des débats les

plus intéressans chez les Pairs & chez les Communes.

Très-gracieux Discours de Sa Majesté aux deux Chambres du Parlement, le Jeudi 20 Novembre 1777.

MILORDS ET MESSIEURS,

» Il est bien satisfaisant pour moi de pouvoir reclamer les conseils & l'appui de mon Parlement dans une conjoncture où la continuation de la rébellion en Amérique, demande la plus sérieuse attention de ma part. J'ai fait un fidele & vigoureux usage des moyens que vous avez mis en mes mains pour réprimer & faire cesser cette révolte; & je suis pleinement persuadé, comme je le dois, que l'habileté & le courage de mes Généraux, ainsi que l'ardeur & l'intrépidité de mes troupes, tant sur terre que sur mer, aïdés des secours de la divine Providence, les meneront à d'importans succès. Mais dans la confiance où je suis que vous reconnoîtrez vous-mêmes que nous ne pouvons pas nous dispenser de nous préparer aux opérations ultérieures, que les événemens imprévus de la guerre & l'opiniâtreté des Rebelles pourront rendre nécessaires, je m'occupe à cet effet de prendre les mesures convenables pour tenir mes forces de terre complettes sur le pied de l'établisse-

ment actuel ; & si je me voyois contraint de les augmenter, en faisant quelque nouveau Traité, je ne doute point que votre zele & votre esprit patriotique ne me mettent en état d'en remplir les engagemens «.

» J'ai reçu de la part des Puissances étrangeres des assurances réitérées de leurs dispositions pacifiques. Quoiqu'on ne puisse former aucun doute sur les miennes, comme dans les conjonctures actuelles, les armemens continuent dans les Ports de France & d'Espagne, j'ai cru qu'il étoit à propos de faire des augmentations considérables dans mes forces navales, tant pour tenir mes Royaumes dans un état respectable de sureté, que pour assurer une protection suffisante au grand commerce que font mes sujets ; & comme d'un côté, je suis bien certain que la paix de l'Europe ne sera point troublée par moi, de l'autre aussi, je veux toujours être le fidele gardien de l'honneur de la Couronne de la Grande-Bretagne «.

Messieurs de la Chambre des Communes.

» J'ai ordonné de mettre sous vos yeux les estimations relatives à l'année prochaine. Les divers objets de dépense, dont je viens de vous faire voir la nécessité, demandent indispensablement d'abondans subsides. Rien ne peut adoucir la peine intérieure avec laquelle je vois que mes fideles peuples auront de fortes charges à supporter, si ce

n'eſt l'entiere conviction où je ſuis, qu'elles ſont néceſſaires à la proſpérité & aux intérêts les plus eſſentiels de mon Royaume «.

Milords & Meſſieurs.

» Je ſuivrai avec perſévérance & fermeté le plan de conduite dans lequel nous ſommes engagés, pour parvenir au rétabliſſement de l'eſpece de ſubordination conſtitutionelle que je ſuis réſolu, Dieu aidant, de maintenir dans les diverſes parties de mes Domaines. Mais je n'en ſerai pas pour cela moins attentif à ſaiſir l'occaſion de mettre fin à l'effuſion du ſang de mes ſujets & aux calamités dont l'état de guerre eſt inſéparable; & je perſiſte à eſpérer que des Peuples ſéduits & malheureux ſe rangeront de nouveau aux devoirs de leur allégeance: que le ſouvenir de leur bonheur paſſé, le regret de ce qu'ils ont perdu, & le ſentiment de leurs ſouffrances actuelles ſous le deſpotiſme & la tyrannie de leurs Chefs, rallumeront dans leurs cœurs une vraie & loyale affection pour leur Souverain; & l'attachement qu'ils doivent à la Mere-Patrie; & qu'avec le concours & l'appui de mon Parlement ils me mettront en état d'accomplir ce que je regarderai comme le plus grand bonheur de ma vie & l'événement le plus glorieux de mon regne, lorque j'aurai réuſſi à faire rentrer mes Colonies Américaines dans la

jouiſſance de la paix, de l'ordre & d'une confiance mutuelle «.

Précis des débats du 20 Novembre, jour de l'ouverture de la ſeſſion dans les deux Chambres du Parlement.

CHAMBRE DES PAIRS.

Le Lord Percy porta la motion d'une adreſſe de remerciements au Roi, & de félicitations ſur la naiſſance d'une Princeſſe. Comme ce Seigneur eſt arrivé depuis peu de l'Amérique, & que l'on a ſuppoſé qu'il avoit eu de vifs démêlés avec le Général Howe, il eſt vraiſemblable qu'il a été choiſi par le Miniſtere pour propoſer l'adreſſe, comme pouvant le plus en impoſer au parti de l'Oppoſition. En effet, il s'eſt attaché à faire le tableau le plus flatteur de l'état actuel des affaires en Amérique, & il a ſurtout appuyé ſur le mérite & les talens ſupérieurs des Généraux, aſſurant qu'il n'héſitoit point à en tirer le préſage le plus infaillible d'une prompte & heureuſe concluſion des troubles actuels. Sa motion fut ſecondée par le Lord Cheſterfield.

Le Lord Coventry répondit à l'un & à l'autre, en déclarant, qu'après avoir murement réfléchi ſur la condnite & ſur le plan des Miniſtres, il étoit convaincu que la Cour pourſuivoit des fins criminelles par des voies encore plus criminelles, & qu'il oſoit

annoncer que l'Etat touchoit à une ruine inévitable.

Après lui se leva Milord Chatham, dont le début roula sur les infirmités qui l'éloignoient malgré lui du service de son pays. Bientôt il entama les affaires politiques dans un discours dont voici les principaux traits : » On vous propose, Milords, de faire des remerciements au Roi ; mais ce sont des avis qu'il lui faut & non des compliments. — Le discours que Sa Majesté vient de vous faire entendre, ne vous apprend pas la moindre nouvelle, ne vous donne pas la moindre lueur d'espoir. — Les formidables préparatifs de la Maison de Bourbon, la sanction palpable qu'elle donne aux Emissaires de l'Amérique, vous annoncent clairement ses intentions hostiles. — Tout ce que le Roi peut nous dire pour nous rassurer sur ce point, c'est qu'il *espere* que cette Maison ne nous fera point de mal. — Si cependant la France & l'Espagne ont résolu de nous attaquer, sommes-nous en état de leur résister ? Nous n'avons pas actuellement plus de cinq mille hommes de troupes effectives en Angleterre : pas vingt vaisseaux de ligne armés ; le port de Lisbonne qui étoit pour nous un asyle, nous est fermé ; enfin, je ne vois de toutes parts qu'une ruine inévitable. — Je voudrois savoir à quel service nos armées sont actuellement employées. Enseignent-elles aux Américains l'art de la guerre ? Ap-

prennent-elles d'eux la morale ou bien des Bouchers Allemands leur métier ? — Il y a sans doute des factieux en Amérique, mais il y a aussi des gens honnêtes qui sont animés du plus pur patriotisme. — Si j'étois Américain, je ne poserois jamais les armes, tant que je verrois des Etrangers employés dans mon pays moins à le subjuguer qu'à le détruire. — Aucun des Lords, qui composent cette Chambre, n'est plus pénétré que moi des principes de justice & d'humanité ; quoique j'insiste pour des mesures pacifiques, je suis cependant d'avis que la soumission des Américains à l'Acte de navigation doit être la base de la réconciliation. — Il conclut en demandant que l'adresse de félicitation fût suivie d'une adresse *d'avis & de supplication au Roi de faire promptement cesser les hostilités en Amérique* «.

Le Lord Sandwich parla ensuite, & il fit voir à la Chambre tout le vuide du discours de Milord Chatham : » qui nous donne ici, dit-il, des mots pour des raisons. Il vous observe, poursuivit le Lord Sandwich, que la Maison de Bourbon est unie contre nous ; mais est-ce une chose qu'il nous soit possible de savoir ? Pouvons nous faire autrement que d'en croire les Ministres sur leurs paroles ? Ils professent hautement une amitié sincere pour notre Cour ; par quels moyens pouvons nous être assurés qu'ils pensent autrement qu'ils ne parlent ? Milord

Chatham prétend que nous ne réſiſterions point à une invaſion étrangere, parce que nous n'avons pas cinq mille hommes de troupes effectives, ni vingt vaiſſeaux de ligne armés, & moi je puis aſſurer à la Chambre que dans nos ports actuellement il n'y a pas moins de 42 vaiſſeaux de ligne en commiſſion ou prêts à y être mis: que 35 de ce nombre ont leurs équipages complets, & que trois jours ſuffiroient pour ſuppléer aux autres ce qui leur manque. — Il eſt donc viſible, ce fut par où finit Milord Sandwich, que de ſi frivoles préſages ſur nos nouveaux dangers, ne partent que de gens mal intentionnés pour ce pays.

Le Lord Sherley prenant la défenſe de Milord Chatham, obſerva en réponſe, que plus d'une fois le Parlement avoit été trompé par de faux expoſés. Il rappella un exemple du tems de la Reine Anne, lorſque ſon époux, le Prince George de Dannemark, grand Amiral d'Angleterre, (dont Milord Sandwich remplit les fonctions comme premier Commiſſaire du Bureau) avoit été ſurpris aſſurant au Parlement une choſe contraire à la vérité, ſans doute d'après les rapports trompeurs de ſes ſubalternes. Mylord Sandwich, ajouta-t-il, n'eſt pas exempt de la même erreur, ainſi on eſt libre de refuſer une foi implicite à ſes aſſertions. (Le Lord Sherley eut l'honnêteté de ne pas rappeller à la Chambre que dans une des der-

nieres Seſſions Mylord Sandwich avoit lui-même oſé avouer qu'il avoit trompé le Parlement de deſſein prémédité. On a trouvé très-adroit de ſa part de s'être ſervi de l'exemple du Grand Amiral époux de la Reine Anne).

Le Lord Suffolk, le Duc de Grafton, le Marquis de Carmarthen, & le Lord Cambden, tous du parti de l'Oppoſition, parlerent auſſi, & la ſéance dura juſqu'à près de minuit. Le projet d'adreſſe fut approuvé par 86 voix contre 26. Pluralité 58.

CHAMBRE DES COMMUNES.

La motion de l'adreſſe fut faite par le Lord Hyde, & ſecondée par le Chevalier Gilbert Elliolt, qui marqua un étonnement mêlé de la plus vive indignation contre ceux qui pouvoient épouſer la cauſe des Rebelles.— Il finit en félicitant l'Angleterre ſur l'étendue de ſes reſſources, bien capables, dit-il, d'effectuer complettement la réduction de l'Amérique. Il aſſura que les Manufacturiers Anglois étoient plus occupés que jamais (mais il ne dit point en même-tems que c'eſt qu'il travaillent dans tous les genres, pour les Rebelles, comme avant la guerre, par la voie de contrebande, & avec l'article des armes de plus); que les produits des Douanes n'étoient point diminués, (c'eſt ce qu'on verra par l'état du fonds d'amortiſſement) & que les forces navales de l'Angleterre pourroient

se mesurer sans crainte avec celles de la France & de l'Espagne si elles osoient prendre part à la querelle Américaine.

Le Lord Grainville (neveu du Comte Temple) se leva pour exhorter les Ministres à s'occuper de former plutôt des liens d'amitié pour les cœurs des Américains, que des chaînes d'esclavage. Il y joignit cette observation, que si des Généraux d'un talent & d'une expérience reconnus, après trois années des plus sérieux efforts, se trouvoient encore aussi éloignés du but désiré, de réduire l'Amérique, il falloit qu'il y eût quelque vice dans le plan de l'administration ; ou ce qui lui paroissoit plus croyable, quelque obstacle dans la chose même, qu'il fut impossible de surmonter. Il conclut en proposant pour modification à l'adresse, que le Roi seroit supplié de faire cesser les hostilités, comme le seul moyen de rétablir la paix, & de faire clairement déterminer les droits respectifs des deux pays.

Cette motion fut secondée par le Lord George *Cavendish*, qui fit voir combien peu s'accordoient ensemble les sentimens d'humanité du discours du Roi, & la conduite de ses Ministres. Il rappella les vaines promesses faites par le Roi il y a deux ans, en observant que les Ministres ne cherchoient qu'à pallier les maux au lieu d'y porter de vrais remedes : que dans tout l'été dernier les Corsaires Américains avoient infesté les côtes Britanniques,

jusqu'au point de se faire redouter même par le gouvernement, & de faire regarder comme nécessaires, les fortifications du port de Dublin, qui jusqu'ici n'avoient jamais servi, même dans les guerres avec les ennemis naturels & invétérés de l'Angleterre. Il ajouta que chaque campagne ne faisoit que reculer la fin de la guerre, & qu'il lui répugnoit également d'apprendre les succès de l'un ou de l'autre parti, puisqu'ils n'amenoient jamais que la ruine de plus chers intérêts de la nation.

Le Colonel *Johnston* exhorta la Chambre à ne point porter le voté décisif de vaincre ou de mourir, avant que d'avoir reçu des Ministres quelque lueur d'information sur l'état actuel des affaires. Il la pria de se persuader qu'il n'existoit point de factions, & que des deux parts on ne devoit agir & parler que d'après ses vrais sentimens & ses principes. — Il fit un triste tableau de la derniere campagne en Amérique, & il insista sur la défaite du Général Burgoyne. — Il assura que les Américains avoient été poussés à l'indépendance, par la nécessité où ils se sont vus de demander du secours aux étrangers. Il donna les plus grands éloges aux Généraux Anglois & sur-tout au Lord Howe, dont il peignit le courage & les fatigues dans la navigation de la Baye de Chesapeak, sous des couleurs qui doivent faire regarder ce Lord comme le Général de mer le plus brave & le plus expérimenté. On a appris par-là, que Mylord

Howe, a fait dans les momens les plus critiques de cette expédition le ſervice de ſimple matelot, qu'on le voyoit toujours en avant, dans une Chaloupe, en veſte & en grandes culottes, la ſonde à la main. — Si avec de pareils Généraux, ajouta-t-il, nous n'avons point de ſuccès à eſpérer, c'eſt que notre entrepriſe eſt vicieuſe par le fonds, & qu'il y a des obſtacles dont il eſt impoſſible de triompher. Ici il fit une courte digreſſion pour s'appuyer de l'exemple de l'Eſpagne, & de ſa ſéparation d'avec les Provinces-Unies, par la mauvaiſe conduite du fils de Charles V. dont les conquêtes s'étoient étendus ſur différentes parties du globe, & qui avoit porté ſes découvertes juſqu'à ſes extrémités les plus reculées. Il rappella que Philippe II. étoit auſſi l'inventeur des emprunts hypotéqués ſur des droits à lever, & qu'enſuite il avoit rompu ſes engagemens. Il obſerva à cette occaſion qu'on pouvoit juger de la ſituation allarmante de l'Angleterre par l'intérêt exhorbitant de l'argent, & que c'étoit le gouvernement qui faiſoit actuellement tout ſon commerce. — Pour concluſion il forma le vœu de voir les différens de l'Amérique s'accommoder, ſur le pied où étoient les choſes en 1760.

M. *Wilkes* rappella l'évacuation de Boſton, & compara le Chevalier Howe à Mahomet fuyant de la Mecque. — Il déclara que les premieres nouvelles qu'il comptoit recevoir d'Amérique, ſeroient que ce Général étoit

prisonnier dans Philadelphie, qu'il ne tarderoit pas à évacuer aussi honteusement que Boston. — Sur l'article des protestations d'amitié de la France, il apprit à la Chambre comme un fait dont il pouvoit répondre, que les deux Corsaires qui ont livré combat au Corsaire le Druide, étoient entrés pour se radouber dans le port de l'Orient où on leur avoit fourni, des magasins du Roi de France, tout ce qui leur étoit nécessaire. — Il ajouta que l'Angleterre ne conserveroit pas long-tems l'amitié du Portugal, qu'il savoit être sur le point d'entrer dans le pacte de famille. — Il censura vivement la proclamation publiée par le Général Burgoyne, qui osoit parler de Charité Chrétienne, en même-tems qu'il se permettoit des atrocités dont l'humanité devoit rougir.

Le Colonel *Johnston*, fut appuyé par l'Alderman Bull & par le Chevalier Philippe Jennengs, qui dit que visiblement les Ministres vouloient continuer la guerre jusqu'à ce qu'il ne restât plus en Angleterre une seule guinée, ni un seul Américain en Amérique.

L'Avocat Adair, du même parti, observa que suivant l'ancien usage, le premier jour d'une Session étoit celui où le Ministre informoit la nation de l'état de ses affaires. — Mais qu'aujourd'hui il outrageoit la Chambre par un silence affecté, dont il ne pouvoit rendre aucune bonne raison.

Le Lord *North*, après avoir fait entendre

qu'il n'avoit pas compté être obligé de parler dès la premiere séance, déclara qu'il s'y voyoit forcé par M. l'Avocat Adair; mais qu'il se contenteroit de lui répondre, que depuis vingt ans, qu'il venoit à la Chambre il ne se souvenoit point que jamais le Ministre eût regardé comme son obligation de faire un commentaire sur le discours du Roi. — Il justifia M. Burgoyne sur les accusations d'atrocités, avancées contre lui par M. Wilkes, & il assura la Chambre que les Sauvages étoient commandés par des Officiers Anglois à qui il étoit enjoint d'empêcher les excès dont on se plaignoit. — Il ajouta que si on s'étoit décidé à employer le secours de ces barbares, c'est qu'on avoit vu les Américains occupés à se les attacher pour le même usage. Il répondit à la Chambre qu'elle seroit surement satisfaite, de la maniere dont M. Burgoyne sauroit lui faire envisager sa conduite, & se défendre contre ses accusateurs. — Il protesta de son desir sincere de la paix; mais en ajoutant que le moment d'y songer seroit celui de la victoire — Il fit voir qu'il seroit absurde de commencer par faire cesser les hostilités, puisque ce seroit passer condamnation vis-à-vis des Américains, à qui les Généraux avoient ordre d'accorder cette suspension lorsqu'ils le jugeroient nécessaire. — Il avoua qu'on ne savoit rien de certain des dernieres opérations, aucune dépêche n'étant venue du Chevalier Howe, depuis celles

datées après son débarquement aux sources de la riviere d'Elk.

Relativement aux Puissances Etrangeres, il assura la Chambre, qu'autant qu'il pouvoit en juger, & d'après les informations qu'il avoit prises, ce n'étoit point l'intérêt, & qu'il ne croyoit point que ce fût l'intention de la France ou de l'Espagne d'entrer en guerre avec l'Angleterre. --- Mais que ces Puissances jugeant à propos de tenir de grands armemens en état dans leurs divers ports, il avoit jugé qu'il convenoit de mettre l'Angleterre sur un pied égal de défense, pour se tenir en garde contre la possibilité d'une attaque. --- Que le langage de la Cour de France n'étoit nullement celui de la guerre: que quand elle s'étoit exprimée d'une maniere équivoque, on avoit obtenu par de pressantes remontrances, les explications convenables. --- Que la France avoit donné les ordres les plus positifs pour défendre de prêter aucun appui aux Américains. --- Que deux prises conduites à Nantes comme venant de Saint-Eustache avoient été rendus aux propriétaires Anglois, par l'ordre de la Cour de France, & que de cette conduite du Ministere François il étoit résulté, qu'il ne s'étoit plus commis depuis de nouvelles déprédations sur les Côtes Britanniques. M. Burke, M. Fox, & le Colonel Barré, du parti de l'opposition, & le Lord Germaine de celui des Ministres, ont parlé aussi dans ces débats, dont l'issue a

été en faveur du Miniſtere. On a compté 243 voix pour l'adreſſe contre 86, ce qui a donné une pluralité de 157.

JE N'AI, Monſieur, qu'une courte obſervation à vous faire, & ſur le diſcours du Roi, & ſur les débats qu'il a occaſionnés. Le Roi ſe montre dans les diſpoſitions d'augmenter le nombre des troupes étrangeres qu'il a fait paſſer en Amérique. Mylord Chatham déclare que s'il étoit Américain, il ne poſeroit jamais les armes que les troupes étrangeres n'euſſent été retirées. Ce même Lord ne veut point qu'il ſoit queſtion de réconciliation avec les Américains, qu'auparavant ils ne ſe ſoient ſoumis à l'acte de navigation. M. le Colonel Johnſton borne ſes vœux en leur faveur à les voir rétablis dans l'état où ils étoient en 1760.

Ne vous paroit-il pas, Monſieur, d'après ce conflit d'opinions, que ni l'un ni l'autre parti en Angleterre ne juge ſainement des diſpoſitions actuelles des eſprits en Amérique depuis que l'indépendance y eſt déclarée, & que même quand le Miniſtere changeroit, la réunion n'en deviendroit pas plus praticable avec ceux qui voudroient les aſtreindre à l'acte de navigation, qu'elle ne l'eſt aujourd'hui avec le parti qui a réſolu de les ſoumettre par le ſecours des troupes étrangeres?

J'ai l'honneur d'être, &c.

FIN.

*Lettre d'un Banquier de Londres à M.*** à Anvers.*

De Londres le 9 Décembre 1777.

J'AI eu ce matin, Monſieur, la viſite d'un Boſtonien, qui m'étoit adreſſé par mon Correſpondant d'Embden, & que j'ai régalé de quelques taſſes de thé, avec tout le plaiſir que vous pouvez imaginer, après l'avoir bien aſſuré que ce n'étoit point du thé acheté de la Compagnie Angloiſe des Indes. Ce Voyageur eſt parti de Boſton le 24 Octobre: il a fait une courte relâche à Embden, & il eſt venu ici en toute diligence avec une *Gazette extraordinaire de Boſton*, datée de la veille de ſon départ. Son premier ſoin, à peine entré chez moi, a été de faire porter chez un Imprimeur la Gazette en queſtion, qui demain aura bien pullulé, je vous aſſure. Il en avoit un double exemplaire dont il a payé l'agréable déjeuner que j'ai eu le bonheur de lui donner. Je vais ſur le champ vous en traduire les principaux articles; & j'eſpere, par le zele que j'y mets, que vous les aurez reçus aſſez-tôt pour entendre l'énorme *in-folio* de détails des armées Angloiſes de Howe & de Clinton qui compoſent la *Gazette extraordinaire de la Cour*,

publiée ici le 2 de ce mois, & dont le Miniſtère Britannique fera enſorte que l'Europe ne perde pas une ligne. Il ne ſera pas ſi jaloux de l'inſtruire, ni ſi prolixe ſur certains autres événemens qui ſe ſont paſſés dans le Nord; mais je veux vous faire lire la Gazette de Boſton; ce ſera comme ſi vous aviez aſſiſté à mon déjeuner Boſtonien.

Gazette extraordinaire de Boſton, du 24 Octobre 1777.

N.° I. *Précis des opérations des armées reſpectives en Amérique en 1777, du mois de janvier au mois d'Octobre.*

» A la fin de la derniere campagne (en Janvier 1777) le Général Howe voyant ſes cantonnemens rompus, jugea néceſſaire de raſſembler ſon armée à Brunſwick & aux environs. Retranché & couvert de tous côtés, il fut quelque tems inacceſſible au Général Washington, qui ſe contenta, pendant que ſon armée ſe recrutoit, de repouſſer les fourageurs de M. Howe, de harceler ſes poſtes extérieurs, &c. On croit généralement ici que le premier deſſein de M. Howe étoit de pénétrer juſqu'à Philadelphie par les Jerſeys, & qu'il l'avoit tenté ſérieuſement; mais ſoit qu'il ait jugé dès le commencement que ce projet étoit impraticable, ou qu'à l'épreuve il s'en ſoit convaincu, le fait eſt qu'il s'eſt retiré à l'Iſle de Staten, & que

vers le milieu de l'Eté il a embarqué ses troupes, ses munitions, &c. & qu'après une longue & fatigante navigation, il est arrivé à la baie de Chésapeak où il a débarqué dans la riviere d'Elk, & ensuite fait marcher son armée vers la riviere Brandywine «

» M. Howe a fait tous les efforts imaginables pour tromper son antagoniste; mais celui ci avoit travaillé de bonne heure à faire avorter ses projets; & avec cette pénétration qui lui est particuliere, il avoit prévu que les bords du fleuve Delaware seroient le futur théâtre de la guerre. C'est dans ces environs que le Général Washington à marché à l'ennemi & l'a combattu; mais quoique nos troupes n'ayent point manqué de courage, ni nos Officiers de conduite, il eût été avantageux qu'elles eussent plus d'emsemble & de fermeté en chargeant & de vivacité en se formant, ce qu'aucunes troupes ne peuvent acquérir que dans une suite de vraies actions. Ce défaut nous a fait perdre un terrein qui a couté cher aux Anglois, puisque d'après les comptes les plus modérés, leurs tués & blessés se sont montés à deux mille, tandis que nos états ne portent pas les nôtres au-dessus de la moitié. Quoiqu'il en soit, d'après la tournure que les choses avoient prise, il falloit que de M. Howe & de M. Washington l'un restât le maître du pays & l'autre se maintint dans la Ville. Or, M. Washington a préféré de

posséder le pays, & de ne point abandonner un poste très-fort sur le Delaware, où le passage est si bien défendu par les chevaux de frise, que les Anglois y ont déja perdu un vaisseau de 64 canons, que deux autres ont été repoussés en s'efforçant de pénétrer jusqu'à la Ville, & qu'enfin jusqu'ici la flotte entiere n'a pas pu en approcher «.

» La seconde action importante s'est passée à German-Town ou auprès : l'ennemi y avoit été attaqué, rompu & repoussé. Enfin les lauriers de la victoire alloient couronner le héros Américain, lorsqu'un malheureux événement les lui arracha. Une division qui formoit le corps de réserve de l'armée, eut ordre d'avancer plus près pour soutenir des compagnons vainqueurs ; mais elle s'égara dans un brouillard épais, augmenté de la fumée de l'artillerie & de celle de quelques chaumes auxquels le Général Howe avoit fait mettre le feu. Il s'ensuivit un désordre parmi nos troupes qui les força à la retraite. L'ennemi en profita pour se rallier, & ayant recouvré son artillerie il rentra dans ses lignes. Il y eut de part & d'autre quelques Généraux & Officiers supérieurs tués & blessés. Cependant dans toute cette action, qui a duré plus de deux heures, nous n'avons perdu en Officiers ou soldats tués, blessés & manquans, que sept cent hommes ; & c'est le sentiment de tous les gens capables d'en juger, qu'il ne faudroit pas plus de deux

victoires semblables encore au Général Howe pour déconcerter entierement tout son plan. On sait que par le nombre des tués, des blessés & des désertions, une armée qui n'a pas la facilité de se recruter à mesure, s'épuise prodigieusement. Il en est tout autrement de notre côté. Nos soldats, qui sont dans leur pays, pleins de santé & de résolution, savent que si un d'eux est tué, il en viendra deux autres venger sa mort, & nos armées, en campagne, s'accroissent par milliers «.

» Il est vrai que l'ennemi tire un grand avantage de ses vaisseaux. Nous venons de voir les Généraux Vaughan & Tryon remonter la riviere d'Hudson, suivis de quelques troupes Irlandoises & Allemandes, & avec quatre mille hommes en attaquer cinq cent, avant qu'on eût pu envoyer à ceux-ci du renfort. Aux dépens de beaucoup de sang Anglois, ils ont emporté le fort Montgommery & un passage fortifié sur cette riviere. D'après cet événement, nous avons été obligés de détruire deux gros bâtimens du Continent. On dit aussi qu'ils ont poussé encore plus loin, & qu'ils ont enlevé ou entrepris d'enlever des bestiaux, & brulé quelques maisons. Le Général Putnam, avec un nombre d'Américains égal aux leurs, arrive sur eux par derriere, tandis que le Général Gates, s'étant débarrassé de ses prisonniers, & ayant détaché quatre mille hommes pour

reprendre Ticondérago, eſt en marche pour Albany. Il eſt à croire qu'il ne ſouffrira point que ces barbares échapent au châtiment qu'ils ont mérité. Pendant ce tems-là, le Général Parſons a ordre d'inveſtir la Ville de New-York ; & d'un autre côté, huit mille hommes commandés par le Général Spencer, ſont arrivés à leur rendez-vous, d'où ils partiront pour aller reprendre New-Port dans l'Iſle de Rhode-Iſland. Les Etats du Sud, c'eſt-à-dire les deux Carolines & la Virginie, jouiſſent d'une parfaite tranquillité, n'étant nullement inquiétées par l'ennemi. Leur population s'accroît ſenſiblement chaque année : elles ſont en état de recruter l'armée de ce côté-là ; de même que la ruche du Nord envoie des eſſaims de toutes parts, tant pour défendre nos propres frontieres, que pour équiper nos vaiſſeaux de guerre & nos Corſaires ; au point que ſi nos marins ne s'occupoient que de la courſe, nous ferions un tort infini au commerce de la Grande-Bretagne, tout en nous enrichiſſant. Mais ſeulement dans l'état où ſont les choſes, il arrive des quantités de priſes très riches dans nos ports«.

» Il eſt vrai que les Etats du centre, ceux d'York, du Nouveau Jerſey, du Maryland & de Philadelphie, ſouffrent actuellement de la préſence de deux ou trois armées ; mais ce ſont des pays jeunes, vigoureux & fertiles ; & lorſque nous aurons repouſſés nos envahiſſeurs, comme nous oſons l'eſperer

avec l'aide de Dieu, ces pays auront bientôt repris leur ressort «.

Après avoir ainsi promené nos regards sur tout le continent d'un bout à l'autre, & avoir apprécié la position des armées de Washington & de Howe dans le Sud, arrêtons notre attention sur le Nord resplandissant aujourd'hui du nouveau lustre qu'y ont acquis les armes Américaines «.

» Une armée Britannique, qu'on avoit été plusieurs années à former, assistée de ses Alliés, est partie bien approvisionnée, du Canada, dès le commencement du Printems, sans que nous eussions imaginé qu'il y avoit des forces si redoutables dans cette partie de l'Amérique. Elle a investi notre forteresse de Ticondérago, la clef des Etats de la Nouvelle Angleterre. Le tems & d'exactes recherches nous apprendront comment il s'est fait que cette importante forteresse, où il y avoit une garnison de près de cinq mille hommes, bien armés & équipés, aux ordres du Général Saint Clair, se soit rendue presque sans avoir été attaquée; & comment en un instant, notre pays se trouva ouvert à l'armée du Général Burgoyne & à ses cruels instigateurs, tandis que nos braves soldats se retiroient devant eux, aussi courroucés contre leur propre Général que contre celui des ennemis. Mais la milice, composée de la partie la plus riche du peuple, avoit conservé tout son courage. Elle se voyoit

menacée de perdre, ſans retour, tout le bonheur qui peut attacher à la vie; elle s'eſt miſe en campagne avec un redoublement de zele & d'ardeur. Le Congrès a auſſitôt rappellé le Général Saint Clair, & a nommé à ſa place le Général Gates pour marcher à la tête de ces braves combattans à qui il ne manquoit que de bons Officiers pour les conduire à la victoire «.

» M. Gates rallia notre armée diſperſée; & les troupes avoient mis une telle confiance dans cet habile Commandant, que quand il ordonnoit de s'arrêter dans le moment où l'on étoit le plus animé, tous les corps de l'armée & de la milice devenoient immobiles. Pendant ce tems-là Burgoyne, enflé de ſes premiers ſuccès, ſouffroit que les Antropophages & les Canadiens, ſi même il ne les y excitoit pas, maſſacraſſent les malheureux Habitans à meſure qu'il s'avançoit dans le pays, prenant les airs & le ton d'un conquérant, juſqu'au point de qualifier *troupes victorieuſes* des corps de ſon armée qui avoient honteuſement lâché pied devant nous, en abandonnant leurs canons & leurs équipages. Le premier préſage du ſort qui l'attendoit ſe manifeſta par l'échec qu'il reçut au fort Schuyler (Stanwix) poſte important ſur la riviere de Mohawk. Un certain Colonel Saint Leger, ſuivi d'un ramaſſis d'Anglois, de Waldeckois & de Sauvages, eſſuya une vive ſortie, & ſes gens

furent difperfés par cette garnifon peu nombreufe mais brave, aux ordres du Colonel Granfweldt, foutenu du Général Harkerman qui s'approchoit. La fuite de Saint Leger devoit faire rentrer en lui-même le Général Burgoyne, s'il eût été affez fage pour profiter de cet événement qui l'avertiffoit du danger de fa fituation «.

» Peu après un détachement d'environ deux mille cinq cent Anglois, &c. fut envoyé par Burgoyne pour prendre pofte à Bennington, avec des ordres conçus dans un ftile vraiment rifible, comme une occafion qui s'offroit de pénétrer dans le pays. Ces troupes bien armées, bien difciplinées, fe font arrêtées à plufieurs milles de leur deftination, & s'y font retranchées. Un parti de milice, aux ordres du brave Général *Starxs*, aidé d'un corps de trois cent hommes des troupes continentales du bataillon du Colonel Warner, les a attaquées *deux fois*; leurs lignes ont été emportées, & ils ont perdu la moitié de leur monde, tant en tués qu'en prifonniers; (l'ennemi convient de mille hommes). Cette action a été fuivie d'une autre plus importante fur les hauteurs de *Bémus*, à quarante mille environ d'Albany, & la nuit feule empêcha les Américains de remporter une nouvelle victoire. Le dernier effort de l'armée déconcertée de Burgoyne, a été d'attaquer les divifions de la gauche & du centre de l'armée du Général

Gates, (*a*) qui étoient commandées par les Généraux *Lincoln* & *Arnold*. Cette action, quoique malheureusement remarquable par la blessure de ces braves Généraux, a mis le comble à la gloire des armes américaines, car elle a couté la vie au Général *Frazer*, ainsi qu'à un grand nombre d'Anglois. La division composée de l'élite des troupes britanniques, s'est retirée en désordre & avec une perte considérable. Les ennemis ont été poursuivis dans leurs lignes : leur hôpital composé de trois cent malades & blessés, est tombé entre nos mains. On s'est emparé pareillement du bagage d'un bataillon Allemand. Le camp a été détruit, & le régiment dispersé. «

» Nous ne devons point oublier de dire que, pendant toutes ces opérations, nos troupes légères ont continuellement harcelé l'arriere garde & les flancs de l'ennemi, interceptant ses convois, détruisant ses magasins, les repoussant tous les jours, & faisant prisonniers ses gardes, jusqu'au moment que voyant ses troupes harassées & épuisées par le service le plus rude, par l'épée, la famine ou la captivité, ce fier conquérant de l'Amérique a commencé à sentir les durs effets de sa témérité. Celui qui, peu de semaines auparavant, avoit osé, dans un pompeux ma-

---

(*a*) Gates est le Commandant général : Arnold & Lincoln sont les Lieutenans généraux.

nifeste, profcrire comme d'infâmes traîtres, les plus refpectables habitans du pays, s'eft vû enfin lui-même à leur merci. Il menaçoit de faire éprouver, *avec la grace de Dieu*, la force de fes armes, fur toute l'étendue de l'Amérique. Il annonçoit le fer & le feu aux peuples livrés à fes brigandages. Ses menaces font retombées fur fa tête : de dix mille hommes partis avec lui du Canada, il n'y en a pas eu moins de quatre mille tués, pris ou difperfés avant la capitulation. Sa conduite imprudente a valu au refte de fon armée, l'humiliation de *mettre bas les armes*, comme il a remis lui même *fon épée* entre les mains de fon vainqueur. «

» Nous avons lieu d'efperer que le Général Howe aura le même fort que fon Coadjuteur. Car l'Armée du Nord n'a plus rien qui l'empêche de partir pour traverfer les Jerfeys & fe joindre au Général Washington «.

» Que chacun fe demande à préfent comment il recevroit l'infinuation de traiter avec la Grande Bretagne aux termes qui nous font prefcrits par ce Peuple orgueilleux & cruel. Non : l'Angleterre fût-elle victorieufe dans toute l'étendue de l'Amérique, euffions-nous été chaffés des bords de l'Océan jufqu'au monde Occidental, & de là repouffés jufque dans les régions les plus reculées du Nord ; quand toutes nos armées feroient écrafées, toutes nos troupes reglées pri-

ſonnieres de guerre, nos milices formeroient de nouvelles armées; elles iroient attaquer les tyrans en bataille rangée, & elles expireroient avec la *liberté dans les champs de l'honneur*, ou bien une victoire complette aſſureroit à jamais leur exiſtence, *comme Peuple indépendant*. Ces généreux ſentimens ne peuvent que s'exalter dans nos cœurs de plus en plus ulcerés de l'arrogance des plus barbares des ennemis, quand nous voyons l'impreſſion terrible que fait ſur eux le ſuccès de nos armes accordé par le Ciel à la juſtice de notre cauſe «.

» Telle eſt la vraie ſituation des affaires dans l'Amérique Septentrionale. Nous ſommes ſurs de n'avoir point altéré la vérité des faits; & ſi l'on nous fait ce reproche relativement au récit des événemens qui nous ſont favorables, ce ſera plutôt pour les avoir atténués qu'exagerés «.

N.° II. *Aux enfans de la patrie.*

» Que tous les vrais Américains ſe félicitent ſur le plus important & le plus glorieux ſuccès de leurs armes dans le département du nord! L'armée de Burgoyne n'eſt plus; du moins en tant qu'armée, elle a diſparu de l'Amérique. Elle s'eſt rendue juſqu'au dernier homme au Général Gates, ſous les conditions portées dans la convention publiée par la préſente Gazette. Cette armée qui

d'abord étoit composée de près de dix mille hommes, se trouvoit réduite au nombre d'environ six mille. Les conditions qu'on lui a faites sont magnifiques & généreuses, si l'on considere qu'elle étoit absolument & totalement en notre pouvoir, & si l'on réfléchit sur la façon dont Burgoyne avoit fait la guerre. Mais ne vaut-il pas mieux que nous péchions par excès de bonté & de compassion, que par trop de sévérité, même lorsque la loi du talion & de la conservation de soi-même, pouvoit paroître l'exiger? «

» L'histoire ne parle d'aucune nation qui l'ait emporté sur l'Amérique, par le courage & la résolution pour le maintien de ses droits, de même que par l'indulgence & la noblesse avec lesquelles, en tant d'occasions, elle a traité ses oppresseurs & ses meurtriers, lorsqu'elle les a eu réduits. Une telle conduite au moins ne tournera point au désavantage de nos affaires, & elle ne donnera point une opinion défavorable de nous aux Puissances Européennes. «

» Nos forteresses & toutes les choses sur lesquelles nous fondions notre principal appui, nous avoient été enlevés avec une facilité surprenante, par l'ennemi, depuis le commencement de cette guerre, à l'exception de Bunkershill. Mais en revanche la divine Providence nous a soutenus & conservés par les secours sur lesquels nous comptions le moins. Privés de nos forteresses, il nous a

fallu apprendre à rencontrer l'ennemi en pleine campagne ; & la plupart des grands avantages que nous avons obtenus, ont été précédés de la perte de ces mêmes forts. Lorsque Ticonderago a été rendu à l'ennemi d'une maniere si étrange, (oui, étrange, & c'est le terme convenable, jusqu'à ce que cette affaire ait été éclaircie par une autorité compétente) le peuple des Etats septentrionaux avoit le cœur navré de ce triste événement, mais son courage n'en étoit point abbatu. Il a senti l'effet que cette perte devoit produire pour quelque tems en Europe ; & il savoit qu'une retraite aussi précipitée, autoriseroit une façon de penser assez équivoque sur l'armée la plus brave. Nous avons vu en même tems notre pays ouvert aux incursions d'une armée de dix mille hommes, enorgueillie d'une conquête si aisée, prête à être augmentée des mécontens qui se trouvoient parmi nous, & à être aidée de diverses manieres par les Américains neutres & craintifs ; ainsi que par les districts qui avoisinoient cette armée, & qui sont tombés tout aussitôt en son pouvoir. Au milieu de tant de contrariétés, le peuple de cet Etat ne manquoit ni de résolution ni de fermeté, non plus que ceux qui se trouvoient à la tête des affaires. On ne s'occupa uniquement qu'à mettre en campagne la milice, pour faire face à l'ennemi. Les vagabons & les pauvres avoient été enrôlés auparavant dans la milice continen-

tale : mais dans ce moment-ci on vit cette milice composée des Propriétaires les plus à leur aise. Burgoyne crut que tout le pays lui étoit ouvert, & il mit en œuvre tous les moyens possibles pour profiter de l'occasion. Avec son corps principal il dirigea sa marche vers Albany. Son aîle droite commandée par Saint Léger, traversa le lac Ontario & le pays de Mohawk, espérant prendre d'emblée le fort Stanwix, (Schuyler) & joindre Burgoyne à Albany. Le Colonel Baum, avec l'aîle gauche, gagna le pays appellé les *Grants*. Le Général Hackerman fut envoyé avec 500 hommes de milice, pour renforcer la garnison de Stanwix. Il ne put point parvenir jusqu'au fort, mais sur la route il attaqua un corps considérable d'ennemis & de Sauvages, & en tua un si grand nombre, qu'il affoiblit considérablement ce corps. Hackerman déploya autant d'habileté que de bravoure. Grainswelot qui commandoit dans le fort, en fit autant. Le courage de ces deux Officiers, sauva ce poste important, & rompit les desseins de l'aîle droite des ennemis, qui se retirerent sur le lac Ontario, avec perte & précipitation. L'Etat de la Nouvelle Hampshire ayant envoyé son contingent à l'armée continentale, leva une brigade de milice. *Starts*, vieux militaire, qui s'étoit distingué à Trentown & à Princetown, mais qui par une singuliere fatalité, avoit été oublié dans la distribution des grades, fut revêtu du

commandement. Comme il avoit peu de confiance dans les chefs qui commandoient alors l'armée ſeptentrionale, il demanda au Gouvernement de cet Etat des ordres plus étendus, & qui lui permiſſent d'agir avec l'armée continentale, ou indépendamment d'elle, ſelon qu'il le croiroit plus à propos pour la défenſe des frontieres du nord. Heureuſement que cette permiſſion lui fut accordée, quoique dans d'autres circonſtances cela eût pu avoir de mauvaiſes ſuites. Préciſément avant que le Colonel Baum fût parti pour Bennington, Schuyler ou Saint Clair, (ces deux Généraux ont été révoqués) ordonna à Starks de partir de Grants pour gagner Albany. Starks prit ſur lui de ne pas exécuter cet ordre, étant déterminé à défendre le poſte important de Bennington & les grands magaſins publics qui s'y trouvoient. On en porta des plaintes au Congrès ; mais avant qu'elles euſſent pu avoir aucun effet, il remporta la victoire la plus complette & la plus brillante : il tua ou prit aux ennemis huit à neuf cent hommes, & détruiſit entièrement leur aîle gauche. Il avoit été joint par le Colonel Wenner & une compagnie de Découvreurs des Montagnes vertes, à la ſolde du Continent. Tout ce corps faiſoit plus de quinze cent hommes. Les ennemis, en y comprenant le renfort qu'ils reçurent, étoient en auſſi grand nombre. Ils étoient retranchés & avoient beaucoup d'excellentes piéces de campagne.

Starks

Stárks n'en avoit point, & cependant il osa les attaquer dans un tems où l'armée continentale ne savoit en quel endroit tenir ferme; il fit ses dispositions avec tout le sang froid & le jugement possible, & il les exécuta avec un courage & une ardeur qui lui feront un honneur immortel. «

» Cet événement changea la face de nos affaires, & porta à Burgoyne un coup dont il n'a pu se relever. Dans une occasion si heureuse, *Gates* avoit pris le commandement de l'armée du nord, à la place de Saint-Clair révoqué. Les milices accouroient vers lui de toutes parts, & montroient la plus grande ardeur. Un corps de ces milices prit plusieurs postes voisins de Ticonderago, enleva à nos ennemis un grand nombre de nos prisonniers, en fit beaucoup sur eux, détruisit leurs bateaux, &c.

» Burgoyne commença alors à s'appercevoir qu'il s'étoit trop avanturé dans un pays dont tous les habitans étoient soldats. Il se trouvoit avancé au-delà de Saratoga : il lui étoit impossible de continuer sa marche jusqu'à Albany; & c'étoit envain qu'il cherchoit à *rétrogader*, lui qui a publié avec tant d'emphase, qu'il n'aimoit point les mouvemens rétrogrades. Cependant il fit un effort pour sortir d'embarras, & il trouva moyen de porter ses principales forces contre une seule aîle de notre armée, commandée par l'intrépide Arnold; mais il fut repoussé avec

une perte considérable. Il fit une seconde tentative, dans laquelle *Arnold* fit des prodiges d'habileté & de valeur en entrant dans ses lignes, qui furent emportées, & où (*a*) Burgoyne eut beaucoup d'hommes tués & presque tout son bagage pris. L'ennemi se retira dans un camp fortifié sur ses derrieres.

Arnold & Lincoln, autre excellent Officier général de l'État de Massachusets, ont été blessés tous les deux à la jambe dans cette action; mais il y a lieu d'espérer qu'ils gueriront sans amputation, à la grande joie de tous ceux qui connoissent leur mérite. Le camp de Burgoyne ayant été investi de toutes parts, ce Général fanfaron se voyant dénué de provisions & sans aucun espoir de secours, prit le parti de se rendre. Quand ses yeux avoient commencé à s'ouvrir, & que la peur avoit chassé la fierté de son cœur, il avoit écrit une lettre au Général Clinton à New-York. Dans la réponse qui est tombée entre nos mains, Clinton lui dit: *je ne puis point prendre sur moi de donner aucun avis ni de rien ordonner. Je souhaite de tout mon cœur que vous ayez le bonheur de vous en tirer* «.

» Cependant ce même Clinton se doutant que nos postes sur la riviere d'Hudson devoient être affoiblis par les détachemens en-

(*a*) On a dit que Burgoyne avoit été blessé dans cette affaire. Ce fait ne s'est point vérifié

voyés aux deux armées, & ayant l'intention ſans doute de tenter quelque diverſion en faveur de Burgoyne, ſes troupes, parties de New-York, ſurprirent *Peekshill*, le fort *Montgommery*, &c. & brulerent & ſaccagerent tout de la maniere la plus cruelle ſur les bords de cette riviere, pendant que Gates accordoit les conditions les plus généreuſes à Burgoyne vaincu, & dédaignant d'abuſer de la poſition déſeſperée où ſe trouvoit ce Général. — Mais à préſent on va ſonger à arrêter ces incurſions, & Washington, s'il en a beſoin, pourra recevoir, avant qu'il ſoit peu, des renforts conſidérables de l'armée du Nord. Dans l'affaire de Brandywine il a diminué l'armée de Howe de 3,000 hommes. Dans l'attaque à *Germain-Town* contre un corps d'ennemis conſidérable, nous étions ſur le point de les envelopper tous: Howe étoit prêt à donner ordre aux ſiens de ſe retirer à Cheſter; mais un brouillard épais s'étant elevé tout-à coup, la diviſion du général Gréen, qui arrivoit par derriere, a été priſe pour un corps d'ennemis, & ce n'eſt que la confuſion occaſionnée par cette mépriſe, qui a ſauvé les troupes du Roi. Il eſt vrai que Howe, par des marches & contremarches aux environs de Philadelphie, & faiſant ſemblant de vouloir en venir à une bataille générale, a trouvé le moyen de jetter un corps de troupes dans cette Ville. mais on s'attendoit à cet événement, & en

conſéquence on en avoit retiré, quelque tems auparavant, preſque tous les effets de quelque prix qu'il pouvoit y avoir, & le Congrès s'étoit tranſporté à *York-Town*. Ce n'eſt que le 25 au ſoir que le Congrès eſt parti de la Ville, & ſans aucune précipitation, ce qui fait bien voir qu'il n'avoit pas grand peur. Au ſurplus il eſt difficile que Howe conſerve long-tems cette Place. Il n'a pas encore pu détruire les chevaux (*a*) de friſe dans la riviere Delawarre, ni faire avancer les batteries dans la proximité de ces mêmes chevaux de friſe. Il a déja vu périr un fort vaiſſeau de guerre qui avoit eſſayé d'y paſſer; on nous aſſure aujourd'hui que deux autres frégates, qui avoient fait la même tentative, ont éprouvé le même ſort, & que Howe paroiſſoit ſe diſpoſer à une retraite. Il circule même des lettres, arrivées tout récemment du Sud, qui portent que l'ennemi avoit perdu 17 vaiſſeaux en tentant de s'ouvrir un paſſage pour aller à Philadelphie, & qu'il étoit tombé entre nos mains, à cette occaſion, une batterie flottante de 8 canons, & plus de 100 hommes. Si Howe ne peut point ouvrir la riviere à l'armée navale de ſon frere, qui a quitté la baie de Chéſapeak pour venir le joindre à Philadelphie par le Delawarre, il faudra abſolument

(*a*) C'eſt le Docteur Benjamin Franklin qui a donné le projet de ces chevaux de friſe.

qu'il ſe retire. Son armée ne ſauroit être approviſionnée par aucun autre canal. Mais quoiqu'il en ſoit, la ruine totale de l'armée du Canada ne pourra pas manquer de lui devenir fatale. Il faudroit qu'il eut un bonheur tout particulier pour tenir long-tems contre les forces réunies de nos Etats. La ſimple nouvelle du ſort de Burgoyne conſternera & le Chevalier Howe & ſon armée; elle répandra parmi eux tous des inquiétudes extrêmes pour trouver des quartiers d'hyver ſurs, en même tems qu'elle enflammera plus que jamais l'ardeur &le courage de Washington & de ſes troupes. Quel effet ne produira pas auſſi ce ſuperbe événement ſur la Cour & la Nation Britannique? Y ſongera-t-on à envoyer une autre armée de dix mille hommes en Amérique? Quelle figure vont faire les Ambaſſadeurs & Miniſtres Anglois dans les différentes Cours de l'Europe, où ils n'ont ceſſé de nous décrier par les plus groſſiers menſonges? Les diverſes Puiſſances Européennes héſiteront-elles à préſent à nous trouver dignes d'occuper un rang parmi elles?

Nous avons lieu de croire que le détail de nos ſuccès confondra le Miniſtere Britannique, qu'il diviſera la nation, qu'il occaſionnera de juſtes clameurs contre les Promoteurs de la guerre, qu'il empêchera que des forces plus conſidérables ne viennent remplacer l'armée de Burgoyne dont, au

ſurplus, le Miniſtere Anglois peut faire ce qu'il lui plaira en Europe. Les Princes Allemands verront s'il leur convient d'épuiſer leur pays & de s'expoſer à mille dangers futurs dans leurs propres foyers, pour nous faire une guerre qui tourne ſi peu à leur gloire. Ils n'auront pas grande peine à compter les Soldats qui leur ſeront rendus chez eux avec la liberté de les ſervir dans d'autres guerres. S'il s'en embarque un ſur cent pour retourner en Europe, ce ſera tout au plus. La Heſſe nous a envoyé des parens & des amis qui ſe plaiſent chez nous & qui y reſteront pour nous aider à chaſſer juſqu'au dernier Anglois d'Amérique.

L'embarras où nous avons été pour le crédit de notre papier monnoye paroît être aujourd'hui à ſon terme, & j'eſpere qu'il diminuera chaque jour. C'eſt l'heureux & prompt effet que nous avons droit d'attendre de nos ſuccès ; & notre crédit va ſe rétablir de même en Europe. Perſonne ne peut douter des reſſources de ce continent pour acquitter une dette plus conſiderable que celle que nous avons contractée ; & depuis que, graces au Ciel, nous ſommes aujourd'hui plus que jamais dans le cas de faire de nouveaux efforts avec plénitude de confiance, nous eſpérons que les Etats Européens qui trouveront leur intérêt à nous prêter de l'argent, nous en procureront en abondance pour ſoutenir de ſi glorieux com-

mencemens. Nous ſommes dans un pays qui nous fournit d'excellens Soldats ; nous avons un terrein immenſe & des ſources de commerce qui doivent s'augmenter continuellement : nous ſommes remplis d'honneur, & nous l'avons prouvé en liquidant toutes nos dettes avec les particuliers Anglois. Eſt-il une baſe de crédit plus ſolide que celle-là ?

P. S. Il arrive dans l'inſtant des nouvelles fraîches des parties Méridionales. Dans l'action du 4 Octobre, le Général *Agnew* de l'armée de Howe a été tué. — Le ſieur William *Erskin* bleſſé mortellement. —— *Kniphauſen*, Commandant en chef des troupes Allemandes bleſſé à la main. --- Les Anglois ont eu un grand nombre de tués & bleſſés. --- Leur perte en tout eſt beaucoup plus grande que la nôtre. --- Washington, par les renforts qu'il a reçus, eſt plus fort qu'il ne l'étoit avant la bataille, de ſorte que nous attendons à chaque inſtant la nouvelle d'une autre action.

VOUS remarquerez, Monſieur, dans les dépêches dont la Gazette extraordinaire de la Cour a donné des extraits, que le Général Howe commençoit à douter le 21 Octobre qu'on pût réuſſir à retirer les chevaux de friſe qui obſtruent le Delaware. Il dit à la fin du cinquieme *alinea* de la lettre de cette date : *la difficulté d'approcher de* FORT-ISLAND *en rend la réduction plus difficile qu'on ne l'au-*

roit cru quand nous ſommes arrivés ici. Il n'eſt pas poſſible de retirer les chevaux de friſe d'en-haut, qu'auparavant on n'ait pris le poſte de Fort-Iſland qui gêne le paſſage ſur la riviere.

Le même Général, dans ſa lettre du 25 Octobre, rend compte d'une tentative infructueuſe qu'il a fait faire le 22 pour emporter d'aſſaut le poſte de *Redbank* qui garde *Fort-Iſland*. Les deux Commandans de ſon détachement y ont été grievement bleſſés. Il convient d'y avoir perdu pluſieurs braves Officiers; le Colonel Linſing a ramené le lendemain les débris de ce corps à Philadelphie, ſans pouvoir emporter le Colonel Donop, non plus que beaucoup d'autres bleſſés. Il annonce auſſi la perte de l'*Auguſta*, vaiſſeau de 64 canons, ainſi que de la frégate le *Merlin* de 18, qui s'eſt échoué. L'*Auguſta* a ſauté en l'air & ſon exploſion a du en endommager beaucoup d'autres.

Le Lord Vice-Amiral Howe, dans ſa lettre du même jour, rend compte de ſa pénible navigation du fond de la Baye de Cheſapeak juſqu'à la riviere Delaware, de 20 jours de durée, & des vains & coûteux efforts qu'il a faits pour paſſer par la double ligne de chevaux de friſe, & ſoutenir les attaques dirigées par ſon frere contre le *Fort-Iſland* & les poſtes qui le défendent, & dans une deſquelles (celle du 22) un corps de Heſſois a été repouſſé.

Enfin, vous diſtinguerez dans ce fatras

d'écritures, une relation de l'expédition du Major-Général Vaughan ſur la riviere d'Hudſon, contre la ville d'*Eſopus* qu'il qualifie de repaire de toute la déteſtable canaille de ce pays, & qu'il ſe vante d'avoir réduite en cendres ſans laiſſer une ſeule maiſon ſur pied. C'eſt contre ce brûleur de villes que marche le brave Général Gates, plein de la plus ardente réſolution de le châtier comme il le mérite.

Dans toutes les dépêches qui compoſent ce gros recueil, vous compterez quantité d'Officiers de marque Anglois ou Allemands tués ou bleſſés, & parmi les tués, le Brigadier général Campbell; mais vous n'y verrez pas un ſeul mot ſur le Général Burgoyne. Or, comme il eſt impoſſible que M. Howe n'ait pas eu occaſion d'en parler, ainſi que M. Clinton, vous en conclurez très-juſtement que ce qui peut le concerner a été retranché ici par les Miniſtres.

C'eſt une preuve manifeſte qu'ils n'ignorent point le malheureux ſort de ce général & de ſon armée; ils auront redouté l'effet de tout ce qui auroit pu être dit de Burgoyne par ſes Collegues, lorſque ſon aventure ſera publique. Mais vous conviendrez qu'ils ſont bien mal adroits d'avoir lâché les relations des avantages remportés dans diverſes autres parties, & entre autres de la priſe de Philadelphie, avant les fâcheuſes nouvelles de l'Armée de Burgoyne. Ils euſſent bien mieux

fait, je crois, de commencer par avouer le mal, & de garder les nouvelles favorables pour relever ensuite les courages abbattus; mais peut-être aussi qu'eux-mêmes, ils ne jugent pas la prise de Philadelphie comme fort importante, & qu'allarmés par le sort douteux de l'armée de Howe, ils ne mettent pas une très grande différence entre les deux événemens.

Ne croyez pas cette derniere opinion aussi bisarre qu'elle le paroît. Les fonds publics auroient dû hausser le 2 Décembre, par la nouvelle autentique que les Ministres ont donnée de la prise de Philadelphie, apportée par le Major Cuyler; & au contraire ils ont baissé; ce qui est bien une preuve que le public éclairé ne trouve pas que ce triomphe ait mis les choses dans une situation fort réjouissante.

N°. III. *TRADUCTION littérale de la lettre par laquelle le Général anglois HENRI CLINTON, faisoit savoir au Général JOHN BURGOYNE, qu'il ne pouvoit point l'assister ni de ses secours, ni de ses conseils, & lui souhaitoit de se tirer du mauvais pas où il le voyoit.*

Du Fort Montgommery le 8 Octobre 1777.

(*a*) » *Nous y voici* : & il n'y a plus que *Gates* entre vous & moi. Je désire sincerement

---

(*a*) Ces mots sont en langue Françoise.

que ce petit ſuccès que nous avons obtenu, puiſſe faciliter vos opérations. En réponſe à votre lettre du 28 (*b*) Septembre, par C. C. tout ce que je puis vous dire, c'eſt que je n'oſe point me haſarder à donner des ordres, ni même des avis, pour des raiſons ſenſibles. Je ſouhaite de tout mon cœur que les choſes aillent bien pour vous. (J wish you *ſucceſs.*)«

Signé, Henri CLINTON.

Au Général Burgoyne.

LETTRE d'envoi de l'Officier Américain *George Clinton*, au Général *Putnam.*

De New Windſor le 11 *Octobre* 1777.

» Mon cher Général;

» Au moyen d'une forte doſe d'émétique que j'ai fait prendre à l'Eſpion anglois, il a rendu une petite olive d'argent, d'où j'ai tiré une lettre du Général *Clinton* au Général *Burgoyne*. Je vous en envoye ci-joint une copie fidele. Je ſuis, &c. «

Vous voyez, Monſieur, qu'il n'eſt point auſſi déſavantageux pour les Américains, qu'un certain parti avoit voulu le faire en-

(*b*) C'étoit neuf jours après l'affaire dans laquelle Arnold avoit remporté un ſi glorieux avantage ſur le Général Burgoyne, & qui a été déciſive contre lui, en le réduiſant aux dernieres extrémités.

tendre par de plates ironies, d'avoir, parmi leurs Généraux, des Apoticaires. Il eſt bon qu'un Général d'armée ſache donner l'émétique à propos, & la doſe néceſſaire. Le Chapelier *Barton* a enlevé le Général *Preſcott*, pour prendre à ſon aiſe la meſure de cette *bonne tête*. Le Jacquet *Arnold* a démonté *Burgoyne*. Nous ſaurons un jour de quelle profeſſion ou métier eſt le Général *Gates*. En attendant, vous allez le juger par ſes œuvres. Je crois que des deux méthodes, c'eſt la plus ſûre.

N°. IV. *Lettre du Général* HORATIO GATES, *à l'honorable Préſident du Conſeil de l'État de la Baye de Maſſachuſets.*

D'Albany le 19 Octobre 1777.

Monſieur;

» Vous concevez aiſément avec quel plaiſir j'envoye à votre honorable Conſeil la copie ci-jointe d'une convention par laquelle le Général Burgoyne s'eſt rendu à moi avec toute ſon armée, le 17 de ce mois. Cette armée eſt actuellement en route pour Boſton. Elle eſt eſcortée d'une garde ſuffiſante de milices, ſous les ordres du Général *Glover* & du Général *Whipple*, qui lui feront fournir toutes les ſubſiſtances néceſſaires pendant cette marche. Je ſuis ſi exceſſivement occupé de hâter le prompt départ de l'armée, pour arrêter dans leur cours, les attroces

cruautés que le Général *Vaughan* exerce ſur la riviere de Hudſon, que j'ai à peine le tems de vous faire ſavoir que la jambe de mon ami le Général *Lincoln*, eſt en bon état, & de vous renouveller les aſſurances du reſpect avec lequel, &c.

Signé, Horatio GATES.

N°. V. *Articles de convention entre le Lieutenant-Général Burgoyne & le Major-Général Gates, ſignés au Camp de Saratoga le 16 Octobre 1777.*

1°. Les troupes aux ordres du Lieutenant-Général Burgoyne ſortiront de leur Camp avec les honneurs de la guerre & l'artillerie des retranchemens. Elles marcheront juſqu'au bord de la riviere à l'endroit où étoit l'ancien Fort: les armes & l'artillerie ſeront laiſſées en cet endroit; & ſur l'ordre donné par les Officiers les armes ſeront miſes en faiſceaux.

2°. — Le paſſage libre ſera accordé à l'armée aux ordres du Lieutenant-Général Burgoyne pour retourner dans la Grande-Bretagne ſous la condition de ne plus ſervir dans l'Amérique Septentrionale, tant que durera la conteſtation actuelle; & ce ſera dans le port de Boſton qu'entreront les bâtimens de tranſport deſtinés à recevoir les troupes lorſque le Général Howe aura donné les ordres à cet effet.

3°. S'il venoit à ſe faire quelque cartel au

moyen duquel l'armée aux ordres du Général Burgoyne, ou partie d'icelle fût échangée, l'Article II, feroit nul jufqu'à la concurrence de cet échange.

4°. L'armée aux ordres du Lieutenant-Général Burgoyne, fe rendra à la Baye de Maffachufets par le chemin le plus court, le plus facile & le plus convenable, & elle fera cantonnée, foit dans Bofton, foit auffi à portée qu'il fera poffible, pour qu'il n'y ait point de délai au départ des troupes, lorfque les bâtimens de tranfport feront arrivés pour les recevoir.

5°. Pendant leur marche & dans leur cantonnement, il fera fourni des fubfiftances auxdites troupes, par les ordres du Général Gates, au même prix la ration que pour fa propre armée; & s'il eft poffible, les chevaux des Officiers & ceux des charois &c. auront le fourage au prix ordinaire.

6°. On laiffera aux Officiers leurs voitures, chevaux de fomme & autres: il ne leur fera fait aucune moleftation ni vifite de bagages; le Lieutenant Général Burgoyne donnant fa parole d'honneur qu'il n'y a point de munitions d'armée cachées dans iceux. De fon côté auffi, le Major Général Gates prendra les mefures convenables pour que le préfent article foit duement exécuté. Si dans la route il manquoit quelque voiture pour le tranfport des bagages des Officiers, le pays leur en fournira s'il eft poffible, au prix ordinaire.

7°. Pendant la marche de l'armée & dans

ſes cantonnemens dans la Baye de Maſſachuſets, les Officiers, autant que les circonſtances le permettront, ne ſe ſépareront point de leurs ſoldats. Les Officiers ſeront logés ſelon leur rang; & on ne pourra point les empêcher d'aſſembler leurs Soldats, pour les rôles, les appels & autres objets de diſcipline.

8°. Tous les Corps quelconques de l'armée du Général Burgoyne, composés, ſoit de matelots & de mariniers, ſoit d'ouvriers & de voituriers, ſoit de compagnies franches, & tous gens ſuivant l'armée, de quelque pays qu'ils ſoient, ſeront compris ſans aucune reſtriction & dans le ſens le plus étendu, dans les articles ci-deſſus, & regardés à tous égards comme ſujets britanniques.

9°. Tous les Canadiens & gens appartenans à l'établiſſement du Canada, conſiſtans en matelots, bateliers, ouvriers, voituriers, compagnies franches, & tout ce qu'il peut y avoir, ſans dénomination particuliere, à la ſuite de l'armée, auront la permiſſion de retourner au Canada. Ils ſeront conduits auſſitôt par le chemin le plus court, au premier poſte britannique ſur le lac George; il leur ſera fourni des proviſions de la même maniere qu'aux autres troupes; & ils ſeront aſtreints aux mêmes conditions de ne point ſervir durant la préſente conteſtation, dans l'Amérique ſeptentrionale.

10°. Il ſera donné ſur le champ des paſſe-

ports à trois Officiers qui ne pourront être d'un rang inférieur à celui de Capitaine, lesquels seront nommés par le Général Burgoyne pour porter ses dépêches au Chevalier Howe, au Chevalier Guy Carlton, ainsi qu'à la grande Bretagne, par la voie de New-Yorck. Et le Major Général Gates promet, sur la foi publique, que leurs dépêches ne seront point ouvertes. Les Officiers partiront aussitôt après avoir reçu leurs dépêches : ils iront par le chemin le plus court, & de la maniere la plus expéditive.

11°. Pendant le séjour des troupes à la Baye de Massachusets, les Officiers seront sur leur parole, & ils pourront porter leurs épées.

12°. Si l'armée aux ordres du Lieutenant Général Burgoyne, se voyoit dans la nécessité de faire venir du Canada les vêtemens & autres bagages qui y sont restés, il lui sera permis de le faire de la maniere la plus convenable, & les passeports nécessaires seront accordés à cet effet.

13°. Ces articles seront signés & échangés mutuellement demain matin à neuf heures; & les troupes aux ordres du Lieutenant Général Burgoyne, partiront de leur camp à trois heures.

Signé JOHN BURGOYNE.

Au Camp de Saratoga le 16 Octobre 1777.

Troupes Angloiſes. .	2442	Toute l'armée du Général Burgoyne étoit de 9,208 en partant du Canada.
Brunſwikoiſes.	2198	
Canadiennes.	1400	
	6040	

37 canons. } Quatre Membres du Parlement au nombre des priſonniers.

» Aussi-tôt que cette capitulation a été connue du peuple de Boſton, (le 23 Octobre) il s'eſt porté en foule aux Egliſes, pour rendre ſes actions de graces au Dieu des Armées. Le Révérend Docteur *Cooper*, ſur l'invitation de l'Aſſemblée, a prononcé dans la Chambre des Repréſentans, un diſcours très-pathétique & des plus capables de ſoutenir le courage & le zèle de tous les défenſeurs de la patrie. «

» Le ſoir l'hôtel du Sénat a été illuminé par ordre de l'Aſſemblée générale; & chacun s'eſt empreſſé de mêler ſa joie à la joie publique, à l'occaſion d'un événement auſſi merveilleux, & de la conſolation que la divine Providence a daigné accorder à la Ville de Boſton, ſi mal-à-propos miſe en interdit par l'Angleterre : bienfait qui conſiſte en ce que deux puiſſantes armées angloiſes, dans une révolution de vingt mois, auront, du ſein de cette ville, *évacué* l'Amérique. «

P. S. du 10 Décembre.

» Vous êtes parfaitement inſtruit, Monſieur, de tout ce qui s'eſt paſſé en Amérique juſqu'au 22 Octobre. Mais des détails ſi ſérieux n'ont-ils pas fatigué votre attention ? Après vous avoir fait lire cette longue & noire tragédie, juſqu'au dernier acte, pourquoi n'eſſayerois je pas de vous amuſer d'une petite piéce un peu gaye, pour diſſiper les ſombres vapeurs qui doivent envelopper une imagination où ſe réfléchiſſent les nuages de fumée qui s'élevent de toute cette artillerie, de tous ces embrâſemens & de ces torrens de ſang dont la terre & l'onde ſont teintes aujourd'hui en Amérique ? Il me ſemble que pour rétablir l'équilibre de l'eſprit, c'eſt une reſſource qui n'eſt point à négliger, & qui a été heureuſement imaginée pour rappeller les hommes aux utiles inſtructions dont l'établiſſement des théâtres eſt le premier objet. Vous y conſentez : le coup de ſiffiet eſt donné, & les décorations changées. «

Vous ne ſavez peut-être pas, ou peut-être ſavez-vous, qu'il exiſte ici une ſociété politique appellée *Robinhood*, conſtituée en tous points comme la Chambre baſſe du Parlement. Les matieres d'état les plus importantes, s'y diſcutent avec la même chaleur & la même ſuite que dans cette partie du Sénat britannique, à cette ſeule différence près, que l'ordre & les bienſéances y ſont communément mieux obſervés. J'avois été averti qu'un Capitaine

de Milice anglois, qui perdit l'été dernier ſon élection, & qui avoit été promener ſon chagrin ou ſon *ſpleen* aux courſes de chevaux en France, dont il étoit arrivant, avoit annoncé dans la derniere aſſemblée du *Robin-hood*, que le lundi 8 Décembre, il feroit une *motion* des plus intéreſſantes, à laquelle tous les membres étoient invités d'aſſiſter. On ne doutoit point que ce voyageur patriote, ce nouveau *Shelburne* n'eût fait dans ſa tournée quelque découverte eſſentielle aux intérêts de ſa nation; qu'il n'apportât de Fontainebleau une liſte exacte des armemens françois à Breſt, Toulon & Rochefort, ou les ſecrets du Miniſtère des foyers de l'Opera. Enfin il n'étoit bruit dans Londres, que de l'attente où l'on étoit ſur les importans avis qu'il alloit donner. J'ai eu auſſi le déſir de les entendre, jugeant que j'en rapporterois au moins quelque amuſement. J'ai donc été à l'aſſemblée, comme auditeur bénévole; & j'en arrive, l'idée bien remplie de tout ce que j'ai entendu, & que je crois pouvoir vous rendre ici mot pour mot.

APRÈS que le Greffier eut lû les minutes de la derniere ſéance, & qu'on eut ſatisfait à l'ordre du jour, je vis ſe lever un jeune homme d'aſſez bonne mine, dans l'habit uniforme & peu impoſant du Corps d'Artillerie de la Cité de Londres. Il tira de ſa poche une brochure couverte en papier rouge, du format in-8°. & s'adreſſant au Préſident, ſui-

vant l'uſage, il prononça ce diſcours, dont je n'ai pas perdu une parole.

» Monſieur le Préſident,

» Quoique je paroiſſe pour la ſeconde fois en uniforme dans cette reſpectable aſſemblée, j'oſe attendre de ſon indulgence qu'elle ne m'en fera point de reproche. J'ai vingt raiſons à en donner, meilleures que celles de Milord Muſgrave, qui oſa ces jours derniers ſe préſenter dans le ſien à la Chambre des Communes : la premiere, c'eſt que je n'ai point actuellement d'autre habit à Londres, ne m'étant point fait ſuivre de mes équipages pour faire plus de diligence. Or, à moins que je n'eûſſe paru avec l'enduit épais des crotes de la route d'Abbeville, il m'auroit fallu renoncer au deſſein de vous communiquer le plutôt poſſible, des choſes que vous jugerez d'une importance incomparable. Vous me ferez grace des autres raiſons, pour que je puiſſe ſatisfaire plus promptement la curioſité que je vois déjà peinte dans tous les regards. Vous ſaurez donc que je ſuis parti le 3 Décembre de Paris, où il n'étoit queſtion que de la perte de l'armée de Burgoyne, dont la ville entiere de Londres ne tardera pas à être allarmée & conſternée. Mais voici qui va bien augmenter votre étonnement ; c'eſt que la nouvelle certaine en étoit arrivée en France avant le 13 Novembre, quoique à peine ici puiſſiez vous encore le croire, à la diſtance

de près de deux mois de l'événement. Voilà comme nos Miniſtres ſont inſtruits, ou comme ils nous inſtruiſent, pour les ſommes immenſes que nous leur prodiguons ſans ceſſe. Il y a déja près d'un mois, Meſſieurs, qu'on a joui en France d'un ſpectacle ſous lequel étoit malicieuſement voilée toute l'hiſtoire de nos Généraux en Amérique, & du Général Burgoyne nommément, dans la campagne actuelle. Je ne parle point de la fameuſe joûte des courſiers griſons, où le prix s'eſt donné aux plus longues oreilles. Quelqu'un des honorables Membres qui m'écoutent, & qui ſont toujours prêts à rompre des lances pour nos Miniſtres, ne manqueroit pas de m'obſerver que nos Généraux ne ſont pas les ſeuls hommes en place parmi nous, qu'on auroit voulu mettre en ſcene dans cette fête arcadienne; & on en inféreroit avec aſſez de raiſon, que la plaiſanterie ne tombant point préciſément ſur la triſte nouvelle en queſtion, j'accuſerois à tort le Miniſtere de nous l'avoir tenue ſi longtems cachée. Je ſens toute la force de cette objection; mais auſſi c'eſt avec d'autres armes que j'attaque. Je parle d'une Piéce jouée à Fontainebleau ſur le théâtre de la Cour, le Jeudi 13 Novembre, vingt-neuf jours après que le Général Burgoyne s'eſt rendu avec toute ſon armée, priſonnier du Général Gates. La voici cette Piéce. (il l'a tient élevée pendant quelques ſecondes, & un murmure de ricannemens remplit l'aſſem-

blée) L'Auteur n'a oublié aucune des circonstances de la malheureuse cataſtrophe dont nous gémiſſons : elles y ſont ſi clairement dépeintes, que tout ce que nous étions-là d'Anglois, nous n'aurions pû manquer de le comprendre, ſans la fatale perſuaſion dont nous étions aveuglés, que l'Amérique ſeroit totalement ſubjuguée dans cette campagne. La Piéce en queſtion eſt intitulée *MATROCO*, Drame burleſque, dont j'ai vû rire toute la Cour de France, ſans que je pûſſe me douter, ni peut-être elle-même, que c'étoit à nos dépens. Le héros du Drame eſt *Matroco*, Général fanfaron & bavard, homme à grands projets & de petite exécution, dont le caſque eſt ſurmonté d'un Dindon qui fait la roue. Comment n'ai-je pas reconnu le Général Burgoyne ſous cet emblême? Comment le titre de *Drame burleſque* ne m'a-t-il pas mis ſur la voie, en rappellant à mon idée notre guerre extravagante en Amérique? « (Il lit)

» *Vous allez voir, Meſſieurs, Meſdames, tout* » *ce que vous allez voir.* « Cela vouloit dire : que ceux-là entendent qui ont des oreilles.

» *La belle choſe que d'être Chevalier!* M. Laujeon (c'eſt le nom de celui qui ſe donne pour l'Auteur) n'ignoroit point que John *Burgoyne* étoit parti de Londres avec la promeſſe d'être fait Chevalier s'il perçoit juſques à la Nouvelle York, ou au moins juſques à Albany, comme l'a été le Général Carlton pour s'être mainte-

nu dans le Canada, & le Général Howe pour avoir échangé la ville de Boſton contre celle de New York, ſans avoir fait entre eux deux plus de ſeize millions ſterling de dépenſes. «

» Mais écoutez le vers qui ſuit. «

» Un Officier, deux Officiers, trois Officiers enſemble.

» Et quelques pages après ces trois Officiers chantent ſur l'air : *Nous ſommes trois foux*. «

» Etoit-ce déſigner aſſez clairement Carleton, Burgoyne & Howe, Généraux de nos trois principales armées ?

» Suivons. — *ont enlevé ma mie.* «

» Voyez comme il ſe moque de nos vains projets de conquête. «

» Et auſſitôt cette outrageuſe antiphraſe :

Ma puiſſance s'étend au bout du monde.

» On voit qu'il a lû les Placards affichés en Allemagne pour les Recrues de nos Stipendiaires, & qu'il veut ridiculiſer une Nation qui y étoit qualifiée *Souveraine du grand Empire d'Amérique*, ne l'ayant déjà plus. «

» Je n'ai encore lû, Monſieur le Préſident, que quatre lignes de la premiere page ; & vous voyez qu'il n'y a pas un mot qui ne ſoit une ſatyre amere de nos extravagantes opérations. L'Auteur de ce prétendu *Drame burleſque* veut pourtant faire croire dans ſon Avertiſſement, *qu'il n'a eu d'autre but que celui de traveſtir les*

héros & héroïnes des Poëmes & Romans de Chevalerie ; mais il nous montre du doigt, quelques lignes après, les êtres vivans qu'il avoit réellement en vue, quand il nous parle *de géants fanfarons & brutaux, & de héros langoureux qui ne perdent jamais l'occasion de haranguer lorsqu'il faut agir ; d'enchanteurs poltrons, que le moindre songe effarouche, & que l'étendue de leur puissance ne peut jamais rassurer.* Demandez à tous les Ecrivains que nos Ministres ont lâchés depuis quelques mois, contre le Lord & le Général Howe, si ce dernier trait ne peint pas merveilleusement la conduite des deux freres dans les Jerseys ; & de l'un d'eux à Boston : dites-moi vous-même si le premier n'est pas calqué sur le *caractère romanesque* du Général Burgoyne, sur *ses sentimens exaltés*, sur *ses rodomontades*, sur tout le tissu enfin de chacune de ses nombreuses proclamations, dans lesquelles on a censuré jusqu'à l'*affectation des jeux de mots* que l'Auteur nous fait retrouver dans sa Piéce. «

» Je me contenterai de parcourir légérement ce bel ouvrage, ne doutant point qu'il ne me soit demandé, par délibération de la Chambre, pour être laissé sur le Bureau où chacun pourra l'examiner à loisir. Je passe donc à la scène seconde qui représente le Général Burgoyne environné des Chefs des Antropophages nos alliés en Amérique. M. Laujeon y a mis jusqu'à leurs vrais noms. *Bombifer, Engloutifer,*

Sacafer, *Grancomperemer*. Le faux Burgoyne les a appellés dans ce vers de la premiere ſcène :

Fiers géans prouvez donc qu'à mon pouvoir tout céde.

Ils paroiſſent ; il affecte de ne les avoir point appellés ; *Vous ai-je appellés ?* C'eſt exactement ce qu'a fait M. Burgoyne. Tout en employant leur affreux miniſtere, il a nié qu'il eût voulu ſérieuſement les mettre en œuvre. «

» Dans la ſcène IIIe. *Matroco* voit *Furion* qui entre d'un air agité ; & il lui dit :

Viens éclairer mon cœur du feu de ton génie.

Il n'y a aucun des Membres de cette honorable aſſemblée, qui ne ſoit en état de nommer le perſonnage que l'on veut cacher ſous le maſque de *Furion* ; & je m'écrierai ici avec l'Auteur :

Nous n'avons même pas l'eſpoir du qui-pro-quo.

Ne vous ſemble-t'il pas entendre un de nos Lords Miniſtres, & M. Burgoyne, qui ſe diſent d'un ton lamentable ;

Ah ! ton ſonge eſt le mien. Eh ! mon ſonge eſt le vôtre.

Ce ſonge, Monſieur le Préſident, vous ne vous y méprenez pas, c'eſt le fameux projet du Lord Germaine de prendre l'Amérique à revers, qui a échoué ſi honteuſement pour la Grande Bretagne. «

» Je paſſe à la ſcène IVe. Les Géans que *Matroco* avoit envoyés en Aſie & en Afrique, ce qui nous indique que nos projets de conquêtes dans toutes les parties du monde, ne ſont point ignorés de nos rivaux, ces géans,

dis-je, reparoiſſent tout à coup, & *Matroco* qui les a ſalués de ce compliment, *Bonnes têtes de mon armée*, reçoit d'eux le conſeil de faire un ſacrifice à la Lune, emblême de tous les projets chimériques, comme celui de notre guerre américaine.

» La ſcène VI du premier acte eſt, ſuivant moi, une des plus méchantes. M. Laujeon s'eſt amuſé à peindre l'impatience avec laquelle l'Angleterre & l'Ecoſſe, qu'il baptiſe des noms de *Vaporoſine* & de *Gloriane*, ont attendu pendant pluſieurs mois des nouvelles d'Amérique. — Remarquez l'adreſſe de ſes déguiſemens. *Vaporoſine* pour déſigner l'Angleterre, *Gloriane* pour caractériſer l'Ecoſſe. Pouvoit-il mieux choiſir pour ſe faire deviner! Ces noms valent ſûrement bien *Albion* & *Calédonie*. On leur apporte la Gazette, & quelle autre gazette que celle de notre miniſtère? Vous allez en juger. Les deux Princeſſes, qui ſont des perſonnes honnêtes, ſont du parti des Inſurgens. «

Ah! Princeſſe, c'eſt la Gazette!
Nos ſonges vont être éclaircis.

. . . .

Mettons-nous vite à la lecture:
Voyons ces héros de nos cœurs,
Soutenir dans chaque aventure,
Notre deviſe & nos couleurs. . . .
Mon cœur! liſez, je vous en prie; . . .
La peur me prend.

GLORIANE.

Eh mais! pourquoi?
Et puis d'ailleurs, ma chere amie,
Vous ſavez mieux lire que moi.

» Trait ironique ſur la rivalité des connoiſſances entre les deux Nations, & contre l'Angleterre jalouſe de ce que les Lettres ſont cultivées avec plus de ſuccès en Ecoſſe. «

Cet article dit peu de choſe;
Paſſons, il ne parle pas d'eux.
Mais votre cœur, je le ſuppoſe,
Les attend à l'article deux.
Rien encor!...

GLORIANE.

Quoi rien? Je m'attriſte.

VAPOROSINE.

Mais ne ſongeant qu'à leur amour,
Ils n'ont pas envoyé la liſte
De leurs ſuccès de chaque jour.
Article trois; rien, rien. Au quatre!
Nos deux Héros ſont-ils perdus.

» C'étoient Arnold & Washington «.

Comment! quatre jours ſans ſe battre!
Non, je ne les reconnois plus.

GLORIANE.

Article cinq.... Enfin, j'eſpère:
Voici ces noms tant attendus.

VAPOROSINE.

Ah! par plaisir, comptons, ma chere,
Les géans qu'ils ont pourfendus.
(*Elle lit.*)
Tous deux séduits par la douce espérance
De voir l'objet de leur ardeur,
Ont réuni leurs forces, leur vaillance,
Pour triompher de l'Enchanteur.
Mais leur défaite enfin leur ôte
Tout espoir de troubler son choix:
Et quand on compte sans son hôte,
On s'expose à compter deux fois.

LES DEUX PRINCESSES, *en pleurant.*

Je ne lirai plus la Gazette,
Elle m'a trop coûté de pleurs.

» Vous conviendrez, sans doute, Monsieur le Président, que voilà une scène entiere qui a été faite sur notre pauvre gazette ministérielle, & sur-tout quand je vous observerai que cette gazette étoit fausse d'un bout à l'autre, par un artifice de l'Enchanteur, qui avoit dit à la fin de la scène précédente: *pour humilier la fierté, j'ai le secours de la Gazette.* Voici comme il met le dernier trait à la ressemblance:

MATROCO à FURION, *à voix basse.*

Vois-tu l'effet de ma Gazette?

FURION, *à voix basse.*

Je vois l'effet de la Gazette.

MATROCO & FURION, *avec la plus grande joie.*

Que j'aime à voir couler leurs pleurs!
Amuſons-nous de leurs douleurs.

» Jamais on n'a peint avec des couleurs plus vraies, le déteſtable abus qui ſe fait ſi communément en Angleterre de la crédulité publique, par le moyen du papier public qui ſemble avoir le plus de droits à la confiance de la Nation «.

» Admirez ces couplets-ci:

Nous voilà donc vaincus! que dira l'univers?
Sur les héros il a les yeux ouverts:
De notre fuite il fait des gorges-chaudes.
Je crois voir à l'inſtant cent caillettes badaudes,
En parfilant, ſe conter nos revers.

Et cette chanſon qu'un Nain
chantoit, dit-on, d'un air malin.

A vos Héros le pied gliſſe:
Dans peu (l'Amour) leur dira;
L'on vous en ratiſſe, tiſſe,
L'on vous en ratiſſera.

» Si vous mettez *Gates* à la place de l'Amour, c'eſt mot pour mot notre aventure «.

» Je vois encore une foule de vers, qui n'ont jamais été faits que pour nous «.

Jour de malheur!
Jour de douleur!
Jour où le jour nous bleſſe!

» A quel jour ce verſet lamentable convient-il mieux qu'au 16 Octobre 1777? «.

Je vous ai dit que Matroco
Leur fait répéter par l'écho :
Ils ont voulu,
Ils n'ont pas pu.

» M. Laujeon ſe mocque ici de la paſſion connue de M. Burgoyne pour les ſpectacles, & des *Drames burleſques* qu'il a fait jouer plus d'une fois par ſes troupes, dans ſes diverſes campagnes en Amérique. Il avoit une ſalle de ſpectacle montée à Boſton, à Quebec, &. Il a fait la clôture à Saratoga. Je pourſuis :

Non je ne donnerois pas ça
D'un fier à bras que l'on roſſa,
Que l'on chaſſa,
Qui nous laiſſa
Son caſque & ſa maîtreſſe.

» Ailleurs, voici comme il dépeint l'armée de Burgoyne :

Une partie a les menottes.

Puis celle du Colonel Saint Leger :

Les autres ont gagné pays.

» Il ne lui étoit gueres poſſible de mieux caractériſer des *troupes victorieuſes*, dans le ſtile du Général Burgoyne. «

» Reconnoiſſez, Monſieur le Préſident, dans le couplet que je vais vous lire, le diſ-

cours que M. *Gates* n'aura pas manqué de tenir aux Canadiens, ses prisonniers, en les congédiant «.

Colonnes sans appui, vous devez reconnoître
Le droit que j'ai de vous parler en maître;
Mais je tourne sur vous un regard de bonté:
Voulez-vous échapper à la captivité?
Au lieu d'allarmer l'innocence,
Unissez-vous à nous pour prendre sa défense.

» Etes-vous curieux de voir la lettre écrite le 8 Octobre par le Général *Clinton* au Général *Burgoyne*, à qui il notifie clairement qu'il ne peut point le secourir dans son embarras, & qu'il lui souhaite de pouvoir s'en retirer «.

T'as l'pied dans le margouilli,
Tir'ten, tir'ten, tir'tentaine;
T'as l'pied dans le margouilli,
Tir'ten, Heros, mon ami.

» Je suis sur-tout étonné de la justesse de l'application que voici:

GLORIANE s'écrie: *Rendez-nous nos Héros.*

» L'Auteur met ce vœu dans la bouche de *Gloriane*, (l'Ecosse) parce que la plupart des Officiers dans les armées Angloises & dans tous les emplois en Amérique, sont des Ecossois affamés, qui y ont été prendre du service sur l'espoir qu'on leur distribueroit les terres des Américains «.

» Enfin *Burgoyne* eſt pris au moment où, un poignard dans chaque main, il alloit immoler à ſa rage la *ſûreté* & la *liberté* enchaînées.

» On lui crie :

D'un triomphe apparent, te voila tout bouffi :

Sur l'air, *le Port Mahon eſt pris*; air qui n'a pas été choiſi ſans deſſein. «

» Une Fée ſort d'un buiſſon au milieu d'une multitude allarmée du double ſacrifice que *Matroco* ſe prépare à faire; & elle s'écrie :

Il eſt pétrifié !

» C'eſt le moment où *Burgoyne* a rendu ſon épée, & juré de ne plus jouer de farces en Amérique. «

» Quelqu'un répond :

Je le prends pour meubler
Mon Cabinet d'hiſtoire naturelle.

» Ce dernier trait eſt le plus malin de tous. Il eſt dirigé contre un certain Lord cher à l'Ecoſſe, à qui on n'a point ceſſé ici d'attribuer le funeſte projet de notre déteſtable guerre d'Amérique, & qui a, comme chacun ſait, un des plus riches cabinets d'hiſtoire naturelle qu'il y ait en Europe «.

» Vous en avez aſſez entendu, Monſieur le Préſident, pour ne pouvoir point douter que la piece de *Matroco* ne ſoit un apologue ſatyrique ſur le Général Burgoyne & ſes conſorts. Je m'offre encore à prouver à l'honorable Aſſemblée, ſi elle le deſire, par

les

les regles les plus certaines de l'art étymologique & de la langue primitive appuyées de l'autorité de Ducange & de Spelman, &, s'il le faut, de Bérose & de Sanchoniaton, que *Matroco* & *Burgoyne* sont un nom identique, seulement un peu changé par une crase, une apocope, & deux ou trois Epi-anti- & métatheses. Mais l'honorable Assemblée trouve, sans doute, beaucoup plus surprenant que dans un intervale aussi court que vingt-neuf jours, la nouvelle de la réduction de *Burgoyne* soit venue de Saratoga à Fontainebleau, de sorte que le vingt-neuvieme ce risible événement ait pu y être mis sur la scène françoise. Voici la solution de ce probléme ».

Premierement, il est encore plus surprenant que nos Ministres ayent éte jusqu'à deux & trois mois dans l'incertitude sur des faits dont la nouvelle étoit parvenue dans toutes les parties de l'Amérique & de l'Europe; tels que le débarquement à la baye de Chesapeak, l'entrée de l'armée du Roi dans Philadelphie, & la défense des chevaux de frise du Delaware, par Washington, que j'ai vu annoncés & affirmés successivement, malgré les doutes que le silence de nos Ministres autorisoit, dans une feuille françoise qui s'imprime à *Anvers*, sous le titre d'*Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.* (*) «

(*) N°. XXXI. P. S. du 12 Nov.

» En second lieu, je ne prétends point que la piece ait été composée précisément à l'instant d'être jouée. Est-ce qu'il n'y avoit pas déja plusieurs mois que M. Burgoyne amusoit l'Europe de ses proclamations ? Pour donner la perfection à son tableau, l'Auteur n'aura eu que quelques traits à y ajouter, au moment de la représentation. Mais vous allez trouver cette possibilité encore bien plus sensible par la conjecture dont je vais l'appuyer. C'est que j'ai les plus fortes raisons de croire que la piece est de *Benjamin Franklin*, & non pas du Poëte François qui y a mis son nom. J'ai entendu raisonner sur ce drame & sur son prétendu Auteur. On n'imaginoit point ce qu'il avoit eu en vue de critiquer dans les mœurs présentes ou passées. C'étoit une énigme, disoit-on, dont lui seul pouvoit dire le mot. Comment le charmant Auteur d'Eglé, de Sylvie & de l'Amoureux de quinze ans, pouvoit-il avoir conçu un plan aussi bisarre ? Tout ce qui m'entouroit enfin étoit à cent lieues de l'idée de l'Auteur, à l'exception, je me le rappelle très-bien, d'un Militaire François que je jugeai être Ministre de sa Cour en Allemagne. Lui seul trouvoit tout Matroco délicieux, Il en rioit aux éclats : Il voyoit, il comprenoit ce qui échappoit à tous les autres ; parce qu'il étoit membre de la politique, & sans doute dans le secret. Il me vient encore une réminiscence. Le jour de *Matroco* les billets

de ſpectacle furent diſtribués moins largement parmi la ſuite de la Cour. On les réſerva pour les Etrangers, apparemment comme plus apts à ſaiſir l'intention de cette *folie dramatique*. De tout cela je conclus qu'elle a réellement pour Auteur l'Ambaſſadeur Américain à Paris, qui l'a tracée de la même plume dont il a fabriqué l'Edit du Roi de Pruſſe pour aſſujettir ſes anciens Sujets en Angleterre aux mêmes entraves dont notre Parlement a prétendu charger nos anciens Sujets en Amérique. Vous n'êtes plus ſurpris à préſent que la nouvelle de la réduction de Burgoyne & de ſon armée ſoit arrivée avec tant de rapidité à Paris. Tout ce qui me reſte à dire ſur cela, c'eſt que le bon vent ſouffloit pour les Américains, tandis que vos girouettes vous faiſoient croire qu'il ſouffloit pour vous; & que ſi vous faites bien, vous changerez vos girouettes. «

» Je termine, Monſieur le Préſident, un diſcours que l'honorable Aſſemblée aura peut-être trouvé trop long, quoique je n'aie traité que de nos intérêts les plus chers, pour leſquels je me ſens animé d'un zele intarriſſable. Et enfin je propoſe à l'honorable Aſſemblée qu'il ſoit écrit de ſa part au Docteur *Benjamin Franklin*, Député des Américains à Paris, pour lui repréſenter très-humblement, au nom de la Société de *Robinhood*, qu'il eût été plus conforme à ſes principes généreux & honnêtes, & qu'il eût

bien plus efficacement manifesté sa ferme & constante opposition à ceux de nos Ministres, qui ont osé faire ouvrir le Parlement sans daigner nous donner la moindre notion sur l'état de nos affaires, s'il eût bien voulu faire parvenir directement en Angleterre la nouvelle qu'il a eue si rapidement de l'anéantissement total de notre armée & de la métamorphose de son général, au lieu de chercher à nous l'apprendre par la voie détournée d'un drame énigmatique, dont toute l'expression de la musique de *Grétry* ne pouvoit pas donner l'intelligence à un Auditoire où les *Œdipes* jouoient les *Daves*; & aussi pour le supplier de nous faire éprouver les gracieux effets de ses sentimens d'humanité, en nous donnant avis, avec le plus de célérité qu'il lui sera possible, de toutes les catastrophes semblables à celles de M. Burgoyne, dont ses constituans lui feront parvenir la connoissance, afin que la Société avise aux moyens d'arrêter l'effusion ultérieure du sang anglois & américain, en obtenant de la Cour de cesser au plutôt tout envoi de troupes en Amérique, puisqu'après l'avoir remplie de carnage & souillée de crimes, elles finissent successivement par être obligées de l'évacuer «.

John Pacifick (c'est le nom du Membre qui vient de parler) ayant déduit sa motion, elle fut appuyée par *Irenée Peace*, qui ajouta

aux obſervations de ſon collegue, que le couplet,

Ils ont voulu,
Ils n'ont pas pu,

pouvoit auſſi ſe rapporter à l'attaque infructueuſe du fort de *Redbank*, en avant des chevaux de friſe, le 22 Octobre, ſur la riviere Delaware; & il offrit de prouver qu'il étoit venu en vingt-trois jours en Europe, des avis de parties de l'Amérique plus éloignées encore.

Sur le ſurplus du rapport de M. *Pacifick*, il dit : » Je n'héſite point à croire comme mon digne confrere, que ſon Excellence M. Benjamin Franklin, eſt l'auteur de la piéce en queſtion. On m'a écrit de France, que depuis peu, Piccini & Gluck y faiſoient ſchiſme dans le corps diplomatique; & il me paroît tout ſimple que Grétry ait voulu auſſi avoir ſon ambaſſadeur. «

Malchus Waroffice ſe leva pour s'oppoſer à la motion. » Je ne puis point, dit-il, être de l'avis de l'honorable Membre qui ſouhaite que nos Miniſtres ceſſent d'envoyer des armées en Amérique, & qui veut qu'on cherche des moyens pour les en empêcher. Il craint la continuation de la guerre en Amérique, ſur des motifs frivoles. Pour moi, je penſe que nous réuſſirons dans cette guerre; & je ne crois point qu'il ſoit permis d'en douter, depuis que j'ai entendu, le 20 du mois dernier dans la Chambre-Haute, Mylord *Suffolk*, l'un des principaux Sécré-

taires d'Etat de notre Souverain, & de son Conseil le plus intime, déclarer sans détour, que les Allemands sont d'aussi braves soldats qu'on en puisse trouver en Europe, & qu'il pensoit *que peu de personnes en diroient autant des soldats François, ou prétendroient persuader qu'ils égalent en rien les Allemands.* Quand un des premiers Ministres d'un Roi Britannique tient publiquement un pareil langage, ce n'est pas à nous à l'arrêter dans la glorieuse carriere où il a eu le courage de s'engager «.

Mathews Contractor prit ensuite la parole. « Je suis, dit-il, de ce dernier avis, & avec d'autant plus de raison, je crois, que nous devons la confiance la plus entiere à l'ouverture que Mylord Sandwich, Ministre Suprême de notre redoutable marine, a faite le même jour & dans la même Chambre, en disant, avec cette noble franchise par laquelle il se fait toujours admirer, qu'il espéroit bien que *le tems viendroit où l'on pourroit obtenir de la France & de l'Espagne une réparation complette des insultes que nous pourrions en avoir reçues.* J'en conclus que nos Ministres sont sûrs de leur affaire, & qu'il faut les laisser agir avec pleine liberté ».

Hermes-Sly, entreprit de combattre l'opinion des deux derniers Membres. « C'est bien lestement, dit-il, donner carte blanche à des Ministres qui jusqu'ici se sont montrés si peu dignes de notre confiance. J'ai entendu distinctement M. Temple-Luttrell, le 26

du mois dernier, aſſurer la Chambre des Communes que nos Miniſtres ignorent le vrai état actuel de l'Eſpagne : que cette Puiſſance qui, à la vérité, n'a pas des forces conſidérables au *Ferrol*, en a amaſſé de prodigieuſes à *Cartagene* ; & qu'il ne faudroit pas.....

Ici, M. *Sly* fut interrompu bruſquement par M. *Contractor* qui s'écria : je ſoutiens à l'honorable Chambre, d'après M. le Chevalier *Hugues Palliſer*, Commiſſaire général de notre marine à Portsmouth, & qui doit s'y connoître mieux que le Capitaine Luttrell, que ce n'eſt point à *Carthagêne*, mais au *Ferrol* que les Eſpagnols ont leurs principales forces.

Ce Membre ſe laiſſoit emporter à ſa bouillante vivacité, lorſque *Temper Concord* ouvrit gravement l'avis ſuivant. « Je demande que l'honorable Chambre faſſe mettre dans tous les papiers publics un avis patriotique aux voyageurs Anglois de l'un & de l'autre parti, pour engager ceux qui ont coutume d'aller perdre leur tems & leur argent aux courſes de divers genres qui, depuis peu, ſe ſont établies en France, de pouſſer plutôt leurs excurſions l'année prochaine juſqu'en Eſpagne, pour reconnoître par eux-mêmes, ſi c'eſt à *Carthagene* ou au *Ferrol* que ſont raſſemblées les principales forces navales de cette couronne, vû qu'il eſt ſouverainement eſſentiel qu'un pareil doute ſoit éclairci pour *guider* les Miniſtres deſtinés à *guider* les futures réſolutions du Sénat Britannique. «

Lorſqu'il eut fini, pluſieurs voix s'éleve-

rent en criant ensemble, la *question*, la *question*. Cela vouloit dire qu'on desiroit que le Président prît les suffrages sur la premiere motion. Mais un M. *Scot-Limberact*, connu pour être l'ame damnée d'un certain Ministre, prit un autre biais pour faire échouer le projet du parti contraire. Il proposa qu'au préalable la Chambre s'assurât s'il étoit question de nouveaux envois de troupes en Amérique, alléguant que peut être le Ministre n'avoit point cette intention, & que la Chambre se compromettroit par une démarche dont l'objet n'étoit pas assez évident. Son artifice lui réussit. On rejetta la motion du voyageur essoufflé M. John-Pacifick.

La négative passa à la pluralité de 157 voix, savoir 243 pour, 86 contre — exactement comme dans la séance du 20 Novembre à la Chambre des Communes.

JE NE finirai point, Monsieur, sans réparer une grossiere faute dans l'extrait des débats des Communes du 20 Novembre. Je vous ai nommé M. Grenville, neveu du Comte Temple, comme l'Auteur de l'avis pour la modification du projet d'adresse au Roi. C'est le Marquis de Granby que j'aurois du y (*) mettre; cette démarche a fait d'autant plus d'honneur à ce jeune & illustre Sénateur, que c'est son début dans le parti auquel il vient de se réunir.

J'ai l'honneur d'être, &c.

(*) Il a échappé une seconde faute, en ce que M. Grenville y est qualifié Lord.

*Lettre d'un Banquier de Londres, à M *** à Anvers.*

De Londres le 12 Décembre 1777.

Je vous fais mes remerciemens, Monſieur, de la prompte connoiſſance que vous m'avez donnée de l'Arrêt du Conſeil d'Etat du 7 de ce mois, pour un emprunt de vingt-cinq millions par voie de loterie. Indépendamment du plaiſir que m'a fait cette opération, ſous le point de vue de la confiance qu'elle trouvera chez l'Etranger, & par conſéquent comme devant me fournir d'abondantes occaſions d'être utile à mes amis & à ma nation; je l'ai admirée encore dans ſes motifs qui m'ont paru mériter les applaudiſſemens de toutes les ames nobles & élevées. Qu'il eſt ſatisfaiſant de voir la vraie grandeur ſe manifeſter par les ſeuls caractères qui lui ſoient propres, & d'embraſſer d'un coup d'œil toute la politique d'une nation puiſſante dans un ſeul acte de ſa franchiſe & de ſa fermeté!

Deux Souverains, dont les peuples ne ſe ſont jamais obſervés avec plus d'anxiété qu'aujourd'hui, viennent enfin de s'expliquer hautement ſur les objets de leurs plus ſérieuſes ſollicitudes. Dans le court eſpace

de dix-sept jours ils ont appris successivement à l'Europe à quelles résolutions ils s'en tiennent par rapport à leurs vues respectives. Le 20 Novembre, le Ministere Anglois, par l'organe de George III, après avoir comme défié l'Univers de former aucuns doutes sur son désir de la paix, a donné pour raison des augmentations considérables qu'il avoit arrêté de faire dans ses forces navales, ceux qu'il ne pouvoit se défendre d'avoir sur les dispositions pacifiques de la France & de l'Espagne, quoiqu'il convînt d'en avoir reçu de leur part des assurances réitérées. *Comme dans les conjonctures actuelles*, dit-il, *les armemens* CONTINUENT *de se faire dans les ports de France & d'Espagne*, &c. Par ce mot (*a*) *continuent*, le Monarque Britannique nous fait entendre qu'il s'étoit flatté vainement de faire cesser les armemens en question; & il semble que ce soit l'effet attendu de la résolution dans laquelle il se montre, d'augmenter les siens considérablement de son côté. Mais dans quelle erreur Milord Mansfield, que l'on dit être l'auteur de ce discours, se sera-t-il laissé induire, s'il a pu croire que cette déclaration

(*a*) Ce mot important ne se trouve point dans toutes les traductions qui ont paru de la Harangue; mais c'est sûrement une omission de la presse. Il est bien articulé dans le texte Anglois.

menaçante justifieroit aux yeux de l'Europe les murmures artificieusement suscités en Angleterre contre la conduite des Puissances de la Maison de Bourbon à l'égard de l'Amérique : s'il s'est figuré que par là il convaincroit la France de la duplicité dont plus d'un Ecrivain mercenaire de sa nation, a osé lui faire l'injuste reproche ? Ces armemens se continuant au milieu des protestations d'amitié, & sans que de la part de la France & de l'Espagne on osât les avouer, l'Angleterre, sans doute eût été fondée dans ses défiances, quelqu'injurieuses qu'elles fussent pour l'honneur des deux Couronnes : leur politique prenoit aux yeux du monde entier la couleur fausse & terne qui convient à l'ambition impuissante ; alors Milord North acquéroit le droit de s'applaudir d'avoir osé dire dans la Chambre des Communes le 20 Novembre, *qu'en prenant un certain ton avec la France, lorsqu'elle s'exprimoit d'une maniere équivoque, on en obtenoit des explications convenables.*

Mais le Ministere Anglois, dans la détresse qu'il éprouve, n'aura point la stérile consolation de voir ses émules oublier ce qu'ils doivent à leur nation, ainsi qu'à eux-mêmes. Ce sera envain qu'il aura mis dans la bouche de son Souverain, & que lui-même il aura osé articuler des doutes offensans sur la sincérité des puissances de la Maison de Bourbon, & que par l'étalage de ses préparatifs

ils aura prétendu les empêcher de *continuer* leurs armemens, ou les forcer de s'avilir par une diſſimulation que ſes motifs rendroient doublement honteuſe, puiſque la nouvelle n'en eſt pas plutôt parvenue en France, que le Conſeil d'Etat du Roi y a publié la réſolution où eſt Sa Majeſté de *CONTINUER encore les dépenſes de précaution qu'elle avoit cru devoir ordonner*, & qui ſont relatives *aux armemens conſidérables que d'autres Puiſſances ſe voyent obligées de faire.* Je ne puis point vous exprimer, Monſieur, avec quel plaiſir j'ai vu ce mot de *continuer* ſi fierement & ſi ſagement relevé dans l'Arrêt du Conſeil du 7 Décembre. Cet acte de fermeté de la part du Miniſtère François, m'a rempli d'une admiration d'autant plus vive & plus douce, que j'y ai reconnu cette candeur & cette dignité, qui mieux que toutes les proteſtations, garantiſſent la ſincérité de l'amour de la paix. C'eſt à préſent que les Miniſtres Anglois, s'ils ſe connoiſſent aux vrais caractères de la haute politique, doivent être aſſûrés que la France & l'Eſpagne n'ont point le projet de troubler le repos de l'Europe. Ils regretteront, ſans doute, d'avoir arraché à la France cette déclaration publique ſur des réſolutions dont elle s'étoit ſûrement plus d'une fois expliquée en particulier, & qui, ſans cet éclat, & ſi leurs ames eûſſent été moins agitées par les contrariétés du ſort, eûſſent dû y porter la plus entiere convic-

tion. Il nous ſera aiſé de juger ſi ce coup de lumiere les a réellement frappés, par les meſures qu'ils prendront pour l'exécution du projet d'augmentation annoncée par le Roi. Milord Sandwich a dit le 2 Décembre, dans la Chambre des Pairs, que le premier devoir d'un Chef de l'Amirauté étant d'avoir toujours une flotte ſupérieure à toutes les forces que la France & l'Eſpagne pouvoient mettre à la mer, il avoit fait armer en Angleterre, quand il avoit ſû qu'on armoit en France & en Eſpagne; que les armemens de ces deux Puiſſances ayant été augmentés, ceux de l'Angleterre l'étoient pareillement; & que ſi ces Puiſſances vouloient *continuer* à armer, il *continueroit* auſſi de maniere à garder toujours la ſupériorité qu'il croyoit avoir. On lui a démontré que pour cela il faudroit qu'il eût dès à préſent les 90 vaiſſeaux de ligne dont il venoit de convenir que l'armement prendroit une année entiere, quoiqu'il prétendît en avoir déja 54 en état de mettre à la voile. S'il perſiſte à laiſſer la Marine Angloiſe au degré où elle eſt aujourd'hui, & qui ſurement ne s'éleve pas au-deſſus des forces réunies de la Maiſon de Bourbon, ce ſera une preuve frappante qu'il renonce à ſon projet d'augmentation proportionelle, quoiqu'il ſoit dans le cas de l'effectuer depuis que la France a publié ſi courageuſement ſa réſolution de *continuer* encore ſes dépenſes de précaution :

il ſera viſible que le Conſeil Britannique ſe voit forcé de rendre juſtice aux diſpoſitions vraiment pacifiques des deux Souverains. Voilà quel eſt le point de vue, Monſieur, ſous lequel je voudrois vous faire enviſager les débats parlementaires dont vous avez pu voir de longues traductions dans la plupart des papiers publics. Leur longueur nuit à l'étude qu'il ſeroit utile d'en faire. Il doit être plus fructueux de démêler les vraies intentions des deux partis dans de courts extraits conçus d'après un objet déterminé, que de promener des regards incertains ſur le vague des propos hazardés ou bizarres qui rempliſſent la plupart de ces diſcours. Je vais reſſerrer dans l'eſpace de quelques pages la ſubſtance d'un volume de traductions, que peut-être vous n'auriez ni le tems ni le courage de lire dans leur étendue. Je laiſſerai de côté les objets qui me paroîſſent ne tenir nullement au fond des affaires, tels que la diſcuſſion ſur l'effectif actuel des troupes Angloiſes en Amérique : celle qui a donné lieu aux plus ſcandaleux éclats concernant les ordres émanés du Miniſtere Anglois dans cette guerre & dans les précédentes pour ſe faire une reſſource de l'appétit infernal des Sauvages, & que Milord Chatham, avec un peu plus de bonne foi, auroit pu terminer par ce ſeul mot : » j'ai fait manger vos ennemis, & vous faites manger vos freres «. Je ne m'étendrai pas davantage ſur la queſ-

tion de la durée de la ſuſpenſion de l'Acte d'*Habeas corpus* relativement à l'Amérique, ni ſur les empriſonnemens des Américains. Ce dernier point, eſt celui de tous qui m'attacheroit le plus pour rendre hommage aux ſentimens humains de Milord Shelburne, & à la généroſité avec laquelle lui ſeul a daigné parler pour les Etrangers pris en Amérique, ou en route pour s'y rendre, & qui partagent toutes les horreurs & toute la miſere des cachots où on laiſſe périr les Américains. Je me permettrois d'obſerver que l'Angleterre eût infiniment plus gagné à les renvoyer chez eux ſur leur parole, & reconnoiſſans d'un bon procédé, qu'à leur faire ſi cruellement éprouver les barbares effets de ſon reſſentiment, eſpece de martyre qui fait par-tout des milliers de nouveaux proſélytes à la cauſe Américaine. Il eſt de fait que l'Amérique compte plus d'Etrangers dans ſes armées aujourd'hui, que l'année derniere. D'abord, c'étoit l'ennui d'un trop long repos, ſeule maladie que redoutent les guerriers; c'étoit le goût dominant des armes qui les pouſſoit à cette réſolution. Déſormais ils auront une paſſion à ſatisfaire leur vengeance. Celui qui eût cédé au déſir d'aller en Amérique, ſimplement pour faire la guerre, y volera pour la faire aux Anglois. La querelle lui eſt devenue perſonnelle: ſon idée s'eſt exaltée: ſon feu s'eſt communiqué: c'eſt une croiſade

pour l'honneur des militaires de l'Europe entiere. Il en partira des essains, & de toutes parts, qui seront plus forts par leurs motifs encore, que par leur nombre. Il en eût été tout autrement si on eût vu revenir chez eux les Officiers pris par les Anglois, ne rapportant de leur campagne que le remords d'avoir pu déplaire à une nation généreuse, & occupés de la crainte qu'on ne s'avisât de dire à leurs oreilles : *il a fait là une belle équipée.* Ce seul mot, une fois lâché, réfroidissoit l'ardeur de tous ceux qui eûssent voulu s'embarquer dans une pareille entreprise. Elle étoit, de ce moment, décriée comme téméraire & romanesque ; & l'idee n'en seroit plus venue à personne. C'étoit un moyen tout à la fois adroit & honnête d'éteindre dans les principales parties de l'Europe l'ardeur qui s'y étoit manifestée pour cette expédition d'outre-mer. Il est manqué sans retour. par une gaucherie impardonnable, quoique son efficacité fût plus sure que celle des prétendues lettres que font circuler certains Ministres ou Ambassadeurs Britanniques, par lesquelles il paroîtroit que le Congrès a mécontenté les Officiers de marque qui sont venus lui offrir leurs services : artifice grossier, auquel personne ne peut se laisser prendre. En effet, le Ministere de Londres n'a-t-il pas lui-même garanti l'autenticité de la fameuse lettre de Washington du 11 Septembre, où il reconnoît

que le Congrès a les plus grandes obligations, à la valeur & à l'habileté des Officiers étrangers? Je le répete, l'Angleterre eût fait plus sagement en relâchant ses prisonniers Italiens, Polonois, François & autres, pour qu'ils pûssent faire leurs rapports eux-mêmes, qu'en leur prêtant une façon de penser démentie par le fait même de leur éternelle & dure détention. Les Anglois voyagent dans tous les pays, & ils ne connoissent pas les mœurs de ceux qu'ils fréquentent le plus, où l'arme du ridicule a été de tous les tems celle qui s'est fait le plus redouter, comme celle qui porte les coups les plus sensibles à l'ame: *mens est quæ diros sentia tictus.* La dure captivité où ils retiennent leurs prisonniers étrangers, occupera un rang distingué sur la longue liste des fausses démarches qui seront reprochées aux Ministres Anglois, & par lesquelles ils ont si mal commencé & conduit cette guerre.

Relevé des passages les plus remarquables des Débats Parlementaires, relativement aux inquiétudes de l'Angleterre sur les armemens de la France & de l'Espagne.

Chambre des Pairs, le 2 Décembre.

Le Duc de *Richmond* ouvrit l'avis de demander au Roi la communication de divers papiers & états des départemens des Minis-

tres ; pour que la Chambre pût discuter le 2 Février avec une parfaite connoissance de cause, la vraie situation de la Nation ; & ce Seigneur ayant mentionné, dans le nombre, les états des forces de terre, tant Britanniques qu'étrangeres, employées au service de sa Majesté dans l'Amérique Septentrionale avec les pertes qu'elles ont souffertes dans le cours de ce service, sa proposition fut agréée par la Chambre.

Le Comte de *Chatham* observa qu'on négligeoit quelques-unes des possessions les plus précieuses de la Couronne de la Grande Bretagne : qu'il savoit que les importantes garnisons de Gibraltar & de Minorque étoient très-foibles, quoique ces places fussent de la plus grande conséquence pour l'Angleterre..... » Nous n'avons, poursuivoit-il, pour défendre notre propre pays, que vingt vaisseaux de ligne. Quelques personnes veulent en compter vingt-cinq. Mais est-ce assez pour faire face aux forces navales de toute la Maison de Bourbon ? On vous avoit dit que nous avions assez de vaisseaux pour résister à toute attaque inopinée de la part de ces Puissances. Mais quarante vaisseaux suffisent-ils ? Vous devriez avoir trente ou trente cinq vaisseaux de ligne dans la Méditerranée, & une flotte formidable dans les dunes, pour faire face aux Hollandois, s'ils venoient à rompre avec vous...... Je demande qu'on nous donne

auſſi un état des garniſons de Gilbraltar & de Minorque.

(Je vous demande, Monſieur, la permiſſion de rappeller ici que j'ai porté pareillement à trente vaiſſeaux la force des eſcadres que l'Angleterre, en guerre avec la Maiſon de Bourbon, ſeroit obligée d'entretenir dans la Méditerranée, je me réfere à ma lettre du 12 Juin dernier, N°. XXIV).

Le Lord *Sandwich*.... » Il y a maintenant vingt cinq vaiſſeaux de ligne complétement équipés, & déja onze de ce nombre en mer; trente-cinq ſont tous prêts à faire voile, ſept autres peuvent appareiller en très-peu de tems.... Nous n'avons pas beſoin d'une eſcadre dans les dunes, puiſque nous ne devons rien craindre de la Hollande qui eſt intéreſſée à être l'amie de l'Angleterre & qui ne peut ni ne veut nous nuire. [J'interromperai ici, Mylord Sandwich par une courte obſervation, ſur la ſécurité qu'il montre par rapport aux Hollandois. S'ils ſont ſoupçonnés d'aſſiſter les Américains dans leur rébellion, l'Angleterre a d'autant plus de ſujet de ſe mettre en garde contre eux, qu'ils ſont liés envers elle par les traités, à des obligations de diverſes natures qui n'aſtreignent pas également les autres Puiſſances. L'acte de navigation, les a eu principalement en vue, en interdiſant à l'Amérique toute correſpondance avec les Puiſſances de l'Eu-

rope. Ils ont ſeuls obtenu, par un traité, le droit de pêcher ſur les côtes d'Angleterre. Les Anglois ont celui de viſiter tous leurs vaiſſeaux dans les Indes Occidentales, ſans qu'ils puiſſent s'en plaindre. Enfin ils ſont tenus à fournir des ſecours en troupes & en vaiſſeaux en Angleterre dans les cas d'invaſion & de rébellion. Les ſujets de plaintes que la France & l'Eſpagne ont été injuſtement ſoupçonnés d'avoir donnés à l'Angleterre dans l'affaire préſente, ſont certainement beaucoup moins graves, que de la part d'un état qui lui eſt attaché par d'auſſi étroites obligations.] Nous ſerions fort embaraſſés s'il nous falloit avoir dans la Méditerranée vingt-cinq vaiſſeaux; nous n'y en avons jamais eu autant pendant la derniere guerre, ni depuis le tems de Mathews & Leſtock. Une eſcadre auſſi conſidérable étoit néceſſaire alors à cauſe de la guerre d'Italie. A l'égard de la Maiſon de Bourbon je ne ſache pas qu'elle ait rien entrepris de nouveau. Si le Lord Chatham croit que la France ſoit ſur le point de nous déclarer la guerre, je puis le raſſurer en lui annonçant que nos forces navales ſont en état de réſiſter à cette Puiſſance. Mais eſt-il à propos de jetter la nation dans des dépenſes extraordinaires pour des appréhenſions chimériques? D'ailleurs il ne faudroit qu'une année pour augmenter notre marine de

cinquante à quatre-vingt-dix vaiſſeaux de ligne. . . . .

Le Lord *Townshend*, pour lever tous les doutes ſur l'état de Gibraltar & de Minorque, rendit compte des grandes augmentations qui avoient été faites dans les ouvrages de ces deux forteresſes. . . . . .

Le Marquis *de Rockingham* fit à ce ſujet cette obſervation : » On n'a point répondu comme il convenoit aux obſervations du Lord Chatham. Il a prétendu que l'état de foibleſſe de Gibraltar provenoit du petit nombre de troupes qui le défendoient. On s'eſt contenté de dire que pluſieurs nouveaux ouvrages avoient été ajoutés aux fortifications. Mais cette réponſe, loin de détruire l'objection, ne fait que lui prêter une nouvelle force ; car plus il y a d'ouvrages dans une place, plus la garniſon en doit être forte. Pour la ſureté de Gibraltar, il faudroit & plus de fortifications & un plus grand nombre de troupes . . . .

Le Duc de *Richmond* ajouta à ſa motion la demande d'un état des troupes, tant Etrangeres que Britanniques employées dans les garniſons de Gibraltar & de Minorque. . . . » J'ai toujours, dit-il, montré beaucoup d'empreſſement à accuſer les Miniſtres toutes les fois qu'ils ont paru vouloir refuſer de donner à cette Chambre les informations qu'on leur demandoit ; mais aujourd'hui je leur fait mes très-ſinceres remercimens ſur ce

qu'ils ont acquiefcé volontiers à mes propofitions qui ne tendent qu'à nous faire obtenir ce que nous defirons tous, la paix avec l'Amérique.

J'efpere que les papiers qui feront produits, & que les informations qu'on va prendre fur l'état où fe trouve la nation, ouvriront les yeux du miniftere & de tout le royaume, & nous engageront à nous occuper férieufement du foin de former une grande alliance avec l'Amérique dont l'affiftance & la réunion nous mettront en état de braver tous les pactes de l'Europe. C'eft bien à jufte titre qu'on pourra donner à cette alliance le nom de *Pacte de Famille.*

Le Duc de *Bolton* demanda qu'on mît fous les yeux de la Chambre un état des vaiffeaux en état de préparation pour le fervice, préfumant que le Lord Sandwich ne le refuferoit pas.

Le Lord *Sandwich* s'en défendit, attendu qu'il n'étoit pas convenable d'informer les Etrangers de tous les détails des chantiers Anglois; & il dit qu'il efpéroit que le Duc de Bolton ne perfifteroit pas dans fa demande.

Le Duc de *Bolton* adhéra à cette opinion. » Il fe permit feulement cette obfervation. Le Lord Sandwich nous avoit déclaré que fi la marine étoit dans un état de foibleffe il ne l'annonceroit pas publiquement. Je crois en conféquence devoir retirer ma

propoſition, car je regarde notre marine, non pas comme formidable, mais comme très-foible, s'il eſt vrai, comme nous venons de l'entendre de la bouche de ce Lord, qu'en cas de guerre avec la France, nous ne pourrions équiper une année que quatre-vingt dix vaiſſeaux de ligne, tandis qu'il nous en faudroit cent cinquante.

Chambre des Communes, 2 Décembre.

M. *Fox*, après avoir demandé les mêmes communications de papiers & d'états que le Duc de Richmond dans la Chambre des Pairs, attaqua ainſi le Lord Germaine : il n'y a pas une ſeule promeſſe, dit-il, une ſeule meſure, une ſeule prédiction ou ſpéculation dans laquelle ce Miniſtre ne ſe ſoit trompé. Il ſemble que le ſort l'ait ainſi arrêté. Ce Miniſtre n'a répondu à toutes les attaques de ſes Antagoniſtes que par ces mots : *il faut tirer du ſang : on auroit dû tirer plus de ſang : nous n'avons pas encore aſſez de ſang.* Je le compare au Docteur Sangrado dont les malades mouroient tous les jours entre ſes mains pour être trop ſaignés, & auquel un de ſes amis conſeilla de ne plus tant faire uſage de la ſaignée. *Non certes*, répartit Sangrado, *j'ai fait un livre pour prouver l'efficacité de la ſaignée dans tous les cas ; & ſi, aujourd'hui, je quittois cette méthode, je ſerois obligé d'abandonner mon livre. Non, quand toute la Ville devroit périr ſous*

ma lancette, il faut que je persiste à soutenir les principes que j'ai avancés dans mon ouvrage «.

Le Gouverneur *Pownal* condamna la conduite de l'Amérique, mais il dit que les mesures de coercition étoient impraticables: que tout ce qui restoit à faire aujourd'hui, c'étoit de reconnoître l'indépendance de l'Amérique, & que ce que l'on devoit souhaiter le plus ardemment étoit une union fondée sur des traités, une communication & une réciprocité d'intérêts telle qu'il en existe entre deux Etats Souverains.

Le Lord George *Germaine*, dans sa réponse à M. Fox, convint qu'il y avoit peu de succès, ou plutôt qu'il n'y en avoit point à attendre tant que l'Amérique resteroit unie & qu'elle persisteroit dans sa résistance. D'ailleurs, dit-il, quelque considérables que soient le pouvoir, la force & les ressources de l'Angleterre, elle n'en a pas assez pour rompre les projets de l'Amérique..... Il prétendit qu'on n'avoit échoué ou plutôt qu'on n'avoit manqué de réussir, que parce que le Ministere n'avoit pas été informé comme il convenoit. Il assura que tout ce qu'il avoit avancé en différentes fois, sur les choses de fait comme sur les choses possibles, étoit strictement vrai, relativement aux avis qu'il avoit reçus, & que s'il avoit été mal informé, il n'y avoit point de sa faute...... Le Lord Germaine conclut son discours d'une maniere fort étrange, car

car quoiqu'il convînt que la conquête de l'Amérique fût impoſſible, il ſe déclara contre la négociation, & il dit que ſi l'Amérique devoit être regardée comme toute autre choſe qu'un Etat dépendant, il aimeroit mieux déclarer indépendantes les Colonies, que de traiter avec elles ou de leur permettre de preſcrire des conditions.

Le 3 Décembre.

Le Lord George Germaine....... pria la Chambre de ne point ſe preſſer de blâmer la conduite du Général Burgoyne. » Car, dit ce Lord, qu'elle qu'ait été l'iſſue de cette affaire, c'eſt moi qui en ſuis ſeul reſponſable. L'expédition a été ſagement concertée, & j'ai tout lieu de croire qu'elle a été habilement exécutée....... Je ſuis prêt à me ſoumettre à toutes les informations qu'il plaira à la Chambre de prendre ſur ma conduite...... & je ſuis bien ſûr d'être en état de prouver, à la ſatisfaction de la Chambre, que relativement aux nouvelles que j'ai reçues ici, l'expédition, dans ſon rapport avec les autres opérations concertées, auroit certainement réuſſi, ſi ces nouvelles euſſent été conformes au véritable état des choſes dans le pays «.

M. James *Luttrell* parla beaucoup de la très-critique & très-alarmante ſituation de l'Angleterre, de la perte inévitable de l'Amérique, & de ce qu'il en regardoit comme

la conſéquence, la probabilité d'une rupture immédiate avec les forces unies de toutes les branches de la Maiſon de Bourbon.

M. *Burke*....... » Que répond à tout cela le Lord Germaine ? *Le Général*, dit-il, *a fait ſon devoir. Il s'eſt trouvé dans une poſition où toute réſiſtance devenoit inutile. Mais il ne mérite aucun reproche. Toute la faute doit retomber ſur moi.* Certainement le Lord Germaine, lorſqu'il s'eſt ainſi aventuré, auroit dû aller auſſi un peu plus loin, & nous communiquer les inſtructions en vertu deſquelles le Général a agi. ..... Si, comme Repréſentans du Peuple, il eſt de notre devoir de prendre des informations ſur la conduite de nos Officiers & Commandans de terre & de mer ; s'il eſt vrai qu'ils aient été battus, & ſi les Miniſtres prennent tout le blâme ſur eux & paroiſſent répondre de tout, pourquoi ne nous fournit-on pas les moyens qui peuvent nous mettre en état de juger ?

Le Lord *North*...... » Comme M. Fox a dit que j'étois le *partner* des torts du Lord Germaine, s'il y en a eu à donner de pareilles inſtructions, je ſuis prêt à être auſſi le *partner* des conſéquences qui en réſulteroient.....

M. Fox demanda les inſtructions données par le Secrétaire d'Etat pour les Colonies au Général Burgoyne. Cette propoſition fit naître un nouveau débat, qui dura juſqu'à minuit & un quart, & elle fut rejettée ſans aller aux voix.

Le discours du Lord Germaine avoit frappé la Chambre d'étonnement, & à l'air stupéfait de chacun des Membres, on eût cru voir la contenance des Sénateurs Romains lorsqu'on vint annoncer au Sénat la défaite de Cannes.

Après quelques instans de silence, le Colonel Barré prononça un discours plein d'indignation & de mépris contre le Secrétaire-d'Etat.

M. Burke remercia les Membres, qui avoient parlé avant lui, de lui avoir donné le tems de se remettre du trouble où l'avoit jetté la nouvelle donnée à la Chambre par le Lord Germaine. Puis il continua ainsi: » toute une armée forcée de mettre bas les armes & de recevoir la loi de ses ennemis! C'est un événement si nouveau, que je doute qu'on en trouve un second exemple dans les Annales de tous les tems. L'effronterie avec laquelle cette nouvelle a été annoncée, n'excite pas moins de surprise que d'indignation. L'ignorance a conduit toutes les opérations qui ont été faites pendant le cours de cette expédition; mais cette ignorance appartient au Ministre du département d'Amérique, & ne doit point être imputée au Général Burgoyne, dont la bonne conduite la bravoure & l'habileté, ne peuvent pas même être révoquées en doute. Le Lord Germaine dira peut-être pour se justifier qu'il n'a pas été informé comme il convenoit,

& que les nouvelles qu'il a reçues l'ont jetté dans l'erreur; mais la Chambre croira-t-elle qu'une pareille excuſe puiſſe diminuer ſa faute? Une faute qui entraîne après elle les ſuites les plus funeſtes pour l'honneur & les intérêts de la Nation! Le Lord Germaine dit: *ſi quelqu'un a tort*. Comment? ſi quelqu'un a tort? Quoi! lorſqu'une armée entiere eſt réduite à la néceſſité de mettre bas les armes & de ſe rendre priſonniere de guerre, on pourroit douter ſi quelqu'un a tort? Quant au Général & à ſes troupes, je ſuis perſuadé qu'on ne peut rien leur reprocher, & que tout le blâme doit retomber ſur le Miniſtre, dont l'ignorance ſert plutôt à prouver ſon crime qu'à le diminuer. Les Américains ont toujours été repréſentés comme des poltrons; mais rien n'eſt plus faux: j'en appelle à la conduite de Gates à l'égard du Général Burgoyne, & je la regarde comme une preuve authentique de la bravoure Américaine. Notre armée étoit entierement à la diſpoſition des Américains; nous avions excité les Sauvages à les maſſacrer, eux, leurs femmes & leurs enfans, & cependant ces mêmes Américains ont pouſſé la générosité juſqu'à donner à nos troupes la liberté de ſe retirer. à condition qu'ils ne porteroient jamais les armes contre l'Amérique Septentrionale.

M. le Solliciteur général a répliqué ainſi

à M. Burke : « On ne peut diſconvenir que la reddition de notre armée ne ſoit un grand malheur ; mais il ne faut pas en conclure que nos affaires ſoient déſeſpérées. Nous avons reçu des échecs, cependant le courage national nous a toujours rendus ſupérieurs à nos diſgraces. Un nouvel effort nous tirera infailliblement du danger où nous nous trouvons aujourd'hui. Les Anglois ont toujours montré de l'héroïſme dans l'adverſité, & un triomphe aſſuré doit être la ſuite & le prix de cette fermeté. Je deſire donc qu'on ne perde point courage. Plus d'une fois nous avons éprouvé de grandes diſgraces dont nous avons tiré des avantages conſidérables. A Brihuega, le Général Stanhope fut contraint de mettre bas les armes & de ſe rendre priſonnier de guerre avec ſon armée, & cependant ce revers ne ſervit qu'à donner plus d'ardeur à la nation qui bientôt fut réparé ſa honte ».

M. Fox parla enſuite pour juſtifier M. Burke au ſujet de quelques expreſſions qui avoient échappé à M. le Solliciteur général, & pour menacer le Lord George Germaine de faire *informer* contre lui.

Chambre des Pairs. 5 Décembre.

Le Duc de *Richmond* demanda qu'il fût préſenté une adreſſe au Roi, pour le ſupplier de faire mettre ſous les yeux de la Chambre une copie des réſolutions des divers Conſeils

de guerre assemblés pour les Officiers servans en Amérique, depuis le premier Avril 1774, jusqu'à la date des dernieres dépêches reçues au Bureau de la Guerre. . . . . .

Le Lord *Chatham* appuyant cette motion, observa que comme l'accident de Burgoyne devoit être imputé à ceux qui avoient donné le plan de l'expédition; il étoit du devoir des Ministres, nón seulement de ne point mal recevoir l'Officier prisonnier lors de son retour en Angleterre, mais encore de le traiter d'une maniere encourageante. Dans le cours de mon Ministere, ajouta-t-il, j'ai vu de semblables désastres; & après m'être convaincu qu'il n'y avoit point de la faute des Officiers, j'ai toujours été le premier à leur donner appui & protection. . . . . Il conclut à ce qu'il fût passé un Bill pour rappeller de l'Amérique jusqu'au dernier Soldat ». . . .

Le Lord *Littleton* combattit vivement les propositions du Lord Chatham. Il fit voir combien étoit absurde celle de retirer les troupes Britanniques des Colonies Rébelles, comme un préliminaire à la négociation & à la paix. » Bien loin, dit-il », qu'il produisît l'effet qu'on s'en promet, je suis persuadé que les Américains se moqueroient de nous; comment espéreroit-on qu'ils se soumissent à notre acte de navigation après que nous leur aurons appris nous mêmes que nous n'avons pas la force de les contraindre? — J'ai entendu le Lord Chatham dire, que si

les Américains perſiſtoient dans leur projet d'indépendance, après le rappel » de nos troupes, il feroit le premier à ſe déclarer contr'eux ». Que peut ſignifier un tel diſcours, ſinon un aveu de l'impoſſibilité de les ſoumettre en évacuant les poſtes dont nous nous ſommes emparés & qu'il ſeroit peut-être impoſſible de jamais reprendre? — Si on les laiſſoit ainſi les maîtres de ſuivre leur plan, non-ſeulement ils ſeroient indépendans de la Métropole, mais dans vingt ans d'ici, & lorſqu'ils auroient monté leur marine, l'Empire de l'Amérique deviendroit une Puiſſance du premier ordre.....

» Vouloir abandonner le projet de ſoumettre l'Amérique, parce que nous avons reçu un échec; c'eſt une idée qui ne peut manquer de déplaire infiniment à la nation Angloiſe? Que penſera la Maiſon de Bourbon d'une pareille puſillanimité? N'en conclura-t-elle pas que nous ſommes une nation énervée, & que c'eſt pour elle le moment favorable de nous faire éprouver les effets de ſa vengeance?

Le Lord *Suffolk* obſerva qu'il falloit attendre la *confirmation* de l'événement du Général Burgoyne, avant de procéder à l'enquête demandée, & que d'ailleurs il y avoit un ſi grand nombre de lettres & de papiers à examiner, qu'il ſeroit impoſſible de faire actuellement cette enquête, quand bien même on ſeroit convaincu de ſa néceſſité.

Le Lord *Shelburne* apprit à la Chambre que le bruit courroit que l'Amérique avoit résolu de se mettre sous la protection de la France & de l'Espagne. » J'espere cependant, a-t il ajouté, que cette nouvelle est fausse; mais de toute maniere l'Amérique est irrévocablement perdue pour nous. La Maison de Bourbon n'a plus à présent autre chose à faire qu'à mettre en mer ses escadres pour prendre possession de tous nos territoires dans l'Amérique & dans ses Isles. Les Grandes-Indes auront bientôt le même sort. Je ne doute point que nous ne puissions défendre les deux petites Isles de la Grande-Bretagne & de l'Irlande, d'une maniere qui étonnera toute l'Europe; mais quel en sera le fruit? Nous n'en serons pas moins un peuple mort & rayé du nombre des Puissances de la terre. Quant aux relations de la Gazette de la Cour, j'y crois moins que jamais, depuis que je vois, par des rapports incontestables, qu'un bataillon de Grenadiers Hessois, l'élite des troupes Allemandes, avec vingt-deux Officiers, a été taillé en pieces devant un fort défendu par 600 Américains, sans que la Gazette en question ait dit un mot de cette nouvelle. Mylord Shelburne ajouta qu'il avoit lieu de croire que la France savoit depuis long-tems le désastre du Général Burgoygne.

[Il ne sera pas difficile de persuader à ce Lord & à son parti, que le Drame Burlesque de Matroco, joué à Fontainebleau le

13 Novembre, étoit une repréſentation voilée de cet étrange & burleſque événement.

Le Lord *Cardiff* (fils du Comte de Bute) eſt convenu que les Américains n'avoient beſoin que d'Officiers pour devenir des ennemis formidables. La France, a-t il dit, leur en a fourni, & Dieu ſeul ſait ce qu'il en reſultera.]

La France s'eſt conduite de la maniere la plus perfide en donnant du ſecours à l'Amérique. Si les Ports de ce Royaume n'avoient point été ouverts aux Corſaires Américains, l'Amérique n'auroit pas été en état de pourſuivre avec tant de vigueur ſes hoſtilités contre nous. Le tems approche où il ſera néceſſaire de nous venger de ces inſultes.... Il finit par dire qu'il ne ſeroit pas à propos dans le moment actuel, de mettre les *inſtructions* ſous les yeux de la Chambre.

Chambre des Communes, le 10 Décembre.

M. *Wilkes* propoſa la révocation de tous les actes paſſés relativement à l'Amérique depuis l'année 1763. Il s'étendit ſur le Bill déclaratoire, & il fit voir que ce Bill étoit le principe des actes coercitifs qui l'avoient ſuivi. Que rien n'étoit plus abſurde & plus inconſéquent que de chercher à ſe réconcilier avec les Américains ſans faire connoître auparavant qu'on étoit porté à ſacrifier tout ce qui pouvoit s'oppoſer au rétabliſſement

de la paix, puifque les Colonies avoient déclaré que cet acte étoit la définition la plus précife & la plus complette de la fervitude. Il finit par demander la révocation de toutes les autres loix comme provenant du même efprit & du même principe de tyrannie.

Le Lord *Beauchamp* prit la défenfe de ces actes parlementaires, en obfervant que la Grande-Bretagne avoit été obligée de donner une affertion déclaratoire de fes anciens droits confiftans dans la fuprématie de la légiflation, & la dépendance & la fubordination civiles de fes Colonies. Ce Lord ajouta que fi quelque propofition de la nature de celle de M. Wilkes pouvoit devenir néceffaire, ce n'étoit point là le moment de traiter cette queftion: que par conféquent il demandoit qu'il fût préalablement décidé, fi dans le moment actuel il convenoit de délibérer fur la motion de M. Wilkes.

Le Lord *North* déclara qu'il étoit de l'avis du Lord Beauchamp.... » S'il faut en croire les Américains, dit-il, l'acte de navigation & tous les autres actes, portant reftriction, doivent difparoître devant leurs extravagantes prétentions ».... Je ne défefpere pas encore de gagner l'Amérique : je me flatte que j'aurai affez de forces dans le cours de la campagne prochaine pour pouvoir offrir des conditions qui ne nous feront point déroger à notre dignité, & que l'Amérique fera contrainte d'accepter. Il ne convient donc

pas de s'occuper dans ce moment-ci de la motion de M. Wilkes; & je prie la Chambre de ſuſpendre ſon jugement juſqu'à ce que la campagne ſoit finie, ou juſqu'à ce que nous ayons eu des nouvelles & des avis authentiques d'après leſquels nous puiſſions régler nos délibérations.

M. *Fox*.... » Nous avons été malheureux preſqu'en tout ; mais à entendre Mylord North, il paroît que nous n'avons pas encore éprouvé aſſez de diſgraces ».....

A ſept heures, la propoſition préalable du Lord Beauchamp paſſa à la pluralité de cent-ſeize voix contre dix.

Le Lord *Beauchamp* propoſa auſſi-tôt d'ajourner la Chambre au 20 Janvier prochain.

M. T. *Townshend* s'y oppoſa fortement, & ſoutint que, dans les circonſtances actuelles les ajournemens devoient être extrêmement courts, &, s'il étoit poſſible, d'un jour à l'autre.

Le Lord *Beauchamp* répondit que juſqu'au 20 Janvier il ne pouvoit rien arriver d'une nature aſſez extraordinaire ou aſſez preſſée pour qu'on fût obligé de recourir ſur le champ à l'avis du Parlement.

M. *Coventry* parla vivement contre la propoſition. » Il eſt bien ſingulier, dit-il, que dans un tems de guerre civile, qui eſt de toutes les guerres la plus déplorable, & qu'à la veille d'une rupture avec toutes

les branches de la Maiſon de Bourbon, notre ennemie invétérée, on n'ait pas tenu le Parlement aſſemblé plus de vingt jours avant de l'ajourner pour ſix ſemaines ».

M. *Burke* propoſa de modifier la motion en ſupprimant le 20 Janvier, & en y ſubſtituant à huitaine. Puis il ajouta : » je m'apperçois que le Lord North veut abſolument garder ſa place, quelque choſe qu'il arrive, & que ſes batteries ſont toutes dreſſées, ſoit que la Chambre ſe détermine à continuer la guerre, ſoit qu'elle veuille entrer en négociation. Mais malgré toute ſa ſoupleſſe, comment peut il ſe flatter que l'Amérique veuille jamais traiter avec lui ou avec quelqu'un de ſes Collegues ? Quand même l'Amérique ſeroit diſpoſée à négocier, quand même le Lord North & ſes amis ſeroient tout prêts à ſacrifier & à céder ce qu'on appelle le droit & la ſuprême autorité de l'Angleterre ; je doute fort que la négociation pût avoir aucun ſuccès entre leurs mains.

Pluſieurs autres Membres du parti de l'oppoſition alléguerent qu'entre le 20 Janvier & le 2 Février il y auroit trop peu de tems pour examiner les papiers qui devoient être remis au Parlement : qu'il eût autant valu ne les pas demander ; que d'ailleurs il y avoit d'autres papiers encore que la Chambre deſireroit de voir ; & qu'elle avoit d'autres propoſitions importantes à faire, ce qui ne pouvoit pas s'effectuer ſi l'ajournement avoit lieu.

Ils obſerverent auſſi que dans le cas de quelque nouvelle fâcheuſe de l'Amérique ou d'une rupture imprévue avec la France, le Roi pouvoit avoir beſoin de l'avis de ſon Parlement, dont les Membres ſeroient pour lors diſperſés, & la plupart à la campagne pour y paſſer les fêtes.

Le Lord *North* répondit, que toutes les affaires ordinaires étoient plus avancées que l'année derniere à pareil tems, & qu'à moins de quelqu'événement inopiné, elles ſeroient finies beaucoup plutôt. Il ajouta relativement à l'Amérique, » je ne crains point qu'il ſurvienne quelque événement qui exige l'aſſiſtance du Parlement dans le cours du peu de ſemaines que nous ſerons ſéparés. Je ne crois pas non plus que la France ou l'Eſpagne aient la moindre intention de nous moleſter ; au ſurplus je me tiens ſur mes gardes & je ſerai préparé à tout, pendant la vacance du Parlement , comme s'il étoit évectivement aſſemblé. Quant aux papiers qu'il faut examiner, je ſuis bien ſûr que cette opération n'exige pas autant de tems que quelques perſonnes ſe l'imaginent ».

M. *Fox* inſiſta ſur les intentions peu pacifiques de la Maiſon de Bourbon : il prétendit qu'elle n'attendoit qu'une occaſion favorable pour ſe déclarer, & qu'elle ne manqueroit pas de l'avoir dans les premieres nouvelles fâcheuſes qui arriveroient d'Amérique.

M. *Luttrell* opina qu'il falloit bien avoir

le tems de ſe livrer aux plaiſirs domeſtiques de la ſaiſon, & manger à loiſir les pâtés & le *Pudding* de Noël, & que cette conſidération l'emportoit ſur toute autre dans l'ajournement du Parlement.

Le Lord *North* répondit qu'il n'avoit pas un appétit épicurien à contenter; que l'état de la nation demandoit la plus ſérieuſe conſidération; & qu'il lui faudroit beaucoup de tems pour préparer les papiers. Il continua en ces termes: » ſi d'après des informations bien ſûres je vois que la nation ne ſoit point en état de faire face aux dépenſes néceſſaires pour la continuation de la guerre, je ne ferai point difficulté de faire aux Provinciaux quelques propoſitions de paix, ſauf toujours la dignité de la nation, pourvu que la Chambre m'autoriſe à cette démarche, & que par conſéquent je ne puiſſe point en être rendu reſponſable.

A dix heures la queſtion pour l'ajournement fut miſe aux voix, & elle paſſa par une majorité de 87 voix. Il y en eut 155 pour, & 68 contre.

En conſéquence la Chambre fut ajournée au 20 Janvier 1778.

Chambre des Pairs, le 11 *Décembre.*

Il fut fait une motion d'ajournement juſqu'au Mardi 20 Janvier, qui fut combattue par le Lord Abingdon. Ce Lord ajouta que l'on avoit réglé les objets politiques, mais

que puiſque la Chambre avoit donné ſes ſoins aux affaires, il falloit auſſi qu'elle s'occupât des devoirs de l'humanité. On y a manqué pourſuivi t-il ſur pluſieurs points à l'égard des priſonniers Américains. Il en eſt un entre autres qui porte le caractere de la plus horrible cruauté. Un préjugé religieux donne aux Américains une averſion invincible pour la pratique de l'inoculation. Cependant on n'a pas héſité de mettre cinq priſonniers Américains dans la chambre même où une perſonne avoit été inoculée. C'eſt un procédé affreux & révoltant........ Il finit par demander qu'il fût préſenté une adreſſe au Roi pour le prier de faire mettre ſous les yeux de la Chambre des copies de toutes les inſtructions données aux différens Geoliers, relativement à la détention des priſonniers Américains; & auſſi des états du nombre de ceux qui ſont actuellement en priſon & de ceux qui y ſont morts.

La motion d'ajournement ayant été retirée, celle du Lord Abingdon a paſſé d'une voix unanime.

La motion pour l'ajournement fut alors renouvellée & combattue par le Lord Chatham, qui déſaprouva hautement que l'on penſât à ſe ſéparer dans des circonſtances auſſi critiques. Il s'éleva avec beaucoup de chaleur contre l'inſouciance des Miniſtres, relativement à l'état de la Métropole entiérement dépourvue de défenſeurs. » Comme

l'Amérique, dit-il, a épuisé l'Angleterre de ses troupes réglées, il est nécessaire de les remplacer par la Milice. La guerre d'Amérique exigera de nouveaux renforts d'hommes qu'il nous sera impossible de lever dans les trois royaumes. Delà les bruits qui se sont répandus que nous nous adresserions pour cet objet ; à des Puissances Etrangeres. Mais quelles sont celles qui nous fourniront des troupes ? Quelques personnes ont parlé du Dannemarck & de je ne sais quels autres pays (c'est ainsi que ce Lord osa désigner le vaste & puissant Empire de Russie). Cependant il faudra envoyer en Amérique des renforts considérables. L'Angleterre est déja tellement épuisée qu'elle manque absolument de troupes réglées.

Quant à sa Marine, dans quel état est-elle ? Malgré toutes les vanteries du premier Lord de l'Amirauté, sommes nous seulement les maîtres dans la Manche ? La chose est au moins problématique. Le Bureau de l'Amirauté prétend que nous avons 35 vaisseaux de ligne en état de faire le service intérieur. En admettant la vérité de cette assertion, qu'est-ce que cela en comparaison de ce que nous devrions avoir ? Le nombre de nos Matelots n'est-il pas infiniment au-dessous de celui que nous avons employés autrefois. Il y en avoit 80000 au service actuel sous le regne d'Elizabeth.

Le Duc de *Manchester* s'éleva aussi contre la

la proposition d'ajournement. » Quant au moyen de veiller à la défense de la Métropole, il observa qu'on devoit faire peu de fond sur la Milice. » Les Officiers qui commandent ce corps, ajouta-t-il, ne sont plus animés du même esprit qui les distinguoit autrefois. Mais la Milice a été négligée par l'administration, & voilà pourquoi ce corps a dégénéré ».

» Où chercherons-nous des troupes pour poursuivre la guerre d'Amérique ? L'Allemagne n'est plus disposée à en fournir. La Russie est actuellement engagée dans une guerre avec la Porte, ou va l'être incessamment. Cette Puissance, pendant la derniere guerre, a reconnu qu'elle n'avoit pas trop de toutes ses forces pour soutenir avec dignité la réputation de ses armes contre l'Empire Ottoman. Il seroit donc ridicule d'attendre du secours de la Russie.

Le Lord *Suffolk* appuya la motion d'ajournement. » Je ne suis pas surpris, dit-il, que le Lord Chatham insiste sur la continuation des séances de cette Chambre, puisque c'est le seul endroit où il puisse se faire entendre. . . . *Le bon sens* du public a engagé la nation à soutenir la guerre. Quant aux renforts, quoiqu'il soit très-vrai que l'on nous a suscité des obstacles, relativement à ceux que nous avons pu attendre d'Allemagne, ces obstacles peuvent encore se lever. D'ailleurs la Métropole même n'est point dépourvue de

troupes. Depuis deux jours le Gouvernement a reçu les (*a*) offres les plus ſatisfaiſantes relativement à des troupes nationales. Comme l'objet de la guerre eſt le maintien de la ſuprême autorité des droits fondamentaux de la Métropole, elle ſera toujours ſoutenue par la nation. Toutes les fois qu'il ſe préſentera une occaſion convenable de faire la paix, on doit s'attendre à voir le Gouvernement offrir des conditions raiſonnables. Mais ce n'eſt point actuellement. Il faut que la guerre ſoit pourſuivie d'une maniere à faire ſentir à l'Amérique ſon infériorité. Lorſqu'elle en ſera convaincue & qu'elle aura été réduite à un état plus humble, c'eſt alors qu'il ſera tems de regler des conditions compatibles avec la dignité de la Métropole.

Le Duc de *Richmond* combattit la motion....... » On a beſoin, dit-il, d'un renfort de raiſon & de lumieres, & ſi quelque Miniſtre, dans cette Chambre, oſe déſigner aucun Lord *dont Sa Majeſté n'écoutera point les avis*, ce Miniſtre, en tenant un tel langage, ſe rend *coupable de la plus inſolente préſomption*....... Il fut de l'avis du Duc de Mancheſter, relativement au peu de ſecours que l'on doit attendre de la milice : » pour ce qui eſt, pourſuivit-il, des offres

(*a*) La Ville de Mancheſter a offert de lever à ſes dépens un corps de mille Volontaires Anglois,

que le Lord Suffolk fait ſonner ſi haut, ce n'eſt qu'un roſeau fragile jetté à des malheureux qui ſe noyent. Je ſuis perſuadé que cet appui manquera au moment même où on en aura le plus grand beſoin. A quoi ſe ſont montées les Compagnies franches levées en 1745 par les Seigneurs ? A dix bataillons ſeulement, d'environ ſept mille hommes. Ils furent levés lorſque l'enthouſiaſme général des peuples étoit à ſon plus haut point. Quelle différence de cette circonſtance à l'état actuel des choſes ?..... Notre armée d'Amérique, qui étoit l'année derniere de cinquante-cinq mille hommes, a été réduite à vingt-cinq mille. Voilà un événement réellement déſaſtreux : un malheur qui ne ſera réparé par aucune de ces *offres brillantes* qui ont été faites ou que l'on pourra faire au Gouvernement.....

Il ne s'agit point de ſavoir ce que nous voudrions faire, mais ce que nous pouvons faire. Sommes-nous en état de conquérir l'Amérique ? Non aſſurément. Nous y avons échoué de la maniere la plus pitoyable. C'étoit avant que nous éprouvaſſions de ſi grands revers, que l'on pouvoit parler de moment favorable pour offrir des conditions d'accommodement. Nous avons autrefois reclamé la ſuprématie ſur l'Ecoſſe, par un droit de conquête auſſi raiſonnable que celui en vertu duquel nous formons les mêmes prétentions ſur l'Amérique. Cepen-

dant nos droits ont été mis de côté & l'*union* s'eſt faite. Si nous voulons traiter avec l'Amérique, il faut de même que nous renonçions à toutes prétentions de ſuprématie. Il faut que nous abandonnions tout ce que la tête exaltée de nos Dom Quichotte appelle *les droits fondamentaux de la Metropole.* L'indépendance des Colonies eſt la baſe ſur laquelle nous devons traiter avec elles. Le plus grand avantage qu'on puiſſe ſe promettre eſt une alliance ou un Pacte-d'union qui aſſure le bonheur des deux Pays... «.

Le Lord Shelburne s'oppoſa à l'ajournement. La réduction de l'armée de Burgoyne & le déshonneur des armes Britanniques qui en a été la ſuite, ſont, dit-il, des faits contre leſquels échoueront tous les ſophiſmes de nos Miniſtres...... Cette cataſtrophe a été certifiée par quelques perſonnes dignes de foi, qui ont fait la traverſée ſur le *Warwick.* On a reçu une lettre du Général Fraſer, qui contient cette phraſe : *je ne ſuis point ſur un lit de roſes, cependant ce n'eſt pas mon état particulier qui m'inquiette.* Quelques uns des meilleurs Officiers avoient prévu ce qui eſt arrivé au Général Burgoyne, & ils lui avoient fait leurs remontrances ; mais il a continué d'aller en avant ſans aucun egard pour leurs avis, & il s'eſt perdu «.

Comment expliquer cette opiniâtreté à pourſuivre une opération auſſi extravagante ? Par cette raiſon ſeule : les ordres envoyés à

M. Burgoyne étoient positifs. Il devoit avancer à quelque prix que ce fût. Les ordres du Général Howe & ceux de M. Clinton, n'étoient pas positifs, mais subordonnés à leurs lumieres. Les conséquences ont été telles qu'on devoit s'y attendre. Les instructions du Général Howe ne lui indiquant point positivement de seconder le Général Burgoyne ; il est allé à Philadelphie. M. Clinton a envoyé à son secours 2,000 hommes, qui sont arrivés après que l'armée eût mis bas les armes. Le Général Howe, depuis son arrivée à Philadelphie, a fait demander à M. Clinton un renfort de 4,000 hommes. Il n'est pas vraisemblable que M. Clinton se soit dégarni d'un corps aussi considérable. S'il ne l'a point fait, quel doit être le sort du Général Howe ? Si au contraire Clinton a envoyé le renfort, que deviendra-t-il lui-même ? Le Général Vaughan a entrepris une expédition où il est très-probable qu'il aura le même sort que M. Burgoyne. Mais quand il lui arriveroit pire, on ne doit pas le plaindre. L'homme qui a eu la barbarie de réduire en cendres la Ville de *Kingston d'Esopus*, parce que, selon lui, c'étoit un repaire de *lâches coquins* ; doit être puni de ses brigandages par la verge de la justice......

» Il est évident que l'ignorance des Ministres a causé le malheur de M. Burgoyne. C'est sur celui qui a donné les ordres que

doit retomber le blâme : il doit être comptable de ſa conduite. C'eſt lui qui doit payer ſa faute de ſa tête s'il eſt trouvé coupable ; & il ne doit avoir ſa grace que ſous la condition expreſſe *de découvrir toutes les perſonnes qui l'ont appuyé de leur crédit pour le faire entrer au ſervice de ſon Souverain.* «.

» Quant à l'état des garniſons en Amérique, le Général Carleton n'a que trois régimens à Quebec. Les dernieres nouvelles de Ticondérago ne parloient que des maladies cruelles qui regnoient parmi les troupes «.

» Comment les affaires ont-elles été conduites ? La moindre harmonie a-t-elle règné parmi les Officiers ? Au contraire, M. Clinton s'eſt montré jaloux du Général Burgoyne. Le Général Howe n'a jamais eu de confiance dans M. Clinton, & M. Clinton a marqué la plus profonde indifférence pour tous ces Meſſieurs. Xénophon attribue le ſuccès de ſa fameuſe retraite des *dix mille*, à la bonne harmonie qui regnoit dans l'armée, & aux égards que tous les Officiers & les Soldats avoient les uns pour les autres. Cet exemple eſt exactement l'oppoſé de ce qui eſt arrivé en Amérique «.

Quant aux termes de conciliation pour négocier la paix avec les Colonies, il ne doit point être queſtion de la reconnoiſſance de l'indépendance, comme de tout préambule de reglement, que le corps des conditions n'ait été arrêté...... Le malheur d'une

défaite peut produire un *bien* pour nous. Si l'Amérique n'eût point eu ces brillans ſuccès, elle ſe ſeroit jettée dans les bras de la France. Elle auroit mieux aimé devenir une des poſſeſſions de nos ennemis, que de ſe ſoumettre à notre tyrannie......

La motion, pour l'ajournement, a paſſé à la pluralité de 47 voix contre 17.

LE précis que vous venez de lire, Monſieur, des débats des deux Chambres, dans les ſéances qui ont précédé l'ajournement, indique aſſez les objets des délibérations ſecrettes du Cabinet, pendant les vacations actuelles. Il eſt vraiſemblable qu'elles ne ſont pas fort tranquilles: le renverſement total d'un ſyſtême politique, entraîne néceſſairement de violens orages. De l'opinion dont le Conſeil Britannique étoit parti d'abord, que trois Régimens de vieilles troupes pouvoient ſuffire pour réduire l'Amérique, on ne paſſe pas aiſément à l'humiliant aveu qui vient d'être arraché à Milord Germaine, que l'entrepriſe eſt impraticable, même pour une armée de ſoixante mille hommes. L'eſpoir annoncé ſi fierement par le Lord North, de voir l'Amérique à ſes pieds, ne s'eſt point changé, ſans un furieux effort de la nature, en une diſpoſition à faire des ouvertures d'accommodement, comme celle où ſe montre actuellement ce Lord, ſous la ſeule condition de ſa ſûreté perſonnelle.

Permettez-moi, en passant, l'application d'un vers d'Ovide :

Pœnitet injusti num denique Phinea belli.

Mais Phinée n'ouvre son ame au repentir, qu'après qu'une multitude des siens a éprouvé la redoutable vengeance de Persée ; non sans que le fils des Dieux leur eût crié, *auxilium, quoniam cogitis ipsi..... ab hoste petam.* Je pourrois tirer grand parti de cette allusion, dont la justesse en tous points vous paroîtroit frappante ; mais ma digression est déja trop longue. Peut-être aurai-je occasion d'y revenir, pour vous peindre, sous des couleurs plus vives, le juste & fier dédain avec lequel seront reçues les propositions de l'Angleterre, & la métamorphose du nouveau Phinée, lorsque *pétrifié* à son tour, il n'existera plus que comme un exemple qui doit prouver à jamais, que les intérêts de la souveraineté seroient mieux entendus, si les droits de l'humanité étoient plus respectés.

Représentez-vous le trouble qui doit regner dans le Conseil, par l'opposition qui a éclaté entre la conduite de ses Membres dans les deux Chambres. Les communications de papiers, accordée avec assez de facilité par ceux de la Chambre des Pairs, ont été vivement contestées & refusées par Milord North, dans celle des Communes. Voilà une diversité d'opinions tout-à-fait contraire à l'unité du sistême, & d'où il doit résulter qu'il ne peut

y avoir aucune efficacité dans ſon exécution. Vous jugez bien que le parti de la *minorité* tirera le plus grand avantage de cette diviſion, & que les Miniſtres, s'ils gardent leurs places, auront de rudes aſſauts à ſoutenir pendant le reſte de la ſeſſion. On a déja dreſſé des batteries pour les attaquer, ſur le rappel du Général Carleton, motivé principalement par un mémoire qu'il avoit envoyé pour démontrer l'impoſſibilité d'exécuter le projet qui a échoué entre les mains de ſon rival, & ſur la carte blanche dont le Chevalier Howe a fait un uſage ſi fatal au ſuccès des inſtructions limitées de M. Burgoyne. Le 20 Janvier, mais ſurtout le 2 Février, doivent être attendus de tous les politiques, avec la plus grande impatience.

Quoiqu'il ne ſoit point arrivé de nouvelles depuis celles de la tentative manquée le 22 Octobre, ſur le Fort de *Red-bank*, & qui a couté aux Heſſois 600 hommes & 22 Officiers, il a percé quelques détails que la gazette de la Cour avoit pareillement ſupprimés, ſur la poſition du Chevalier Howe dans Philadelphie. Ce général a fait éclaircir (c'eſt-à-dire dévaſter) tous les environs de la ville, à pluſieurs milles à la ronde; & ſes ſoldats travailloient à une vaſte enceinte qui les fatiguoit exceſſivement. L'étendue des lignes ſera, dit-on, conſidérable; & on craint qu'il n'ait pas le nombre d'hommes ſuffiſant pour garder dans l'hiver un auſſi grand nombre d'ouvrages. On compte que ſon armée ne pouvoit plus guères

être que de neuf mille hommes, le 23 Octobre. Sur les seize mille avec lesquels il est constant qu'il étoit parti de l'Isle Staten, on est sûr qu'il en a perdu mille dans la navigation, qui a été des plus laborieuses. Dans les diverses affaires qu'il a eues, aux approches de Philadelphie, jusqu'au 26 Septembre, les calculs les plus modérés, portent sa perte à trois millle hommes : elle n'a pas été moindre dans la journée du 4 Octobre; & l'affaire de *Red-bank* le 22, lui en a couté mille de plus. Ses forces, en vieilles troupes, ne pouvoient donc plus être, à cette date, que de huit à neuf mille hommes. L'escadre aux ordres de son frere, s'est-elle assez approchée de lui, pour qu'il ait pû en tirer des corps de matelots, & les faire servir sur terre ? c'est ce que l'on ne sait point encore. Mais il y a apparence qu'il ne comptoit pas recevoir promptement ce secours, puisqu'il a demandé à M. Clinton un renfort de quatre mille hommes, qu'il doit avoir été difficile à celui-ci de lui envoyer. Quant au reste des troupes angloises dans l'Amérique entiere, il s'en faut que le nombre en soit formidable. Il ne doit pas y avoir plus de trois mille Anglois ou Allemands dans le Canada, dont on prétend que les milices sont très-favorablement disposées pour les Américains. C'est ce qui fait craindre ici que quelque Partisan de la Nouvelle-Angleterre, ne tente la même entreprise qu'Arnold dans l'année 1775, & avec un succès plus assuré, vû l'expérience acquise par tous les braves

compagnons qui l'ont ſuivi dans cette haſardeuſe expédition. Il ne peut pas y avoir plus de 3,000 hommes à Rhode-Iſland, ſous les ordres du Brigadier général Pigot. On en compte 2000 à l'Iſle Staten, 1000 dans l'Iſle longue, 4000 au plus dans l'Iſle de New-York, & 2000 avec le Général (*a*) Vaughan, dans les *Highlands*, ſur la riviere d'Hudſon. Le tout ne fait pas plus de 12 mille hommes, qui, ainſi épars, pourront offrir autant de conquêtes faciles à l'armée victorieuſe du Nord. Le nombre & le courage de cette armée, peuvent ſe calculer d'après l'effet que la réduction de Burgoyne a dû produire dans des eſprits exaltés & paſſionnés pour la liberté, comme le ſont tous ceux de cette partie de l'Amérique; c'eſt-à-dire qu'il eſt raiſonnable de croire qu'elle ſera devenue tout-à coup conſidérable, & qu'on peut en attendre les plus grandes choſes. On en a vu un échantillon dans la défenſe du Fort *Red-banck*, ſur la riviere Delaware, le 22 Octobre. Toute l'armée de Washington avoit ſçu la veille que le Général Burgoyne s'étoit rendu au Général Gates, & elle avoit célébré ce glorieux événement, par des réjouiſſances dont cette ſuperbe défenſe n'a pas fait la partie la moins intéreſſante. Joignez-y le reſſentiment dont tous ces peuples ſont animés contre les Anglois, à cauſe des barbaries atroces auxquelles

(*a*) Il s'eſt replié ſur New-York.

ceux-ci ont poussé les Sauvages, ainsi que contre le Général Vaughan, pour avoir impitoyablement brulé la ville de Kingston dans le district d'Esopus, & désolé tout le pays, & vous concevrez avec quel acharnement la guerre se sera continuée depuis les derniers événemens dont nous avons eu connoissance. Nous ne pouvons point tarder à en apprendre de nouveaux. Plus ils se font attendre, plus nous avons droit de croire qu'ils sont désagréables au Gouvernement anglois, qui ne peut guères les ignorer.

J'ai eu trop tard communication de deux lettres importantes des Généraux Américains, pour pouvoir vous les envoyer par le dernier ordinaire. Vous les lirez avec intérêt, à cause de la connoissance qu'elles donnent de l'esprit de résistance & de fermeté dont sont animés les deux hommes sur qui roule aujourd'hui le sort de l'Amérique, celui de l'Angleterre, & peut-être aussi celui de bien d'autres pays.

I. *Lettre de Son Excellence le Général Washington au Congrès, adressée à l'honorable Jean Hancok, Président,* (sur l'affaire du 4 Octobre, à German-Town).

Au Camp près le Moulin de Pembacker, le 5 Oct. 1777.

Monsieur,

» Ayant été informé par deux lettres interceptées, que le Général Howe avoit détaché

une partie de ses forces, dans le dessein de réduire Billingsfort & les Forts sur la Delaware, je communiquai ces nouvelles à mes Officiers généraux : ils furent unanimement d'avis qu'il s'offroit une occasion favorable d'attaquer les troupes qui étoient à Germantown & dans les environs, En conséquence il fut convenu que l'attaque se feroit hier matin; & l'on fit les dispositions suivantes : Les divisions de Sullivan & de Wayne, soutenues par la brigade de Conway, devoient entrer dans la Ville par le chemin du moulin Chesnut, tandis que le Général Armstrong avec les milices de Pensylvanie, descendroit le chemin de Maharewory par les moulins de Vandecring, & se porteroit sur l'aîle gauche & les derrieres de l'ennemi. Les divisions de Green & de Stephens, soutenues par la brigade de Mac Douglas, devoient entrer en faisant un circuit par le chemin du Four à chaux, dans les maisons du Marché, & attaquer l'aîle droite de l'armée angloise. Enfin les milices du Maryland & des Jerseys, sous les Généraux Smallwod & Freeman, devoient marcher par le vieux chemin d'Yorck, & tomber sur les derrieres de l'aîle droite. Le Lord Stirling, avec les brigades de Nash & de Maxwell, devoient former un corps de réserve.

Nous nous mîmes en marche à sept heures le soir précédent, & au lever du soleil le lendemain matin, un parti avancé du Général

Sullivan, tiré de la brigade de Conway, attaqua à Mount-Ring, près de la maison de M. Allen, le piquet des ennemis, qui plia sur le champ. Son corps principal, qui formoit l'aile droite, suivant bientôt après, attaqua l'infanterie légère & les autres troupes campées près du piquet, qu'il chassa de leur poste où elles laisserent leurs bagages. Elles se retirerent à une distance considérable, ayant préalablement jetté dans la maison de M. Chew, un parti qui étoit dans une position à ne pas être aisément forcé, & qui pouvoit par les fenêtres, nous causer beaucoup d'embarras, & arrêter nos progrès. «

» L'attaque de notre colonne de la gauche, sous le Général Green, commença trois quarts d'heure après celle de la droite, & fut pendant quelque tems également heureuse; mais je ne puis pas entrer dans le détail de ce qui s'est fait de ce côté, n'en étant pas encore informé d'une maniere exacte & certaine. «

» Il y eut dans la matinée un brouillard épais, qui nous empêcha de profiter de nos avantages, autant que nous l'aurions fait sans cela. Cette circonstance, en nous cachant la véritable situation de l'ennemi, nous obligea d'agir avec plus de précaution & moins de célérité que nous n'eussions désiré, & donna le tems à l'ennemi de se remettre des effets de la premiere secousse que nous lui avions donnée; mais ce qui fut encore plus malheu-

reux, elle ſervit à tenir nos différens partis dans l'ignorance de leurs mouvemens reſpectifs, & les empêcha d'agir de concert : elle fut auſſi cauſe qu'ils ſe prirent mutuellement pour ennemis; ce qui, plus que toute autre choſe, a, je crois, contribué au malheur qui a ſuivi. Au milieu des plus belles apparences, lorſque tout donnoit les eſpérances les plus flateuſes de la victoire, les troupes commencerent ſoudain à ſe retirer, & abandonnerent entierement le champ de bataille, malgré tous les efforts que l'on pût faire pour les rallier. «

» Cependant on peut dire que dans cette journée, il y a eu plus de malheur que de mal. «

» Notre perte en hommes n'a pas été conſidérable, & nous avons ramené toute notre artillerie, à l'exception d'une piéce qui étoit démontée. Cet événement ne rend pas la ſituation de l'ennemi meilleure; & nos troupes qui ne ſont point du tout découragées, ont gagné ce que des troupes nouvelles gagnent toujours à voir combattre. Nous avons eu cependant pluſieurs bons Officiers tués & ſurtout bleſſés. Le Général Nash eſt au nombre des bleſſés; & l'on déſeſpere de ſa vie. Auſſitôt qu'il ſera poſſible d'avoir l'état de notre perte, je l'enverrai. «

« Pour rendre juſtice au Général Sullivan & à toute l'aîle droite de l'armée, dont j'ai été à portée de voir la conduite, puiſ-

qu'elle agiſſoit préciſément ſous mes yeux, j'ai le plaiſir de vous informer que tous en général, Officiers & Soldats, ſe ſont conduits avec une bravoure qui leur a fait le plus grand honneur «.

J'ai l'honneur d'être, avec beaucoup de reſpect, &c.

George WASHINGTON.

P. S. Je n'ai point encore reçu, comme je l'ai marqué, l'état de notre perte; mais par ce que je viens d'apprendre du Général Green, je crains qu'elle ne ſoit plus conſidérable que je n'avois penſé d'abord. On dit que la piece de canon, dont j'ai parlé ci-deſſus, a été ramenée dans un chariot «.

Une autre lettre du 8 Octobre s'exprime ainſi: les ennemis, dans l'action du 4, ont perdu les Officiers dont voici les noms: le Général Agnew, tué; ainſi que les Colonels Abercombie, Bid Walcot, & le fils du Général de (*a*) Heiſter. Le Général Kniphauſen (actuellement Général des Heſſois) a été bleſſé à la main. Un Officier, qui a été laiſſé dans la Ville, y a vu arriver entre deux & trois cents chariots chargés de bleſſés. Pluſieurs Quakers, qui étoient à l'aſſemblée annuelle, confirment les faits ci-deſſus, &

(*a*) Ce Général eſt mort depuis peu dans ſa patrie où il étoit retourné.

ajoutent

ajoutent que deux mille Heſſois ont été envoyés ſur la Schuylkill, vers Cheſter, depuis l'action, probablement pour aſſurer une retraite; notre perte eſt de ſept cent hommes, & principalememt en bleſſés & pris. Le Général Nash, des troupes de la Caroline Septentrionale, eſt mort de ſes bleſſures. Le fils du Docteur Witherſpoon a été tué, deux Aides-de-Camp bleſſés à mort. Witite & Sherburne, de la famille du Général Sullivan. Les Colonels Hancock, Stone, & le Lieutenant-Colonel Parker, de la Virginie, ſont compris auſſi dans les bleſſés.

II. *Lettre du Général Gates au Congrès, adreſſée à l'honorable Jean Hancock, Préſident.*

Au Quartier Général le 28 Octobre 1777.

[*N. B.* Il eſt eſſentiel d'obſerver que M. Gates écrivoit cette lettre près de ſept ſemaines avant la réduction de l'armée de M. Burgoyne, & que cette lettre, tirée du Journal de Penſylvanie, eſt très-autentique.]

MONSIEUR,

» Votre Excellence trouvera dans le paquet que j'ai l'honneur de lui adreſſer, la copie d'une lettre que j'ai reçue hier au ſoir du Major Général Arnold. La honte dont l'ennemi s'eſt couvert par ſa retraite

forcée du fort Schuyler (Stanwix) ajoutée, à la brillante & complette victoire remportée par le Général Stark & par le Colonel Warner à Bennington, répand le plus beau lustre sur les armes Américaines, & ternit, par l'opprobre le plus avilissant, le nom des ennemis des Etats-unis. Les affreux massacres, payés aux Sauvages par le Lieutenant Général Burgoyne, avant sa défaite à Bennington, souilleront pour jamais l'honneur des armes Angloises. Dans une seule maison, ces monstres ont fait une cruelle boucherie d'une famille entiere, composée du pere, de la mere & de six enfans; & cet élégant macaroni (*polite macaroni*, qu'on pourroit rendre en François, par *farot du bon ton*) a donné dix piastres aux Sauvages pour chaque tête. La vengeance céleste réserve sans doute à des forfaits si atroces, le juste châtiment qu'ils méritent.

J'ai l'honneur d'être, avec beaucoup de respect, &c.

Signé, Horatio Gates.

J'ai vu, Monsieur, dans des lettres, non suspectes, écrites de Montréal, que les Sauvages s'y promenent par les rues, portant de longues perches d'où pendent jusqu'à soixante crânes américains enfilés, & la plupart de petits enfans. Ils s'arrêtent, avec ces hideux trophées, devant les maisons,

d'où ils eſperent qu'on payera de quelques haillons les ſimulacres de leurs Orgies infernales, ce qu'ils obtiennent le plus ſouvent par l'horreur même qu'ils inſpirent. — Mais je devine que ce tableau vous fait reculer d'effroi. Détournez les yeux de deſſus les ſerpens de Méduſe. Il n'appartient qu'à des rochers vivans de jouir d'un ſi affreux ſpectacle! Rabattons nous ſur quelque idée qui en ſoit éloignée, *toto cœlo*, *totà terrà*. Il m'en vient une tout à propos. Ne trouvez-vous pas très-ſingulier que le Général Gates, ſept ſemaines avant la réduction de M. Burgoyne, ait qualifié de *Macaroni* ce Général Anglois, que vingt-neuf jours après ſon aventure, on ſembleroit avoir joué à Fontainebleau ſous le nom de *Matroco*? Voilà encore un rapprochement bien marqué à joindre aux preuves de l'identité des noms de *Matroco* & de *Burgoyne*.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. du 18 *Décembre.*

ENFIN, Monſieur, les incrédules ſont convaincus: la réduction du Général Burgoyne & de ſon armée, eſt un fait aujourd'hui reconnu de toute la nation Angloiſe, qui ne peut pas révoquer en doute une Gazette de la Cour, publiée hier, avec la dépêche du Général priſonnier à Milord George Germaine.

Cette dépêche eſt datée d'*Albany* le 20 Octobre; & M. Burgoyne n'y a point inſiſté ſur le mérite de cette date, comme il l'avoit fait dans une précédente lettre, en obſervant qu'il la datoit de la riviere d'Hudſon, & que c'étoit ce qu'il croyoit y mettre de plus intéreſſant. Celle-ci eſt fort longue, & eût pû l'être infiniment moins. S'il faut en croire M. Burgoyne, il auroit bien voulu ſans doute pouvoir ſe borner à ces deux mots : *tout eſt perdu, hormis l'honneur*; mais on l'auroit peut-être chicanné ſur la meſure de cet honneur ſauvé, comme ſur celle de ſon talent; & c'eſt pour cela qu'il a rapporté juſqu'aux plus minutieux détails de ſa cataſtrophe & des événements qui l'avoient préparée depuis les premiers jours de Septembre. Comme vous verrez cette premiere piece tout au long dans les gazettes, je me contenterai de vous communiquer quelques obſervations qu'elles m'a donné lieu de faire.

Après avoir retracé le tableau des obſtacles de tout genre qu'il a eu à ſurmonter dans ſa marche, il ſe plaint d'avoir été totalement abandonné par les Sauvages, ainſi que par les Canadiens & les Provinciaux. C'eſt ce qui donne beaucoup d'inquiétude ici ſur les diſpoſitions actuelles des Canadiens. On eſt dans la plus grande appréhenſion pour Quebec, où on ſait qu'il n'eſt reſté que trois régimens, qui ſont, je crois, le vingt-neuvieme, le trente-unieme, le trente-

quatrieme & les Emigrans Royaux de Mac Lean. Le tout, ſur le pied actuel de l'effectif, ne ſe monte peut-être pas à 1,500 hommes. On aſſure qu'il y en avoit autant dans Ticondérago, & que le Général Powel, qui y commandoit, a eu ordre d'en faire ſauter les fortifications & de ſe retirer par les Lacs à Saint Jean. Mais ce n'eſt toujours que trois mille hommes pour défendre la Province; & il faut ſavoir ce qui ſe ſera paſſé à Ticondérago, qui doit avoir été inveſti par le Général Stark, détaché de l'armée de Gates. Mais revenons à M. Burgoyne. Il met la capitulation entierement ſur le compte d'un Conſeil extraordinaire, composé de tous ſes Généraux & Chefs de corps, qu'il a aſſemblés le 13 Octobre. Il leur donne les plus grands éloges ſur ce qu'ils ont courageuſement refuſé à M. Gates de mettre bas les armes dans leur propre camp. Ce Général ayant conſenti que l'armée en ſortiroit avec ſes armes pour les aller poſer au bord de la riviere, M. Burgoyne en conclud que dans ſon malheur, il a plutôt fait la loi à l'ennemi, qu'il ne l'a reçûe de lui. Quant au projet qu'il avoit de paſſer ſur le corps des Américains pour gagner Albany, il le prend en entier ſur lui-même, ajoutant qu'il ne s'eſt pas cru autoriſé à conſulter à ce ſujet, ayant les *ordres les plus poſitifs* d'hyverner dans cette Ville.

Ce ſont ces ordres-là qui ont été deman-

dés dans le Parlement avec tant d'instance par l'Opposition, & que le Ministre a refusé de communiquer. M. Burgoyne caractérisant ses instructions *d'ordres absolus*, le Parti contraire ne manquera pas de renouveller ses efforts pour les connoître, & de demander mêmes les instructions correspondantes du Chevalier Howe, d'après lesquelles celui-ci a porté le siege de la guerre dans des parties d'où il étoit impossible que ses opérations se concertassent avec celles de M. Burgoyne.

Depuis le commencement du mois d'Août, M. Burgoyne n'avoit pas entendu parler du Chevalier Howe, & il ne lui étoit parvenu qu'une seule lettre du Général Clinton, datée du 10 Septembre, pour l'informer que l'attaque du fort Montgommery se feroit vers le 20. C'est ce Fort qui fut pris le 8 Octobre, & dont la prise n'eût pas beaucoup aidé M. Burgoyne, puisque dans la nouvelle que M. Clinton lui en donnoit le même jour, ce Général lui mandoit en réponse à sa lettre du 28 Septembre, qu'il lui souhaitoit de s'en tirer comme il pourroit.

Ce même jour, 8 Octobre, M. Burgoyne avoit fait une marche rétrograde pour regagner Saratoga, où il ne put être établi que le 10 avec son artillerie. Le 12, il étoit informé, par des déserteurs & des prisonniers, de la prise du fort de Montgommery. La nouvelle qu'il en donna au

Conseil de guerre, ne l'empêcha point de décider qu'il falloit regagner au plutôt le lac George, si on pouvoit seulement dérober une lieue de marche à la connoissance de l'ennemi, ce qui fut reconnu impossible. Cette circonstance est très-aggravante contre les Ministres qui ont donné les instructions. Il est visible que tout ce qu'il a été possible à M. Clinton de faire pour faciliter l'éxécution des ordres *absolus* donnés à M. Burgoyne, ne pouvoit lui être d'aucune utilité, s'il ne lui venoit des secours de l'armée du Chevalier Howe. Mais celui ci, au contraire, auroit attiré à lui, s'il l'avoit pu, ceux que Clinton a hazardé de faire marcher du côté de M. Burgoyne, qui ne pouvoit les attendre que jusqu'au 12 Octobre.

Cependant M. Burgoyne étoit principalement occupé de l'armée de M. le Chevalier Howe; & on voit qu'il se seroit peut-être décidé à reprendre la route du Canada, s'il n'avoit craint qu'une armée aussi forte que celle du Général Gates, ne se portât toute entiere contre le Chevalier Howe.

M. Burgoyne ne pouvoit pas ignorer que toute l'armée du Chevalier Howe avoit quitté New-York pour aller à Philadelphie, par la Baye de Chésapeak, puisqu'il n'a cessé d'avoir des nouvelles de ce Général qu'au commencement d'Août, & qu'il a reçu du Général Clinton une lettre datée du 10 Septem-

bre. Ainsi il savoit très-bien que le Général Howe ne pouvoit pas lui envoyer de secours. Cela ne l'a pas empêché de tenir ferme tant qu'il l'a pu : il a même redoublé d'efforts par cette considération, ainsi qu'il le dit en ces termes : » *dans l'origine, le succès de mon expédition avoit été abandonné au hazard des circonstances ; mais il pouvoit s'en offrir quelqu'une où elle seroit nécessaire à un seul objet, de sorte quelle dût s'y sacrifier en entier. Par exemple, la réunion de l'armée de M. Gates à celle de Washington, dans un moment critique, pouvoit décider du sort de la guerre ; au lieu que si je manquois ma jonction avec Clinton ou ma retraite dans le Canada, il n'en résultoit qu'un mal partiel.*

D'après un exposé si clair de la position où s'est trouvé M. Burgoyne, il sera embarrassant pour le ministere de justifier des ordres qu'un Général a pu prendre sur lui d'interprêter quoiqu'ils fussent absolus, qui l'ont poussé à une fausse application de ses forces, pour avoir regardé son expédition plutôt comme collatérale que comme principale, & d'après lesquels il a compté faire une diversion favorable à celui même qui devoit lui prêter des secours pour que la loi rigoureuse qui lui étoit imposée de percer jusqu'à Albany, produisit quelque effet utile au systême général de la Campagne. Quand il a vu que le Général Howe s'éloignoit de lui, le projet de jonction ne lui a plus paru qu'un

projet ſecondaire ; & comme il étoit plein de l'idée que la perte même de ſon armée pouvoit être utile au Général Howe, il s'eſt ſoumis au riſque de la perdre, tandis qu'il eût pu la ſauver en retournant au Canada, dès le moment où il avoit commencé à reconnoître l'impoſſibilité de la jonction. Il eſt viſible que tout le mal eſt venu des inſtructions,

Il y a dans ſa relation une mauvaiſe note ſur un corps d'Allemands qui compoſoit ſa réſerve à l'affaire du 7 Octobre. Le retranchement qu'elle défendoit, fut emporté par les Américains ; & jamais il ne fut poſſible d'obtenir de ces Allemands de le reprendre. Ce fut dans cette circonſtance que le ſieur *Briemen*, un de leurs Lieutenant-Colonels fut tué. Cette circonſtance jointe à beaucoup d'autres de même nature, donne clairement à connoître que les Allemands ſont las de cette guerre. — Il eſt même certain que ce n'eſt qu'avec répugnance qu'ils quittent leur pays pour aller en Amérique. Un détachement de recrues deſcendant le Weſer il y a quelques ſemaines, ſix hommes tenterent de ſe ſauver en ſe jettant dans la riviere ; mais ils eurent le malheur de ſe noyer : un ſeptieme alloit ſuivre ſes camarades, s'il n'eût été arrêté par ſon Officier qui lui paſſa ſon épée au travers du corps. M. Burgoyne fait beaucoup valoir qu'il s'eſt rendu à des forces infiniment ſupérieures,

& ſa conſolation eſt que toute ſon armée a pu compter celle des Américains ; & qu'il a dans tous les compagnons de ſon infortune autant de témoins que cette armée étoit de ſeize mille hommes. Il eût voulu, je crois que tous les ſeize mille l'eſcortaſſent juſqu'en Angleterre, tant furent vives & preſſantes les repréſentations qu'il fit le 16 Octobre au Général Gates, ſur ce qu'on venoit de lui apprendre que pendant qu'on avoit traité de la capitulation, M. Gates avoit envoyé en détachement un corps conſidérable de ſon armée. Il prétendoit que c'étoit une violation de la ſuſpenſion d'armes : & qu'on s'écartoit des principes ſur leſquelles le traité avoit été entamé ; puiſqu'il paroîtroit s'être rendu à des forces moindres de ſeize mille hommes.

Le Général Gates a répondu à cette puérile chicanne, par une apoſtille remarquable, ſur la capitulation. Il y a fait ſtipuler ſéparément que quoique le nom de M. Burgoyne ne s'y trouvât point, il devoit être entendu que ce Général y étoit compris auſſi pleinement que ſi ſon nom y eût été expreſſément articulé.—

Pour l'honneur de M. Gates, il falloit que le nom du Général Burgoyne fût porté tout au long au nombre des Anglois pleins de vie qui ſe ſont ſoumis à la capitulation. Burgoyne cependant, dans ſa dépêche à Milord Germaine, déclare qu'il ne ſaura s'il doit ſe féliciter de n'avoir point été compté parmi les morts, que quand ſa conduite aura été jugée

par ſon Souverain, par les gens de ſa profeſſion, & par un Public anglois impartial. En attendant, M. Gates a ſurement déja bu plus d'une fois à ſa ſanté. Il eſt auſſi eſſentiel à ſa gloire, que ſon priſonnier arrive bien portant en Angleterre, qu'il l'étoit à celle de M. Burgoyne de faire compter par ſon armée entiere, les ſeize mille hommes auxquels il s'étoit rendu.

Cette dépêche de M. Burgoyne au Miniſtre, eût été, Monſieur, bien plus diſertement diſcuté par les membres de l'oppoſition, ſi le Parlement ſe fût trouvé aſſemblé le jour de la publication de la gazette, comme il devoit l'être, dans l'ordre naturel des choſes. Mais les Miniſtres ont pris les devants, & même avec aſſez peu de ſcrupule. D'abord ils avoient affecté de douter de l'événement; & voyant que cette ruſe manquoit ſon effet, Milord *Suffolk* donna ſa parole d'honneur que les Pairs auroient de lui tous les éclairciſſemens qu'ils déſireroient, auſſitôt que les dépêches qu'il étoit naturel d'attendre très-inceſſamment de M. Burgoyne, ſeroient arrivées. Mais a-t'il pris ſeulement la peine de leur cacher qu'il n'avoit cherché qu'à les tromper? Il n'a pas rougi de ſe déclarer hautement dans la ſéance du 11 décembre, pour l'ajournement qui tiendra le Parlement ſéparé pendant près de ſix ſemaines. Auſſi a-t-il été rudement tanſé, en pleine Chambre des Pairs, par le Duc de Richemont, pour cette

baffe fupercherie, que ce Seigneur a qualifiée hautement de *Jockey ship*, (tour de Jaquet). Je vous avoue que cette mercuriale parlementaire, a feché mon fiel contre ce Miniftre, pour l'indécent & injufte propos qu'il nie aujourd'hui d'avoir tenu fur le Militaire François ; puifqu'à préfent on pourroit dire, dans le langage du Duc de Richemont, que c'étoit un propos de *Jaquet*. Sur ce pied-là, qui eft-ce qui voudroit s'en fâcher, ou même s'en fouvenir ?

Comme vous favez très-bien, Monfieur, que le Miniftère anglois ne fe fait point de fcrupule d'arranger à fa guife les relations & lettres de fes Généraux, qu'il eft obligé de rendre publiques, vous ferez fans doute furpris que celle de M. Burgoyne ait l'air d'avoir paru dans fon intégrité, avec des allégations qui tendent directement à faire condamner les ordres qu'il avoit reçus. Il eft vrai que c'eft une efpèce de phénomène : mais jufqu'ici les Généraux n'avoient pas eu la précaution d'avertir les Miniftres, (comme on affure que l'a fait M. Burgoyne par une lettre féparée) qu'il envoyoit des duplicata de fa relation, à plufieurs de fes amis, & entre autres au Comte de Derby, à Londres, & que ceux-ci ne manqueroient pas d'en reftituer le texte, fur le champ, par la voie des gazettes, fi l'édition miniftérielle n'étoit pas parfaitement conforme à la fienne. M. Burgoyne feroit à blâmer d'avoir manqué de

prendre cette précaution ; car il ne pouvoit point ignorer quelles ſommes immenſes a couté l'expédition dont il étoit chargé, & l'embarras où ſera le Miniſtere pour faire les fonds d'une nouvelle campagne. Il n'étoit point encore parti d'Angleterre, lorſqu'on commençoit à voir que l'emprunt pour l'année 1777, ne feroit point rempli. En effet il s'en eſt manqué d'un demi million, qu'on a été obligé de demander à la Banque. Il a dû juger de l'impoſſibilité où on ſe verroit, ſurtout après une campagne auſſi déſaſtreuſe, autant du côté des freres Howe que du ſien, & pour recruter les troupes étrangeres, & pour en lever parmi la nation, & pour trouver de nouveaux crédits. Enfin il a pû imaginer auſſi, ne fût-ce que d'après ſa triſte expérience, que le Conſeil ne pouſſeroit pas l'obſtination juſqu'à vouloir triompher d'une multitude de difficultés inſurmontables, & que ſa cataſtrophe feroit la clôture de cette malheureuſe guerre : or, il avoit, dans toutes les hypothèſes, le plus grand intérêt à en repouſſer le blâme loin de lui, & à prendre les meſures les plus certaines pour que les vrais coupables ne pûſſent point eſpérer de ſe tirer d'affaire à ſes dépens. On peut dire qu'il a très-bien deviné, puiſque malgré l'air de déſintéreſſement, & même de généroſité, avec lequel Milord Germaine a affecté de le diſculper dans la Chambre des Communes, & de prendre tout

fur fon compte, l'oppofition n'a point pû obtenir que les inftructions du Général fuffent communiquées à la Chambre ; d'où on peut conclure que le Miniftere trouveroit fort bon que les torts fuffent compenfés. Mais fi M. Burgoyne, comme il y a grande apparence, eft revenu dans fa patrie, avant la fin de la feffion, il fera furement lire, même au Parlement, la demande de cette communication fi importante à fa gloire ; & il eft plus naturel d'attendre cette démarche de fa part, que de croire avec Milord Suffolk, qu'il pourra s'être chargé d'ouvertures de paix, de la part des Américains. Après ce qui lui eft arrivé, comment peut-on imaginer qu'il fe rendroit porteur de propofitions qui, fi avantageufes qu'elles pûffent être, dans les circonftances actuelles, feroient pour jamais le défefpoir & la honte de la nation, & lui feroient éternellement reprochés ?

Quant aux dépenfes que cette campagne de Burgoyne a coûtées, elles font effrayantes. Le feul article des bateaux que les Américains lui ont pris ou brulé, eft de cent mille livres fterlings. On fait monter le tout à trois millions ; (environ 70 millions tournois) & le compte n'en paroîtra point exagéré, fi on fonge aux efforts prodigieux qu'il a fallu faire, aux nombreux tranfports des troupes, à une marine montée fur les lacs, aux difficultés de faire arriver fi loin des munitions & des fubfiftances, &c. &c. L'artillere en fonte, qui

eſt reſtée à M. Gates, eſt la plus belle qui ſoit jamais ſortie de la Tour de Londres. Il y a dans le nombre, des piéces de campagne ſi aiſées à tranſporter, que deux hommes peuvent en traîner une avec la plus grande facilité : celles-là, au moins, n'auront pas tardé à arriver à l'armée de Washington.

Dans divers actions que M. Burgoyne a livrées ou ſoutenues, il lui a été tué trois fois plus d'Officiers qu'il n'auroit dû en perdre, vu le nombre des Soldats. Jamais on n'a vu de guerre pouſſée de part & d'autre avec plus d'acharnement. Du côté des Américains, il y avoit quatre Régimens commandés par des Curés de la nouvelle Angleterre : ce ſont ceux, qui ſous la conduite d'Arnold, ont emporté les retranchemens que le bataillon Allemand de Briemen a refuſé de reprendre. Il eſt à croire que les Evêques Anglois ſavoient cette anecdote, lorſque le Duc de Richmond s'eſt vainement épuiſé, le 20 Novembre, pour émouvoir leur pitié en faveur des pauvres Proteſtans Américains, & qu'il leur a ſi courageuſement reproché que l'idée ſeule d'invoquer leur commiſération, excitoit les riſées de toute la Chambre & leur paroiſſoit riſible à eux-mêmes.

Cependant, Monſieur, ces Américains dont le ſang coute ſi peu à l'Angleterre, ont prévenu par les ſoins les plus généreux tous les beſoins de leurs ennemis vaincus,

& qui depuis plus de douze jours ne vivoient que de la chair de leurs chevaux morts ou mourans de besoin. Les malades & les blessés ont été traités avec toute l'humanité & les attentions possibles. M. Burgoyne n'a pas pu s'empêcher de s'en louer avec l'expression de la plus vive reconnoissance dans sa lettre à Mylord Derby. Le Chevalier Francis Clarke, son Aide-de-Camp, mort de ses blessures dans la maison de M. Gates, a fait un legs considérable à une femme de confiance que ce Général avoit placée auprès de lui pour le soigner dans sa maladie. Le Major Acland a éprouvé les mêmes égards, & il circule des lettres dans Londres écrites par cet Officier & par Myladi sa femme, qui donnent les plus grands éloges à l'humanité & à la générosité des Américains. L'un & l'autre étoient pourtant, entre tous les Officiers de l'armée de Burgoyne, ceux qui avoient paru les poursuivre avec la haine la plus implacable. Comment le cri de la réconnoissance, si ce n'est pas le sentiment de ce qu'on se doit à soi même, ne fait-il pas adoucir ici le rigoureux sort que subissent depuis si long-tems les prisonniers dans les cachots d'Angleterre? Ils y périssent de froid, de misere & de faim; & dans une seule prison chaque mois on en voit mourir des centaines. Celle de Forton près de Gosport a été rompue le 2 Décembre au soir par trente-cinq de ces infortunés, donc une brûlante agonie

agonie avoit apparemment redoublé les forces & le désespoir. Ils se sont répandus dans la campagne, sans suivre de route certaine, sans chercher aucun asyle, au milieu du pays le plus peuplé d'Angleterre, comme s'ils eussent été au fond des deserts de l'Afrique.... Mais que fais-je ici? Une relation! Lisez, Monsieur, lisez la lettre. Elle est imprimée dans tous les papiers publics de ce pays-ci, & personne ne s'est avisé de la contester.

Extrait d'une lettre de Brockhurst près de Gosport, le 8 Decembre.

» Je n'ai autre chose de nouveau à vous apprendre, sinon que le 2 de ce mois au soir il s'est fait une chasse dans notre voisinage telle qu'on n'en avoit jamais vu de semblable. Je veux dire une chasse d'Américains. Trente-cinq prisonniers s'étoient sauvés de la prison de Forton à la brune & par une espece de violence. Non-seulement les Soldats, mais même les Fermiers, leurs garçons & leurs chiens, se sont mis sur le champ à leur poursuite: les fugitifs ont évité le grand chemin, & après avoir traversé deux ou trois plaines, ils ont été pris comme des lievres dans un taillis. On les a cernés de si près, que vingt & un d'entre eux ont été repris & ramenés à Forton. *La chasse dans le bois étoit fort curieuse à voir.* Plusieurs d'entre eux ont monté dans les arbres & n'en sont descendus qu'après qu'on a eu fait feu

ſur eux. Les chiens en ont arrêté pluſieurs. Vous ſaurez qu'il y a dans ces environs des chiens dreſſés à cette chaſſe, parce que ceux qui ſaiſiſſent des Américains priſonniers ont 5 liv. pour chaque homme. Quoique je n'aime point ces Américains & que je ſois outré de les voir battre, comme ils le font, les anciens Anglois ; je trouve néanmoins qu'il y a de la cruauté à les chaſſer avec des chiens. J'apprens que pluſieurs d'entre les Fermiers ſe plaignent de ce qu'on ne leur a pas donné leur part de l'argent pour les priſes, & qu'ils ſont déterminés à ne plus ſortir de chez eux pour pareille expédition, quoiqu'on ait compté 105 liv. à ceux qui ont arrêté 21 de ces priſonniers, tout déguenillés ; trois d'entre eux ſont griévement bleſſés & on les a tous jettés dans un cachot ».

Je ne pourrois jamais vous décrire, Monſieur, l'état de mon ame, après la lecture de cette étrange lettre, où la pitié & la férocité ſont confondus dans un mêlange ſi bizarre. Il faut eſpérer pour l'honneur de notre ſiecle que l'opprobre en ſera effacé par la ſouſcription charitable que Mylord Shelburne a entrepris d'établir pour le ſoulagement de tous les malheureux priſonniers tant Américains qu'Etrangers. — Je ſuis fâché d'apprendre que ce ne ſera point le Général Vaughan qui le premier, aura lieu, après M. Burgoyne, de reconnoître que les Américains ont des ſentimens & un ſyſtême

tout opposé à ceux de ses barbares maîtres. J'ai vu des lettres particulieres qui assurent que cet incendiaire s'est retiré avec précipitation à New-York, aussi-tôt qu'il a sû l'aventure de M. Burgoyne, & sans doute aussi la résolution que M. Gates avoit manifestée de marcher droit à lui pour le châtier comme il le méritoit

Puisque je suis revenu à M. Gates, vous serez peut-être bien aise de savoir qui est ce brave Homme, dont le nom honorera les fastes de l'Amérique & sur-tout ceux de l'humanité. Il avoit servi en qualité d'Aide-de-Camp auprès du Général Monckton en Amérique, dans la derniere guerre. A la paix, il s'est marié & fixé à New-York. Il est né en Angleterre dans le Comté de Derby, de parens aisés & honnêtes, qui l'ont fait élever pour les armes.

M. Burgoyne, dont la lettre au Ministre est datée d'Albany le 20 Octobre, étoit le 27 à Northampton, qui n'est éloigné que de 115 milles (environ 40 lieues), de Boston. On l'attendoit, le 20 Novembre, à Cambridge, ville voisine, où le Conseil de Massachusets a ordonné que seroient cantonnées ses troupes, en séparant les Allemands des Anglois, & interdisant aux uns & aux autres toute communication avec les Bostoniens. Vous savez qu'il est arrêté dans le Conseil que M. Burgoyne sera remplacé par le Lord Amherst, & que ce nouveau

Commandant, qui a déja fait la guerre en Amérique, partira incessament pour Quebec avec le Général Haldimand. Celui-ci ne tardera pas à revenir de son voyage en Suisse, où il a tenté inutilement, suivant ce qui a été dit dans le Parlement par plusieurs Membres de l'Opposition, d'obtenir des treize cantons, des secours qu'on n'espere plus de trouver chez les Princes d'Allemagne, & qui se feroient trop long-tems attendre de Russie, en supposant qu'il fût possible à cette Puissance, dans sa position actuelle, d'en prêter à son alliée. Voici en gros ce qui se débite sur l'armée angloise de Philadelphie, d'après diverses lettres arrivées le 15 de ce mois, par des bâtimens de renvoi. On reprochoit à M. le Chevalier Howe, dans son armée même, d'avoir fait marcher les Hessois à l'attaque du Fort de *Mud-Island*, (l'Isle du margouillis) sans s'être informé de la force des ouvrages intérieurs, contre lesquels ont échoué les efforts du Colonel Donop, qui est resté mourant sur la place, avec six cent de ses compatriotes.

L'armée étoit consternée de la catastrophe du Général Burgoyne, & elle murmuroit hautement contre M. le Chevalier Howe, comme étant l'auteur de ce désastre, pour n'avoir point envoyé des forces suffisantes à sa rencontre. On fait remonter la cause de tout le mal, à un principe de jalousie, dont on n'a eu que trop souvent de funestes

exemples, & ſeulement dans ce ſiècle, entre le Comte de Peterborough & Milord Galway en Eſpagne, ainſi qu'entre Marlborough & les Généraux Hollandois en Flandres, dans les guerres de la Reine Anne.

On montre ici une lettre écrite par un Officier d'un vaiſſeau de la flotte du Lord Howe, & datée du 29 Octobre, quatre jours après les dernieres dépêches du Général. Cet Officier déſeſpere que les vaiſſeaux puiſſent s'approcher de l'armée, dont ils ſont encore à ſept lieues, ſi on ne vient point à bout de prendre l'Iſle de *Mud*, parce que ce Fort commande abſolument le paſſage de la riviere, & que ſes batteries peuvent couler bas tous les bâtimens qui tenteroient de la remonter. On avoit commencé à ſentir des froids très-vifs le 25 Octobre, & dont paroiſſoient beaucoup ſouffrir les Soldats Anglois employés aux travaux des lignes, à un quart de lieue des poſtes avancés des Américains. La flotte ne communiquoit encore avec la Ville que par des bateaux plats & non ſans de grands dangers, parce qu'on étoit obligé de ranger de très-près les vaiſſeaux Américains. La ſaiſon des glaces qui approchoit, & le danger où ſeroit la flotte d'être priſe dans la riviere Delavare, faiſoient croire généralement que ſi on échouoit dans une nouvelle tentative ſur l'Iſle de *Mud*, l'armée ſeroit obligée d'évacuer Philadelphie & de

faire les sept lieues de marche pour venir se rembarquer & aller passer l'Hyver à la Nouvelle-York. Les troupes étoient prodigieusement fatiguées & diminuées. Le lendemain de l'affaire de *German-Town* il étoit entré dans Philadelphie six cents chariots remplis de Soldats blessés. Le quatrieme régiment avoit si prodigieusement souffert dans les deux actions du 11 Septembre & du 4 Octobre, que le 24 de ce dernier mois, il se trouvoit n'avoir plus que 113 hommes en état de servir.

Il est vraisemblable que les premieres nouvelles qui arriveront des Freres Howe, seront apportées par le Lord Petersham, qui est chargé du *duplicata* de la dépêche de M. Burgoyne, & que ce Général a expédié par la route de Philadelphie avec les passeports de M. Gates. Le Capitaine Craig est venu bien plus promptement par Quebec, quoique la route soit beaucoup plus longue. Les mauvais plaisans prétendent que les Freres Howe auront attendu le plus qu'il leur aura été possible pour donner d'agréable étrennes à Milord Germaine. Je sais quelqu'un qui n'en seroit pas moins satisfait, si elles étoient en effet plus réjouissantes que les dernieres, & qu'elles pûssent arriver avant le renouvellement de l'année. C'est le Poëte *Laureat* de la Cour, le *Scalde*, le *Troubadour* Ministériel, payé pour faire sur le Parnasse, en l'honneur des Ministres, les vaines fan-

faronades du champion au couronnement. Il avoit composé, depuis quelques semaines, l'*Ode* d'étiquette qu'il doit faire chanter au lever du Roi le premier jour de l'année; & pour celle ci sa lyre avoit été montée au ton le plus élevé, quoiqu'il ne le fût point encore trop au gré de ses Mécènes. Mais il a été obligé d'y faire de si grands changemens, d'ôter tant de Césars, tant de lauriers, tant de triomphes, que son Ode n'a plus l'air que d'un Élégie, & qu'on ne sait plus par quelle espece de musique en faire accompagner le chant lugubre. Il sera réellement à plaindre si on ne reçoit pas au plutôt la nouvelle de quelque succès de la premiere importance, pour qu'il puisse rassembler les débris épars de l'édifice de sa joie. C'est ce que feront, de leur côté, les Habitans de Taunton, Ville du Comté de Somerset, qui apprenant le désastre de l'armée de Burgoyne, ont remporté, chacun chez eux, les fagots qu'ils avoient amassés sur la place publique pour célébrer la prise de Philadelphie, dont ils avoient reçu le matin l'agréable nouvelle.

Quoique ce *Poscriptnm* soit déja très-long, je ne le terminerai point sans vous dire un mot du Congrès; vous avez vu avec quelle irrévérence Mylord Suffolk s'est permis d'en parler dans la derniere séance de la Chambre des Pairs. Il l'a qualifié d'assemblée errante & en désordre, qui s'étoit enfuie ou ne savoit

où, & qui probablement n'existoit plus. C'est avec la même légéreté qu'il a traité les Lords du parti contraire, en leur déclarant que le Roi n'avoit nul besoin de leurs avis, & ne les prendroit point, quoiqu'il n'y ait rien de plus opposé à la constitution qu'un tel langage. Mais puisqu'il s'agit ici du Congrès, cette respectable assemblée lui a prouvé son existence par un arrêté du 14 Octobre daté (a) d'*York Town*, pays où n'atteindront jamais les armes Britanniques. Je vous le transcrirai tout au long, c'est un morceau curieux.

En Congrès le 14 Octobre 1777.

» D'autant que la nation Britannique a reçu dans ses Ports, & déclaré de bonne prise, plusieurs bâtimens & leurs cargaisons, appartenans aux Etats-Unis, que les Maîtres & Equipages, infideles à la confiance mise en eux, ont menés par trahison dans les Ports Anglois »,

» A ces causes, arrêté, que tous vaisseaux ou cargaisons appartenans à des Sujets Britanniques, non habitans des Isles Bermudes ou Lucayes, qui seront amenés dans les Ports des Etats Unis, par les Maîtres ou Equipages, seront jugés de bonne prise & partagés entre les capteurs, suivant les mêmes

(a) Au Nord de la Pensylvanie.

proportions, que s'ils avoient été pris par des vaiſſeaux de guerre du Continent ».

Extraits des minutes.

Signé Charles THOMPSON, *Secrétaire.*

Ce même Congrès a élevé au grade de Major-Général M. Conway, & à celui de Brigadier-Général le Chevalier de Borré, l'un & l'autre Officiers étrangers & décorés. Il a donné auſſi les plus grands éloges à la valeur, à l'activité & au talent du Général Arnold, dont heureuſement la bleſſure n'étoit point mortelle, & qui, ſuivant quelques avis particuliers, pourroit bien s'être chargé de faire une nouvelle tentative ſur le Canada, dans l'abandon où il eſt reſté & avant qu'il ſoit poſſible à l'Angleterre d'y faire parvenir des renforts.

JE viens de lire un récit du dîner que le Général Gates a donné au Général Burgoyne après la capitulation ſignée. Tout s'y eſt très-bien paſſé. Les Officiers Anglois ont paru ſeulement ſurpris de la frugalité du repas, d'autant plus remarquable que les proviſions abondoient dans l'armée Américaine. La table conſiſtant en deux planches, fut dreſſée ſur des tonneaux : point de nappe : point de buffet. Tout le ſervice s'eſt borné à quatre plats, ſavoir un jambon, une oye, du bœuf & du mouton bouilli. Pour boiſſon, du rum de la nouvelle Angleterre, mêlé

avec de l'eau & sans sucre, le pot alloit à la ronde: il n'y avoit de gobelets que pour les deux Généraux. Avec une telle sobriété où n'iroit-on pas, & que ne feroit-on pas? Cela devoit en effet paroître bien étrange au Général Anglois & à son armée, qui avoient fait une partie de la campagne au milieu d'un luxe asiatique, & avec laquelle marchoient un immense bagage & quantité de femmes & d'enfans.

Après le dîner, lorsque l'on servit *le* vin M. Gates pria le Général Burgoyne, de porter la santé qu'il jugeroit à propos. Celui-ci hésita quelque temps, se trouvant fort embarrassé. Enfin s'étant levé, il porta d'une voix entrecoupée & foible, la santé du Général Washington. M. Gates y répondit en portant d'une voix haute & assurée la santé de *George III.*

Parmi les troupes, on se félicitoit de part & d'autre de la cessation d'armes, avec la plus grande cordialité. Les Anglois exprimoient le déplaisir qu'ils avoient ressenti en combattant les Américains, disant qu'ils eussent voulu avoir *tout autre* ennemi à combattre. Les Américains répondoient à ce compliment, que leurs plus vrais ennemis étoient les Ministres & les Ecossois leurs créatures. Ils étoient bien vêtus, ils avoient de bons havresacs, & des armes en bon état. Ils firent divers manœuvres qui furent admirées des Officiers Anglois, sur-tout pour

l'ordre & le ſilence. Ceux-ci donnerent de grands éloges aux Généraux Whipple & Glover. — J'oublíois une choſe intéreſſante. M. Gates ne put pas s'empêcher de parler de l'affreux dégât que les troupes Angloiſes avoient fait dans leur marche rétrogade à *Saratoga* & ſans aucune utilité, puiſque c'étoit un pays qu'ils quittoient. Il ajouta que ſurement ce n'étoit point M. Burgoyne qui en avoit donné l'ordre. » C'eſt moi qui l'ai ordonné, répondit le Général Anglois, mais c'eſt que mes inſtructions y étoient préciſes ».

Les papiers publics vous apprendront encore divers autres détails de ce genre. Je m'en rappelle un qu'il ſeroit fâcheux qu'on oubliât. C'eſt que le Général Fraſer fut tué à plus de cent pas en avant du corps d'*Allemands* qu'il commandoit, & dont il n'avoit jamais pu ſe faire ſuivre.

Le bruit ſe répandoit hier que le fort de l'Iſle *Mud* avoit été pris par les troupes du Roi le 5 Novembre; mais il n'y en a aucun avis autentique, & il n'a point produit d'effet ſenſible à la bourſe.

FIN.

*Lettre d'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 6 Janvier 1778.

D'APRES les diſpoſitions, Monſieur, où les derniers débats parlementaires vous ont fait voir les eſprits des deux partis, vous avez dû juger des efforts que chacun feroit pour tirer le plus grand avantage de la ſuſpenſion d'armes. Tandis qu'ils ſont occupés de part & d'autre de leurs préparatifs d'attaque & de défenſe, je me ſuis attaché à deviner ſur quel point particulier de la grande affaire actuelle ſe réuniroient les principales diſcuſſions. Or, je crois que la premiere motion que l'on doive attendre de Milord North, aura pour objet un plan de réconciliation avec l'Amérique, & que le *Statu quo* de 1763 pourra être propoſé pour la baſe de l'arrangement. Plein de cette perſuaſion & du déſir de vous rendre pleinement ſenſible tout ce qui peut être dit ſur cette matiere, je me ſuis hâté de mettre ſous vos yeux un écrit dans lequel vous la trouverez parfaitement & clairement détaillée, & de la maniere la plus favorable pour que vous puiſſiez vous en pénétrer. C'eſt l'interrogatoire que M. le Docteur Benjamin Franklin eut à ſubir;

dans la session de 1765-6, devant la Chambre des Communes, lorsqu'il fut question de révoquer l'acte du Timbre & d'y substituer l'acte déclaratoire à l'appui duquel fut mis ensuite ce malheureux impôt sur le thé porté d'Angleterre en Amérique, premiere cause de tout le mal.

En lisant cette piéce, vous vous transporterez le plus près qu'il soit possible du moment auquel les discussions parlementaires vont remonter; & vous jugerez avec bien plus de sûreté le mérite de la cause & celui des Combattans.

Lorsque le Comité de la Chambre des Communes prit en considération le Bill pour révoquer l'acte du timbre, le Docteur Benjamin Franklin fut interrogé à la Barre de la Chambre sur les affaires de l'Amerique:

Voici une copie de cet interrogat:

Demande. Quel est votre nom, & de quel lieu êtes vous?

Réponse. Franklin: (*a*) de Philadelphie.

D. Les Américains payent-ils des taxes considérables entr'eux?

R. Beaucoup assurément, & de très-fortes.

D. Quelles sont actuellement, en Pensylvanie, les taxes mises par les loix de la Colonie?

R. Il y a des taxes sur tous les biens, meubles & immeubles, une capitation, une taxe sur tous les offices, professions & mé-

(*a*) Philadelphie est le lieu du domicile du Docteur Franklin; il est né à Boston le 17 Janvier 1706.

tiers, selon qu'ils sont plus ou moins lucratifs : il y a une accise sur toutes les sortes de vins, sur le rum & les autres liqueurs : un droit de dix livres par tête sur tous les Negres qu'on fait venir ; & encore divers autres droits.

D. Quel est l'objet de ces taxes ?

R. C'est de soutenir les établissemens civils & militaires du pays, & d'acquitter les dettes onéreuses contractées dans la derniere guerre.

D. Combien de tems dureront ces taxes ?

R. Celles dont l'objet est de liquider la Colonie, subsisteront jusqu'en 1772, & plus long-tems, si, à cette époque les dettes n'étoient pas acquittées entierement. Les autres sont perpétuelles.

D. Ne se flattoit-on point que les dettes pourroient être acquittées plutôt ?

R. On l'espéroit lorsque la paix fut faite avec la France & l'Espagne. — Mais la guerre qui éclata bientôt après contre les Sauvages, fit accroître les dettes ; & en conséquence une nouvelle loi fut passée pour prolonger la durée des taxes.

D. Est-ce que tous les Habitans ne sont pas en état de payer ces taxes ?

R. Non. Les derrieres des Colonies, dans toute l'étendue de l'Amérique Septentrionale, ayant été souvent désolés par les incursions des Sauvages, ne peuvent payer que des taxes très-modiques. En considération de leur détresse, nos dernieres loix de taxation ont

ménagé ces Comtés, en exemptant de ces taxes ceux qui avoient souffert le plus de dommages ; j'imagine que les autres Provinces ont fait de même.

D. N'êtes-vous pas intéressé dans la régie du Bureau des postes en Amérique?

R. Oui. Je suis second Maître général des postes de l'Amérique Septentrionale.

D. Ne pensez vous pas qu'il est possible d'envoyer par la poste le papier timbré à tous les habitans, si d'ailleurs il n'y avoit pas d'opposition ?

R. La poste ne va que le long des côtes : elle ne pénetre dans le pays que dans certaines occasions ; & supposé qu'elle y entrât, les frais de port du papier timbré par la poste, se monteroient souvent plus haut que ceux du timbre même.

D. Savez-vous en quel état est l'Isle de Terreneuve ?

R. Je n'y ai jamais été.

D. Savez-vous s'il y a des routes de poste dans cette Isle ?

R. J'ai oui dire qu'il n'y avoit aucunes routes, & qu'une habitation ne pouvoit communiquer avec l'autre que par la mer.

D. Pourriez-vous, par la poste, envoyer dans le Canada, le papier timbré ?

R. Il n'y a qu'une maison de poste entre Montréal & Quebec. Les habitans de ce vaste pays, sont si épars & si éloignés les uns des autres, qu'il n'est pas possible d'y

établir une poste. Il n'est point possible non plus d'y distribuer par cette voie le papier timbré. Les habitations des Colonies Angloises, sur les derrieres, sont aussi très-médiocrement peuplées.

D. L'acte du timbre seroit donc très-à charge aux habitans, s'il étoit mis à exécution?

R. Certainement, parce que plusieurs habitans ne pourroient, au besoin, avoir du papier timbré, sans être obligés de faire un long voyage, & de dépenser peut-être trois ou quatre livres sterling pour procurer six deniers sterling à la Couronne.

D. Dans leur position actuelle, les Colonies ne sont-elles pas en état de payer le droit du timbre?

R. Je crois qu'il n'y a pas assez d'or & d'argent dans les Colonies pour payer le droit du timbre pendant une année seulement.

D. Ignorez-vous que les sommes qui seroient levées par le droit du timbre, sont destinées à être employées en leur totalité dans l'Amérique?

R. Je sais qu'elles sont destinées par l'acte au service de l'Amérique; mais elles seroient dépensées dans les Colonies conquises où sont les soldats, & non pas dans les Colonies sur lesquelles elles auroient été levées.

D. La balance que payent pour leur commerce les Colonies où les troupes sont employées, ne feroit-elle pas retourner ces sommes aux anciennes Colonies?

R. Je ne le crois pas. Je penſe qu'il en retourneroit fort peu ; je ne ſache aucun commerce qui les faſſe remonter à leur ſource. Je crois que des Colonies où cet argent auroit été employé, il iroit directement en Angleterre ; car j'ai toujours obſervé que plus une Colonie a de moyens de faire des remiſes à l'Angleterre, plus elle fait venir de ſes marchandiſes & plus ſon commerce avec l'Angleterre fleurit.

D. A combien portez-vous le nombre des Blancs dans la Penſylvanie ?

R. Je crois qu'il peut y en avoir 160,000.

D. Combien de Quakres ?

R. Environ un tiers.

D. D'Allemands ?

R. Un autre tiers. Mais je ne puis point en parler avec certitude.

D. Parmi les Allemands, y en a-t-il qui ayent porté les armes en Europe ?

R. Oui. La plupart ont ſervi en Europe & en Amérique.

D. Sont-ils auſſi mécontens de l'acte du Timbre que les Anglois ?

R. Tout autant, & même davantage. Il y a une bonne raiſon pour cela : c'eſt que leur papier timbré couteroit, en pluſieurs occaſions, le double.

D. Combien croyez-vous qu'il y ait de Blancs dans l'Amérique Septentrionale ?

R. Environ 300,000, depuis ſeize ans juſqu'à ſoixante.

D. A quoi peut ſe monter annuellement le produit des marchandiſes tranſportées de la Grande-Bretagne en Penſylvanie ?

R. J'ai entendu dire à nos Négocians qu'il ſe montoit à plus de 500,000 liv. ſterl.

D. Et l'exportation des productions de votre Province dans la Grande-Bretagne ?

R. Elle ne peut pas être conſidérable, parce qu'il y a peu de nos productions dont la Grande Bretagne ait beſoin. Je ne crois pas que cela paſſe 40,000 liv. ſterling.

D. Comment payez-vous donc la balance qui eſt contre vous ?

R. Elle ſe paye par les productions que nous envoyons dans les Indes Occidentales, & qui ſont vendues ſoit dans nos propres Iſles, ſoit aux François, aux Eſpagnols, aux Danois & aux Hollandois : par nos envois dans les autres Colonies de l'Amérique Septentrionale, comme la Nouvelle Angleterre, la Nouvelle Ecoſſe, l'Iſle de Terre-neuve, la Caroline & la Géorgie ; enfin par nos exportations pour différentes parties de l'Europe, comme l'Eſpagne, le Portugal & l'Italie. On nous donne dans tous ces endroits ſoit de l'argent, ſoit des lettres de change ou des marchandiſes, qui nous mettent en état de faire des remiſes à la Grande-Bretagne ; tout cela joint aux profits que font nos Marchands & nos Matelots dans ces campagnes, & au fret de leurs vaiſſeaux, aide à payer notre balance à la Grande-Bretagne,

ainſi que les marchandiſes Angloiſes dont on ſe ſert continuellement dans nos Provinces, ou qui ſont vendues aux Etrangers par nos Négocians.

D. A-t-il été mis depuis peu des entraves au commerce Anglois avec les Eſpagnols?

R. Oui, j'ai eu connoiſſance de quelques reglemens qui lui ont prodigieuſement nui; & j'ai ſû que les vaiſſeaux de guerre Anglois ainſi que les chaloupes qui croiſent le long des côtes en Amérique, le gênoient infiniment.

D. Vous paroît-il juſte que l'Amérique ſoit ſous la protection de l'Angleterre & qu'elle n'entre dans aucun des frais d'adminiſtration?

R. L'Amérique n'a point été protégée par l'Angleterre. Les Colonies ont levé, habillé & payé près de 25,000 hommes dans la derniere guerre, & elles ont dépenſé pluſieurs millions.

D. N'avez-vous pas été rembourſé par le Parlement?

R. Nous ne fûmes rembourſés que des ſommes, que, ſuivant vous-mêmes, nous avions fournies au-de-là de notre contingent ou au-delà de ce qu'on pouvoit raiſonnablement attendre de nous; & ce n'étoit qu'une très-petite partie de celles que nous avions dépenſées. La Penſylvanie en particulier avoit contribué pour environ 500,000 liv. ſterl.; & les rembourſemens ne paſſerent pas 60,000 liv. ſterl.

D. Vous payez, dites vous, des taxes onéreuses dans la Pensylvanie. A quoi se montent-elles par livre ?

R. La taxe sur tous les biens meubles & immeubles, est de dix-huit deniers sterl. par livre ; & la taxe sur le profit des métiers & professions, ainsi que les autres taxes, peuvent, je crois, s'évaluer à trente deniers sterling par livre.

D. Savez-vous quel est approchant le pied du change en Pensylvanie, & s'il a baissé depuis peu ?

R. Il est communément de 170 à 175 J'ai oui-dire qu'il a baissé depuis peu de 175 à 162 & demi. Cela est venu, je crois, de ce que l'on a fait venir moins de marchandises. Lorsque la Province aura acquitté ses dettes envers l'Angleterre, je crois que le change pourra être au (*a*) pair.

D. Croyez-vous que le peuple de l'Amérique se soumettroit au droit du Timbre si on le diminuoit ?

R. Il ne s'y soumettra jamais, à moins qu'il n'y soit forcé par les armes.

D. Les taxes en Pensylvanie ne sont-elles pas réparties inégalement, dans la vue d'écra-

(*a*) Il fut fait une loi en 1750 qui fixa le pair du change entre Boston & l'Angleterre à 133 l. $\frac{1}{3}$ monnoye du pays, pour 100 livres sterling. Mais il varie suivant les Colonies : celui de la Pensylvanie étoit en 1765 de 160 $\frac{3}{7}$. Cette différence provient de celle de la balance du commerce de chacune.

ser le commerce Anglois, particulierement la taxe sur les professions & l'industrie ?

R. Elle n'est pas, en proportion, plus onéreuse que la taxe sur les terres. Elle est reglée sur le profit.

D. Comment l'Assemblée est-elle composée ? Quels sortes de gens sont les Députés, sont-ce des Cultivateurs ou des Négocians ?

R. Elle est composée de Cultivateurs, de Marchands & d'Artisans.

D. Les Cultivateurs ne forment-ils pas la majorité ?

R. Je le crois.

D. Ne détournent-ils pas la taxe, autant qu'il leur est possible, de dessus les terres, pour diminuer leurs charges & augmenter celles du commerce ?

R. Je ne l'ai jamais remarqué. Jamais rien de semblable n'est venu à ma connoissance; & en effet, quel pourroît être l'objet d'un pareil calcul ? Le Marchand ou Négociant sait très-bien compter. Met-on des charges inégales sur son commerce, il hausse le prix de ses marchandises; & les Consommateurs, qui pour la plupart sont des Cultivateurs, finissent par en payer la plus grande partie, si même ils ne les payent pas en entier.

D. Quelles étoient les dispositions de l'Amérique à l'égard de la Grande-Bretagne, avant l'année 1763 ?

R. Les meilleures du monde. Nos peuples se soumettoient volontairement à l'administration, & obéissoient dans toutes leurs Cours

de juſtice aux actes du Parlement. Quelque nombreuſe que ſoit la population dans les anciennes Provinces, elles ne coutent rien en forts, citadelles, garniſons ou armées pour les contenir. La ſeule dépenſe qu'elles occaſionnâſſent à l'Angleterre, étoit un peu d'encre & de papier & quelques plumes : vous les meniez avec un fil. Elles avoient non ſeulement du reſpect, mais de l'attachement pour la Grande Bretagne, pour ſes loix, ſes coutumes & uſages, & une folle paſſion pour vos modes, dont votre commerce tiroit un grand avantage : les naturels de la Grande-Bretagne étoient toujours traités avec des égards particuliers chez nous ; le caractère de citoyen de l'ancienne Angleterre étoit un porte reſpect, & donnoit en quelque ſorte un rang diſtingué parmi nous.

D. Et quelles ſont les diſpoſitions actuelles des Américains ?

R. Oh ! elles ſont bien changées.

D. Aviez-vous auparavant entendu mettre en doute le pouvoir du Parlement de faire des loix pour l'Amérique?

R. On reconnoiſſoit ce pouvoir du Parlement relativement à toutes ſortes de loix, excepté celles qui tendoient à mettre des taxes intérieures. Jamais il n'avoit été diſputé à l'Angleterre qu'elle eût le droit de mettre des impôts pour regler le commerce.

D. Comment peut-on juger des progrès de la population en Amérique?

R. Je crois que le nombre des Habitans de toutes les Provinces, prises ensemble, se double dans l'espace de vingt-cinq ans. Mais le débit que trouve chez eux les marchandises Angloises augmente bien plus rapidement; la consommation qui s'en fait n'étant pas en raison seulement de leur nombre, mais s'accroissant en proportion des facultés pour les payer. En 1723 tout le produit des importations de la Grande-Bretagne en Pensylvanie fut d'environ 15,000 liv. sterl.: il est maintenant de près d'un demi-million.

D. De quel œil les peuples de l'Amérique avoient ils coutume de regarder le Parlement de la Grande-Bretagne?

R. Ils regardoient le Parlement comme le rempart & la sûreté de leurs libertés & de leurs privileges. Ils parloient toujours de lui avec le plus profond respect & la plus grande vénération. Ils pensoient que des Ministres, guidés par des principes arbitraires, pouvoient bien, de tems à autres, concevoir le projet téméraire de les opprimer, mais ils se croioient assurés qu'en s'adressant au Parlement, il ne manqueroit jamais de venir à leur secours. Ils se rappelloient, avec reconnoissance, qu'on avoit présenté un Bill au Parlement avec une clause, par laquelle les ordres du Roi devoient avoir force de loi dans les Colonies; & que la Chambre des Communes refusant d'y acquiescer, ce Bill avoit été rejetté.

D. N'ont-ils pas toujours le même respect pour le Parlement ?

R. Non; il s'en faut bien.

D. A quoi doit-on attribuer cela ?

R. Au concours de différentes causes; aux entraves mises récemment à leur commerce, par lesquelles on a empêché l'or & l'argent étranger d'entrer dans les Colonies : à la défense de se payer entr'eux en papier monoye : ensuite à la taxe nouvelle & onéreuse des papiers timbrés : à l'abolition des Jugemens par Jurés ; & enfin au refus d'admettre & d'entendre leurs humbles pétitions.

D. Croyez-vous qu'ils se soumissent à l'acte du timbre, s'il étoit modifié, si on en retranchoit ce qui les blesse, & que le droit fût réduit à quelques points de peu d'importance ?

R. Non; ils ne s'y soumettront jamais.

D. Comment se fait-il que la population est plus rapide en Amérique qu'en Angleterre ?

R. Parce qu'on s'y marie plus jeune, & plus généralement.

D. Pourquoi cela ?

R. C'est que les jeunes-gens qui ont de l'industrie peuvent facilement obtenir des terres en propre; & que par-là ils sont en état d'élever une famille.

D. Les gens du commun, ne vivent-ils pas plus à leur aise en Amérique qu'en Angleterre ?

R. Cela doit être s'ils sont sobres & laborieux, parce qu'ils sont mieux payés de leurs peines.

D. Quel feroit votre avis relativement à une autre taxe appuyée sur les même principes que l'acte du timbre? Comment les Américains l'accueilleroient-ils?

R. Tout comme celle-ci. Ils ne la payeroient pas.

D. N'avez-vous rien oui dire des résolutions de cette Chambre & de la Chambre des Seigneurs, pour confirmer le droit du Parlement par rapport à l'Amérique, en y renfermant le pouvoir de taxer le Peuple?

R. J'ai entendu parler de ces résolutions.

D. Comment prendront-elles auprès des Américains?

R. Ils les regarderont comme injustes & opposées à la constitution.

D. Imaginoit-on en Amérique, avant 1763, que le Parlement n'eût pas le droit d'y mettre des taxes & des impôts?

R. Je n'ai jamais entendu contester le droit de mettre des taxes pour régler le commerce; mais on n'a jamais supposé non plus que le Parlement eût celui de mettre des taxes intérieures, puisque nous n'avons point de représentans au Parlement.

D. Qu'est-ce qui vous fonde à croire que les Habitans de l'Amérique ont fait une telle distinction?

R. Je fais que toutes les fois qu'il en a été question dans les sociétés, il m'a semblé que

l'opinion de chacun étoit que nous ne pouvions pas être taxés dans un Parlement ou nous n'avions point de repréſentans. On n'a jamais conteſté le payement des droits mis par un acte du Parlement comme réglemens de commerce.

D. Pouvez vous citer quelque acte d'aſſemblée ou quelque acte public d'une des Provinces qui ait fait une ſemblable diſtinction ?

R. Je n'en puis citer aucun, je crois qu'il n'a jamais été néceſſaire de faire un tel acte juſqu'à ce moment ci où vous avez entrepris de nous taxer. Depuis que nous le ſavons, nos aſſemblées ont pris des arrêtés par leſquels elles déclarent cette diſtinction, ſur laquelle je crois que chaque aſſemblée du Continent Américain, & chaque Membre de ces aſſemblées n'ont qu'un ſentiment & qu'une voix.

D. Qu'eſt-ce qui pouvoit donc faire naître des entretiens à ce ſujet avant ce tems ?

R. Il fut fait en 1754 une propoſition (je crois que c'eſt là l'origine) que dans le cas où la guerre dont on ſe voyoit menacé viendroit à éclater, les Gouverneurs des Colonies s'aſſembleroient pour ordonner de lever des troupes, de bâtir des forts, & de prendre toutes les autres meſures néceſſaires pour une défenſe générale, & qu'ils tireroient ſur le tréſor d'Angleterre pour les ſommes employées, qui devoient enſuite être levées

ſur les Colonies au moyen d'une taxe générale, qui leur ſeroit impoſée par acte du Parlement. On en raiſonna beaucoup, & c'étoit l'opinion de tout le monde que le Parlement ne pourroit impoſer ni n'impoſeroit aucune taxe, tant que nous n'aurions pas de réprésentans, parce que cela n'étoit ni juſte, ni conforme à la nature de la conſtitution Angloiſe.

D. Ignorez-vous qu'il fut autrefois queſtion dans la Nouvelle-York de s'adreſſer au Parlement, pour taxer cette Colonie, ſur ce que l'aſſemblée avoit refuſé ou négligé de lever les ſommes néceſſaires pour le ſoutien du Gouvernement Civil?

R. Je n'en ai jamais oui parler.

D. Il fut queſtion dans la Nouvelle-York d'uſer de ce moyen; or, croyez-vous qu'on s'imaginât que le droit du Parlement fût borné à une ſeule Province, & au cas ſeulement d'un déficit de fonds provenant du refus fait par l'aſſemblée de lever les ſubſides néceſſaires?

R. On ne pouvoit pas ſuppoſer un cas ſemblable: une aſſemblée n'auroit jamais refuſé de lever les ſommes néceſſaires pour le ſoutien de ſa propre adminiſtration. Le ſens commun lui auroit manqué. Je crois qu'il n'eſt jamais arrivé rien de ſemblable à la Nouvelle-York. Je vois là dedans ou un faux expoſé, ou un mal-entendu. Je ſais qu'on a eſſayé, par des inſtructions miniſtérielles

térielles émanées d'Angleterre, d'obliger les aſſemblées à fixer un traitement permanent pour les Gouverneurs, & qu'elles ont prudemment refuſé d'y conſentir, J'ai peine à croire qu'aucune aſſemblée de la Nouvelle-York, ou de toute autre Colonie ait jamais manqué de ſoutenir convenablement l'adminiſtration en accordant de tems à autres des apointemens aux Officiers publics.

D. Mais ſi un Gouverneur, ayant des ordres à cet effet exigeoit d'une aſſemblée de lever les ſubſides néceſſaires, & que l'aſſemblée refuſât d'y acquieſcer, ne croyez-vous pas qu'alors il ſeroit avantageux aux Habitans de la Colonie autant que néceſſaire aux intérêts du Gouvernement, que le Parlement les taxât ?

R. Je ne crois pas que cela fût néceſſaire: s'il pouvoit y avoir une aſſemblée aſſez extravagante pour refuſer de lever les ſommes requiſes pour le maintien de ſon adminiſtration, elle ne reſteroit pas long tems dans une telle poſition ; les déſordres & le trouble qui en réſulteroient lui deſſilleroient bientôt les yeux.

D. Si elle perſiſtoit dans ſon aveuglement, à qui appartient-il d'y remédier, ſi ce n'eſt à la Grande-Bretagne ?

R. Je n'aurois aucune objection à faire contre un droit dont on ne ſe ſerviroit que dans une telle circonſtance, n'y voyant que le plus grand bien des Habitans de la Colonie.

D. En ce cas quel seroit le Juge, la Grande-Bretagne, ou la Colonie ?

R. Certainement le meilleur Juge doit être la partie souffrante.

D. Vous dites que les Colonies sont toujours soumises aux taxes extérieures, & qu'elles nient seulement que le Parlement ait le droit de mettre des taxes intérieures. Pouvez-vous prouver qu'il y ait quelque différence entre ces deux taxes à l'égard de la Colonie sur laquelle on les imposeroit ?

R. Je crois que la différence est très-grande. Une taxe extérieure est un droit mis sur les denrées d'importation : ce droit est ajouté à leur premiere valeur, & aux frais qu'elles ont occasionnés ; & lorsqu'elles sont exposées en vente il fait partie de leur prix. Si les Consommateurs ne s'en soucient pas à ce prix, ils s'en passent. On ne les force pas de les payer. Une taxe intérieure au contraire est arrachée aux Habitans sans leur consentement, si elle n'est pas mise par leurs propres représentans. L'acte du timbre porte que nous n'exercerons point de commerce : que nous n'échangerons point nos biens les uns avec les autres : que nous ne pourrons acquérir ni concéder : que ne recouvrerons point de dettes : que nous ne nous marierons point, ni ne ferons de testament sans payer telles & telles sommes ; il a donc pour objet de nous extorquer notre argent, ou de nous

ruiner par les suites qui accompagneroient les refus de payer ce droit.

D. Mais supposons que la taxe ou droit intérieur soit mis sur les choses de premier besoin transportées dans votre Colonie, n'en résultera-t-il pas les mêmes effets que d'une taxe intérieure?

R. Je ne sache aucun article importé d'Angleterre en Amérique dont les Colonies ne puissent se passer, ou qu'elles ne soient en état de fabriquer elles-mêmes.

D. Est-ce que le drap d'Angleterre ne leur est pas absolument nécessaire?

R. Non, en vérité : avec de l'industrie & de l'économie, ils peuvent se fournir de tout ce dont ils ont besoin.

D. L'établissement d'une telle manufacture ne demanderoit-elle par beaucoup de tems, & ne souffriroient-ils pas énormement dans cet intervalle?

R. Je ne le crois pas. Ils ont déja fait des progrès étonnans; & je pense qu'avant que leurs habits actuels fûssent usés, il pourroient en avoir de neufs de leurs propres fabriques?

D. L'Amérique Septentrionale leur fourniroit-elle assez de laine pour cela?

R. Ils ont pris des mesures pour augmenter la laine. Ils ont fait un accord général entr'eux pour ne plus manger d'agneaux; & il n'y en eut l'année derniere que très-peu de tués. S'ils continuent d'user de cette précaution,

ils auront bientôt une immenſe quantité de laine. Ils n'ont pas beſoin d'établir de grandes manufactures comme celles que l'on voit dans les villes où ſe fabrique le drap, ici & partout où on travaille pour le commerce. Tous les Habitans fileront & travailleront pour eux-mêmes dans leurs propres maiſons.

D. Croyez-vous qu'ils ayent aſſez de laines & de fabriques dans un ou deux ans ?

R. Je ſuis perſuadé que trois ans leur ſuffiront,

D. La rigueur de l'Hyver dans les Colonies Septentrionales ne nuit-elle pas aux laines pour la qualité ?

R. Chez nous la laine eſt très-belle & très-bonne.

D. Eſt-ce que dans les Provinces plus Méridionales, comme en Virginie, la laine n'y eſt pas très-rude & comme une eſpèce de bourre.

R. Je n'en ſais rien, je ne l'ai jamais entendu dire. J'ai cependant été quelquefois en Virginie. Je ne puis pas dire que j'aie donné une attention particuliere à la laine de ce pays ; mais je crois qu'elle eſt bonne, quoique je ne prétende pas en parler avec certitude ; la Virginie & les autres Colonies, au Midi de cette Province, ont moins beſoin de laine. Leurs Hyvers ſont courts & peu rigoureux ; ils peuvent s'habiller très-bien des étoffes de lin & de coton de leur propre crû, pour le reſte de l'année.

D. Les Habitans des Colonies Septentrionales ne ſont-ils pas obligés de donner du fourage à leurs moutons, pendant l'hyver ?

R. Dans quelques unes de ces Colonies, ils y ſont peut-être obligés pendant une partie de l'hyver.

D. Vû les réſolutions du Parlement, quant au droit, penſez-vous que les Habitans de l'Amérique Septentrionale ſoient ſatisfaits ſi l'acte du Timbre eſt révoqué ?

R. Je crois qu'ils le ſeront.

D. Pourquoi le penſez-vous ?

R. Je penſe que les réſolutions, quant au droit, ſeront à peu-près indifférentes, tant qu'on n'eſſayera pas de les mettre en exécution. Les Colonies ſe croiront probablement dans la même ſituation, à cet égard, que l'Irlande : elles ſavent que vous prétendez aux mêmes droits par rapport à l'Irlande, mais que vous ne l'exercez jamais : elles s'imagineront peut-être que vous ne l'exercerez jamais dans les Colonies, non plus qu'en Irlande, ſi ce n'eſt dans quelque circonſtance extraordinaire.

D. Mais qui ſera juge de cette circonſtance extraordinaire : ne doit-ce pas être le Parlement ?

R. Quant même ce ſeroit le Parlement, le peuple ne croira jamais qu'il puiſſe légitimement exercer un ſemblable droit, tant que les Repréſentans des Colonies ne ſont

pas admis dans le Parlement, & il se persuadera que si l'occasion s'en offroit, il seroit aussitôt ordonné aux Colonies d'envoyer des Représentans.

D. Avez-vous sû que le Maryland a refusé, dans la derniere guerre, de fournir sa quote-part pour la défense commune?

R. L'affaire du Maryland a été fort mal exposée. Cette Province n'a jamais refusé de contribuer ou d'octroyer des secours à la Couronne. Ses assemblées ont voté chaque année, pendant la guerre, des sommes considérables, & formé des Bills pour les lever. Les Bills, conformément à la constitution de cette Province, furent envoyés au Conseil ou Chambre supérieure, pour obtenir son concours & être présentés au Gouverneur afin d'être passés en loix. De malheureuses contestations qui s'éleverent entre les deux Chambres, & qui naissoient principalement des défauts de cette constitution, firent avorter tous les Bills, à l'exception d'un ou deux. Le Conseil des Seigneurs propriétaires les rejetta. Le Maryland, il est vrai, ne donna point sa quote-part; mais ce fut, suivant moi, la faute du Gouvernement & non celle de la Colonie.

D. Ne fut-il pas dit dans les autres Provinces, que c'étoit le cas de s'adresser au Parlement pour lui demander d'exercer la contrainte envers le Maryland?

R. J'ai entendu raisonner de la sorte; mais comme on savoit que cette Colonie ne mé-

ritoit aucun blâme, on ne ſe ſervit point d'un tel recours, & on ne fit même aucune démarche à cet égard.

D. N'en fit-on pas la motion dans une aſſemblée publique?

R. Je n'en ai jamais oui parler.

D. Vous ſouvenez-vous que le cours du papier monoye ait été arrêté dans la Nouvelle Angleterre par acte d'aſſemblée?

R. Je me rappelle qu'il fut ſuprimé dans la Province de Maſſachuſets Bay.

D. Le Sieur Hutchinſon, Lieutenant du Gouverneur, n'y étoit-il pas pour beaucoup?

R. On me l'a dit ainſi.

D. Cette loi ne fut-elle pas alors mal accueillie du peuple?

R. Cela peut bien avoir été; mais je ſuis peu en état d'en parler. J'habitois alors loin de cette Province.

D. La diſette d'or & d'argent ne fut-elle pas une raiſon dont on ſe ſervit contre la ſuppreſſion du papier?

R. Je me l'imagine.

D. Que penſe-t-on actuellement de cette loi: eſt elle toujours auſſi peu goutée du peuple?

R. Je ne le crois pas,

D. N'a-t-il pas été envoyé quelquefois d'Angleterre aux Gouverneurs, des ordres qui tendoient fort à l'oppreſſion, & qui étoient peu conformes à la bonne politique?

R. Oui, il en a été envoyé de ſemblables.

D. Quelques Gouverneurs n'ont-ils pas pris ſur eux d'y déſobéir par cette raiſon ?

R. Oui, on me l'a dit.

D. Les Américains ont-ils jamais conteſté le pouvoir qu'a le Parlement de regler leur commerce ?

R. Non.

D. Peut-on, à moins d'employer les armes, mettre en exécution l'acte du Timbre ?

R. Je ne conçois pas que les armes en puiſſent favoriſer la réuſſite.

D. Pourquoi pas ?

R. Quand même on enverroit des troupes armées en Amérique, elles ne trouveront perſonne en état de défenſe : que feront-elles ? Elles ne pourront pas forcer les Habitans à prendre du papier timbré s'ils ne veulent pas en avoir. Elles n'y trouveront point de rébellion ; mais elles pourront bien en faire naître une.

D. Si l'acte n'eſt point révoqué, quelles en ſeront les conſéquences ?

R. La perte entiere du reſpect & de l'attachement du peuple d'Amérique pour l'Angleterre, & de tout le commerce qui a pour baſe ce reſpect & cet attachement.

D. Comment le commerce s'en reſſentiroit il ?

R. Vous verrez que ſi l'acte n'eſt point révoqué, le débit de vos marchandiſes baiſſera en très-peu de tems.

D. Peuvent-ils s'en passer ?

R. Oui, assurément.

D. Est-il de leur intérêt de n'en point prendre ?

R. Les marchandises qu'ils tirent de la Grande-Bretagne, sont ou des choses de nécessité, ou de pure commodité ou de luxe. Quant aux premieres, telles que du drap, &c. avec un peu d'industrie ils peuvent les fabriquer chez eux: à l'égard des secondes, ils peuvent s'en passer, jusqu'à ce qu'ils soient en état de s'en fournir eux-mêmes; & quand aux dernieres, qui font la plus grande partie, ils y renonceront sur le champ. Ce sont des articles purement de mode, que l'on achete parce que la mode vient d'un pays que l'on aime, mais qu'on rejettera avec d'autant plus d'humeur. Le peuple a déja, d'un commun accord, supprimé l'usage de toutes les marchandises qui servent pour les deuils; & on en a renvoyé pour la valeur de plusieurs mille livres sterl. parce quelles ne trouvoient point d'acheteurs.

D. Est-il de l'intérêt des Américains de fabriquer des draps chez eux ?

R. Peut-être gagnent-ils à présent à les tirer de la Grande-Bretagne, j'entends s'ils vouloient les avoir au même degré de perfection. Mais si l'on fait attention aux autres inconvéniens, aux entraves mises à leur commerce, & à la difficulté de faire des remises, il est de leur intérêt de fabriquer tout eux-mêmes.

D. Comment recevroient-ils un acte de reglemens intérieurs joints à une taxe?

R. Fort mal.

D. Ils ne se soumettroient donc à aucun reglement auquel une taxe seroit jointe?

R. Ils pensent que si la Couronne a besoin de secours, elle doit, selon l'usage établi anciennement, les demander aux diverses assemblées, qui les octroyeront, comme elles ont toujours fait de plein gré; & que leur argent ne doit pas être accordé sans leur consentement, par des gens qui, vu leur éloignement, ne peuvent pas juger de leur position & de leurs facultés. Ils n'ont que le moyen d'octroyer à la Couronne des secours pour se rendre agréables à leur Souverain; & ils pensent qu'il est excessivement dur & injuste qu'un corps dans lequel ils n'ont point de représentans, se fasse un mérite de donner & d'octroyer ce qui ne lui appartient pas, mais à eux, & de les priver d'un droit qu'ils regardent comme du plus grand prix & de la plus grande importance, d'autant qu'il leur assure tous leurs autres droits.

D. Le bureau des postes qu'ils ont admis depuis long-tems, n'est-il pas une taxe aussi bien qu'un reglement?

R. Non, l'argent payé pour le port d'une lettre, est d'une nature différente de celle d'une taxe. C'est purement un *quantùm meruit* pour un service rendu; personne n'est forcé de payer s'il ne veut pas accepter le

ſervice. On peut, tout comme auparavant, envoyer ſa lettre par un domeſtique, un exprès ou un ami, ſi on croit le faire à meilleur compte & plus ſurement.

D. Mais ne regardent-ils pas les reglemens du bureau des poſtes, ſtatués par l'acte de l'année derniere, comme une taxe?

R. Par le reglement de l'année derniere, le taux du port a baiſſé généralement juſqu'à près de trente pour cent dans toute l'Amérique; ils ne regarderont certainement pas cette diminution comme une taxe.

D. Si le Parlement mettoit une acciſe, qu'ils pourroient également éviter de payer en ne conſommant point les articles qui en ſeroient chargés, y feroient-ils des objections?

R. Ils s'y oppoſeroient ſans doute, parce qu'une acciſe n'a point de connexion avec un ſervice rendu, que c'eſt purement un ſecours qu'ils s'imaginent qu'on leur doit demander, qui doit être octroyé par eux, s'il faut qu'ils payent, & qui ne peut être octroyé par qui que ce ſoit, qu'ils n'ont pas commis de pouvoirs à cet effet.

D. Vous dites qu'ils ne contrediſent pas le droit qu'a le Parlement de mettre des taxes ſur les marchandiſes, pour être payées à leur importation. Y a-t il donc quelque différence entre un droit ſur l'importation de marchandiſes & une acciſe ſur leur conſommation?

R. Oui, il y en a une très-essentielle; les Américains pensent, par les raisons que j'ai déja alléguées, que vous n'avez point le droit de mettre une accise dans leur pays. Mais la mer est à vous. Vous maintenez, par vos flottes, la sureté de vaisseaux qui y naviguent, & vous la purgez des pirates; vous pouvez donc prétendre, avec raison & équité, à retirer quelques douane ou droit des marchandises transportées par cette partie de vos domaines, pour vous indemniser des frais que vous occasionnent les vaisseaux qui servent à assurer le transport.

D. Ce raisonnement auroit-il lieu par rapport à un droit qu'on mettroit sur les productions exportées de l'Amérique? Et ne s'opposeroit-il pas à un tel droit?

R. S'il tendoit à en diminuer le débit en les rendant plus cheres pour l'étranger, ils s'opposeroient sans doute à un tel impôt, sans nier cependant le droit que vous avez de le mettre; ils s'en plaindroient comme d'une charge excessive, & vous supplieroient de l'alléger.

D. Le droit sur le tabac exporté n'est-il pas un impôt de cette espece?

R. Cet impôt ne s'étend, je crois, que sur le tabac, dont le commerce se fait par cabotage d'une Colonie à l'autre, & qui est appliqué à l'entretien du College de Williamsbourg dans la Virginie.

D. Les Assemblées, dans les Indes Oc-

cidentales, n'ont-elles pas les mêmes droits naturels que celles de l'Amérique Septentrionale ?

R. Sans contredit.

D. N'y a-t-il pas une taxe mise sur leurs sucres exportés ?

R. Je ne connois pas beaucoup les Indes Occidentales ; mais le droit de quatre & demi pour cent sur les sucres exportés, fut, je crois, octroyé par leurs propres assemblées.

D. A combien se monte dans votre Province la capitation sur les Célibataires ?

R. Elle est, je crois, de quinze shelings, que doit payer chaque Célibataire au-dessus de vingt & un ans.

D. Quel est le montant annuel de toutes les taxes dans la Pensylvanie ?

R. Environ vingt mille livres sterl.

D. Si l'acte du timbre étoit maintenu & introduit par force, pensez-vous que les Américains, dans leur dépit, donnâssent autant pour des marchandises de leur cru, & qu'ils les preferâssent aux nôtres qui leur sont supérieures.

R. Oui, je le crois. C'est dans la nature de l'homme : une passion nous est aussi chere qu'une autre : soit notre vanité, soit notre ressentiment ; celle que nous trouvons à satisfaire, est celle qui nous coute toujours le moins & nous donne le plus de plaisir.

D. Les Habitans de Boston interrompoient-ils leur commerce ?

R. Les Marchands forment le plus petit nombre. Ils ſeront forcés d'interrompre leur commerce, lorſque perſonne ne ſe préſentera pour acheter leurs marchandiſes.

D. De quoi eſt composé le gros du peuple dans les Colonies?

R. De Fermiers & de Cultivateurs.

D. Laiſſeroient-ils leurs productions ſe gâter?

R. Non: mais ils cultiveroient moins. Ils fabriqueroient davantage, & ne laboureroient plus que pour leurs beſoins.

D. Pourroient-ils ſe paſſer de juriſdiction dans les affaires civiles, & ſouffrir pendant long-tems les déſagrémens d'une telle poſition, plutôt que de prendre le papier timbré, en ſuppoſant que ce papier fût appuyé d'une force ſuffiſante pour que tout le monde pût s'en procurer?

R. Je crois que c'eſt ſuppoſer l'impoſſible que de dire que le papier timbré ſeroit aſſez protegé pour que chacun pût en avoir. L'acte exige qu'on nomme des ſous-Diſtributeurs, dans chaque ville de Comté, dans chaque Diſtrict & Village, où ils ſeroient néceſſaires. Mais les principaux diſtributeurs, qui doivent tirer un gain immenſe du tout, n'ont pas jugé à propos de conſerver leur emploi; & je crois qu'il eſt impoſſible de trouver des ſous-Diſtributeurs dignes de confiance, qui, pour le chetif profit qu'ils auroient, s'expoſaſſent à la haine

& aux dangers qui en résultent ; & si on en trouvoit, je crois qu'il seroit impossible de proteger les papiers timbrés dans tant d'endroits éloignés & séparés.

D. Mais dans les endroits où ils pourroient être protégés, les Habitans n'aimeront-ils pas mieux s'en servir, que de rester hors d'état de faire valoir leurs droits juridiquement, ou de poursuivre leurs débiteurs ?

R. Il est difficile de dire ce qu'ils feroient en pareil cas. Je ne puis juger de ce que les autres penseront & comment ils agiront, que parce que je sens moi-même. J'ai beaucoup de créances en Amérique, mais j'aimerois mieux renoncer à toute poursuite juridique contre mes débiteurs, que de me soumetrre à l'acte du timbre. Leurs dettes ne seront plus à mes yeux que des dettes d'honneur. Je pense que le peuple restera dans cet état, ou qu'il trouvera quelque moyen de se tirer d'embarras, peut-être par un accord général de procéder dans les Cours de justice sans papier timbré.

D. Quelles forces pourroient suffire pour protéger la distribution du papier timbré dans chaque partie de l'Amérique ?

R. Il en faudroit de considérables, je ne puis point les estimer au juste, si l'Amérique étoit disposée à une résistance générale.

D. Combien y a-t-il en Amérique d'hommes en état de porter les armes, ou de milices disciplinées ?

R. Il y en a, je crois, au moins ..... (ici on fit une objection contre cette question : le répondant se retira pour laisser la liberté du débat .... Lui rappellé.)

D. Le droit du Timbre, en Amérique, est-il une taxe distribuée avec égalité?

R. Je ne le crois pas.

D. Pourquoi donc?

R. La plus grande partie du profit viendroit des procès suivis contre des débiteurs & qui seroient payés par les gens du commun, trop pauvres pour acquitter facilement leurs dettes. C'est donc une taxe onéreuse pour les pauvres, & une taxe sur eux parce qu'ils sont pauvres.

D. Mais cette augmentation de frais ne diminuera-t-elle pas le nombre des procès?

R. Je ne le crois pas. Les dépens regardent le Débiteur & ils doivent être payés par lui : le Créancier n'en seroit pas moins ardent à l'attaquer en justice.

D. Ne produiroit-elle pas le même effet qu'une usure outrée?

R. Sans doute; puisqu'elle tendroit à opprimer le Débiteur.

D. Combien de vaisseaux partent annuellement de l'Amérique Septentrionale chargés de graine de lin, pour l'Irlande ?

R. Je ne puis pas en dire le nombre; mais je sais qu'en 1752, dix mille barils de graine de lin, contenant chacun sept boisseaux, furent exportés de Philadelphie pour l'Irlande.

lande. Je présume que la quantité en est beaucoup accrue depuis ce tems, & l'on sait que l'exportation de la Nouvelle-York est égale à celle de Philadelphie.

D. Que fait-on du lin que produit cette graine?

R. On en fabrique de grosses étoffes de lin & quelques-unes de moyenne espece.

D. Y a-t-il des moulins pour le fer, en Amérique?

R. Je crois qu'on en compte trois; mais je pense qu'il n'y en a qu'un seul d'employé actuellement: je présume qu'ils le seront tous, si le commerce ne reprend pas son cours.

D. Y a-t-il des moulins à fouler?

R. Beaucoup.

D. N'avez-vous pas oui dire que, dans la derniere guerre, on fabriqua dans Philadelphie beaucoup de bas pour l'armée?

R. Je l'ai oui dire.

D. Si l'acte du timbre étoit révoqué, les Américains ne s'imagineroient-ils pas pouvoir forcer le Parlement de révoquer toutes les loix de taxation maintenant en vigueur?

R. Il est difficile de dire, à un tel éloignement, ce qu'un peuple peut penser.

D. Mais à quoi, selon vous, attribueroient-ils la révocation de l'acte?

R. Ils croiroient qu'on l'a révoqué, parce qu'on est convaincu qu'il étoit mal vû: & ils espéreront que tant qu'il y aura les mêmes

inconvéniens à appréhender, vous n'entreprendrez point d'en faire de semblables.

D. Quels inconvéniens pourroient donc en résulter?

R. Des inconvéniens de diverses especes. La pauvreté & l'incapacité de ceux qui devoient payer la taxe: le mécontentement général qu'elle a fait naître, & l'impossibilité de forcer les Habitans à s'y soumettre.

D. Si l'acte étoit revoqué, & que le Parlement fît éclater son ressentiment contre ceux qui se sont opposés à l'acte du timbre, les Colonies reconnoitroient-elles l'autorité du Parlement?

R. Je ne doute nullement que, si le Parlement révoquoit l'acte du timbre, les Colonies ne reconnussent son autorité.

D. Mais si le pouvoir législatif vouloit assurer son droit de taxer, par un acte qui imposeroit une taxe (*a*) modique, mais que les Colonies regarderoient comme injuste, se soumettroient-elles à cette taxe?

R. On ne s'est point fait ici une idée distincte des procédés du peuple Américain. La conduite des assemblées a été très-diffé-

(*a*) Le Ministere avoit alors en vue l'impôt sur le thé, à l'occasion duquel la Ville de Boston s'est soulevée & fut mise en interdit, &c. &c. Il fut envisagé en Amérique comme taxe intérieure de la nature de celles auxquelles les Anglois n'entendent se soumettre qu'autant qu'ils y ont donné leur consentement par leurs Représentans.

rente de celle de la populace. Il eſt eſſentiel d'en faire la diſtinction. Les aſſemblées ſe ſont contentées de prendre des arrêtés conformes à ce qu'elles eſtiment être leurs droits : elles n'ont pris aucunes meſures pour réſiſter par les armes. Elles n'ont bâti aucun fort, levé aucun homme, ni ne ſe ſont pourvues d'aucunes munitions, pour réaliſer leur oppoſition. Elles penſent qu'il faut punir les Chefs de ſédition ; elles les puniroient elles-mêmes ſi elles le pouvoient. Chaque homme ſage & judicieux ſouhaiteroit que les mutins fûſſent punis, puiſqu'autrement il n'y auroit point de ſûreté pour la perſonne ni pour les biens des gens tranquilles. Mais je crois qu'une taxe intérieure, quelque modique qu'elle fût, qui ſeroit miſe par le pouvoir légiſlatif d'Angleterre ſur le peuple d'Amérique, ſeroit rejettée, vû qu'il n'y a point de repréſentans parmi les Membres qui forment ce pouvoir légiſlatif. Ils ne ceſſeront jamais de s'y oppoſer. Ils ne croyent pas que vous ayez beſoin de lever de l'argent ſur eux par vos taxes, parce qu'ils ſont & ont toujours été diſpoſés à le faire en ſe taxant eux-mêmes, & à octroyer des ſommes conſidérables en proportion de leurs facultés, ſur la ſimple demande de la Couronne. Ils en ont non-ſeulement octroyé d'égales à leurs moyens, mais pendant toute la derniere guerre, ſelon le jugement que vous en portâtes vous mêmes, ils allerent beaucoup au-delà, & leur quote-

part fut même ſans proportion avec ce que fourniſſoit l'Angleterre ; elle ſe montoit à pluſieurs centaines de mille livres qu'elles donnerent de bon cœur & ſur le champ, ſimplement ſur une eſpèce de promeſſe que leur fit le Sécrétaire d'Etat, que le Parlement ſeroit prié de les indemniſer ; & le Parlement fut exhorté à cet effet par le Roi, & de la maniere la plus honorable pour eux.

L'Amérique a été fort maltraitée & fort injuriée en Angleterre dans les feuilles périodiques & dans les diſcours publics ; on lui a reproché d'être ingrate, déraiſonnable & injuſte, parce que, diſoit-on, elle avoit occaſionné à cette nation des frais énormes pour ſa défenſe, & parce qu'elle réſiſtoit d'y participer. Les Colonies leverent, payerent & habillerent près de vingt-cinq mille hommes pendant la derniere guerre : nombre égal à celui des troupes qu'envoya la Grande-Bretagne, & bien au-delà de leur quote-part. Elles contracterent de groſſes dettes, & toutes leurs taxes & biens y ſont hypothéqués pour pluſieurs années encore. L'adminiſtration le ſentit alors très-bien : les Colonies furent recommandées au Parlement. Le Roi envoyoit chaque année un meſſage à cet effet à la Chambre des Communes : ce meſſage portoit que Sa Majeſté touchée du zèle & de l'ardeur avec laquelle ſes fideles Sujets dans l'Amérique Septentroinale

s'étoient portés à défendre les droits & les possessions de *Sa* Majesté, prioit la Chambre d'y avoir égard, & de lui fournir les moyens de les indemniser convenablement. Vous trouverez ce message sur vos propres Journaux à chaque année de guerre. Vous accordâtes en conséquence 200,000 livres sterl. pour être distribuées annuellement aux Colonies à titre d'indemnité. C'est bien la preuve la plus forte, que les Colonies, loin de refuser de participer aux charges, donnerent au-delà de leur quote-part, car si elles eussent moins fait, ou qu'elles eussent simplement fourni leur contingent, il n'y auroit pas eu lieu à les indemniser. Les sommes qu'on leur remboursa n'étoient aucunement proportionnées aux frais qu'elles avoient faits au-delà de leur quote-part, mais elles ne s'en plaignirent point; l'indemnité la plus prétieuse pour elles, se trouvoit dans les louanges que leur Souverain & cette Chambre donnoient à leur zèle & à leur fidelité. Il n'étoit donc pas besoin d'un acte, tel que celui du timbre, pour arracher de l'argent à un peuple disposé à en accorder. Les Colonies n'avoient point refusé de donner les sommes nécessaires pour remplir l'objet de l'acte. On ne leur en avoit fait aucune demande; elles étoient toujours prêtes à faire ce qu'on pouvoit raisonnablement attendre d'elles, & c'est sous ce point de vue qu'elles souhaitent qu'on les envisage.

D. Supposé que la Grande-Bretagne fût engagée dans une guerre en Europe, est ce que l'Amérique Septentrionale ne contribueroit pas à la soutenir ?

R. Je crois qu'elle y contribueroit autant que le lui permettroit sa position. Les Colonies se regardent comme faisant partie de l'Empire Britannique, & comme ayant les mêmes intérêts : peut-être en Angleterre, veut-on les regarder comme un peuple étranger, mais ce n'est pas ainsi qu'elles l'entendent. Elles sont remplies du plus véritable zèle pour la gloire & les succès de la nation Angloise, & tant qu'elles seront bien traitées, on les verra toujours prêtes à la soutenir autant que leurs moyens bornés le leur permettent. En 1739 on leur demanda du secours pour l'expédition contre Carthagêne, & elles envoyerent 3000 hommes à votre armée. Carthagène, il est vrai, est en Amérique, mais elle est aussi éloignée des Colonies Septentrionales que si elle étoit en Europe. Elles ne restreignent le devoir qu'elles se font de secourir l'Angleterre dans les guerres, par aucune distinction de pays. Je sais qu'on prétend communément ici que la derniere guerre fut entreprise pour la défense ou pour les intérêts de l'Amérique. Mais c'est une erreur. La guerre commença pour les limites entre le Canada & la Nouvelle Ecosse, au sujet de territoires sur lesquels la Couronne formoit à la vérité des

prétentions, mais qui n'étoient reclamés par aucune Colonie Angloiſe : aucune des terres conteſtées n'avoit été concédée à des Colons ; cette diſpute ne nous regardoit donc pas. Quant à l'Ohio, le différend s'éleva au ſujet du droit que vous diſiez avoir, de faire la traite chez les Sauvages, droit que vous avez acquis par le traité d'Utrecht, & que les François avoient violé. Ils ſe ſaiſirent des Traiteurs & de leurs marchandiſes tirées de vos manufactures : ils prirent un fort, qu'une Compagnie de vos Marchands & leurs Facteurs & Correſpondans avoient conſtruits pour aſſurer ce commerce. Braddock fut envoyé à la tête d'une armée pour reprendre ce fort & pour protéger votre commerce. Vous regardiez la poſſeſſion de ce fort, comme un nouvel empiétement des François ſur le territoire du Roi. Ce ne fut qu'après la défaite de Braddock que les Colonies furent attaquées. Juſques-là elles avoient joui d'une paix profonde avec les François & les Sauvages. Ce ne fut donc point pour leur défenſe, que vous envoyâtes des troupes en Amérique. Quoique le commerce avec les Sauvages ſe faſſe en Amérique, ce ne ſont pas les Américains qui en recueillent les fruits. Les Fermiers & les Cultivateurs ſont la majeure partie des Habitans de l'Amérique. Il eſt très peu de leurs productions qui ſoient un article de commerce avec les Sauvages. Les Anglois ont tout l'avantage de ce commerce. Il ſe fait

avec des marchandiſes Angloiſes au profit des marchands & des fabriquans Anglois. Ainſi la guerre ayant commencé pour défendre des territoires de la Couronne, qui n'étoient la propriété d'aucun Américain, & pour le maintien d'un commerce purement Anglois, c'étoit réellement une guerre Angloiſe, cependant les Habitans de l'Amérique ne balancerent pas un moment à contribuer de tout leur pouvoir à la ſoutenir, & à lui procurer une iſſue heureuſe.

D. Eſt-ce que vous ne regardez pas les Américains, comme partie intéreſſée, lorſqu'il s'agit de prendre poſſeſſion des droits territoriaux du Roi, & de fortifier les frontieres?

R. Ils ne ſont pas intéreſſés particuliérement, mais conjointement avec les Anglois.

D. Vous ne nierez pas que la guerre antérieure, celle avec l'Eſpagne, n'ait été entrepriſe à cauſe de l'Amérique. Des priſes faites dans les parages de l'Amérique n'y donnerent-elles pas lieu ?

R. Oui ; mais c'étoient des priſes de vaiſſeaux qui y faiſoient le commerce Anglois avec des marchandiſes Angloiſes.

D. La derniere guerre avec les Sauvages, depuis la paix avec la France, n'étoit-elle pas une guerre pour l'Amérique ſeulement?

R. Il eſt vrai qu'elle regardoit l'Amérique plus particuliérement que la précédente; mais elle n'en étoit qu'une ſuite: les Sauvages

n'avoient pas été entiérement pacifiés, & les Américains essuyerent la plus grande partie des frais. L'armée du Général Bouquet termina cette guerre. Il n'y avoit pas plus de 300 Soldats de troupes Angloises, & plus de 1000 Pensilvains.

D. Est-ce qu'il ne faut pas envoyer des troupes en Amérique pour défendre les Américains contre les Sauvages ?

R. Nullement; cela ne fut jamais nécessaires. Ils ont sû se défendre, quand ils n'étoient qu'une poignée d'hommes, contre les Sauvages qui étoient en beaucoup plus grand nombre : ils ont gagné continuellement du terrein, & ils ont repoussé les Sauvages au-delà des montagnes, sans qu'on envoyât aucunes troupes à leur secours. Comment peut-il être nécessaire d'envoyer aujourd'hui des troupes pour les défendre contre ces tribus de Sauvages dont le nombre est si diminué, les Colonies étant devenues depuis ce tems-là si peuplées & si fortes ? Elles sont plusque jamais en état de se défendre elles-mêmes.

D. N'avez vous pas dit qu'il n'y avoit pas eu plus de trois cent Soldats de troupes réglées Angloises, employés dans la derniere guerre contre les Sauvages ?

R. Il n'y en eut pas davantage sur l'Ohio ou sur les frontieres de Pensilvanie, où étoit le principal foyer de la guerre qui regardoit les Colonies. Il y avoit des garnisons à Niagara, au fort détroit & dans les postes

éloignés gardés pour l'intérêt de votre commerce. Je ne les ai pas comptés, mais je crois qu'en tout, le nombre des Américains ou des troupes Provinciales employées dans la guerre, surpassoit celui des troupes. Je n'en suis pas sûr, mais je le pense ainsi.

D. Croyez-vous que les assemblées Américaines ayent le droit de lever de l'argent sur les Sujets pour l'octroyer à la couronne ?

R. Je le crois assurément. Elles l'ont toujours fait.

D. Connoissent-elles la *déclaration des droits*; & savent-elles, qu'en vertu de ce statut, il ne doit être levé d'argent sur les Sujets qu'avec le consentement du Parlement?

R. Elles la connoissent très-bien.

D. Comment peuvent-elles donc prétendre avoir le droit de lever de l'argent pour la Couronne, ou pour d'autres objets qui ne seroient pas limités au lieu?

R. Les Américains entendent que cette clause ne regarde que les Sujets en dedans du Royaume: savoir qu'aucune somme d'argent ne peut être levée sur eux pour la Couronne qu'avec le consentement du Parlement. On ne regarde pas les Colonies comme étant en dedans du Royaume: elles ont des assemblées qui sont leur Parlement: & elles sont à cet égard dans la même position que l'Irlande. Lorsqu'il faut lever de l'argent pour la Couronne sur les Sujets en Irlande, ou dans les Colonies, le consentement du Parlement

d'Irlande ou des assemblées des Colonies est nécessaire. Elles croyent que le Parlement de la Grande-Bretagne, ne peut convenablement donner ce consentement, tant qu'il n'admettra point de représentans de l'Amérique parmi ses Membres ; car la *déclaration des droits* porte expressément, que le consentement général du Parlement est requis à cet effet ; & les Habitans de l'Amérique, n'ont point de représentans dans le Parlement, qui fassent une partie de ce consentement général.

D. Si l'acte du timbre étoit révoqué, & qu'on passât un acte qui ordonnât aux assemblées des Colonies d'indemniser ceux qui ont souffert des dommages par la sédition, y obeiroient-elles ?

R. C'est une question à laquelle je ne puis pas répondre.

D. Supposé que le Roi exigeât que les Colonies octroyassent un revenu, & que le Parlement s'y opposât, croyez-vous qu'elles pûssent octroyer un revenu au Roi, sans le consentement du Parlement de la Grande-Bretagne ?

R. C'est une question fort délicate. — Pour moi je croirois être libre de le faire, & je le ferois, si j'en approuvois le motif.

D. Lorsqu'on a levé de l'argent dans les Colonies sur les demandes qui en ont été faites, cet argent n'a-t il pas été octroyé au Roi ?

R. Oui, il l'a toujours été ; mais les demandes étoient fondées sur quelque service énoncé,

comme pour lever, habiller & payer des troupes, & non pas pour avoir de l'argent seulement.

D. Si l'acte qui exigeroit que les assemblées de l'Amérique, indemnisassent ceux qui ont souffert par les séditions, venoit à passer, & qu'elles ne s'y soumissent pas, & qu'ensuite le Parlement mît par un autre acte, une taxe intérieure, s'y soumettroient-elles?

R. Les Habitans ne payeront aucune taxe intérieure, & je pense qu'un acte pour forcer les assemblées à indemniser est inutile, car je présume, qu'aussi-tôt que la fermentation actuelle aura cessé; elles examineront la chose, & si la justice veut qu'on la fasse, elles le feront d'elles-mêmes.

D. Ne vient-il pas souvent des lettres aux bureaux de poste en Amérique, pour quelque ville intérieure où il ne va pas de poste?

R. Oui, il en vient.

D. Le premier venu peut-il lever ces lettres en se chargeant de les porter à leur adresse?

R. Oui. Tout ami de la personne le peut faire en payant le port.

D. Mais ne faut-il pas qu'il paye une augmentation de poste, à cause de l'éloignement de cette ville?

R. Non.

D. Le Maître de Poste est-il en droit de livrer la lettre sans qu'on lui ait payé ce port?

R. Aſſurément; on ne peut rien demander lorſqu'il ne rend point de ſervice.

D. Si une perſonne qui ſeroit loin de chez elle, trouvoit dans un bureau de poſte, une lettre à ſon adreſſe: qu'elle habitât dans un endroit où la poſte va communément: que la lettre fût adreſſée pour cet endroit, le Maître de Poſte lui livreroit il cette lettre, ſans qu'elle lui payât le port dû à l'endroit pour lequel la lettre eſt adreſſée?

R. Oui. Le bureau ne peut point exiger de port, pour une lettre qu'il ne porte pas, ni pour une diſtance où il ne la porte pas.

D. Les Paſſeurs de Bacq en Amérique ne ſont-ils pas obligés par acte du Parlement, de paſſer les poſtes gratis.

R. Oui, il le ſont.

D. Cela n'eſt il pas une taxe ſur les Paſſeurs de Bacq?

R. Cela ne leur paroît pas ainſi, parce qu'ils retirent du profit des perſonnes qui voyagent avec la poſte.

D. Si l'acte du timbre étoit révoqué, & que la Couronne exigeât des Colonies une ſomme d'argent; l'octroyeroient-elles?

R. Je le crois.

D. Sur quoi fondez-vous cette opinion?

R. Je puis répondre de la Colonie dans laquelle j'habite. L'aſſemblée m'avoit donné la commiſſion d'aſſurer le Miniſtere, qu'elle regarderoit toujours comme ſon devoir ainſi qu'elle l'avoit fait juſqu'à préſent, d'octroyer

des ſecours proportionnés à ſes facultés ; toutes les fois qu'il ſeroit néceſſaire, & qu'ils ſeroient demandés de la maniere requiſe par la conſtitution. J'ai eu l'honneur de m'acquitter de cette commiſſion auprès du Miniſtre d'alors.

D. Les Colonies ſeroient-elles auſſi bien diſpoſées dans une occaſion, où l'Angleterre ſeroit ſeule intéreſſée, s'il s'agiſſoit d'une guerre dans quelque partie de l'Europe, qui ne les regardât pas ?

R. Elles feront toujours prêtes à accorder des ſecours, toutes les fois que l'intérêt commun l'exigera, elles ſe regardent comme faiſant partie du tout.

D. Quelle eſt la maniere conſtitutionelle de demander des ſecours d'argent aux Colonies ?

R. C'eſt par une lettre du Secrétaire d'Etat.

D. Ne faut-il qu'une lettre du Sécrétaire d'Etat ?

R. J'entends que la voie ordinaire pour demander des ſecours, eſt une lettre circulaire du Sécrétaire d'Etat, envoyée par l'ordre de Sa Majeſté : dans cette lettre le motif eſt expoſé, & on y exhorte les Colonies à octroyer des ſecours tels qu'on peut les attendre des Sujets loyaux, & qui ſoyent proportionnés à leurs facultés.

D. Le Sécrétaire d'Etat à-t-il jamais écrit pour lever de l'argent pour la Couronne?

R. Lorſque ces demandes ont eu lieu,

c'étoit pour lever, habiller & payer des troupes; ce que l'on ne peut faire ſans argent.

D. Octroyeroient-elles de l'argent ſeulement, ſi on leur en demandoit, ſans objet déterminé ?

R. Je penſe qu'elles donneroient de l'argent auſſi bien que des troupes, ſi elles avoient ou qu'elles pûſſent faire du papier monnoye.

D. Si le Parlement révoquoit l'acte du timbre, l'Aſſemblée de Penſylvanie annulleroit-elle ſes arrêtés ?

R. Je ne le crois pas.

D. Avant qu'il fût queſtion de l'acte du timbre, les Colonies deſiroient-elles d'avoir des repréſentans dans le Parlement ?

R. Non.

D. Ignorez-vous que dans la Chartre de Penſylvanie, le Parlement s'eſt réſervé expreſſément le droit de mettre des taxes en Amérique ?

R. Je ſais qu'il y a une clauſe dans la Chartre, en vertu de laquelle le Roi promet qu'il ne levera aucunes taxes ſur les Habitans, autrement qu'avec le conſentement de l'aſſemblée ou par acte du Parlement.

D. Comment l'aſſemblée de Penſylvanie pouvoit-elle donc prétendre que de mettre une taxe ſur l'Amérique par l'acte du timbre, étoit une atteinte à leurs droits ?

R. Voici comme elle l'entend : par la même Chartre, & d'ailleurs les Américains ont droit

à tous les priviléges libertés & franchiſes des Anglois; les aſſemblées voyent dans les grandes Chartres ainſi que dans *la petition & dans la déclaration des droits*, que l'un des priviléges des Sujets Anglois, eſt de ne pouvoir être taxés que de leur conſentement : en conſéquence elles ont toujours compté depuis le premier établiſſement de cette Province, que le Parlement ne s'arrogeroit, ni ne pourroit s'arroger, ſous prétexte de cette clauſe de la Chartre, le droit de les taxer, juſqu'à ce qu'il en eût acquis la faculté en admettant des repréſentans du peuple à taxer, qui doivent participer à ce conſentement général.

D. Y a-t-il quelques termes dans la Chartre qui juſtifient cette interprétation?

R. Les droits communs à tous les Anglois, tels qu'ils ſont énoncés par la grande Chartre, & la petition de droit, tout la juſtifie.

D. Y a-t-il quelque diſtinction entre taxes intérieures & extérieures dans les termes de la Chartre?

R. Je ne le crois pas.

D. Ne feroit-il donc pas poſſible par la même interprétation de réfuter le droit de taxation extérieure du Parlement?

R. On ne l'a jamais fait juſqu'à préſent : l'Angleterre a eſſayé depuis peu de nous prouver qu'il n'y a pas de différence, & que ſi elle n'avoit aucun droit de nous taxer intérieurement, elle n'en a de même aucun de nous taxer extérieurement ou de faire d'autres loix

loix pour les aſtreindre. Nos Américains ne raiſonnent pas maintenant de la ſorte, mais avec le tems peut-être ſentiront-ils la force de ce raiſonnement.

D. Les arrêtés de l'aſſemblée de Penſylvanie ne portent-ils pas ſur toutes les taxes?

R. Ils portent ſeulement ſur les taxes intérieures; les mêmes expreſſions ne ſont pas toujours entendues de même ici & dans les Colonies. Par le mot *taxes*, nous entendons des taxes intérieures; par celui de *duties* droits, nous entendons les douanes.

D. N'avez-vous pas vu les arrêtés de l'aſſemblée de Maſſachuſett'sbay?

R. Je les ai vus.

D. Ne diſent-ils pas que le Parlement ne peut impoſer des taxes ni extérieures ni intérieures?

R. Je ne ſache pas qu'ils aient dit rien de ſemblable; je ne le crois pas.

D. Si la même Colonie affirmoit qu'on ne peut mettre ni taxe, ni *impoſition*, ne ſeroit-ce pas déclarer que le Parlement n'eſt autoriſé à mettre aucun des deux?

R. Je préſume que par le mot *impoſition* les Américains n'entendent point les droits ſur les marchandiſes importées, comme réglemens de commerce.

D. Que peuvent donc entendre les Colonies par *impoſition* ſi ce n'eſt des taxes?

R. Elles peuvent entendre pluſieurs choſes: comme les enrôlemens forcés, les corvées

pour voitures ou chevaux, les logemens de gens de guerre & autres choſes ſemblables; il peut y avoir dans ce ſens de lourdes *impoſitions* qui proprement ne ſoient pas des taxes.

D. L'argent levé par le Bureau des Poſtes n'eſt-il pas une taxe intérieure miſe par acte du Parlement?

R. J'ai répondu à cette queſtion.

D. Toutes les parties des Colonies ſont-elles également en état de payer des taxes?

R. Non aſſurément. Les parties des derrieres qui ont été ravagées par l'ennemi, ont beaucoup ſouffert; c'eſt pourquoi dans de ſemblable occaſions, nos loix de taxation y ont ordinairement égard.

D. Pouvons-nous, étant auſſi éloignés juger de l'égard qu'il convient d'y avoir?

R. Le Parlement l'a préſumé, lorſqu'il a voulu s'arroger le droit de faire des loix de taxation pour l'Amérique. Pour moi je penſe que cela eſt impoſſible.

D. La révocation de l'acte du timbre fera-t-elle rallentir vos manufactures? Ceux qui ont commencé à fabriquer cefferont-ils de le faire?

R. Oui, je le crois, ſur-tout ſi en même-tems le commerce reprend ſon cours, de ſorte que les remiſes puiſſent ſe faire aiſément. Je ſuis fondé à penſer ainſi d'après pluſieurs exemples. Dans l'avant derniere guerre le tabac ayant baiſſé, & donnant lieu

à peu de remiſes, les Habitans de la Virginie ſe mirent à manufacturer. Lorſqu'enſuite le tabac eut repris faveur & qu'on leur en demandoit davantage en Angleterre, ils revinrent à l'uſage des manufactures Angloiſes. On ſe ſervoit très-peu de moulins à fouler dans la derniere guerre en Penſylvanie, parce que le papier monnoye d'Angleterre y abondoit, & que les remiſes pour tirer des draps & autres marchandiſes Angloiſes pouvoient ſe faire aiſément à la Grande-Bretagne.

D. Si l'acte du timbre étoit révoqué, cela porteroit-il les aſſemblées de l'Amérique à reconnoître le droit qu'à le Parlement de les taxer, & caſſeroient-elles leurs arrêtés ?

R. Non, jamais.

D. N'y a-t-il pas de moyens de les y contraindre ?

R. Je n'en ſache aucun, elles n'y conſentiront jamais à moins qu'elles n'y ſoient forcées par les armes.

D. Y a-t-il une puiſſance ſur terre qui puiſſe les y forcer ?

R. Les opinions ſont libres : aucune Puiſſance, quelque grande qu'elle ſoit ne peut forcer les hommes à en changer.

D. Les Colonies regardent-elles le Bureau des Poſtes comme une taxe ou comme un réglement ?

R. Elles le regardent, non comme une taxe, mais comme un réglement & une choſe

de convenance. Chaque assemblée a favorisé & soutenu cet établissement dès sa naissance, par des octrois d'argent, ce qu'elles n'eussent pas fait autrement; & les Habitans ont toujours payé le port de leurs lettres.

D. Quand reçutes-vous les ordres dont vous avez parlé?

R. Je les ai apportés avec moi, il y a environ quinze mois.

D. Quand en avez-vous fait part au Ministre?

R. Aussi-tôt après mon arrivée, pendant qu'on délibéroit sur l'acte du timbre, & avant le que Bill ne fut proposé.

D. Ne seroit-il pas plus avantageux à la Grande-Bretagne que l'on cultivât le tabac en Virginie, au lieu d'y établir des manufactures?

R. La culture du tabac est sans doute plus avantageuse.

D. En quoi les Américains faisoient-ils consister leur principale gloire?

R. A pouvoir satisfaire leur goût, par le moyen des modes & des manufactures de la Grande-Bretagne.

D. Et aujourd'hui qu'est-ce qui les flatteroit le plus?

R. Ce seroit de reprendre leurs vieux habits & de les porter jusqu'à ce qu'ils pûssent s'en faire eux-mêmes de neufs.

Fin de l'interrogat.

PEUT-ETRE bien, Monſieur, avez vous déja vu ce morceau intéreſſant dans d'autres Recueils François; mais il étoit eſſentiel de l'offrir de nouveau à votre conſidération, vû les circonſtances actuelles; & j'aurois pû d'autant moins m'en diſpenſer, que j'en ai un un autre à vous faire connoître dont il eſt le prélude néceſſaire. Je renvoye à ma prochaine lettre ce dernier, qui, je crois, n'a point encore eu de publicité, au moins hors de l'Angleterre. Ce ſont diverſes queſtions faites de la part des Miniſtres Anglois, en 1769, à M. le Docteur Franklin & ſes ré-réponſes. L'affaire des taxes y eſt diſcutée d'après les changemens apportés au fonds de la querelle, par la révocation de l'Acte du timbre, par l'acte déclaratoire & par la création d'une autre eſpèce d'impôts intérieurs, retirés enſuite & n'exiſtant plus que dans le ſeul article du thé. Avec le ſecours de ces deux écrits, il n'y aura aucun point des propoſitions d'arrangement attendus de la part de Milord North, que vous ne ſoyez en état d'apprécier à ſa juſte valeur.

Ces commentaires de paix ne me font point oublier que vous en déſirez auſſi ſur la guerre, & que le 7 Janvier il eſt arrivé des nouvelles de l'armée des Freres Howe, dont le Miniſtère a cru avoir grand ſujet de ſe réjouir, quoiqu'à les bien examiner, elles n'ayent point rendu l'état de ſes affaires beaucoup meilleur. Vous avez pu juger, par

le peu de sensation qu'elles ont produit à la Bourse pour relever le crédit, prodigieusement baissé depuis le premier de ce mois, que le public éclairé n'a point regardé ces succès comme un gage assûré de la prochaine fin de cette guerre exécrable. Vous verrez, par les observations suivantes, s'ils promettent seulement que l'armée du Général Howe passe un hyver bien tranquille dans Philadelphie. Je vous ferai lire ensuite deux écrits qui vous expliqueront les vraies causes de la secousse que le crédit Anglois a reçue, & d'après lesquels vous conclurez que l'Angleterre touche réellement à sa derniere ruine, c'est-à-dire, qu'il lui faudra renoncer à toute sa consistance politique parmi les Nations de l'Europe, si dans le court espace de cet hyver elle n'a pas regagné, par ses négociations, ce que lui ont fait perdre trois malheureuses campagnes & quinze années de mauvaise administration.

A nos Guides.

MYLORDS ET MESSIEURS,

» Vous nous donnez enfin une gazette extraordinaire pour nous annoncer, avec le plus grand appareil, la réduction de deux ou trois forts en (*a*) terre qui auroient empêché

(*a*) On avoit eu toutes les peines possibles à établir du canon sur l'Isle de *Mud*, qui est une Isle de vase.

votre armée de changer de position, c'est-à-dire de s'enfuir comme elle a fait de Boston & des Jerseys«.

» Que nous apprenez-vous de plus? Les Officiers de la Marine, ainsi que les Matelots, se sont comportés avec la plus grande bravoure dans le service pour lequel ils étoient commandés. A cela nous nous écrierons, n'est-il pas bien douloureux que d'aussi braves gens ne soient pas employés à des opérations plus propres à terminer promptement la guerre! Quoiqu'il en soit, les deux Freres se congratulent avec la plus grande cordialité sur leurs exploits respectifs, sans se donner seulement la peine de faire préssentir l'avantage que la nation tirera de leurs opérations, sans nous dire comment notre flotte & notre armée seront garanties de toutes les entreprises que l'ennemi pourra tenter pendant un long & rigoureux hyver, séparées comme elles le sont l'une de l'autre, & continuellement environnées d'une foule d'ennemis actifs & infatigables, dont les forces se grossissent journellement. Il y a ici des gens qui ne sont pas sans inquiétude sur le sort du Chevalier Howe. Selon eux, il pourroit bien lui arriver la même chose qu'à Burgoyne. Et alors que deviendra la flotte, sa navigation étant toujours obstruée *par ces vilains chevaux de frise*? Quand *cette occasion favorable de les enlever* se présentera-t-elle? Ce ne sera point dans le fort de la gelée ou des neiges,

ou pendant les ouragans de l'hyver? que feront donc alors les vaiſſeaux Anglois dans les ports ou ſur les rivieres de l'ennemi ?«

» Vos Généraux ne nous diſent pas un mot du Général Washington, ni de l'armée qui eſt ſous ſes ordres, ni des opérations d'aucune des deux grandes armées qui ſont preſqu'en préſence l'une de l'autre. Nous ne ſavons rien de la poſition, de la force & de l'état de l'armée Rebelle, ni de ce qu'on a fait pour mettre la nôtre à l'abri de tout danger ou ſurpriſe de ſa part «.

» Il n'eſt nullement queſtion du Général Clinton & de ſa garniſon à New-York; & on nous laiſſe ignorer ſi nos troupes y éprouvent toutes les horreurs d'un ſiege ou ſi elles n'y ſont que bloquées: ou bien ſi elles y vivent dans les plaiſirs & dans l'abondance. Nous ſommes auſſi peu inſtruits ſur le ſort du Général Vaughan & de ſon détachement. Eſt-il revenu triomphant de ſa périlleuſe excurſion, ou ſera-t-il tombé comme Burgoyne dans les filets de l'ennemi ? «

» Il y avoit dans la flotte des Officiers tels que l'Amiral Chevalier Peter Parker & le Commodore Hotham. Sont-ils vivans ou morts? C'eſt ce qu'on laiſſe à deviner à leurs amis & au public. On ne trouve ſeulement pas leurs noms dans les dépêches du Lord Howe, ni du Général ſon frere, à moins que, par l'Amiral à *Rhode-Iſland*, le Lord Howe ne déſigne le Chevalier Parker. Là

dessus permis à tout le monde de penser ce que bon lui semblera «

Mais, ce qu'il y a de plus remarquable dans cette gazette, c'est que le Général Howe a totalement oublié de reprendre le fil de son histoire de l'armée, depuis sa lettre datée du 25 Octobre (insérée dans la gazette extraordinaire du 2 Décembre) jusqu'au 18 de Novembre; ce qui fait une lacune de vingt-quatre jours dans sa narration. Cette omission vient-elle du Général, ou de ce que vous auriez mutilé sa dépêche? Devons-nous enfin l'attribuer à la négligence de l'Auteur, ou à la circonspection des Editeurs?

Signé, *Philo patriæ.*

DES LETTRES arrivées de la Flotte Angloise ont rapporté divers détails qui ne se trouvent point dans les dépêches des deux Freres. Dans l'intervale du 25 Octobre au 18 Novembre, il y avoit eu une affaire des plus vives à *Province-Island*, & les troupes du Roi en avoient été repoussées avec une perte très-considérable, laissant en outre aux Américains 50 prisonniers & plusieurs Officiers du dixieme régiment. — Le Chevalier Howe fait regarder la navigation comme parfaitement libre sur le Delavare, au moins pour les Frégates & les Bâtimens de transport, & cependant on a des nouvelles certaines, que le *Craford* & la *Julienne*, deux bâtimens de

transport se sont perdus sur les *Chevaux de frise*. Ces mêmes nouvelles ajoutent que ce n'est qu'avec les plus grandes difficultés que les subsistances nécessaires arrivent à Philadelphie, parce que le Lord Howe n'a pu avoir que sept hommes du pays, en état de conduire les bâtimens au milieu de cette multitude d'Ecueils. Le Delavare, au-dessus de Philadelphie, ne fournit pas des vivres avec plus d'abondance à la ville & à l'armée, parce que quelques galeres Américaines ont remonté très haut dans cette riviere, & qu'elles empêchent toutes les subsistances d'y arriver par eau, tandis que les troupes légeres de Washington écartent ou enlevent ceux que l'armée Angloise réussiroit à se procurer par terre. L'état de l'armée navale n'est pas plus heureux. Tous les vaisseaux que les glaces surprendront dans la riviere Delavare, seront infailliblement brûlés. L'eau douce de cette riviere a séché & déjoint tous les Bordages; ils ont souffert ce préjudice après une navigation des plus laborieuses de la Nouvelle-York à la Baye de Chésapeak, & si on ne leur donne pas très-incessamment un nouveau doublage, c'est une flotte entiere perdue pour toujours. Vingt-cinq millions tournois ne suffiroient pas pour en construire une semblable, seulement en frégates de guerre & vaisseaux de force: je ne parle point des bâtimens de transport. Le surplus de cette armée navale croisoit depuis la Floride jusqu'à l'embouchure du Delavare;

mais on ſait que c'eſt peine perdue dans l'hiver & dans les brumes. Tout cela n'offre pas une perſpective bien riante pour l'hivernage.

Vous avez vu dans la lettre du Général Howe qu'il comptoit marcher inceſſamment à Washington. On prétend, mais je ne vous l'aſſure point, qu'il a tenté de réaliſer ce projet le 5 Décembre; mais qu'il a trouvé Washington trop fort dans ſes retranchemens à *White-Marsh*, bourgade éloignée de cinq lieues de Philadelphie. On ajoute que le 15 M. le Chevalier Howe étoit encore dans Philadelphie. Ce Général jugeoit très bien ſa poſition, & n'avoit point attaché une grande importance à la priſe des forts, puiſqu'il ne s'eſt ſervi que du paquebot ordinaire & de l'occaſion d'un Officier qui revenoit par congé pour en donner la nouvelle à la Cour. On croit que Mylord Germaine, ſon ennemi, a affecté de publier ſa dépêche par une Gazette extraordinaire pour groſſir les torts & & les ridicules qu'il s'attache à lui donner. Il paſſe pour certain que ce Lord a reçu à ce ſujet, une viſite qui lui a cauſé les mêmes agitations que Mylord Suffolk a reſſenties à la lecture de certaines lettres qui lui ſont arrivées de Paris. Mylady Howe, Douairiere, s'eſt rendue chez ce Miniſtre, elle lui a dit nettement, *qu'au retour de ſes fils il trouveroit à qui parler : que les outrages qu'on ne ceſſoit de leur faire dans les papiers publics*

partoient de ses Bureaux, & que jamais de sa vie, elle n'avoit autant regretté d'être femme. C'est ce qui a fait dire assez plaisamment que c'étoit le cas de prendre pour second la Chevaliere d'Eon. Il est heureux pour ces deux Lords que cette héroïne se trouve absente de l'Angleterre. La Pallas de Tonnerre verroit en eux des ennemis dignes d'elle, & sur qui il lui seroit doux de venger à la fois sa nation & son sexe.

Mylord Germaine n'est pas plus à son aise avec le Lord Barrington, Secrétaire de la guerre: il s'est élevé de vives querelles entre eux pour des nominations d'emplois dans les nouveaux régimens; & en général le Conseil est divisé. Les uns insistent pour une guerre littorale seulement: Mylord Germaine est de cet avis: d'autres conseillent une guerre sur terre: d'autres la paix; ce sont les plus sages, aussi est-ce le petit nombre. Comme leur avis ne prévaut point, les Freres Howe seront rappellés, & on croit que le Lord Amherst & le Général Murray, qu'on fait revenir de Minorque, partageront entre eux le commandement des armées.

Comme les Freres Howe n'ont point parlé de l'armée de Clinton, vous serez bien aise sans doute de savoir ce que quelques lettres m'en ont appris. — Il subsiste toujours de la mésintelligence entre ce Général & le Chevalier Howe, à qui il a été contraint d'envoyer quatre régimens, quoiqu'il n'eût pas à beau-

coup près les forces néceſſaires pour ſe maintenir dans la Nouvelle - York & dans les poſtes voiſins qu'il lui a fallu évacuer. Il a craint le ſort du Lord Percy, qui avoit refuſé les ſecours que le Général Howe lui avoit demandés, & à qui cette réſiſtance a fait perdre le fruit de tous ſes travaux précédents. Il eſt certain que pluſieurs corps Américains commandés par le Général Putnam, âgé de 72 ans, environnoient l'Iſle de New-York le 16 Novembre, & que la Ville ſe croyoit ſi proche du moment où elle repaſſeroit ſous la domination des Etats - Unies, que le papier du Congrès y avoit cours ſur le pied de quatre shillings du pays pour un shilling ſterling. (Le pair eſt de 175 pour 100) ce qui eſt une valeur conſidérable, quoiqu'encore éloignée du pair. — Les marchandiſes d'Angleterre y foiſonnoient au point, que malgré les primes d'aſſurance, le fret &c. elles ſe donnoient à meilleur marché qu'à Londres. — On prétendoit y compter dix-ſept mille hommes de garniſon; mais les quatre cinquiemes étoient des provinciaux enrôllés de force, & dont la fidélité eſt très-ſuſpecte ainſi que l'expérience l'a démontré. Les vaiſſeaux étoient diſtribués dans les ſtations les plus favorables pour couvrir la ville; mais s'ils y étoient pris par les glaces on s'attendoit à voir les Américains en faire des feux de joie, comme ils l'ont fait de l'*Auguſte* de 64 canons, de la frégate le *Merlin*,

du *Crawford* & du *Juliana* ſur le Delavarre, & de la frégate la *Syrene* de 32 canons à Rhode-Iſland, ainſi que de deux autres bâtimens qui l'accompagnoient. Les Miniſtres n'ont point publié dans la Gazette la dépêche que le Général Pigot leur a écrite à cette occaſion, & dans laquelle il leur apprend que la force des Américains qu'il avoit en préſence, étant trop conſidérable, il n'a pas oſé ſortir de ſes retranchemens pour aller à eux, ces détails ſont venus avec celui de la perte totale de la *Syrene*, qu'un coup de vent avoit jetté ſur la côte, où il n'a pas pu empêcher les Américains de la brûler.

Je vous ai promis, Monſieur, de vous faire voir deux écrits que je regarde comme les indices des vraies cauſes qui ont fait baiſſer de neuf pour cent en cinq ou ſix jours les fonds les plus accrédités; & notamment les quatre pour cent de l'année derniere, qui de 94 ſont retombés à 85.

Suivant moi, il y en a deux principales, leſquelles ſe ſont manifeſtées enſemble: l'une eſt la perte de l'honneur national de l'Angleterre, l'autre eſt le ſentiment de ſa foibleſſe. Mon affaire n'eſt point de diſcuter s'il eſt vrai que l'honneur Anglois ſoit perdu, ou ſi réellement cette nation eſt dénuée de toutes forces réelles: il me ſuffit que ce ſoit l'opinion générale du peuple & c'eſt ce que je ne crains point d'avancer, en faiſant marcher ſur la premiere ligne le découragement où la perte

visible de l'honneur national a jetté tout ce qu'il y a de gens éclairés dans ce Royaume. Il a éclaté aussi-tôt qu'on a sû que Mylord Suffolk avoit nié un outrage qu'il s'étoit permis de faire en Parlement au Militaire François, & auquel aucun Anglois n'avoit fait attention, tant ils attachent peu d'importance aux bavardages de la plupart de ces débats parlementaires. Dès qu'il eut percé que ce mauvais propos, faux ou vrai, c'est ce que je n'examine point, avoit fait sensation à la Cour de Versailles: dès qu'on eût vu que Mylord Suffolk vouloit paroître le nier publiquement, non dans les Gazettes Angloises, mais seulement dans un papier François, la conséquence a été bientôt tirée; » nous craignons la guerre, donc nous » l'aurons », & aussi-tôt les fonds ont baissé. Voilà qu'elle a été la premiere cause de cette révolution, qui pourroit bien engager Mylord North à reculer son opération de finances jusqu'à ce que le crédit se soit assez relevé pour qu'il puisse la faire sous de meilleurs auspices.—La seconde est arrivée au moment ou l'on venoit de recevoir d'Amérique l'assurance que la grande armée Angloise s'étoit ouvert une porte pour se sauver de Philadelphie. Celle-ci a porté un second coup si furieux au crédit, qu'au lieu de recevoir quelque vigueur de ce qu'il pouvoit y avoir de favorable dans les nouvelles d'Amérique, les fonds ont baissé encore de quelques crans de plus. Je parle de la copie qui s'est répan-

due d'un traité pour le tabac de la Virginie entre les Fermes générales de France & les Députés Américains à Paris. Je ne vous garantis pas plus l'exiſtance de ce traité que je ne prétens ſavoir que Mylord Suffolk a tenu ou n'a pas tenu, les propos qu'on lui impute : j'obſerve ici les fluctuations des eſprits : je vous les peins de mon mieux, pour que vous appreniez de plus en plus à connoître cette nation ; & dans le cas préſent ce ne ſont point mes raiſonnemens & mes combinaiſons que je mets ſous vos yeux, ce ſont des traductions littérales des papiers Anglois.

N.° I. *Obſervations ſur la conduite du Miniſtère Anglois avec la France.*

» Quoique nos Miniſtres affectent de parler ſur un ton très-haut d'une guerre avec la France, & qu'ils ayent l'air de vouloir en impoſer à cette Puiſſance, en mettant un plus grand nombre de vaiſſeaux en commiſſion, &c. comme ſi on pouvoit ignorer que c'eſt pour avoir l'air d'employer les ſoixante mille hommes de mer obtenus du Parlement, & même un nombre extraordinaire en ſus, tandis que nous n'en avons d'effectifs que 48,000 en tout ; ce n'en eſt pas moins un fait *qu'ils implorent en ſecret l'indulgence de la France.* Dès qu'on a ſu en France que le Lord Suffolk, dans ſon diſcours ſi étrangement amphatique, avoit fait uſage

usage de quelques expressions de mépris en parlant des François, toute la Cour de France a pris feu : la fureur & l'indignation s'y sont manifestées de toutes parts. Le Lord Suffolk voudroit-il avoir la bonté de communiquer au public la copie d'une lettre qui lui a été adressée à cette occasion par un certain Comte, Maréchal de Camp? Le Lord North a eté alarmé de cette lettre qui marquoit un vif ressentiment de la part de la Cour de France. Ce Lord a mis aussitôt de côté son indolence ordinaire, & il s'est donné des mouvemens surprenans pour étouffer le feu qui étoit sur le point d'éclater. On voudroit savoir s'il n'a pas écrit une longue lettre à un particulier de ses amis à Paris, dans laquelle il protestoit que le lord Suffolk ne s'étoit point servi des expressions qu'on lui avoit imputées : que ce Lord & lui Lord North avoient au contraire le plus profond respect & la plus véritable estime pour toute la Nation Françoise ; mais que le Lord Chatham avoit parlé fortement contre cette même Nation & s'étoit beaucoup étendu sur son sujet? Le Lord North n'a-t-il pas ajouté dans la même lettre, que malgré le malheur arrivé au Général Burgoyne, il ne seroit point fait de changements dans le Ministère Britannique : que ceux qui le composoient étoient déterminés à s'appuyer mutuellement de toutes leurs forces ; & qu'ils

avoient résolu unanimement de continuer la guerre d'Amérique ? Cette lettre a été lue en France de ceux par qui l'Auteur avoit désiré qu'elle le fût ; mais elle a produit un effet tout opposé à celui qu'il en avoit attendu. Les misérables & pusillanimes craintes du Lord North étoient trop frappantes pour n'être point remarquées. Cette démarche n'a servi qu'à confirmer & à augmenter le mépris que les François avoient déja pour ce Ministre «.

N.° II. *Traité entre les Fermes générales de France & les Américains.*

On présume qu'il a été négocié un Traité entre l'Amérique & la Cour de France. Nous laissons aux Ministres à deviner de quelle nature il peut être. Ce n'est pas pour leur information, car ils ne valent pas la peine qu'on leur donnent des avis salutaires, mais pour l'instruction des Peuples abusés, que l'on publie le fait suivant. Que l'Ambassadeur de France le nie s'il l'ose.

» MM. Rollin & Bouret ont été députés par les Fermiers Généraux de France pour négocier un Traité de commerce avec MM. Franklin & Deane, Agens du Congrès à Paris. Ce Traité, qui a été ou qui sera ratifié par le Roi de France, porte : — *Que l'Etat de la Virginie fournira annuellement aux Fermiers Généraux vingt mille boucauts de tabac au prix*

de six deniers & un quart sterl. la livre. Jusqu'à ce que ces vingt mille boucauts soient rendus dans les ports de France, l'Etat de la Virginie ne fournira pas un seul boucaut de tabac à aucune autre Puissance Européenne «.

Ce Traité est conclu pour sept, quatorze ou vingt & un ans, avec l'option pour les parties contractantes, de l'annuller ou de le continuer à l'expiration des sept ou quatorze premieres années. Les Agents du Congrès sont convenus pour l'Amérique de prendre des marchandises en échange pour le tabac qui sera ainsi envoyé de la Virginie en France; & lesdites marchandises seront portées en Amérique sur des bâtimens François, qui rapporteront la quantité de tabac convenue par le traité.

Ce traité est certifié par:

Messieurs { De Beaumarchais.
Rey de Chaumont.

» Tel est le fait. Quelle en sera la conséquence? Ce sera certainement l'accroissement des revenus de la France. Les Fermiers Généraux y relevent du Gouvernement, ainsi que les différens Officiers de nos Douanes relèvent du nôtre. Plus la recette des Fermiers Généraux est considérable, plus ils sont en état d'augmenter le prix de leurs baux. Un marché exclusif avec l'Amérique pour avoir du tabac de la

premiere main, ne peut qu'être extrêmement avantageux dans un pays où il se fait une si grande consommation de tabac. Il s'en suit que ce marché qui vient d'être conclu sera aussi utile à la France que préjudiciable à la Grande-Bretagne. Le commerce du tabac va être exclusivement entre les mains de la France, qui est, sans contredit, la plus puissante rivale de l'Angleterre. Mais ce n'est pas là tout. Comme la France s'est emparée du commerce du tabac par le traité le plus solide avec l'Amérique, l'Espagne ne peut-elle pas en faire autant pour le commerce exclusif du riz? L'Etat de la Virginie est actuellement engagé pour remettre son tabac à la France. Pourquoi l'Etat de la Caroline Méridionale ne prendroit-il pas les mêmes engagemens pour fournir exclusivement son riz à l'Espagne? Tant que les Américains se sont soumis à l'acte de navigation, la France n'a été approvisionnée de tabac que par la voie de l'Angleterre. Dorénavant elle le tirera en droiture de l'Amérique à moitié meilleur marché. Un revenu si avantageux aux intérêts de la France sera certainement protégé par cette Cour. Ce seroit s'abuser que de supposer le contraire. Quelque sinceres que puissent être les dispositions de la France pour le maintien de la paix, on ne doit point s'attendre à la voir sacrifier ses intérêts aux nôtres. Sans doute la France ne pourroit faire ac-

tuellement une plus haute sottise que de commencer les hostilités. Pour cela il faudroit qu'elle fût en tous points préparée à la guerre, parce qu'il peut arriver que le commerce d'Amérique, dont elle prive la Grande-Bretagne, occasionne une rupture. Elle se contentera de protéger les Fermiers Généraux pour les faire jouir du traité qu'ils ont fait. Le Gouvernement leur doit cette protection. Des vaisseaux de guerre François seront placés en différents lieux pour escorter les bâtimens chargés de tabac qui se rendront de la Virginie aux ports de France. Le moindre signe d'humeur de la part de l'Angleterre occasionnera une résistance qui donnera lieu à des plaintes. Malgré cela, la France ne commencera point les hostilités. Elle continuera de protéger son commerce exclusif avec l'Amérique, assez ouvertement pour forcer, s'il est possible, l'Angleterre à frapper le premier coup; & alors il s'agira de savoir lequel de nos alliés nous prêtera du secours. Or, nos Traités sont rédigés d'une maniere si absurde, que les Alliés de l'Angleterre ne se sont engagés à la secourir que dans le cas où elle seroit *attaquée la premiere*. Par conséquent aucun d'eux n'est obligé d'embrasser notre querelle, si nous croyons ne pouvoir nous dispenser d'être les *aggresseurs*.

P. S. du 14 Janvier.

Je ne fermerai point ce paquet sans vous

parler des bons effets de la souscription charitable pour les prisonniers Américains & étrangers, qui est due aux sentimens & à l'humanité de Milord Shelburne. Comme spéculateur politique je ferai marcher le premier celui qui est proprement de mon ressort. C'est le louable désaveu donné en cette occasion par le ministere Anglois à ses ordres antérieurs. Vous n'avez point douté que ce ne fût en conséquence d'instructions bien positives, bien absolues, que Milord Stormont avoit pu rejetter l'année derniere, avec une dureté qui a dû couter infiniment à son cœur, les propositions que les Agens Américains lui avoient faites pour obtenir un échange dont il ne voulut pas même entendre parler. Eh bien, Milord Germaine vient de faire l'accueil le plus gracieux aux députés du Comitté; il les a renvoyés à Milord Sandwich, dans le département duquel se trouvent aujourd'hui les prisonniers, & non sans avoir donné les plus grands éloges au motif d'humanité qui les faisoit agir. Milord Sandwich s'est empressé de les entendre, & les ordres ont parti aussi-tôt de ses bureaux, pour faire construire des salles où les prisonniers seront chauffés en commun. M. Boddington, un des Députés, a été instamment prié de faire savoir au public par les Gazettes, tous les détails de la gracieuse audience qu'ils avoient obtenue, & il l'a fait par un avis daté du 5 Janvier. Milord Sandwich n'est point con-

venu que jusque-là le soin de ces prisonniers eût été négligé ; il n'a pas consenti non plus qu'un Commissaire Américain pût venir en Angleterre pour veiller à leurs intérêts ; mais il a promis d'avoir égard à toutes les plaintes qui lui seroient portées ; & qu'on n'empêcheroit personne de leur procurer des soulagemens ; enfin, il a ajouté que le Gouvernement étoit disposé à l'échange, proposé, je crois, en Mars dernier, par le Docteur Franklin. Je suis persuadé que Milord Stormont fera agir tout le crédit de son oncle, Milord Mansfield, pour être chargé de cette négociation, afin de pouvoir donner un libre cours aux sentimens dont il est rempli, comme homme, comme chrétien, & j'oserois ajouter comme homme lettré. Les souscriptions ont abondé de toutes parts. La premiere après celle du Directeur du Comité, est d'un pauvre Marinier qui a donné deux petits écus, & que par délibération on a placé en tête de la liste où figurent une multitude de noms de la premiere distinction. J'ai remarqué un passage de l'avis publié à Doncaster, qui me paroît être dans le bon style de l'humanité & de la Religion. Comme c'est une phrase qu'on peut dire *cosmopolite*, vous me permettrez de vous la rapporter. » On espere que tous les Habitans de cette Ville, de quelque parti qu'ils soient, considereront que soit que ces malheureux aient été réduits à cette affreuse situation par leurs

crimes, par leur erreur ou par leurs vertus, ils ont des droits inconteſtables à la compaſſion & aux ſecours de tous ceux qui s'honorent du nom de Chrétiens. «

Les noms du Docteur Franklin, ainſi que ceux de M. Dean & de M. Lée, Députés des Etats-Unis en France, ne ſont point ſur la liſte, parce qu'ils ont envoyé directement aux priſonniers leur contribution qui a été de mille livres ſterling. Enfin à la clôture du regiſtre, le 12 Janvier, la ſouſcription s'eſt trouvée monter à 3700 liv. ſterling, qui, joints aux mille livres de Paris, ont formé un dividende d'environ cinq liv. ſterl. (120 liv. de France) pour chacun des priſonniers qui ſont au nombre de mille. — Ces contributions n'ont point nui aux charités d'uſage dans les fêtes de Noel : au contraire, celles-ci ont été plus fortes que les années précédentes de la part des deux partis, par vanité de celui qui venoit d'aider les Américains, & de celui des Miniſtres par pique. Comme la providence fait tout ſervir à ſes fins !

Mais il eſt une autre eſpèce de ſouſcriptions qui n'a pas eu, à beaucoup près, des ſuccès auſſi brillans : c'eſt celle que les amis de la cauſe miniſtérielle ont établie pour lever dans la Grande-Bretagne les 32,000 hommes avec leſquels ce parti eſpere réduire enfin l'Amérique. Les dix mille Paroiſſes du ſeul royaume d'Angleterre mirent

ſur pied, du tems de Richard Ier. 350,000 hommes pour l'expédition en Terre Sainte. Mais celle de l'Amérique eſt bien éloignée de produire les mêmes merveilles. A peine compte-t-on ſur ſix ou ſept mille hommes, & ſur douze mille en tout y compris l'Ecoſſe. Nous en ferons le dénombrement à la fin de Mars qui eſt le tems marqué pour leur embarquement.

M. le Docteur Franklin ſera faché que cette idée ait eu un ſi mince ſuccès. On m'a aſſuré qu'il avoit déja annoncé au Congrès l'arrivée de trente mille Artiſans & Manufacturiers pris dans ce qui reſte de mieux en ce genre en Angleterre, & dont l'induſtrie, en peu d'années porteroit l'Amérique au plus haut degré de ſplendeur, & nous feroit peut-être voir dans notre ſiecle la Grande-Bretagne ſa tributaire. Ses eſpérances ne feront pas tout-à-fait remplies; car les levées en queſtion ſe font avec une lenteur ſcandaleuſe. La ville de Mancheſter, qui a donné l'exemple, fournira à peine la moitié du contingent de mille hommes qu'elle s'eſt elle-même impoſé : on ne les trouveroit point dans tout le Comté de Lancaſtre. Celles de Norwich & de Newcaſtle, & quantité d'autres s'y ſont refuſées hautement. Les bras manquent preſque par-tout pour le ſoutien des diverſes exploitations ou cultures. Les villes à manufactures avoient déja vu depuis longtems leurs meilleures maiſons réduire le

nombre de leurs métiers : les principales avoient fermé leurs salles de spectacle & renvoyé leurs Comédiens : & c'est au milieu de ces circonstances qu'on prétend recruter 32,000 hommes dans un pays déja épuisé & ruiné ! Mais tout le monde sait ici que ceux qui ont imaginé ce beau projet & qui montrent le plus d'ardeur pour sa réussite sont des gens affamés des graces de la Cour, & qui ne cherchent que leur propre avancement aux dépens de qui il appartiendra. Au reste, moins ces levées auront produit d'hommes, moins il en coutera au Gouvernement pour les transporter en Amérique. La dépense des transports pour chaque homme est de 23 livres sterling. C'est payer cher le plaisir de peupler l'Amérique de bras utiles & de défenseurs.

P. S. du 16 Janvier.

On vient de me communiquer une lettre de Boston du 3 Décembre, où on assure que les Torys de la Nouvelle York sont sur le point d'abandonner la Ville, & que tout y est dans une affreuse confusion. Les Torys retiennent tous les bâtimens en état d'appareiller, & ils en achetent d'autres pour se sauver avec leurs effets aussitôt que les troupes du Continent paroîtront. La maladie s'est mise dans les troupes de Clinton, & la garnison manque de subsistances fraiches, quoique les marchandises séches y abondent,

Preſque journellement les partis Américains enlevent quelques-uns des poſtes extérieurs. Il y eut le 16 Novembre dix-neuf ſoldats Anglois tués à coups de bayonnette dans un même corps de garde. La nouvelle de la prochaine arrivée du Général Gates, avoit jetté dans une égale conſternation les troupes Angloiſes & Provinciales. Le Brigadier général Arnold, guéri de ſa bleſſure, eſt parti d'Albany pour l'armée de Washington. Ces nouvelles ſont arrivées ſur le vaiſſeau *le Succès*, qui a débarqué le Courier à Douvres.

Le bruit qui avoit couru d'une tentative faite le 5 Décembre, pour engager une affaire avec le Général Washington, n'étoit point hazardé. Il y a ſeulement cette différence, que ce fut le 6 qu'un parti du Général Howe attaqua un piquet de Washington, dont le Commandant fut tué. Mais les retranchemens des Américains parurent ſi forts, que le Général Howe ſe retira, ne jugeant pas le moment convenable pour les attaquer.

On ne peut former que des conjectures ſur l'état actuel de défenſe où eſt le Canada. Un Marchand de Londres a reçu des ordres conditionels, relativement auxquels il a cru devoir demander des éclairciſſemens à Milord North. On lui commandoit des envois pour la ſomme de cinq mille livres ſterling, ſi le nombre des troupes deſtinées pour le Canada étoit de cinq mille hommes, moitié moins s'il n'étoit que de trois mille, & aucun en-

voi ſi on n'y faiſoit point paſſer de troupes. La plupart des ordres reçus de Quebec étoient de la même nature. Le Lord North a répondu qu'il n'y avoit rien encore d'arrêté à cet égard. On voit clairement qu'au jugement des peuples de cette Province, elle eſt en danger d'être enlevée au Roi d'Angleterre par les Américains dans la campagne prochaine, s'il n'eſt pas dans le plan de la Cour d'y faire paſſer une nouvelle armée. Le crédit public eſt toujours dans le même état de ſouffrance : la Banque ne pourra que difficilement ſeconder les efforts du Miniſtre pour le prochain emprunt. Celui de l'année derniere n'a pû ſe remplir que par les ſecours de cette Compagnie. Sans elle des Souſcripteurs pour la ſomme de cinq cents mille livres ſterling auroient manqué à leurs engagemens. Elle s'eſt obligée pour eux juſqu'au 12 Janvier 1778 ; mais à cette époque il a fallu qu'elle eût la complaiſance de les couvrir encore, en leur procurant un nouveau délai d'un mois au moyen de ſes billets. Sans le crédit de la Banque, où en ſeroient les Miniſtres, & ce crédit eſt-il capable de faire face à tout ? L'opération de Milord North pour l'année 1778 nous fera juger du terme juſqu'où il pourra ſe hazarder avec des reſſources, dont le vent le plus léger diſſiperoit l'immenſité.

La nouvelle de la retraite du Lord Howe, au moment où il comptoit attaquer Was-

hington, porte le plus grand préjudice aux nouvelles levées. On aſſure que la ville de Londres s'y refuſe, & que la Banque rallentit ſes payemens ; ſous le prétexte qu'on lui préſente fréquemment de faux billets.

P. S. du 17 Janvier.

Le bruit a couru ici ce matin que Philadelphie avoit été évacuée par le Général Howe, & qu'il s'étoit embarqué avec ſon armée ſur la flotte du Lord ſon frere pour regagner la Nouvelle York. J'ai voulu m'aſſurer ſi cette nouvelle étoit vraie ; & je me ſuis convaincu que c'étoit un mal-entendu. On a voulu parler ſeulement de la marche rétrograde du Général Howe le 6 Décembre, lorſqu'il a abandonné ſon projet d'attaque, trouvant M. Washington trop bien retranché. Il n'eſt donc point parti de Philadelphie ; mais apprenant que les Américains s'avançoient de toutes parts ſur l'Iſle de New-York, il a détaché trois mille hommes de ſon armée pour aller renforcer le Général Clinton. Il y a apparence que c'eſt de la Nouvelle-York que nous devons attendre les premières nouvelles.

FIN.

AVERTISSEMENT.

QUOIQUE ce Recueil ſoit composé de deux parties très-diſtinctes, dont on s'eſt attaché juſqu'ici à bien marquer la ſéparation, l'Editeur craint cependant de n'avoir point parfaitement réuſſi à donner l'intelligence de ſon plan & à faciliter les recherches des faits & des piéces. Le ſoin qu'il a pris de numéroter de chiffres de différentes natures les pages de chaque partie, ne lui paroiſſant point encore ſuffiſant pour mettre toute la clarté poſſible dans l'ordre des matieres, il s'eſt décidé à former d'un alphabet entier chacun des volumes dont les cahiers ſe débitent conjointement. Par ce moyen, on pourra faire relier de ſuite tout un volume du journal, & pareillement tout un volume de Lettres du Banquier. Il faudra donc déſormais que le Relieur attende que la feuille Z du journal ait paru ainſi

que la Table des Matieres relative, pour former le Tome VII. des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique, & de même la feuille Z des Lettres du Banquier, aussi avec sa Table, pour former le Tome VIII. Il n'y aura dans cette distribution qu'un très-leger inconvénient, c'est que les volumes du journal des piéces & mémoires, & celui des Lettres du Banquier sur les évenemens du jour alterneront entr'eux. Mais on le supportera plus aisément que l'embarras qui peut résulter du mêlange des deux parties dans chaque volume.

On est obligé de renvoyer à un des prochains numéros, la Table des Matieres du Tome VI, qui sera la derniere où les deux espèces seront mêlées : chaque partie à l'avenir devant avoir sa Table.

*Lettre d'un Banquier de Londres, à M*** à Anvers.*

De Londres le 8 Février 1778.

Je m'acquitte de ma promeſſe, Monſieur, le plutôt qu'il m'eſt poſſible. Voici les réponſes données par le Docteur Franklin en 1769, à un Agent du Gouvernement chargé de ſavoir ſon ſentiment ſur les diſpoſitions de ſes compatriotes. Vous verrez à la ſuite de cette piece un autre écrit du même Docteur, & pareillement ſur l'objet de la taxation des Colonies. Celui-ci eſt remarquable par ſa date, qui eſt de l'année 1754. On y voit les mêmes raiſonnemens & les mêmes prédictions que dans ceux des années 1766 & 1769. De loin comme de près, M. Franklin préſſentoit tous les maux que l'Angleterre attireroit ſur elle par la réſolution de taxer ſes Colonies; & en vertueux & honnête citoyen, il a fait invariablement tous ſes efforts pour diſſiper ſon erreur. Il y avoit réuſſi ſous le règne du feu Roi, puiſque ce projet n'eut pas ſon exécution : ſoit que la force des raiſons de M. Franklin l'eût fait abandonner, ſoit qu'il ne fût que remis à un autre tems, la guerre avec la France étant alors ſur le point d'éclater; mais il

a été repris à la paix & par de nouveaux Miniſtres, qui apparamment jugerent que les circonſtances y étoient plus favorables ou qui en ſentirent plus fortement le beſoin que n'avoient fait leurs prédéceſſeurs.

N.° I. *Observations ſur l'origine de la guerre civile des Colonies Américaines.*

L'Angleterre, courbée ſous le poids de ſes lauriers & d'une dette nationale de 148 millions ſterling, s'apperçut dès l'année 1763 qu'elle ne pouvoit ſatisfaire aux payemens des intérêts & aux rembourſemens des capitaux de cette énorme dette par les ſeules impoſitions dont étoit ſuſceptible la population de ſix à ſept millions d'habitans de l'Angleterre proprement dite. On ſait que l'Irlande ne contribue en rien à la charge de la dette nationale, & que l'Ecoſſe ne ſupporte qu'une très petite portion des taxes dont tout le fardeau peſe ſur le ſeul peuple d'Angleterre.

George Grenville, premier Lord de la Tréſorerie, Miniſtre très-éclairé ſur la ſituation des Finances de la Grande-Bretagne, mais mal inſtruit de celle des peuples de l'Amérique & de leurs diſpoſitions, tenta en 1764 de rejetter ſur les Américains une partie du fardeau qui accabloit la culture & les manufactures de la Métropole. Il entrevoyoit, dans une population qui dou-

bloit tous les vingt-cinq ans, des moyens de libération & de ſoulagement pour la nation Angloiſe. L'acte du Timbre, qui ne portoit qu'une impoſition de cent ſoixante mille livres ſterling à lever ſur toutes les Colonies, ne lui parut pas devoir les allarmer. Les Américains plus éclairés ſur leur poſition que le Miniſtre Anglois, dont ils pénétrèrent les vues, ne virent, dans cette premiere tentative, que les conſéquences éloignées qui les menaçoient. Ils ſe refusèrent à une taxe interne & directe, comme illégale. Ils reclamèrent les principes de la Conſtitution Britannique & les droits dont ils avoient toujours joui en vertu de leurs Chartres. La convocation d'un Congrès général, dont l'aſſemblée fut indiquée à New-York, jetta l'allarme & la diviſion dans le Conſeil Britannique. Le Miniſtère du parti Rockingham, qui, au milieu de ces troubles naiſſans, avoit remplacé celui du parti Bedford, ſe détermina, pour les appaiſer, à faire révoquer en 1766 l'acte du timbre qui les avoit occaſionnés : mais l'acte de cette révocation fut accompagné en même tems de l'*Acte déclaratoire* par lequel le Parlement ſe réſervoit, ou plûtôt s'arrogeoit le droit *de taxer directement les Colonies, & de les lier dans tous les cas quelconques par les loix émanées du Corps Légiſlatif de la Métropole.* Le renverſement du Miniſtère paſſager du parti Rockingham laiſſa aux Miniſtères qui lui

ſuccédèrent, les moyens de reprendre le projet de taxer l'Amérique en vertu de l'acte déclaratoire toujours ſubſiſtant.

Le Parti Ecoſſois, dont le Lord Bute étoit le chef inviſible & le Lord Mansfield le Chef déclaré, entretint le Roi dans ce ſyſtême, & le flatta de la poſſibilité d'aſſujettir l'Amérique à une taxe parlementaire. On a vu ce ſyſtême adopté & repris ſucceſſivement par tous les Miniſtères qui ont gouverné l'Angleterre depuis 1766.

Le célebre Agent des Colonies, M. Franklin, réſidant à Londres, avoit acquis, par ſes liaiſons avec les différens Partis, la connoiſſance certaine de l'exiſtence de ce projet déterminé & arrêté dans le Cabinet du Roi depuis 1762. Son exécution ſuſpendue en apparence par la révocation de l'acte du timbre en 1766, ne tarda pas à éclater. Charles Townshend, premier Lord de la Tréſorerie, tenta de nouveau, dès l'an 1767, de taxer directement l'Amérique par les actes du Parlement, qui établiſſoient des impôts ſur ſix différens articles de conſommation intérieure, dans le nombre deſquels ſe trouvoit compris l'acte de l'impôt ſur le thé.

Les Colonies ne ſongèrent encore qu'à oppoſer une réſiſtance paſſive aux imprudentes démarches du Miniſtère & de la Nation Angloiſe. On vit ſe former l'aſſociation générale des Colonies qui produiſit la réſolution unanime de n'admettre aucunes manu-

factures de la Métropole, jusqu'à l'entiere révocation de tous les actes, & jusqu'au redressement de tous les griefs dont elles avoient à se plaindre. Le Ministre, qui succéda à Charles Townshend, tâcha vainement de jetter la division parmi les différentes provinces de l'Amérique. Il parvint cependant en 1769 à détacher la Nouvelle-York de l'association générale; mais ce ne fut que sur l'assurance formelle que le Gouvernement révoqueroit tous les actes, hors celui de l'impôt sur le thé, qu'on ne laisseroit subsister que nominalement, sans jamais le mettre à exécution. Les Colonies se prêterent, ou feignirent de se prêter à cet arrangement, qui ne pouvoit inspirer aucune confiance dans les engagemens du Gouvernement. Les Colonies n'ont jamais voulu admettre ni reconnoître l'acte déclaratoire par lequel l'orgueil de la Nation, la juridiction du Parlement & l'autorité du Roi se croyoient à couvert.

C'est dans ces circonstances, dont on vient de rapprocher les faits par un exposé exact, que le Gouvernement fit écrire en 1769, par un Ecossois nommé *Strahan*, au Docteur Franklin la lettre suivante, dont la traduction n'avoit encore paru dans aucun écrit public. Les sept questions qu'elle renferme, la netteté, la vérité des réponses de cet Agent éclairé des Colonies, la profondeur des réflexions qui terminent sa lettre, sont

autant d'honneur à sa prévoyance, qu'elles laissent d'étonnement sur l'inconcevable aveuglement du Gouvernement Britannique.

On a vu s'accomplir successivement les prédictions renfermées dans cette lettre, écrite en 1769. On a vu le Ministère Anglois reprendre en 1774, après quatre années d'une tranquilité apparente, un projet absurde dans le principe, & que l'accroissement de population des Colonies rendoit chaque jour plus inexécutable. Les Ministres Anglois n'ont évité aucune des fautes annoncées & prévues; les dissolutions des assemblées provinciales, la révocation & l'annullement des Chartres ont été suivies des mesures violentes & hostiles qu'elles devoient nécessairement amener. On verra bientôt la fin de cette grande & imprudente contestation, qui ne peut plus se terminer que par l'indépendance de l'Amérique.

Extrait d'une lettre au Docteur Franklin, en date du 21 Novembre 1769.

Je pense que les Serviteurs de Sa Majesté sont actuellement occupés de deux objets: le premier de soulager les Colonies des taxes dont elles se plaignent, & à l'imposition desquelles ils n'ont point eu de part. Le second, de conserver l'honneur, la dignité & la suprématie de la législature Britannique sur tous les domaines de Sa Majesté.

Sachant que vous avez une parfaite con-

noiſſance du ſujet en queſtion, & pleinement convaincu, comme je le ſuis, de votre fidele attachement à Sa Majeſté, & du déſir ſincere qui vous anime pour le bien de tous ſes ſujets également & ſans diſtinction, je vous prie de m'envoyer une réponſe aux queſtions ſuivantes, conçue dans votre maniere accoutumée, claire, courte & franche; je vous fais cette priere actuellement, parce que la matiere eſt de la plus grande importance, & qu'elle ſera bientôt & très-vivement diſcutée; & je vous la fais d'autant plus librement, que vous me connoiſſez trop bien & mes motifs auſſi, pour avoir le moindre ſoupçon que je vouluſſe faire un uſage peu convenable de ce que votre réponſe pourra m'apprendre.

1.° Les Colonies ne ſeront-elles pas pleinement ſatisfaites par une révocation de tous les droits, à l'exception de celui ſur le thé qui ſe payant auparavant ici à l'exportation de cette denrée, ne peut pas être conſidéré comme une impoſition nouvelle? Si vous me répondez négativement, je vous demanderai:

2.° Les raiſons de votre avis?

3.° Penſez-vous que le ſeul moyen efficace de concilier les différends actuels, ſoit de remettre les Américains préciſément dans la ſituation où ils étoient avant que l'on eût paſſé l'acte du timbre? Si c'eſt là votre avis, je vous demanderai:

4.° Les raisons sur lesquelles vous fondez cet avis ?

5.° Dans le cas où la législature Britannique & les Ministres de Sa Majesté regarderoient la méthode de conciliation exposée ci-dessus, comme incompatible avec les devoirs que leur impose leur qualité de Gardiens des justes droits de la Couronne & de ses Sujets leurs concitoyens, pourriez-vous suggérer quelqu'autre moyen de terminer ces querelles, qui s'accordât avec les idées de justice & de convenance que se sont formées les Sujets du Roi des deux côtés de la Mer Atlantique ?

6.° Et si l'on suivoit actuellement la méthode de conciliation, exposée ci-dessus, ne pensez-vous pas que sur le champ cette conduite enhardiroit le parti violent & factieux dans les Colonies à prétendre à des concessions encore plus étendues de la part de la Mere Patrie ?

7.° Si on ne fait droit qu'en partie aux griefs des Colonies, quelles conséquences probables imaginez-vous devoir en résulter, en considérant la chose en homme raisonnable, exempt de passion, & également ami des deux Partis ?

RÉPONSE.

Craven-Street, 29 Novembre 1769.

Mon cher Monsieur.

Au retour d'un petit voyage, je trouve

en rentrant à la Ville votre lettre du 21 ; elle contient un nombre de queſtions auxquelles un petit volume ne répondroit qu'incomplettement. Cependant, vous ne voulez que des réponſes courtes, & je vais tâcher de vous ſatisfaire.

Avant de me propoſer vos queſtions, vous penſez, me dites-vous, que les Serviteurs de Sa Majeſté ſont actuellement occupés de deux objets : 1.° de ſoulager les Colonies des taxes dont elles ſe plaignent : 2.° de conſerver l'honneur, la dignité & la ſuprématie de la légiſlature Britannique ſur tous les domaines de Sa Majeſté. J'aime à croire que vous êtes bien inſtruit, & que ce que vous ſuppoſez être en conſidération ſera mis à exécution, en révoquant toutes les loix qui ont été faites pour lever en Amérique un revenu établi de l'autorité du Parlement, ſans le conſentement du peuple de ce pays. Un tel acte de juſtice & de ſageſſe ne portera pas la plus légere atteinte à l'honneur & à la dignité de la légiſlature Britannique. Les corps les plus ſages ſont ſujets à ſe tromper, ſur des objets principalement qui ſont éloignés de leurs yeux. C'eſt de perſiſter dans l'erreur, & non de s'en corriger, qui fait tort à l'honneur d'un homme ou d'un corps d'hommes. La ſuprématie de cette Légiſlature ſera, je crois, mieux conſervée lorſqu'elle en uſera très-modérément, & lorſqu'elle n'en uſera que pour l'avantage évident des Colonies

elles-mêmes, ou de tout l'Empire Britannique, & jamais pour l'avantage particulier de la Grande-Bretagne, au préjudice des Colonies. J'imagine qu'au moyen d'une conduite aussi prudente, la suprématie pourra se fortifier par degrés & même avec le tems s'établir tout-à-fait; mais autrement je conçois qu'elle sera disputée & perdue dans la dispute. Dans le moment présent, les Colonies y consentent & s'y soumettent pour les reglemens du commerce général; mais la soumission aux actes du Parlement n'a jamais fait partie de leurs Constitutions primitives. Nos premiers Rois gouvernoient leurs Colonies, comme ils avoient auparavant gouverné leurs domaines situés en France, sans la participation des Parlemens Britanniques. Jamais le Parlement d'Angleterre n'avoit entrepris d'avoir part à cette prérogative jusqu'au tems de la grande rébellion, lorsqu'il usurpa le Gouvernement de tous les autres domaines du Roi, de l'Irlande, de l'Ecosse, &c. Il conquit par la force des armes les Colonies qui tenoient pour le Roi, & les gouverna ensuite comme des pays conquis; mais la Nouvelle-Angleterre n'ayant point résisté au Parlement, fut regardée & traitée en sœur, & comme une puissance amie de l'Angleterre, ainsi qu'on le voit dans les journaux sous la date du 10 Mars 1742.

Voici maintenant votre premiere question;

1.° Les Colonies ne seront-elles pas pleinement satisfaites par une révocation de tous les droits, à l'exception de celui sur le thé, qui, se payant autrefois ici sur l'exportation de cette denrée, ne peut pas être considéré comme une imposition nouvelle.

Réponse. Je pense que non.

2°. Vos raisons pour être de cet avis.

R. Parce que ce n'est pas la somme à payer pour ce droit sur le thé qui excite les plaintes, c'est le principe même de l'acte exprimé dans le préambule, savoir : *que ces droits ont été imposés pour le maintien du gouvernement & pour l'administration de la justice dans les Colonies.* C'est ce principe que les habitans des Colonies regardent comme inutile, injuste & dangereux pour leurs droits les plus importans. *Inutile*, parce que dans toutes les Colonies, à l'exception des deux ou trois plus nouvelles, le gouvernement & l'administration de la justice ont été maintenus sur un bon pied, sans qu'il en coutât rien à la Grande-Bretagne. *Injuste*, parce qu'en conséquence de ce principe, telle Colonie pourroit être obligée de payer certains droits pour d'autres, sans qu'il fût question de ses besoins ou de ses intérêts propres. *Dangereux*, enfin, parce qu'une pareille maniere de lever de l'argent pour ces objets tendroit à rendre leurs assemblées inutiles. En effet, si l'on pouvoit tirer un revenu pour les besoins du gouvernement

par un acte du Parlement, sans la concession du peuple des Colonies, les Gouverneurs qui en général n'aiment pas les assemblées, ne les convoqueroient jamais : elles seroient, pour ainsi-dire, mises de côté ; & lorsque le gouvernement n'auroit plus besoin, pour rien, de la bonne volonté des peuples, leurs droits seroient foulés aux pieds, ils seroient traités avec mépris. Une autre raison pour laquelle je pense que les Colonies ne seroient point satisfaites par une révocation partielle, c'est que leur résolution de ne rien importer jusqu'à la révocation des actes, les comprend tous, preuve qu'elles reclament contre tous ; & ces résolutions demeureront en vigueur, & continueront d'être obligatoires jusqu'à ce que tous les actes soient révoqués.

3°. Pensez-vous que le seul moyen efficace de concilier les différends actuels, soit de remettre les Américains précisément dans la situation où ils étoient avant que l'on eût passé l'acte du timbre ?

R. Oui, je le pense.

4°. Sur quelles raisons fondez-vous cet avis ?

R. On a essayé d'autres moyens : on a écrit aux Colonies des lettres pleines de reproches & d'indignation. Le Parlement a refusé d'entendre, ou a rejetté leurs *pétitions* (*a*). Elles ont été menacées par des

---

(*a*) On a cru devoir employer ici *Pétitions*, qui est le mot propre Anglois, au lieu de *Requêtes* qui auroit peut-être donné l'idée d'une forme trop semblable aux nôtres.

réſolutions des deux Chambres d'être punies comme coupables de trahiſon. Leurs aſſemblées ont été diſſoutes, & des troupes ont été envoyées au milieu d'elles. Mais tous ces moyens n'ont fait qu'irriter les eſprits & aggrandir la plaie. Les réſolutions de ne plus uſer des manufactures Britanniques ont pris une nouvelle force; & toutes les meſures employées juſqu'à préſent, au lieu de concilier les différends & de procurer le rétabliſſement de la bonne intelligence, ont preſque anéanti votre commerce avec ces pays & mis en grand péril la paix nationale & le bonheur général.

5°. Dans le cas où la légiſlature & les Miniſtres de Sa Majeſté regarderoient la méthode de conciliation expoſée ci-deſſus comme incompatible avec les devoirs que leur impoſe leur qualité de Gardiens des droits de la Couronne & de ſes Sujets leurs concitoyens, pourriez-vous ſuggérer quelqu'autre moyen de terminer ces querelles qui s'accordât avec les idées de juſtice & de convenance que ſe ſont formées les Sujets du Roi des deux côtes de la mer Atlantique ?

R. — Je ne vois pas comment cette méthode de conciliation ſeroit incompatible avec les droits de la Couronne. Si les Américains ſont remis dans leur première ſituation, ce devra être par un acte du Parlement; & en donnant à cet acte le ſceau de ſon conſentement, le Roi exercera les droits de la Couronne, ſans qu'ils reçoivent la

moindre atteinte. Il eſt indifférent à la Couronne que les ſubſides reçus de l'Amérique ſoient accordés par le Parlement d'ici, ou par les aſſemblées de l'autre côté de la mer, pourvu que la quotité ſoit la même ; & je ſuis d'ailleurs bien perſuadé qu'en général on accordera volontairement en Amérique beaucoup plus qu'ici on ne pourroit exiger, ou y faire lever par l'autorité du Parlement. Quant aux droits des autres ſujets de la Couronne (je ſuppoſe que c'eſt le peuple de la Grande-Bretagne que vous entendez) il m'eſt impoſſible de concevoir comment leurs droits pourroient ſouffrir de cette méthode de conciliation. Ils jouiront toujours du droit d'accorder leur propre argent, & même ils pourront encore, ſi cela leur plaît, conſerver leur prétention au droit d'accorder le nôtre ; droit qu'ils ne pourroient jamais exercer convenablement, faute d'avoir une connoiſſance ſuffiſante des circonſtances dans leſquelles nous ſommes de nos facultés, en un mot de nous mêmes (pour ne rien dire ici du peu de vraiſemblance que nous nous y ſoumiſſions jamais) droit qui par conſéquent ne peut jamais leur être d'aucune utilité. Et nous continuerons, nous, de jouir par le fait du droit d'accorder notre propre argent, avec la perſuaſion univerſellement répandue à préſent parmi nous que nous ſommes ſujets libres du Roi, & que ſes ſujets, dans une partie de ſes domaines, ne ſont pas les Sou-

verains d'autres ſujets comme ceux qui en habitent une autre partie. Si les ſujets des deux côtés de la mer Atlantique ont des idées différentes ou oppoſées de juſtice & de convenance, il ſe pourroit bien qu'une ſeule méthode ne s'accordât pas aux deux manieres. Le mieux ſera de laiſſer les uns & les autres jouir, chacun, de ſa propre opinion, ſans les y troubler, à moins qu'elles n'influent ſur le bien commun.

6°. Et ſi l'on ſuivoit actuellement la méthode de conciliation expoſée ci-deſſus; ne penſez-vous pas que ſur le champ cette conduite encourageroit le parti violent & factieux dans les Colonies à prétendre à des conceſſions encore plus étendues de la part de la Mere-Patrie ?

R.—Je ne crois pas que cette conduite produisît un pareil effet. Il peut y avoir dans les Colonies, comme dans tout pays, quelques gens qui méritent d'être appellés violens & factieux; mais ils ſont en petit nombre, & n'auroient que bien peu d'influence, ſi la grande pluralité des gens ſages & raiſonnables étoit ſatisfaite. S'il arrivoit que quelqu'une des Colonies trouvât quelqu'un de vos réglemens de commerce nuiſible à l'intérêt général de l'Empire, ou préjudiciable pour elle ſans être avantageux pour vous, elle expoſeroit la matiere au Parlement dans des pétitions comme ci-devant; mais elle ne prendroit, je penſe, aucun

parti violent pour obtenir ce qu'elle pourroit espérer avec le tems de la sagesse de votre gouvernement. Je ne leur connois pas d'autres objets en vue ; l'opinion qui s'établit ici que les Colonies desirent d'élever un Royaume ou une République à part, est de ma certaine science, dénuée de tout fondement. Je pense donc que sur l'entiere révocation de tous les droits expressément imposés dans le dessein de lever un revenu sur le peuple d'Amérique sans son consentement, les troubles actuels s'appaiseroient, que les résolutions de ne point importer seroient annullées, & que le commerce fleuriroit comme auparavant ; & je suis confirmé dans ce sentiment par toutes les lettres que j'ai reçues d'Amérique, & par l'opinion de tous les gens sensés qui sont arrivés depuis peu de ce pays, excepté les Officiers de la Couronne. A la vérité, je sais que le peuple de Boston est profondément offensé de ce que l'on y a mis des troupes en quartier, parce qu'il croit que c'est une chose contraire à la loi. Je sais aussi qu'il est fort irrité contre le Bureau des Commissaires qui l'ont calomnié auprès du gouvernement ; mais comme je suppose que le rappel des troupes sera la conséquence immédiate des mesures de conciliation ; & que la commission sera aussi ou dissoute, si on la trouve inutile, ou formée d'hommes modérés & prudens, si on l'estime utile & nécessaire, je n'imagine pas que ces points particuliers

ticuliers empêchent le retour de l'harmonie qui eſt ſi fort à deſirer.

7°. Si l'on ne fait droit qu'en partie ſur les griefs des Colonies, quelles conſéquences probables imaginez-vous devoir en réſulter, en conſidérant la choſe en homme raiſonnable, exempt de paſſions, & également ami des deux parties?

R. — J'imagine que la révocation partielle des droits qui ont excité les plaintes des Colonies, ne répondra en aucune maniere à leurs vues: que le commerce demeurera interrompu, & que les Américains perſiſteront, à leur grand avantage, dans leurs plans d'économie, d'induſtrie & de manufactures. Je ne ſaurois dire juſqu'à quel point cela pourra être préjudiciable à la Grande-Bretagne; peut-être pas autant que quelques gens le croyent, puiſqu'elle peut avec le tems trouver de nouveaux débouchés pour ſon commerce. Mais je penſe que, ſi malgré cela, l'union des deux pays ſubſiſte, l'intérêt général n'en ſouffrira point; car tout ce que la Grande-Bretagne pourra perdre par la diminution de ſon commerce, l'Amérique le gagnera par l'accroiſſement du ſien, & la couronne recevra une ſomme égale de ſecours de la totalité de ſes Sujets, ſi même elle n'en reçoit pas une plus conſidérable.

Après avoir répondu à vos queſtions ſur les conſéquences qui pourront, à mon avis, réſulter de telles ou telles meſures, je vais

maintenant aller un peu plus loin & vous dire qu'elles ſont d'après les apparences mes craintes ſur ce qui doit réellement arriver. Je préſume que le miniſtere, ou du moins ceux des Miniſtres qui ont le département de l'Amérique, étant pleinement perſuadés du droit du Parlement, ils penſent qu'il faut le ſoutenir par la force, quelles que puiſſent en être les conſéquences, & qu'en même-tems ils ne croyent pas que ces querelles ayent encore cauſé aucune diminution dans le commerce entre les deux pays, ou qu'ils s'imaginent que cette diminution, ſi elle a lieu, eſt très-peu de choſe, & ne peut pas durer long-tems. Vos Miniſtres ſe tiennent aſſurés, d'après les Officiers de la couronne en Amérique, que l'établiſſement des manufactures y eſt impoſſible; que les mécontens y ſont en petit nombre & peu importans; que preſque tous les gens riches & conſidérables ſont contens & diſpoſés à ſe ſoumettre paiſiblement au pouvoir de taxer que le Parlement veut exercer; & que ſi l'on maintient les actes faits pour tirer un revenu, en révoquant ſeulement ces droits que l'on appelle *anti-commerciaux* (deſtructifs du commerce) & peut-être même en mettant d'autres droits à leur place, les Colonies ſe ſoumettront avant qu'il ſoit long-tems à l'autorité parlementaire, & bientôt anéantiront leurs réſolutions de ne plus importer, lorſqu'elles verront que ces réſolutions ne produiſent

aucun changement de la part de l'Angleterre. D'après ces fausses informations & d'autres semblables auxquelles il me paroît que l'on ajoute foi, je regarde comme vraisemblable qu'il ne sera point accordé à l'Amérique de redressement total de ses griefs dans la présente session (1769), ce qui peut allumer encore plus l'incendie commencé. Des mesures plus vives de ce côté là peuvent causer plus de ressentiment de celui-ci ; & il peut en résulter, non pas seulement comme l'année derniere, la dissolution des assemblées Américaines, opération bien mal conçue, mais une tentative de dissoudre les constitutions elles-mêmes : peut-être enverra-t-on plus de troupes ; ce qui augmentera l'inquiétude. Cependant, pour justifier les mesures du Gouvernement, vos Ecrivains décrieront les Américains dans vos gazettes, comme ils ont déja commencé à le faire : ils les traiteront de misérables, de coquins, de lâches, de rebelles, &c. dans la vue d'aliéner contr'eux l'esprit de votre peuple, & cela contribuera encore à diminuer l'affection des Américains pour l'Angleterre. Peut-être aussi quelques-uns de leurs patriotes ardens se laisseront-ils emporter jusqu'à s'exposer par quelque action violente à être mandés ici, & peut-être le Gouvernement d'ici sera-t-il assez imprudent pour vouloir les faire pendre d'après l'acte d'Henri VIII. A force de se provoquer ainsi de part & d'autre, la séparation s'achevera ; & au lieu

de cette affection cordiale qui a regné autrefois & si long-tems, & de cette harmonie si convenable au bonheur, à la force, à la sûreté & à l'avantage des deux pays, il s'établira une mal-veillance mutuelle, une haine implacable, telles que nous les voyons subsister à présent entre les Espagnols & les Portugais, entre les Génois & les Corses, produites par la même mauvaise conduite de la part des Gouvernemens supérieurs; & l'identité de nation, la ressemblance de Religion, de mœurs & de langage, ne seront pas plus un obstacle à ces effets dans notre cas que dans celui de ces peuples.

Signé, Benjamin FRANKLIN.

RAISONS pour ne point taxer les Colonies, communiquées par le Docteur Franklin au Gouverneur Shirley, dans l'année 1754.

Les peuples supportent toujours plus volontiers les charges, lorsqu'ils ont ou qu'ils peuvent avoir quelque part dans leur imposition.

Quand un systême d'administration est désagréable aux peuples, les ressorts du Gouvernement se meuvent avec beaucoup plus de lenteur.

Exclure les peuples d'Amérique de toute part dans le choix d'un grand Conseil pour leur propre défense, & les taxer dans le Parlement où ils ne sont point représentés, ce

feroit leur cauſer le plus ſenſible déplaiſir.

Il n'y a point de raiſon pour douter de l'empreſſement avec lequel les Coloniſtes contribueroient à leur propre défenſe.

Des peuples, dont la propriété & la liberté ſeroient en danger, jugeroient mieux des forces néceſſaires pour leur défence & des moyens de lever de l'argent pour cet objet, qu'un Parlement Britannique à un ſi grand éloignement.

Les Américains ſauroient prendre d'auſſi ſages meſures au moins pour la ſureté de leurs pays, que des Gouverneurs envoyés de la Grande-Bretagne, dont l'objet en général eſt de s'enrichir avant de retourner en Angleterre, & qui par cette raiſon doivent être diſpoſés à faire la guerre à la France plutôt pour leur intérêt que pour celui de la cauſe commune.

Forcer les Colonies à donner de l'argent pour leur propre défenſe, ſans leur conſentement, ce ſeroit montrer du ſoupçon ſur leur loyauté, leur patriotiſme & même leur raiſon, & les traiter comme des ennemis conquis & non comme des Bretons libres qui croient avoir le droit inaliénable de n'être taxés que de leur propre conſentement donné par leurs Repréſentans.

Les taxes parlementaires, une fois impoſées, ſont ſouvent continuées après la ceſſation du motif qui les a occaſionnées. Mais ſi les Coloniſtes étoient autoriſés à ſe taxer eux-mêmes, ils retireroient le fardeau de def-

ſus les peuples, auſſitôt qu'ils jugeroient qu'il ſeroit inutile de le leur faire ſupporter plus long tems.

Si le Parlement doit taxer les Colonies, leurs Aſſemblées de repréſentans doivent être ſupprimées comme inutiles.

Il n'eſt pas plus juſte de taxer les Colonies pour leur propre défenſe, qu'il ne le ſeroit d'obliger les cinq Ports & les autres côtes de la Grande-Bretagne à entretenir une armée contre la France, & de les taxer pour cet effet ſans leur accorder des Repréſentans dans le Parlement.

Les Colonies ont toujours été indirectement taxées par la Métropole (outre qu'elles payent les taxes miſes par leurs Aſſemblées) puiſqu'en effet elles ſont forcées d'acheter les manufactures de la Grande-Bretagne, chargées d'une infinité de droits très-lourds, tandis que les Colonies pourroient fabriquer elles-mêmes quelques-unes de ces manufactures, ou les acheter ailleurs à bien meilleur marché.

Les Colonies ſont en outre taxées par la Métropole, en ce qu'elles ſont obligées de porter dans la Grande-Bretagne une grande partie de leurs productions, & de les vendre à plus bas prix qu'elles ne les vendroient par-tout ailleurs. Cette différence fait l'équivalent d'une taxe payée à la Grande-Bretagne.

Les Coloniſtes, au riſque de leurs vies

& de leurs fortunes, ont étendu la domination & augmenté le commerce & les richesses de la Métropole, & ce n'est sûrement pas une raison pour que les Colonistes soient privés du droit que tout Anglois apporte en naissant, qui consiste à ne pouvoir être taxé que par les représentans choisis par lui-même.

Les raisons du Docteur Franklin produisirent leur effet, il y a environ 23 ans, auprès du Gouvernement. La fausse opération de taxer l'Amérique, étoit réservée à l'administration la plus corrompue, la plus foible & la plus perverse que l'Angleterre ait jamais eue.

Le Docteur Franklin a constament prêché des sourds. Aucune attention n'a été donnée à ses conseils ni à ses prédictions. M. David Hartley, Député de la ville de Kingston, en faisoit l'observation dans la Chambre des Communes le 5 Décembre dernier. Il a lu devant cette assemblée une lettre que ce vertueux Américain lui écrivoit il y a deux ans, & où vous reconnoîtrez, Monsieur, tout ces mêmes sentimens vraiment patriotiques dont vous voyez que son cœur a été toujours rempli, dès les tems même où on imaginoit le moins l'abyme où l'Angleterre devoit se précipiter.

Lettre écrite par M. le Docteur Franklin à M. David Hartley, de Philadelphie le 3 Octobre 1775.

» Je brule pour le moins autant que vous du désir de la paix, & ce seroit pour moi une satisfaction extrême de concourir avec vous à la faire obtenir, mais chaque vaisseau qui arrive de la Grande-Bretagne apporte quelque nouvelle qui tend à nous aigrir davantage, & il me semble que jusqu'à ce que vous ayez éprouvé, à vos dépens, qu'il est impossible de nous réduire par la force, vous ne penserez à rien de juste ou de raisonnable. Jusqu'ici nous n'avons pris d'autre parti que de rester sur la défensive. Si vous vouliez rappeller vos troupes & rester chez vous, nous ne ferions aucune entreprise qui pût vous allarmer. Un moment de relâche de part & d'autre pourroit produire d'excellens effets. Mais vous ne cherchez qu'à nous ulcerer & à nous provoquer. Vous nous méprisez trop. Cependant vous devriez penser, comme dit l'Italien, qu'il n'y a point de petit ennemi. Je suis persuadé qu'en général le peuple Anglois nous aime, mais il est changeant, & les mensonges que vous répandez dans vos gazettes peuvent nous en faire bientôt un ennemi. Nos égards pour lui diminueront en proportion, & je vois clairement que nous prenons le chemin de

nous haïr, de nous détester, de nous abhorrer éternellement. Il s'ensuivra nécessairement une séparation. Ce seroit bien dommage qu'un plan aussi beau que celui que nous avons adopté pour augmenter la force de l'Empire Américain & le rendre plus heureux, fût renversé par des Ministres extravagans & destructeurs. Non cet Empire ne sera point détruit. Dieu le protégera & le fera prospérer. Tout ce que vous ferez ne servira qu'à vous priver d'y avoir aucune part. Nous apprenons que vous envoyez contre nous un plus grand nombre de troupes & de vaisseaux. Nous n'ignorons pas que vous pouvez nous faire beaucoup de mal; mais nous avons résolu de le supporter, & si vous esperez de parvenir à nous soumettre, c'est que vous ne connoissez ni notre peuple ni notre pays. Le Congrès continue ses séances, & il attend le résultat de sa derniere pétition «.

En attendant, Monsieur, qu'on reçoive quelques nouvelles des opérations de la campagne d'hiver, soit de Philadelphie, soit de la Nouvelle-York, je vais mettre sous vos yeux le précis de quelques lettres d'un Officier de distinction, Membre du Parlement d'Angleterre, qui sert dans l'armée du Général Howe.

Les lettres d'un Membre du Parlement d'Angleterre, actuellement servant en Amé-

rique, à ſon frere, un des Comtes d'Irlande, reſpirent la ſageſſe d'un ancien Sénateur & le noble courage d'un Officier Anglois qui ſacrifie ſes ſentimens particuliers au devoir d'un ſoldat, & marche audevant d'un ennemi qu'il voudroit pouvoir ſerrer affectueuſement dans ſes bras. Ces lettres ſont pleines de traits remarquables. » Je ſais, dit il, que nous courons après une ombre; mais ce n'eſt point à moi qu'il convient de raiſonner ſur l'impoſſibilité du ſuccès. Dans la ſituation où je ſuis, mon premier devoir eſt d'obéir, ſi j'étois dans le Parlement, je pourrois alors dire ce que je penſe de *notre folle expédition*. Nous combattons avec tous les déſavantages poſſibles, tandis que les Américains reçoivent de tous les côtés des ſubſiſtances & des ſecours. Je conviens que leurs habits ne ſont pas des habits de gala; mais au moins ils ſont couverts, & leurs corps ſont plus robuſtes & plus propres à ſupporter les rigueurs du climat, que ceux de nos malheureux ſoldats, parmi leſquels la fievre, le ſcorbut & la dyſſenterie, ont fait un ravage affreux «. Dans une autre lettre il s'exprime ainſi: » Il n'y a pas plus de poſſibilité de conquérir l'Amérique que la Lune. Il eſt clair que nous jouons un jeu à nous ruiner, & cependant nous ne quittons point la partie. Si le Général Howe eût été un étourdi, *nous aurions été taillés en pieces juſqu'au dernier homme*. Juſqu'à préſent l'armée n'a dû ſon ſalut

qu'aux talens & à la prudence du Chevalier Howe. Mais si la Schuilkill & le Delavare sont pris de glaces, les Américains auront du tems de reste pour nous détruire *par le froid & par la famine*. Tel est leur plan ; selon toutes les apparences. Leur conduite, pendant cette campagne, a été un chef-d'œuvre de sagesse ! «

On trouve dans un autre endroit cette observation : » Je suis arrivé ici dans la confiance que nous allions voler de conquêtes en conquêtes, & que nous n'aurions à faire qu'à la plus vile canaille. Combien je suis revenu de mon erreur ! lorsque j'ai vu le plan de campagne le mieux conçu, exécuté dans toutes ses parties par les Généraux Américains. Il y a quelques divisions dans le Congrès, mais elles ne portent sur aucun objet de conséquence, & nous ne devons nous en promettre aucun avantage «.

La derniere lettre finit par les reflexions suivantes : » Il est si essentiel que Sa Majesté ainsi que les Ministres, reçoivent des informations exactes, que le Lord Cornwallis doit partir sous peu de jours pour mettre sous les yeux du Conseil un état au vrai des affaires d'Amérique. Le Lord Cornwallis est, sans contredit, un des Généraux Britanniques le plus à portée de connoître les forces & les dispositions réelles des Américains, & de donner une idée des moyens qu'on peut avoir de les soumettre «.

Ces lettres, dit l'obſervateur Anglois, nous offrent un tableau fidele des affaires, mais elles nous font regretter qu'un ſi digne Officier ne s'élève pas au deſſus des préjugés de ſon état, & ne donne pas ſa démiſſion pour retourner à ſon premier poſte, *celui de Sénateur*, & informer la Chambre d'une infinité de circonſtances qui, ſi elles euſſent été plutôt connues, auroient ſauvé l'honneur de l'armée Britannique, & épargné aux deux parties un argent immenſe qu'on auroit pu employer à la gloire & à la proſpérité des deux Nations «.

Si tel eſt en effet, Monſieur, l'état actuel des choſes en Amérique, ne vous paroît-il pas fort incertain que la rentrée de Milord Chatham dans le Miniſtere, (on l'avoit dite très-prochaine) puiſſe remettre l'Angleterre en poſſeſſion de ſes anciens droits ſur ſes Colonies révoltées ? Vous ſerez ſûrement de l'avis d'un Ecrivain Anglois, dont vous allez lire les judicieuſes reflexions à ce ſujet, & il vous paroîtra, comme à lui, que l'Angleterre ne peut plus gueres compter ſur un arrangement que l'Amérique ſe ſeroit fait gloire, il y a trois ans, de tenir de ſa condeſcendance, mais qu'elle dédaignera aujourd'hui d'accorder à ſa puſillanimité.

» L'objet du Bill conciliatoire du Lord North eſt de révoquer toutes les taxes qui, depuis 1763, ont donné lieu aux plaintes

des Américains, pour peu qu'ils consentent à reconnoître la suprématie de l'Angleterre. Un pareil Bill auroit pu produire quelque sensation il y a deux ans ; mais actuellement il n'est propre qu'à exciter le mépris. Tous ces actes ne sont-ils pas révoqués par le fait ? Nous avons voulu les faire exécuter de force, & nous avons échoué dans notre entreprise. C'est une extravagance de proposer à titre de *grace* ce que nous ne pouvons exécuter comme un *droit*. A force de sophismes & de scrupules, les Ecrivains Ministériels ont fait illusion pendant quelques tems à un grand nombre de citoyens bien intentionnés ; mais aujourd'hui ceux-ci ouvrent les yeux. Tout le monde commence à sentir l'*impossibilité* de continuer cette guerre ruineuse. Il faut attribuer ses mauvais succès à des plans vicieux. Tout le tort doit être imputé aux Ministres & non aux Généraux, car ils ont fait leur devoir. Mais il étoit impossible que les idées incohérentes d'un tas d'ignorans & d'étourdis produisissent un autre effet. Il est vrai que ces Ministres ne sont que les très-humbles serviteurs des Lords Bute & Mansfield, & qu'ils n'ont que de bricole la faveur & la confiance de Sa Majesté.

» L'état des choses, relativement au retour du Lord Chatham dans le Ministere, peut se réduire aux deux questions suivantes : «

Premiere question.

» Si le Lord Chatham étoit remis au timon des affaires, pourroit-il persuader aux Américains d'abandonner leurs prétentions à l'indépendance, & de se soumettre à la législation Britannique ?

Réponse.

Le Lord Chatham y auroit certainement réussi au commencement de la querelle, ou pour mieux dire, il n'y auroit pas eu lieu à une négociation sur cet objet, puisqu'alors les Américains n'avoient point établi de prétentions à l'indépendance, & qu'ils ne s'étoient point détachés de leur soumission à la Législation Britannique. On peut dire plus encore, c'est qu'après que la querelle eut éclaté & que le sang eut coulé de part & d'autre, ils ont offert de nous contenter sur ces deux points. Mais le Lord Chatham pourra-t-il, dans les circonstances présentes, décider les Américains à nous faire les mêmes sacrifices ? c'est une question que personne ne pourroit résoudre. Si ce Lord ne réussit point dans cette entreprise, tout ce qu'il sera possible de dire pour son excuse, c'est qu'il est aisé à certaines gens de faire beaucoup plus de mal que l'homme le plus habile ne peut en réparer. Quoiqu'il en soit, le Lord Chatham est peut être l'homme du Royaume qui obtiendra le plus des Amé-

ricains, & qui fera le plus pour faciliter un accommodement; & par cette considération seule, on ne peut pas se dispenser de remettre entre ses mains la conduite des affaires «.

Seconde question.

» Le Lord Chatham pourra-t-il persuader aux Américains de continuer de commercer, ou plutôt de rétablir leur commerce avec nous, à l'exclusion de toute autre nation?

Réponse.

Au commencement des troubles, après les affaires de Concord & de Lexingston, &, même après celle de Bunker's-kill, les Américains nous donnèrent l'option, ou de jouir de tout leur commerce, ou de lever sur eux une taxe qui seroit imposée par la Grande-Bretagne. » Taxez-nous, disoient-ils, (car nous consentons même à être taxés par vous.) mais laissez-nous un commerce libre & illimité; ou si vous voulez restreindre notre commerce, permettez-nous de nous taxer nous mêmes comme autrefois. Mais nous taxer & en même tems restreindre notre commerce, c'est comme si vous bruliez la chandelle par les deux bouts; & vous nous jetterez bientôt dans un état de pauvreté qui réduiroit à rien & notre commerce & nos contributions «.

» Tels étoient le langage & les offres des Américains, dans les premiers moments de

la guerre. A moins d'être Membre du Congrès, on ne peut point dire s'il sera possible ou non de les porter à tenir le même langage ou à faire les mêmes offres. Mais il est très-vraisemblable qu'ils se montreroient disposés à nous offrir quelque chose d'équivalent à l'une de ces deux alternatives, s'ils pouvoient traiter avec un Ministre dans lequel ils eûssent une entiere confiance, & quoiqu'en puissent dire les ennemis du Lord Chatham, il est le seul ici qui ait des droits certains à la confiance la plus entiere de la part des Américains «.

JE terminerai cette lettre par une esquisse des pertes de l'Angleterre dans diverses branches de son commerce & de sa navigation, seulement dans les deux années dernieres. J'ai comparé ensemble quatre éditions de l'interrogat que trois Marchands de Londres ont subi le 6 de ce mois dans la Chambre des Pairs, où ils avoient été amenés par Milord Duc de Richmond. En attendant que ces Marchands remettent les états que la Chambre leur a demandés, où leurs assertions doivent s'offrir en tableau, j'en ai composé un qui pourra suffire pour vous faire entrevoir qu'elle a été l'erreur de ceux qui ont osé soutenir que la querelle Américaine ne causeroit aucune diminution sensible dans le commerce entre les deux pays, ou que cette diminution ne seroit pas de longue durée.

Précis

Précis des réponses de trois Marchands de Londres, mandés le 6 Février 1778 à la Chambre des Pairs, aux questions qui leur ont été faites par plusieurs Lords sur l'état actuel de diverses branches de commerce & de navigation.

Corsaires Américains.

Les Corsaires Américains peuvent se monter au nombre de 173, & celui des matelots employés sur ces vaisseaux est de quinze à vingt mille. L'équipage de chacun est de 80 hommes l'un dans l'autre: il y en a de 150, d'autres de 100, d'autres de 60.

Les vaisseaux de guerre Anglois & les vaisseaux ayant des lettres de marque, ont pris 34 de ces Corsaires. Le nombre des prisonniers faits à leur bord est d'environ 3,000

Vaisseaux pris par les Américains dans les années 1776-1777.

[*N. B.* Les Américains n'avoient point fait de prise avant 1775.]

Vaisseaux pris.....................	743
Repris..........................	127
Perdus pour l'Angleterre........	616

Vaisseaux pillés & rendus aux propriétaires 49

Le montant des vaisseaux perdus pour l'Angleterre est d'environ deux millions sterl. y compris le vaisseau & la cargaison, sur le pied de 3 à 4,000 liv. par vaisseau.

Le nombre d'hommes pris de cette maniere par les Américains est évalué à 15,000 hommes environ, sur le pied de 25 hom. par chacun des 616 vaisseaux, l'un dans l'autre.

Vaisseaux Marchands & Assurances.

Au nouveau Café de Lloyds à Londres, il y a une Société de Marchands qui a des Correspondans dans tous les ports de l'Europe. Ceux-ci lui envoyent les nouvelles les plus récentes de ces ports, & lui donnent aussi connoissance des sorties & entrées des vaisseaux, de leur âge, de leurs qualités, de leurs équipages & tonnage, ainsi que des armemens de guerre. Sur tout cela les Marchands Anglois de Londres reglent le prix des assurances.

Prix des assurances,

Le prix des assurances pour la traite d'Afrique, avant la guerre, étoit de trois pour cent, pied moyen.

Pour la Jamaïque & les autres Isles, avant la guerre, il étoit de deux & de deux & demi. Actuellement, avec convoi, il est le double. Sans convoi, on ne trouve point d'Assureurs, ou du moins très-peu.

Pour quelques autres places il eſt de 15 pour cent.

Le prix pour la Hollande n'a point monté depuis que le Corſaire le Cunningham a quitté le Canal.

Pour le Détroit de Gibraltar, le Portugal & l'Eſpagne, il eſt de deux à trois pour cent ſous convoi.

Manufacture de Fer.

Cette Manufacture eſt très conſidérable; mais ce n'eſt point la Manufacture principale du Royaume d'Angleterre.

Les demandes, pour le fer d'Angleterre, ont augmenté pendant la guerre d'Amérique. Cependant cet accroiſſement n'a point compenſé les pertes occaſionnées par la ceſſation de l'importation du fer de l'Amérique, parce qu'il étoit d'abord importé en gueuſes; & après avoir été manufacturé en Angleterre, l'Amérique en reprenoit des quantités immenſes.

Dette de l'Amérique à l'Angleterre.

Lorſqu'on paſſa l'Acte prohibitif, cette dette ſe montoit à environ deux millions. Dans la premiere année de la guerre les Américains rembourſerent 500,000 livres de cette ſomme.—Si les Américains euſſent gardé les marchandiſes qu'ils donnèrent alors en payement, elles ſuffiroient actuellement

pour payer toute la dette, le prix des marchandises étant augmenté des trois quarts.

Ces 500,000 livres ont été payées pendant les troubles; & avant qu'on fût informé en Amérique que tout commerce avoit été prohibé entre les deux pays. Depuis ce tems-là les Américains ont continué de payer leurs dettes par la voie de la France & de la Hollande. Cependant le papier des Provinces du centre où est la guerre, perd dans le commerce 90 pour cent: celui de la Caroline Méridionale auroit un cours bien moins désavantageux.

Gages des Matelots.

Les gages des matelots sont montés depuis la guerre d'Amérique de 25 à 30 shillings par mois, à 55 shillings, & il faut toujours payer d'avance un mois.

Le fret des vaisseaux n'est pas augmenté dans la même proportion.

Commerce de l'Amérique & des Isles Angloises.

Avant la guerre actuelle on évaluoit ce commerce à environ douze millions, c'est-à-dire, trois millions en exportations des Royaumes Britanniques, & neuf millions en exportations de l'Amérique ou des Isles, pour l'Europe (*a*).

[*a*] D'après un relevé fait sur les tableaux de Whitworth pour l'année 1773, les importations dans la

Isles du Vent.

Les vaisseaux destinés pour ces Isles sont évalués à 6,000 liv. & ceux pour l'Angleterre à 8,000.

Le nombre des vaisseaux pris entre la Jamaïque, les Isles sous le Vent, Terreneuve & l'Afrique, a été d'environ 580, d'où il reste à déduire ceux qui ont été repris. La Barbade & Tabago sont les Isles qui ont essuyé les plus grandes pertes. Cette partie est absolument sans défense. Il n'y a pas une chaloupe de guerre employée à en écarter les Corsaires. Ils y font des descentes & enlevent les Negres de dessus les habitations. Un Planteur en a perdu 150 dans une nuit à Tabago.

Jamaïque.

Les vaisseaux destinés pour la Jamaïque sont évalués sur un pied moyen à 8,000 liv. ceux pour l'Angleterre à 10,000 liv. Les vaisseaux pris au commerce de la Jamaïque

---

Grande-Bretagne montoient à 3,402,677 l. 7 f. 5 d.
Et les exportations à 2,976,665 8 6
Il faut qu'il y ait pour..... 5,597,323 l. de denrées des Colonies en général qui se portoient directement chez l'Etranger, en vertu des modifications faites successivement à l'acte de navigation. — Cela fait toujours neuf millions d'importations, puisque les produits des 5,597,323 liv. y rentroit, soit en lettres de change ou en marchés d'Europe.

ſont évalués à 500,000 liv ſterl. La quantité de ſucre, priſe en 1776 par les Américains, a été de 25,000 bariques.

Commerce de Terreneuve.

Les Américains ont pris quarante vaiſſeaux de ce commerce. Cependant, la pêche eſt plutôt augmentée que diminuée, par la raiſon que les troubles de l'Amérique & le nouvel acte ſur les pêcheries, reſtreignent à l'Angleterre ſeulement ce commerce, qui étoit auparavant partagé entre l'Angleterre & l'Amérique.

Cette pêcherie, qui doit occuper chaque année vingt-mille hommes, eſt conſidérablement diminuée faute de matelots. La derniere campagne a produit la moitié moins de poiſſon. Les Iſles en manquent, ainſi que les marchés d'Europe, & le prix en eſt doublé en nombre d'endroits.

Commerce d'Afrique.

Le nombre des vaiſſeaux employés à ce commerce, avant la guerre d'Amérique, étoit de 200 à 250. Actuellement il ne ſe monte pas au quart. Les vaiſſeaux que l'Angleterre a perdus à ce commerce ont été pris par les Corſaires Américains, principalement dans la latitude des Barbades, parce qu'il n'y avoit aucun vaiſſeau de guerre ſtationé au Vent pour protéger ce commerce;

& toutes les prises ont été faites au vent de cette Isle.

Les vaisseaux & les cargaisons de ce commerce sont estimés 7 à 9,000 livres, & c'est leur vraie valeur. Le premier vaisseau de ce commerce a été pris en Avril 1777; & depuis ce tems-là tout vaisseau qui a fait *le voyage moyen*, c'est-à-dire, des Isles à l'Afrique, a été pris.

Les Américains ont pris quinze vaisseaux faisant la traite des Negres. Chacun de ces vaisseaux, sur un pied moyen, contient 250 esclaves, coûtant, par une évaluation moyenne, 25 livres st. Desorte que la perte du premier coût, pour l'Angleterre, en esclaves seulement, doit être de 93,750 livres, sans compter les vaisseaux & les hommes. Cependant, ce commerce s'est plutôt accru que diminué, parce que les troubles de l'Amérique ont restreint à l'Angleterre seulement cette branche de commerce, qui, avant cette époque, étoit partagée entre l'Angleterre & l'Amérique.

Depuis l'acte prohibitif l'Angleterre fait entre les côtes d'Afrique & la mer du Sud, un nouveau commerce (c'est-à-dire une nouvelle pêcherie). Cependant ce commerce n'équivaut pas à celui que l'Angleterre a perdu à Terreneuve. Il employeroit le même nombre de vaisseaux que les Américains, sans la difficulté qu'on trouve à les équiper. Cette nouvelle pêcherie s'étend jusqu'aux Isles de

Falkland ou Malouines, & le nombre de vaisseaux Anglois qui la font, est de 15, au lieu que les Américains en employoient 60.

Elle consiste à chasser la baleine, dont le blanc fait un luminaire assez semblable à la bougie. Les Américains étoient les seuls qui s'en occupassent autrefois. Elle se partage aujourd'hui entre les ports de Londres & de Bristol. Mais comme il faudroit sur chaque vaisseau au moins quatre Harponeurs Américains (que les Anglois ne peuvent point remplacer) & que ce secours manque absolument, le prix de l'huile dite *Spermaceti* est doublé depuis le commencement de la guerre. Quinze ou seize vaisseaux qui y ont été employés n'en ont rapporté que des demi cargaisons, & la pêcherie entiere n'a pas produit, dans tout ce tems, plus de soixante mille livres sterling. — Deux vaisseaux seulement sont employés à la partie de cette pêcherie qui se fait sur la côte d'Afrique. Le prix de l'assurance est de 15 pour cent pour la pêcherie entiere.

Prix des marchandises.

Depuis la guerre, le fer & plusieurs autres articles ont augmenté du triple, & les autres du quintuple de leur valeur ordinaire.

Le prix du goudron & de la thérébentine ont monté de 6 à 8 schillings, à 30 shillings le barril.

Le Sucre de 30 shillings, à 3 livres le quintal.

L'huile de poiſſon, dans la même proportion.

Les cendres perlées & les potaſſes, de même.

L'indigo a augmenté conſidérablement.

Le tabac eſt monté de 7 $\frac{1}{2}$. deniers la livre, à 2 shillings (48 ſous tournois).

Il ſe fait journellement de petites banqueroutes, & trop ſouvent de très-conſidérables.

P. S. du 18 Février.

VOICI une ſcène toute nouvelle : l'horizon politique eſt entiérement changé : l'eſprit de paix y regne comme s'il n'eût jamais été troublé par une folle ardeur pour la guerre. Les ordres de piller, de ſaccager, de brûler font place aux offres d'une aimable conciliation. O ! Burgoyne, de quel étonnement vous ſerez ſaiſi, à votre retour dans votre patrie, ſi quelque enchantement ne vous retient pas chez les Américains ! C'eſt pour le coup que vous ſerez pétrifié. O ! vous tous, Généraux & autres, qui avez traité avec une hauteur & une dureté ſi barbares, les Amécains qui croyoient avoir de juſtes repréſentations à vous faire, concevrez-vous qu'il ait pu y avoir tant de miel dans les cœurs où vous avez puiſé tant de fiel ?

Précis de ce qui s'est passé le 17 Février dans la Chambre des Communes.

» On n'avoit vu encore dans aucune session l'assemblée aussi nombreuse. La Chambre Haute, presque entiere, étoit mêlée dans la galerie avec la multitude qui la remplissoit, pour entendre de la bouche de Mylord North, l'ouverture d'un avis tout opposé au plan qu'il a invariablement suivi depuis quatre ans ».

» Voici la substance de son discours ».

» Après avoir prié la Chambre de l'écouter avec patience, quoiqu'il la prévînt qu'il seroit un peu long. — Il débuta en l'assurant qu'il avoit toujours été animé du desir de la paix : que les actes coercitifs du Parlement avoient été passés dans la vue de la paix : qu'il n'eut pas plutôt apperçu leur inefficacité, qu'il avoit fait une proposition conciliatoire avant que l'épée fût tirée : que c'étoient les discussions par lesquelles on avoit fait passer cette proposition dans la Chambre qui avoient porté le Congrès à la rejetter comme imaginée uniquement pour semer la division en Amérique, & y introduire un plan de taxation pire que le premier ».

» Il protesta que jamais il n'avoit compté augmenter considérablement le revenu public par les taxes Américaines, & il fit voir que même celle du timbre, dont il n'étoit point l'auteur, & qui lui paroissoit la plus judicieuse de toutes n'auroit pas été un objet de consé-

quence. Il rappella à la Chambre, qu'aucune taxe n'avoit été établie par lui en Amérique; qu'il l'avoit trouvée *taxée* lorsque mal-heureusement (& il n'expliqua point si c'étoit pour lui ou pour l'Etat) il étoit entré dans l'administration : que n'étant point l'auteur de l'impôt sur le thé, il ne l'avoit point fait révoquer non plus; mais qu'il n'avoit employé aucun moyen coercitif pour le faire percevoir. Il entra dans quelques détails sur ce dernier impôt contre lequel il pretendit que les Américains s'étoient injustement soulevés, & même à leur préjudice, faisant voir qu'il avoit déplû aux seuls contrebandiers, qui le regardoient comme un monopole. Il conclut de tout cela que n'ayant jamais eu la taxation de l'Amérique pour objet principal, on devoit le trouver uniforme & conséquent dans ce qu'il alloit proposer ».

» L'avis qu'il ouvrit porte sur trois points. Premiérement, que la Chambre se formeroit en grand Comité le 19 ou pendant la séance tenante, pour préparer un (*a*) Bill aux fins d'une renonciation totale aux taxations Américaines, sous la condition que les Colonies s'obligeroient à une contribution

---

[*a*] On trouvera ci-après un précis exact des Bills, avec lesquels ces propositions de Milord North ne sont point parfaitement conformes. C'est qu'apparamment ce qui n'est pas exprimé dans les Bills annonce seulement les dispositions que le Ministère apporte à la négociation.

raiſonnable pour entrer dans les dépenſes d'adminiſtration du gouvernement d'Angleterre, à la protection duquel elles auroient droit par cette contribution ».

» 2°. Que cinq Commiſſaires ſeroient nommés & envoyés en Amérique avec les pouvoirs les plus étendus, à l'effet de traiter avec tous corps ou particuliers pour le rétabliſſement de la paix entre la Grande-Bretagne & les Colonies, aux conditions ci-deſſus, ladite commiſſion devant durer juſqu'au mois de Juin 1779 ».

» 3°. Qu'il y auroit une ceſſation d'armes auſſi-tôt que ces Commiſſaires arriveroient en Amérique s'ils le jugoient néceſſaire, & qu'elle pourroit durer juſqu'à l'expiration de ladite commiſſion, pour que leurs négociations euſſent l'effet deſiré ».

» Dans l'explication qu'il donna de chacun de ces points, il annonça que tous les actes coercitifs ſeroient retirés. — Que la Chartre de la Baye de Maſſachuſets lui ſeroit rendue. — Que les Commiſſaires pouvant traiter avec tous corps quelconques, le Congrès ſeroit compris nommément dans leur commiſſion, ainſi que les aſſemblées provinciales, & même les particuliers en leurs qualités civiles ou militaires, tels que le Général Washington, ou d'autres Officiers. — Que les pouvoirs des Commiſſaires s'étendroient juſqu'à la ſuſpenſion de toutes loix quelconques, & enfin, que dans les Colonies où la

nomination du Gouverneur, &c. appartenoit au Roi les Commissaires pourroient en nommer ainsi que d'autres Officiers, jusqu'à ce que le Roi les eût confirmés ».

» Il alla jusqu'à dire qu'on traiteroit avec l'Amérique comme avec un état indépendant, & que l'article de l'indépendance seroit le point qui seroit discuté le dernier, faisant entendre qu'on pourroit stipuler entre les deux Etats une union semblable à celle de l'Ecosse avec l'Angleterre (bonheur auquel ne participe point l'Irlande, traitée comme pays conquis, & dont l'Irlande n'est point fort jalouse) & à ce sujet il observa qu'il ne pouvoit pas donner une plus forte preuve de la sincérité de ses sentimens pour la paix ».

» Il prévint l'objection à laquelle il s'attendoit, savoir, qu'il eût pu faire plutôt cette proposition, & il pria la Chambre de se souvenir qu'à l'ouverture de la session, il l'avoit annoncée pour le moment où les armes Britanniques auroient été couronnées de quelque succès éclatant : quoiqu'il avoit compté sur des avantages plus réels que ceux que les Généraux Anglois avoient obtenus ; & que la défaite du Général Burgoyne avoit trompée ses calculs ; mais que les généreux efforts que la Nation venoit de faire par les cotisations volontaires pour lever quinze mille hommes de troupes, & le bon état où étoient encore les armées du Roi en Amérique, forte de plus de 36 mille hommes, lui paroissoient être

des circonſtances auſſi favorables qu'une victoire, & qu'il ne voyoit point de raiſon de pouſſer plus loin une guerre ſi meurtriere & ſi diſpendieuſe. — En parlant de ce qu'il avoit attendu des armées du Roi, il parut donner quelques torts au Général Howe & au Général Burgoyne. — Il finit en aſſurant la Chambre que la Nation étoit encore puiſſante, qu'elle avoit beaucoup plus de troupes à envoyer qu'on ne l'imaginoit, & des forces ainſi que des facultés pour plus d'une campagne ; que les revenus publics n'avoient ſouffert que fort peu de diminution, & qu'il comptoit ſur un ſubſide ſuffiſant pour le ſervice de l'année courante, ainſi qu'il eſpéroit le faire bientôt voir à la Chambre ».

» M. Fox qui prit auſſi-tôt la parole, déclara qu'il ne pouvoit point refuſer ſon ſuffrage à une propoſition, qui en général, lui paroiſſoit ſi raiſonnable, & qu'il ne doutoit point qu'elle ne réunît ceux de tout ſon parti. Il ſe permit ſeulement d'obſerver qu'il étoit fâcheux qu'on n'eût pas adopté il y a trois ans, le projet de M. Edmond Burke, qui portoit exactement ſur les mêmes points. Il obſerva qu'il convenoit de donner aux Colonies la même ſureté parlementaire pour leurs Chartres que relativement à la taxation. Enfin, après avoir paſſé en revue les divers points ſur leſquels Milord North venoit d'avouer qu'il avoit été trompé par l'événement, il déclara qu'une ſeule inquiétude lui

restoit sur les bruits qui s'étoient répandus, & qu'il ne croyoit que trop certains d'un traité d'alliance & de garantie conclu très-récemment entre la France & les Etats-Unis d'Amérique. Il somma Milord North de dire ce qu'il pouvoit en savoir, & s'il n'avoit pas eu connoissance de ce traité avant d'avoir fait sa proposition qu'un traité semblable rendroit aussi infructueuse pour la paix, que honteuse pour la Grande-Bretagne.

Plusieurs Députés qui jusqu'ici ont donné leur voix pour le Ministere, se plaignirent d'avoir été trompés par Milord North, qui nioit aujourd'hui que jamais il eût songé à tirer un revenu d'Amérique, tandis qu'il les avoit assurés très-positivement que c'étoit pour le soulagement des propriétaires de fonds en Angleterre, qu'il vouloit assujettir l'Amérique aux taxations ; & ils protesterent qu'au lieu de s'appuyer comme ils l'avoient fait pour la poursuite de la guerre, ils lui auroient opposé tous leurs efforts s'ils eussent pu croire que les Américains ne partageroient pas leurs charges d'une maniere sérieuse & efficace ».

» M. Grenville se plaignit que Milord North n'avoit pas assez développé la nature de la commission, & qu'en conséquence, ne pouvant se hazarder à commenter les dires trop vagues de ce Lord, il se bornoit à joindre son vœu pour la paix à celui de toute la Chambre. — Il ajouta à ce que M. Fox avoit dit de la France, qu'il étoit bien informé

que depuis quinze jours, divers corps considérables de troupes étoient partis de l'intérieur du royaume de France pour les côtes, & que les Miniſtres François avoient pris un ton beaucoup plus ferme & même des plus offenſans pour la Grande-Bretagne. Il ſe permit une ſortie véhemente contre Milord North qu'il accuſa d'avoir trompé ſur tous les points la Nation & le Parlement; & il finit en aſſurant que, comme tout le reſte de la Chambre, il ſouhaitoit la paix ».

» Le Lord North répondit ſur ce qui concernoit le traité des Américains avec la France, qu'il ne pouvoit pas nier que la nouvelle ne lui en fût venue auſſi, mais que ce n'étoit point par une voie autentique: qu'il convenoit que la choſe étoit poſſible & même probable, mais qu'il ne pourroit y ajouter foi que quand il en ſeroit informé par l'Ambaſſadeur ».

» On n'entendit point, ſans ſurpriſe, le premier Miniſtre s'exprimer ainſi, avec une ſorte de friſſonnement qui fut remarqué de toute la Chambre, & qu'on prit pour l'effet de la peur dont il étoit ſaiſi, en faiſant cet aveu tacite de l'événemnnt le plus redoutable pour l'Angleterre, & le plus terrible pour les Miniſtres qui l'ont ſi mal conduite «.

» Il fut arrêté unanimement qu'on travailleroit au Bill propoſé par Milord North. La ſéance finie chacun ſe retira conſterné;

&

& les fonds publics baisserent aussitôt de quelques crans, ce qui ne promet point à Milord North qu'il puisse lever le subside avec autant d'aisance qu'il sera octroyé «.

Je n'ai qu'une courte observation à faire, Monsieur, sur ce projet de Milord North. Animé du désir le plus sincere, comme je vous l'ai toujours protesté, de voir cesser cette guerre monstrueuse, je suis aussi affligé de l'inutilité visible de cette tentative, que j'aurois ressenti de joie si elle eût été faite avant l'envoi des Auxiliaires Allemands en Amérique. Malgré tout ce que vous voyés de séduisant, & j'oserois dire d'incroyable dans cette proposition, le Ministre nourrit dans son cœur l'espoir de conquérir l'Amérique; & ce n'est que du tems qu'il cherche à gagner. Ce tems lui est cher; aussi en offre-t-il un gros prix. Mais il est encore plus cher pour les Américains, & ils rejetteront son marché. S'il eût eû vraiment l'intention de faire un si beau sort à l'Amérique, il falloit débuter par le rappel de toutes les troupes quelconques, déduire ensuite le contenu de sa proposition qui se réduit à ce seul point : *Si vous voulez de notre protection, vous la payerez par une contribution raisonnable qui n'alterera gueres l'ombre de l'indépendance qu'on pourra vous laisser.* Mais il se contente de leur offrir une suspension d'armes, en laissant chez eux trente-six mille hommes,

qui insensiblement pourront être portés à soixante mille, tant par les recrues d'Angleterre & d'Allemagne que par les enrôlemens du pays. Qui est-ce qui ne voit point que son intérêt est de diviser les Américains & de leur faire perdre le moment le plus favorable qu'ils ayent eu dans cette guerre, ainsi que le fruit de trois campagnes qui ont discipliné & aguerri leurs troupes, de les empêcher enfin de mettre à profit l'embarras où la Cour se trouve pour de nouveaux renforts de troupes Allemandes, ainsi que l'affreux désordre où sont les finances de l'Angleterre & même ses affaires dans l'Inde, son unique ressource. Mais les Américains ne seront point si dupes. Ils diront aux nouveaux Plénipotentiaires : qu'entendez-vous par une suspension d'armes ? Vous allez rester au milieu de nous, dans nos Villes ; sur nos côtes ! Avons nous des armées dans vos Villes en Angleterre ? Ce n'est que dans ce cas là qu'une suspension d'armes ne nous seroit point désavantageuse. Vuidez notre pays, retirez vos troupes, sans quoi votre suspension d'armes n'est qu'un mal de plus que vous cherchez à nous faire. Le parti de Milord North ne manquera pas de s'écrier que sûrement il existe un Traité secret entre quelque Nation Européenne & les Américains, puisqu'ils rejettent de si belles propositions ; & Milord North profitera de la fermentation excitée dans les esprits par la

nouvelle de ce refus qui pourra encore venir avant la séparation du Parlement, pour obtenir un vote de crédit plus considérable, dont il trouvera les fonds s'il peut; mais il n'en perdra pas moins l'Amérique, & il n'en sera pas moins vrai qu'il l'a perdue uniquement par sa faute, & pour s'être flatté jusqu'au dernier moment du fol espoir *de mettre sous ses pieds l'Amérique & l'Univers.*

J'ajouterai une seule idée, d'après une lettre que le Général Gates, vainqueur de Burgoyne, a fait passer à Milord Thanet, & dont le Marquis de Rockingham a fait lecture dans la Chambre des Pairs le Lundi 16 Février. Voici en quels termes s'exprime cet Américain, dont le suffrage est de poids. » Une administration méchante, scélérate, détestable, a fait tout ce mal. N'y auroit-il pas quelque main habile qui pût le guérir? Un Chatham, un Cambden, un Thanet, feroient rentrer l'Angleterre dans ses droits sur l'affection des Américains. — Rien au monde ne les détachera de leur indépendance. Ils seront volontiers les amis & les alliés de l'Angleterre, mais jamais ses esclaves «.

Les Américains ne peuvent point avoir oublié que Milord Chatham a protesté contre l'envoi des troupes en Amérique; qu'il a déclaré que tout honnête Anglois devoit quitter ce service: qu'il en a retiré son fils: qu'il a proposé le rappel de l'armée entiere.

Or il me paroit que toute propoſition qui leur viendra du Miniſtère, qui avoit juré leur perte, ſera d'autant plus mal accueillie, qu'ils ſavent par quel préliminaire auroit débuté avec eux celui qui a été conſtament leur zelé défenſeur, & que ce préliminaire eſt le ſeul moyen d'obtenir leur confiance. Je ne crois point, dans l'état où ſont les choſes, que Milord Chatham, même, les ramenât ſous le joug de l'Angleterre ; mais ſûrement il en feroit à ſa nation des amis & des alliés très-utiles, au moins tant que ſon Miniſtère dureroit.

Je croirois encore que ces projets d'arrangement ſe préſentant au nom du Parlement, dont les Colonies ont déclaré tant de fois qu'elles ne vouloient point dépendre, ils ſeront rejettés, comme on dit, ſur l'étiquette du ſac. Il n'y aura d'ailleurs aucune des Aſſemblées américaines qui veuille les recevoir autrement que par la voie du Congrès général, qui certainement exigera ces trois conditions préliminaires. — Que toutes les armées & eſcadres ſoient retirés ; qu'il ſoit formé un nouveau Parlement, & que le Miniſtère ſoit changé dans ſa totalité, pour voir enſuite, s'il peut y avoir lieu, à un Traité de commerce & d'amitié entre deux ſœurs parfaitement indépendantes l'une de l'autre, & partagées de maniere entr'elles que toutes les eſpérances ſoient du côté de

la cadette, tandis qu'il ne reſte à l'ainée que ſa décrépitude.

Je joins ici les Bills, traduits littérallement. Je n'ai retranché du premier que les choſes de forme.

Bills préſentés ſur la motion de Milord North, du 17 Février.

Bill pour la nomination des Plénipotentiaires.

[Ce Bill a été extrait, mais en retranchant ſeulement les choſes de forme.]

Préambule.

Pour faire ceſſer & anéantir toutes les défiances & appréhenſions mal fondées qui ont fait craindre mal-à-propos à un grand nombre des ſujets de Sa Majeſté dans ſes Colonies, Provinces & Plantations (ici les Treize Colonies ſont nommées) que leurs libertés & leurs droits légitimes ne fuſſent en danger, & pour d'autant plus manifeſter les intentions juſtes & gracieuſes, ſuivant leſquelles Sa Majeſté & ſon Parlement déſirent de matntenir & d'aſſurer tous les ſujets dans la jouiſſance claire & parfaite deſdits droits & libertés,

Section premiere.

Les perſonnes qui ſeront nommées ſous

le grand ſceau de la Grande - Bretagne, auront un plein pouvoir, commiſſion & autorité pour négocier, traiter & convenir, ſoit avec les corps politiques ou aſſemblées, ſoit avec les particuliers, ainſi qu'elles le jugeront convenable, ſur-tous griefs, ou ſujets de plaintes exiſtans ou ſuppoſés exiſter dans le gouvernement deſdites Colonies, ou dans les loix & ſtatuts du royaume y relatifs, & ſur l'objet d'aucune aide ou contribution à fournir par toutes ou telle d'entre leſdites Colonies, &c. reſpectivement pour la défenſe commune du royaume & ſes dépendances, ainſi que ſur aucuns réglemens, & choſes, que leſdits Commiſſaires jugeront néceſſaires pour l'honneur de Sa Majeſté & le bien général de ſes Sujets.

Section deuxieme.

Aucun réglement, &c. ainſi propoſé & convenu, n'aura de valeur ou effet, & ne ſera exécuté qu'ainſi qu'il eſt dit ci après juſqu'à ce qu'il ait été approuvé par le Parlement.

Section troiſieme.

Les Commiſſaires pourront ordonner & publier, dès qu'il le jugeront à propos, une ceſſation d'hoſtilités de la part des troupes du Roi, pour telle des Colonies, & pour tel tems, & auſſi ſous les conditions qu'ils

jugeront néceſſaires, & la révoquer & annuler de la même maniere.

Section quatrieme.

Ils pourront ſuſpendre, par une proclamation ſignée & ſcellée d'eux, l'effet de l'acte du Parlement, de la ſeiziéme année du règne de Sa Majeſté, pour défendre tout commerce & correſpondance avec les Colonies y nommées, ou de partie dudit acte, pour le tems qu'ils jugeront néceſſaire, en ſpécifiant le tems, le lieu, & les exceptions & reſtrictions, avec faculté de révoquer ladite ſuſpenſion.

Section cinquieme.

Ils pourront ſuſpendre en tels lieux ou pour tel tems qu'ii jugeront à propos, pendant la durée du préſent acte, l'effet de tous ou de tel d'entre les actes du Parlement, paſſés depuis le 10 Février 1763, relativement auxdites Colonies, ou de telle partie ou clauſe y contenue, en tant que regardant leſdites Colonies.

Section ſixieme.

Ils pourront accorder le pardon à toute eſpece & à tout nombre de perſonnes dans leſdites Colonies.

Section ſeptieme.

Pour qu'il ne réſulte aucun inconvénient de la vacance de l'Office de Gouverneur ou Commandant, ou de ſon abſence dans les Colonies, dont ci-devant Sa Majeſté nommoit le Gouverneur, ils pourront faire cette nommination par un Acte ſigné & ſcellé d'eux, pour durer ſuivant le bon plaiſir de Sa Majeſté, & avec les mêmes pouvoirs, &c. que ſi le pourvu eût été nommé par le Roi, & a cet effet ils pourront révoquer & annuller toutes nominations antérieures.

Section huitieme.

Le préſent acte ſera en vigueur, juſqu'... (les dates reſtent en blanc ſur les Bills: on remplit ces blancs à la paſſation de l'acte.)

Bill relatif à la taxation.

(*N. B.* Ce Bill eſt traduit en entier & littérallement.)

Préambule.

D'autant que l'expérience a fait voir que l'exercice du droit de taxation par le Parlement de la Grande-Bretagne, pour l'objet de lever un revenu ſur les Colonies, Provinces & Plantations de Sa Majeſté dans l'Amérique Septentrionale, avoit occaſionné de

de grands troubles & désordres, & que par diverses fausses interprétations il avoit servi à tromper un grand nombre des sujets fideles de Sa Majesté, qui reconnoissent toujours qu'il est juste qu'ils contribuent à la défense commune du Royaume, pourvû que cette contribution soit levée sous l'autorité de la Cour générale ou de l'Assemblée générale de chaque Colonie, Province ou Plantation respective.

Et d'autant, que pour faire cesser lesdits troubles & remettre le calme dans les esprits de ceux des Sujets de Sa Majesté qui peuvent être disposés à revenir à leur allégeance, ainsi que pour rendre la paix & la prospérité à tous les Etats de Sa Majesté, il est à propos de déclarer que le Roi & le Parlement de la Grande-Bretagne n'imposeront aucun droit, taxe ou impôt pour l'objet de lever un revenu dans aucune desdites Colonies, provinces ou plantations.

Plaise à votre Majesté,

Qu'il soit déclaré & statué comme il est déclaré & statué par sa Très-excellente Majesté le Roi & de l'avis & consentement des Lords spirituels & temporels & des Communes, assemblés en ce présent Parlement & de l'autorité d'icelui, que le Roi & le Parlement de la Grande-Bretagne, à compter de........n'imposeront aucun droit, taxe ou impôt quelconque payable dans aucune

des Colonies, provinces & plantations de Sa Majesté dans l'Amérique Septentrionale, excepté seulement les droits qu'il peut être nécessaire d'imposer pour réglement de commerce, le produit réel desquels sera toujours payé & employé pour la Colonie, province ou plantation dans laquel ledit droit aura été levé de la même maniere que les autres droits levés par l'autorité des Cours générales ou assemblées générales de ces Colonies, provinces ou plantations sont ordinairement payés & employés.

FIN.

TABLE

DES MATIERES.

Des ſix Lettres du Banquier de Londres formant le Tome VII des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.

(*N. B. Ces Lettres ſe trouvent dans les* N.° *XXXI, XXXII, XXXIII XXXIV, XXXV & XXXVI.*)

A

I

M

O

INDEX.

A

B

C

E

F

G

H

J

L

M

N

P

R

S

T

W

FIN.

Cleaned & Oiled

September 1988





